

HENRI ALMERAS

La Transmission du Patrimoine
des
Parents à leurs Enfants
dans les
Familles Rurales Lozériennes



1934

LARGUIER, IMPRIMEUR
NIMES

ERRATUM

Page 12 : troisième ligne : lire : « n'a pu la faire oublier » au lieu de : « n'a pu faire ».

Page 18 : vingtième ligne : lire : « ...et devait être « l'aîné... »

Page 37 : deuxième ligne, note : lire : Jarriand, au lieu de : Jarriaud.

Page 60 : première ligne : lire : « son fils fiancé ».

Page 63 : quinzième et seizième lignes : lire : ...transmettre en bloc leur patrimoine à un seul de leurs enfants et régler à leur gré la « légitime » des autres. Mais la loi nouvelle... »

Page 71 : note 1 : lire : Voir ce qui sera dit à ce sujet...

Page 85 : vingt-neuvième ligne : lire : « et continuer la famille » au lieu de « et en continuer ».

Page 109 : trente-et-unième ligne : lire « je reproche... »

Page 126 : onzième ligne de la note : lire : ...leurs producteurs ne peuvent les écouler...

Page 133 : quatrième ligne : lire : « à le considérer » au lieu de « à la considérer ».

Page 135 : première ligne : lire : en connaît les éléments.

Page 154 : trentième ligne : lire : « à ce mode de partage ».

Page 172 : vingt-sixième ligne : lire : « ...acheter d'autres biens plus à sa convenance ».

Pages 185 : douzième ligne : lire : « ...sur le régime actuel ».

Page 196 : quatrième ligne : lire : permet à « l'aîné ».

Page 208 : vingt-troisième ligne : lire : « la durée de la prescription de ces actions » au lieu de : « la durée de ces actions ».*

Pages IV, XXIX : lire : « Maître Ferrand » et non « Maître Ferraud ».

Page V : ajouter note suivante : « (1) Voir note 2 page 75 »).

Page VI, quarantième ligne : lire : « Le quart jour présent » au lieu de « jour présent ».

Pages X, XII, XXXII, lire : « Maître Sinègre » au lieu de « Maître Sineyre ».

Page XIV : lire : Maître Bernon, notaire à Rieutort.

Page XXIV : lire : Maître Cavalier, notaire à Meyrueis : Respectées. Maître Cord, notaire à Mende : Depuis soixante ans que je vois des donations-partages chez moi, je n'en ai point vues de discutées.

Page XXX : lire : Maître Filhon au lieu de Maître Filhou.

Page XXXIV : dixième ligne : à supprimer.

ERRATUM

Page 1. The word "and" should be inserted after "the" in the first line.

Page 2. The word "the" should be inserted before "the" in the second line.

Page 3. The word "the" should be inserted before "the" in the third line.

Page 4. The word "the" should be inserted before "the" in the fourth line.

Page 5. The word "the" should be inserted before "the" in the fifth line.

Page 6. The word "the" should be inserted before "the" in the sixth line.

Page 7. The word "the" should be inserted before "the" in the seventh line.

Page 8. The word "the" should be inserted before "the" in the eighth line.

Page 9. The word "the" should be inserted before "the" in the ninth line.

Page 10. The word "the" should be inserted before "the" in the tenth line.

Page 11. The word "the" should be inserted before "the" in the eleventh line.

Page 12. The word "the" should be inserted before "the" in the twelfth line.

Page 13. The word "the" should be inserted before "the" in the thirteenth line.

Page 14. The word "the" should be inserted before "the" in the fourteenth line.

Page 15. The word "the" should be inserted before "the" in the fifteenth line.

Page 16. The word "the" should be inserted before "the" in the sixteenth line.

Page 17. The word "the" should be inserted before "the" in the seventeenth line.

Page 18. The word "the" should be inserted before "the" in the eighteenth line.

Page 19. The word "the" should be inserted before "the" in the nineteenth line.

Page 20. The word "the" should be inserted before "the" in the twentieth line.

Page 21. The word "the" should be inserted before "the" in the twenty-first line.

Page 22. The word "the" should be inserted before "the" in the twenty-second line.

Page 23. The word "the" should be inserted before "the" in the twenty-third line.

Page 24. The word "the" should be inserted before "the" in the twenty-fourth line.

Page 25. The word "the" should be inserted before "the" in the twenty-fifth line.

Page 26. The word "the" should be inserted before "the" in the twenty-sixth line.

Page 27. The word "the" should be inserted before "the" in the twenty-seventh line.

Page 28. The word "the" should be inserted before "the" in the twenty-eighth line.

A MES CHERS PARENTS

Hommage de filiale reconnaissance

La Transmission du Patrimoine
des
Parents à leurs Enfants
dans les
Familles Rurales Lozériennes



1934

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit international public.
MORIN, Doyen, professeur de Droit civil.
BECQUÉ, professeur de Droit civil.
DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit administratif.
ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie politique.
BOSC, professeur de Procédure civile.
VIALLETON, professeur de Droit civil.
GUENOUN, professeur de Droit romain.
DUPEYROUX, professeur de Droit constitutionnel.
COURTIN, professeur d'Economie politique.
LEGAL, professeur de Droit criminel.
DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.
COMBY, chargé de cours de Droit civil.
LEMERCIER, chargé de cours d'Histoire du Droit.
DIJOL, chargé de cours de Droit civil.
DONAT, secrétaire.
DUBOIS et ROCHETTE, secrétaires honoraires.

MEMBRES DU JURY

<i>Président.</i>	}	<i>Assesseurs</i>
M. le Professeur VIALLETON.		MM. LEGAL. DEMONTÈS.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Je croirais manquer au plus élémentaire devoir de reconnaissance, si, au début de cet ouvrage, je n'adressais un « merci » à Messieurs les Notaires Lozériens, qui, par leur amabilité et leur empressement à répondre à mon enquête, m'ont permis de mener à bien la tâche que j'avais entreprise. Ils m'en ont fourni, en effet, les données indispensables, le « substratum », les éléments sans lesquels cet ouvrage manquerait de base. Et par suite cette étude sur la transmission du patrimoine dans les familles rurales lozériennes, est un peu leur œuvre. Je remercie donc vivement tous ceux d'entre eux, qui ont bien voulu répondre au questionnaire que je leur avais adressé, du précieux concours qu'ils m'ont apporté.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

J'ai entendu dire, un jour, au cours d'une conversation : « En Lozère, on ne connaît pas le Code Civil ». Sous une forme aussi absolue, cette affirmation est évidemment erronée. Mais, si en Lozère on connaît le Code Civil, il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue successoral, en ligne directe tout au moins, on ne met guère en pratique ses principales théories et l'esprit qui a présidé à sa rédaction. Cet esprit des rédacteurs du Code, hérité des principes de la Révolution, se trouve en ce qui concerne les successions à cause de mort, concrétisé dans quatre articles fondamentaux :

Article 745 (deuxième alinéa). — « Ils (les enfants) succèdent (à leurs parents) par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef... »

Article 815 (premier alinéa). — « Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et le partage peut toujours être provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires ».

Article 826. — « Chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession... »

Article 832. — « Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur ».

Ainsi d'après le Code Civil, notre régime successoral en ligne directe est le suivant : A la mort de leurs auteurs, tous les enfants recueillent leur patrimoine, qui leur appartient désormais par indivis et par égales parts. Et chacun d'eux, à moins qu'il ne soit lié par un pacte d'indivision, valable, d'après le second alinéa de l'article 815, pour une durée maxima de cinq ans, peut demander à tout mo-

ment et sans être tenu de justifier d'aucun intérêt qu'il soit procédé au partage en nature de ce patrimoine, afin que la part qui lui revient lui soit attribuée en propre. Et non seulement chaque héritier peut toujours exiger qu'il soit procédé au partage, mais l'article 826 lui accorde même le droit d'exiger que ce partage soit fait de telle façon que son lot comprenne une part de chaque catégorie de biens — meubles, immeubles, créances... etc... — qui composent la succession. Les parts de chaque héritier ne doivent pas être seulement égales en valeur, elles doivent être aussi égales en nature.

Sans doute la première partie de l'article 832 semble apporter une atténuation à cette règle de l'égalité en nature, en demandant que dans la formation et la composition des lots, on évite autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Mais la jurisprudence, interprétant les textes d'une manière exégétique, et s'appuyant sur l'article 826, qui donne à chaque héritier le droit de demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession, a fait prévaloir la seconde partie de l'article 832 sur la première et juge, à peu près uniformément, qu'en matière de partage, la règle de l'égalité en nature ne doit fléchir que devant l'impossibilité matérielle. Aussi, en l'état de la jurisprudence, les tribunaux ne jouissent d'aucun pouvoir d'appréciation pour composer les lots. Ils ne peuvent jamais former un lot d'immeubles et un autre de meubles. Ils ne peuvent qu'appliquer les règles purement mécaniques du Code et morceler les éléments de la succession, les différentes catégories de biens dont elle se compose, pour faire entrer une part égale de chacun d'eux, dans chaque lot. Ensuite l'attribution de ces lots a lieu par voie de tirage au sort. Et lorsqu'il n'est pas possible d'observer la règle de l'article 832, lorsque la succession est impartageable, on procède à la vente aux enchères, à la licitation, afin de transformer ce bien im-

partageable en une autre sorte de bien éminemment partageable : l'argent ; et ainsi l'égalité en nature est encore assurée.

C'est donc le principe de l'égalité qui règle souverainement la transmission du patrimoine du père aux enfants, d'après le Code Civil : égalité quant à la part successorale ; égalité quant au droit de demander le partage, qui appartient à tous et à chacun ; égalité quant à la nature des biens composant chaque lot ; égalité enfin quant à l'attribution des lots, grâce au procédé du tirage au sort. En deux mots : Egalité quantitative, égalité qualitative ; égalité en valeur, égalité en nature.

Sans doute, l'institution de la quotité disponible permet aux parents de rompre cette égalité absolue : D'après l'article 913, ils peuvent disposer en faveur de qui il leur plaît, et par suite en faveur d'un de leurs enfants, d'une partie de leur patrimoine : de la moitié, s'ils n'ont qu'un enfant ; du tiers, s'ils en ont deux ; du quart, s'ils en ont trois ou davantage. Mais même dans cet article 913, les rédacteurs du Code ont pensé encore à l'égalité entre co-héritiers, qu'ils tiennent tant à sauvegarder. En effet, cet article ne contient pas une permission, une autorisation expresse d'attribuer la quotité disponible à un héritier ou à un tiers, il renferme au contraire une défense, une interdiction : défense de faire des libéralités au-delà de la quotité disponible, d'entamer la réserve, cette partie de la succession qu'en tout état de cause, les enfants doivent recueillir selon les règles légales :

« Les libéralités, soit par acte entre vifs, soit par testament, ne pourront excéder... »

La manière de rédiger cet article montre bien le souci qu'avait le législateur, de conserver les biens dans les familles sans doute, mais aussi de ne pas rompre outre mesure l'égalité entre les enfants, considérés uniquement

comme individus sans aucuns liens entre eux et nullement comme membres d'une même famille. ,

La primauté de l'individu sur la famille ou sur tout autre groupement, l'exaltation de sa personnalité et de sa libre volonté, voilà la grande idée qui inspira, d'une façon plus ou moins consciente, mais réelle, les rédacteurs du Code. Et cette idée leur a fait trop souvent oublier l'intérêt de la famille, l'intérêt des exploitations agricoles, industrielles ou commerciales, que le partage en nature pourra désorganiser.

Mais un système juridique n'a de chances de pénétrer dans la pratique et d'être accepté par une population, que s'il est conforme aux nécessités économiques, aux idées sociales, aux habitudes, aux mœurs, en un mot au génie de cette population. Sinon il est nécessairement voué à l'oubli. Et même si ce système juridique arrive à passer dans des règles impératives de droit, dans des lois, la pratique arrive toujours à trouver un biais pour ne pas appliquer ces règles qui heurtent ces habitudes.

C'est là justement ce qui est arrivé en Lozère. Ce département qui correspond approximativement, au point de vue territorial, à l'ancien Comté du Gévaudan (1), faisait partie des pays de droit écrit et ressortissait au Parlement de Toulouse. Il suivait donc, en principe, ou du moins il aurait dû suivre, avant la Révolution, le régime successoral de la novelle 118, qui formait le droit commun des pays de droit écrit. Mais, comme dans tous les pays de droit écrit, la liberté de tester était, en Lozère, à peu près absolue et les successions testamentaires étaient de beaucoup les plus nombreuses, ainsi que je me réserve de le montrer plus loin. D'autre part, la Lozère est un pays es-

(1) Le Comté du Gévaudan dépendait depuis 1307 de l'Evêque-Comte de Mende, qui relevait directement du roi.

sentiellement agricole et où la petite et moyenne propriété existe à peu près exclusivement. On peut même dire que, en général, chaque propriété est juste suffisante pour nourrir une famille, et que dans beaucoup de cas, si on vient à la partager, aucun des ayants-droit ne pourra vivre avec sa part.

Dans ces conditions-là, comment se transmettait le patrimoine paternel avant la Révolution ? Le père donnait à un de ses enfants une partie de ses biens à titre préciputaire et pour l'autre partie instituait le même enfant son héritier universel et le chargeait en même temps de doter ses frères ou sœurs. La propriété familiale se transmettait donc intégralement du père à un de ses enfants ; lequel fondait une famille à son tour et transmettait lui-même la propriété à un de ses propres enfants, et ainsi, de génération en génération.

La Révolution, le Code Civil sont arrivés, bouleversant les vieilles coutumes. Est-ce que les paysans lozériens ont renoncé à leur régime successoral ? Non, après quelques hésitations, la propriété familiale a continué et continue encore à se transmettre, à chaque génération, du père à un de ses enfants, donataire préciputaire. Sans doute je ne prétends pas que cette règle soit absolue et que l'on ne fasse jamais en Lozère de partages en nature selon les principes stricts du Code Civil. Il y en a et ils sont mêmes assez fréquents. Mais une enquête, dont je me réserve de donner ultérieurement le résultat, à laquelle je me suis permis de procéder auprès de Messieurs les Notaires de la Lozère, les mieux placés en la circonstance pour me donner les renseignements désirés, m'a permis d'arriver à cette conclusion que, dans la grande majorité des cas, les paysans lozériens, fidèles à leur vieille coutume patiemment élaborée au cours des siècles, transmettent leur patrimoine à un seul de leurs enfants, auquel ils ont préala-

blement donné le quart de leurs biens à titre de préciput.

C'est cette coutume, si profondément enracinée en Lozère, qu'aucun changement de législation n'a pu faire oublier à nos populations rurales, que je voudrais étudier ici.

Alors qu'en présence des méfaits du régime successoral du Code Civil, de la désorganisation, de l'instabilité de la propriété rurale, de la dépopulation des campagnes, dont on le rend responsable, on parle de le réformer et que le législateur, sous la pression des événements, s'est timidement engagé dans cette voie, je voudrais montrer comment la transmission intégrale de la propriété familiale à un des enfants, telle qu'elle se pratique en Lozère, serait peut-être la meilleure solution pour parer à ces divers inconvénients et pour conserver en France cette classe de propriétaires-paysans, qui, par ses qualités de travail, d'endurance et d'épargne, a de tout temps fait la force de notre pays et contribue puissamment à l'heure actuelle à nous permettre de traverser la crise économique avec moins de dommages que les autres nations.

« L'ancien régime faisait des fils aînés, a-t-on dit, le nouveau fait des fils uniques ». C'est vrai, hélas, que dans certaines régions françaises, afin d'éviter le partage du domaine familial, on a trouvé le remède du fils unique ! Et à ce point de vue-là encore, je crois que le régime successoral pratiqué en Lozère, qui fait lui aussi des « aînés », comme l'ancien droit, mais supprime le partage en nature de la propriété familiale, est préférable au régime du Code Civil. Et je suis persuadé que, s'il était pratiqué communément en France, il contribuerait à éloigner de nous ce fléau de la dépopulation, qui nous menace tant. Les faits sont là d'ailleurs qui le prouvent : En Lozère, la population rurale ne considère pas encore les enfants comme une charge qu'il faut limiter le plus possible et les familles de huit, dix, douze enfants ne sont pas rares dans nos cam-

pagnes. Je sais bien qu'il y a d'autres raisons à cela que la transmission intégrale du patrimoine à un des enfants ; mais il n'en est pas moins vrai que cette assurance, qu'ont les parents, qu'à leur mort la propriété familiale ne sera pas morcelée en une série de parts stériles, les incitera souvent à ne pas limiter leur postérité à un seul rejeton. Or en une aussi grave matière, il n'y a pas de causes, si infirmes soient-elles, qu'on puisse négliger.

*
* *

J'exposerai donc comment, tout ne respectant la lettre du Code Civil (j'espère pouvoir le prouver ultérieurement), mais sans tenir compte cependant de l'esprit égalitaire et individualiste de ce Code, la pratique réalise en Lozère, la transmission intégrale de la propriété rurale à un seul des enfants ; je tâcherai ensuite de justifier ce mode de transmission et j'en exposerai les avantages ; je rechercherai enfin comment on pourrait en étendre l'application à toute la France, et je poserai la question de savoir quel est le procédé juridique le plus apte à réaliser la transmission intégrale des patrimoines ruraux.

Le plan de cette étude sera donc le suivant :

Première Partie. — La transmission intégrale du patrimoine des parents à un de leurs enfants dans les familles rurales lozériennes.

Deuxième Partie. — Réfutation des objections que soulève ce mode de transmission, exposé de ses avantages et de ce qui a été tenté dans cette voie par le législateur.

Troisième Partie. — Réformes à apporter au Code Civil en vue de substituer le régime de la transmission intégrale

du patrimoine, particulièrement du patrimoine rural, au régime actuel. Moyen juridique le plus adéquat pour réaliser ce mode de transmission du patrimoine : la donation-partage. Réformes à y apporter pour qu'elle remplisse parfaitement son but.

PREMIÈRE PARTIE

La transmission intégrale du patrimoine des parents à un de leurs enfants dans les familles rurales lozériennes. — (1)

La transmission intégrale, à un des enfants, du patrimoine des père et mère n'est pas une institution née d'hier, quelque chose comme un de ces précédés que la pratique s'efforce de découvrir chaque fois que le législateur vote une nouvelle loi fiscale, afin de la tourner et d'éviter ainsi le paiement de quelque impôt. C'est là au contraire un usage immémorial, un usage si profondément ancré dans les mœurs de la population rurale lozérienne, qu'elle possède dans son dialecte régional, dans son patois languedocien, toute une série d'expressions se rapportant à ce mode de dévolution du patrimoine — expressions qui n'ont plus aucun sens si l'on fait abstraction de ce mode de dévolution — et dont la plus caractéristique est le mot « aîné », auquel elle attache sans doute le sens physiologique de premier-né, mais qu'elle emploie également, d'une façon courante, dans un sens tout à fait différent, pour désigner

(1) Il s'agit ici, comme dans tous le cours de l'ouvrage, uniquement du « patrimoine apparent » et non pas de l'argent et des valeurs mobilières, dont la transmission n'apparaît jamais dans les actes, mais se fait d'une façon occulte et parfois en violant toutes les règles du Code civil. On a pu voir d'ailleurs que j'employais indifféremment le mot « patrimoine » ou « propriété rurale ». Je continuerai à me servir de ces deux expressions l'une pour l'autre, sous le bénéfice de la présente explication.

l'enfant qui est « avantagé », celui qui « reste à la maison », garde la propriété familiale, continue à « faire fumer la cheminée » et reçoit en même temps la charge de continuer la famille, de conserver et d'accroître son patrimoine, pour le transmettre lui-même à un de ses enfants (2). Il n'y a d'ailleurs qu'à feuilleter les archives d'une étude de notaire lozérien, pour constater que, aussi haut que l'on remonte, on retrouve toujours cette coutume de la transmission intégrale du patrimoine paternel à un des enfants, donataire précipitaire.

Aussi pour comprendre l'existence et le fonctionnement de cet usage à l'heure actuelle, il est indispensable de remonter en arrière et d'étudier son fonctionnement à l'époque et dans le cadre où il s'est développé. Il serait même très intéressant de rechercher l'origine de cette coutume, mais j'estime que ce serait là sortir de mon sujet et d'autre part, je crois bien que l'on ne pourrait arriver qu'à des conclusions assez hasardeuses, par suite du manque de documents datant d'une époque assez reculée. Quoi qu'il en soit, je ne ferai pas remonter cette étude rétrospective au-delà des années immédiatement antérieures à la Révolution. J'estime, en effet, que cela donnera une idée suffisante de l'ancienneté de cette coutume, de son fonctionnement et des procédés juridiques employés pour la mettre en pratique. De son ancienneté d'abord, car les années antérieures à la Révolution nous ramènent à un siècle et demi en arrière et que, d'autre part, il est évident qu'une coutume qui existait immédiatement avant la Révolution, ne datait pas de quelques années seulement, mais était le produit de l'expérience accumulée de multiples générations

(2) J'emploierai moi-même d'ailleurs très souvent ce mot « aîné », dans les pages qui vont suivre avec le sens qui est indiqué au texte. Ce mot est en effet très commode et ne pourrait être traduit que par une périphrase.

et s'était formée progressivement au cours des siècles. Cela donnera ensuite une idée suffisante de son fonctionnement et des procédés juridiques employés, pour la même raison que, cette coutume s'étant formée peu à peu, ce qui se faisait à la fin de l'ancien régime n'était que le renouvellement et le développement de ce qui se faisait antérieurement.

D'ailleurs cette période qui s'étend des années immédiatement antérieures à la Révolution jusques à nos jours est admirablement propice à l'étude que je me propose de faire. En effet, la Révolution, le Code Civil, le législateur moderne lui-même ont successivement bouleversé notre système juridique et notre régime successoral en particulier. Par suite, je pourrai suivre les diverses réactions de la vieille coutume lozérienne en présence de chacune de ces modifications ; et l'on verra comment, sans rien perdre de son originalité, elle a su successivement s'adapter à chaque système juridique : preuve de sa merveilleuse vitalité.

Pour étudier une institution juridique, pour constater les modifications qu'elle subit sous l'influence de circonstances diverses, les réactions qui se produisent en elle par suite du changement des idées ou des institutions politiques et sociales, le meilleur moyen, le plus incontestable dans ses résultats, est de consulter les documents de la pratique, de fouiller en particulier les archives notariales, de lire ces actes, contrats de mariage, donations, testaments, qui renferment la vie juridique de toute une population. Aussi dans les pages qui vont suivre, est-ce sur ces actes concrets que je vais me baser à peu près exclusivement. Les archives de l'étude de mon père, notaire à Villefort, sont en effet, pour mon sujet, une mine inépuisable de documents. Je tâcherai d'en extraire les plus caractéristiques et d'étudier à leur aide la transmission intégrale du patrimoine dans les familles rurales, depuis les années immédiatement antérieures à la Révolution jusques à nos jours. J'exposerai donc successivement comment se trans-

mettait la propriété familiale avant la Révolution, pendant la Révolution et comment elle se transmet depuis la Révolution.

PREMIER CHAPITRE

La transmission intégrale du patrimoine dans les familles rurales lozériennes, avant la Révolution.

Première Section

Un exemple. — Le trente janvier mil sept cent soixante deux était reçu par Maître Jacques Chas-Leyrette (1) et Alexis Mathieu, notaires royaux à Villefort, le contrat de mariage de Pierre A..., fils de André A..., et de Marie R..., habitant au Mas de Jonas, paroisse de Saint-André-Capcèze, et Marguerite B..., fille de Raymond B..., et Henriette Ch..., habitant à Villefort.

Pierre A..., était l'aîné de sa famille et il était de plus celui que ses parents avaient choisi pour leur succéder, pour lui transmettre leur patrimoine et en particulier la propriété rurale qu'ils possédaient au Mas de Jonas. Il était donc l'aîné au sens physiologique du mot et devait être « l'aîné » également au sens que donnent à ce mot les paysans lozériens et que j'ai expliqué plus haut. Par suite, il fallait, suivant la coutume, qu'il fut avantagé, que ses parents lui donnent sur leurs biens une part plus forte qu'à ses frères ou sœurs.

C'est là justement l'objet d'une des clauses principales

(1) Notaire à Villefort de 1758 à 1780.

de ce contrat de mariage. Mais je préfère citer textuellement Maîtres Chas-Leyrette et Mathieu. Après les comparutions, après la promesse réciproque des fiancés de s'épouser en légitime mariage, après les clauses de dotalité et la donation mobilière à la fiancée, voici ce qu'ils disent :

« ...En faveur du même mariage, les dits (André) A... et (Marie) R..., mariés, ont donné par donation d'entre vifs, pure et irrévocable, au dit (Pierre) A..., leur fils fiancé, acceptant et humblement remerciant, la moitié chacun de leurs biens présents et à venir, quittes des dettes et légitimes de leurs autres enfants nés et à naître, sous la réserve des fruits pendant leur vie, les charges du mariage dûment supportées. En outre le dit (André) A..., dans le cas qu'il vienne à prédécéder à la dite (Marie) R..., sa femme, lui réserve sur la donation par lui ci-dessus faite, la pension viagère de cinquante livres, payable annuellement en deux termes, de six mois en six mois, à commencer le jour du décès du dit A... »

La première étape pour arriver à la transmission intégrale du patrimoine à un des enfants est franchie. André A... et Marie R... « ont fait un aîné ». Ils lui ont donné la moitié de leurs biens par préciput : « quitte des dettes et légitimes de leurs autres enfants » porte le texte de l'acte. Par suite les frères ou sœurs du donataire ne pourront plus rien prétendre sur cette portion du patrimoine de leurs parents ; leurs droits successoraux ne seront calculés que sur l'autre moitié.

Mais si, comme je viens de le dire, cette donation préciputaire est la première étape de la transmission intégrale du patrimoine de André A... et Marie R... à leur fils Pierre, ce n'est cependant qu'une étape. En effet Pierre A..., leur fils, n'est encore propriétaire que de la moitié de ce patrimoine et il n'en a même que la nue-propriété, ses parents s'en étant réservé l'usufruit, en s'engageant toutefois à nourrir et entretenir le nouveau ménage. (C'est le sens de l'expression : « les charges du mariage dûment supportées »).

Mais voici qu'en 1767, une seconde étape est franchie : André A... étant malade, fait son testament et institue son

filz Pierre, son héritier général et universel. Et non seulement il institue son filz aîné pour son héritier universel, mais il règle en même temps les droits de chacun des membres de sa famille dans sa succession. Aussi, je tiens à citer cet acte en entier, car il est le type parfait du testament du paysan lozérien, père de famille, sous l'ancien régime.

Testament d'André A..., du Mas de Jonas.

L'an mil sept cent soixante sept et le sixième jour du mois d'avril, après-midi, devant nous notaire royal et témoins ci-après nommés, a été présent André A... du Mas de Jonas, paroisse de Saint-André-Capcèze, lequel étant atteint d'une maladie qui le retient au lit, depuis quelques jours, jouissant néanmoins de la liberté de ses sens, après avoir considéré la certitude de la mort et l'incertitude de son heure, et afin d'éviter tout sujet de contestation entre ses enfants, à raison du bien qu'il a plu à Dieu de lui donner dans ce monde, il a voulu en disposer par le présent testament que nous avons rédigé à mesure qu'il nous a déclaré ses intentions, comme s'en suit : Comme bon catholique, il a commencé par le signe de la sainte croix et a recommandé son âme à Dieu, le priant par l'intercession de la glorieuse Vierge Marie, de son Saint Patron et des autres Bienheureux du Paradis de l'y recevoir lorsqu'elle sera séparée de son corps, qu'il veut être inhumé dans le cimetière de l'église paroissiale de Saint-André-Capcèze, s'en remettant pour ses honneurs funéraires à la discrétion de son héritier qui sera ci-après nommé, le testateur étant dans la confiance que son héritier s'en acquittera dignement.

Et venant à ses légats particuliers le testateur a donné et légué aux pauvres de la dite paroisse un minot de sel et six cartes de châtaignes blanches, mesure de Villefort, à eux distribuables dans l'an de son décès ; plus il a donné et légué à Monsieur le Prieur de la dite paroisse la somme de dix livres à la charge par lui de dire des messes pour le repos de l'âme du testateur à proportion du legs, payable aussi dans l'an de son décès ; plus le testateur donne et lègue à titre d'institution à André, Antoine, Joseph et Elisabeth A..., ses enfants cadets, et de Marie R..., sa femme, et à chacun d'eux, la somme de mille livres pour leur tenir lieu de la légitime de droit qu'ils ont à prétendre sur ses biens ; la somme de mille livres payable à chacun des sus-dits légitimaires en sept paiements, les six premiers de cent cinquante livres chacun et le septième de cent livres, à commencer à leur majorité ou lorsqu'ils se marieront et ainsi continuant d'année en année, sans intérêt pendant leur cours ; plus le testateur a donné et légué à la dite Marie R..., sa femme, la pension annuelle et viagère de cent livres, à elle payable annuellement de six mois en six mois

jusqu'à la fin des jours de la dite R..., à commencer le jour du décès du testateur, et ce outre et par dessus la pension viagère de cinquante livres, réservée par le testateur dans le contrat de mariage de Pierre A..., leurs fils aîné, avec Marguerite B..., reçu par nous notaire le trentième janvier mil sept cent soixante (sic). Moyennant lesquels legs ci-dessus exprimés, le testateur déclare qu'il fait et nomme les sus-dits légataires ses héritiers particuliers en la portion à eux léguée, afin qu'ils ne puissent plus rien prétendre sur ses biens. En tout le surplus desquels, en quoi qu'ils consistent et puissent consister, soit meubles ou immeubles, présents ou à venir, le testateur a nommé et institué son héritier général et universel, le dit Pierre A..., son fils aîné et donataire contractuel, pour les dits biens et héritages faire et disposer ainsi qu'il avisera ; étant déclaré par le testateur que ses principaux meubles et effets consistent en un seau et un chaudron, une marmite fonte, huit moutons, deux brebis et une chèvre, et que si après son décès la continuation de son inventaire était requise et devenait nécessaire, il veut et il entend qu'il y soit procédé par nous notaire et à notre défaut par le premier notaire requis, à l'exclusion de tous officiers de justice, auxquels il en prohibe par exprès la connaissance. Et a dit que c'est son dernier et valide testament, qu'il veut valoir comme tel, comme codicille, donation à cause de mort et autrement comme il pourra mieux valoir de droit ; cassant, révoquant et annulant tous autres testaments et dispositions de dernière volonté qu'il peut avoir ci-devant faites, voulant que le présent soit le seul qui vaille et qu'il sorte son plein et entier effet. Lecture à lui faite du présent testament, a dit n'avoir rien à ajouter ni diminuer et qu'il contient véritablement ses intentions et ses dernières volontés, qu'il nous a intelligiblement expliquées et déclarées, dans sa maison au dit Mas de Jonas et dans la chambre où il est alité, en présence de Monsieur Jean Bonnet, prêtre, sieur Elie Cayroche, maître apothicaire de Villefort, Jean Plantier et François Cambon du lieu de la Roche, Barthélémi Figère et Jean Folcher de l'Estrade et Pierre Balme de Bayard, habitant au lieu de l'Estrade. Le dit A... testateur, a dit ne pouvoir signer à cause de sa maladie de ce requis et interpellé. Et nous Jacques Chas-Leyrette, notaire royal et avocat de Villefort, requis, soussigné.

André A... a donc réglé le sort de son patrimoine : une pension viagère à sa femme, mille livres à chacun de ses enfants cadets et tout le surplus à son fils aîné, Pierre, à celui qui doit lui succéder, en un mot à son héritier. Il peut désormais mourir tranquille : L'ambition la plus vive de tous les paysans, qui durant leur vie entière se sont penchés sur leur terre et l'ont amoureusement cultivée, leur désir d'avoir un successeur, leur besoin de savoir que leurs terres ne passeront pas, dépecées, en des mains étran-

gères, que la maison familiale ne sera pas abandonnée, que les objets au milieu desquels ils ont vécu ne seront pas dispersés, qu'en un mot, selon l'expression pittoresque que je citais plus haut, le toit familial « continuera à fumer » ; cette ambition qu'avait certainement lui aussi André A... est désormais satisfaite : Il a choisi son héritier, il a choisi celui qui continuera la famille, en conservera les traditions et le patrimoine et les transmettra à son tour à un de ses enfants. Sans doute, dès le moment du mariage de Pierre A..., son père l'avait choisi pour héritier, la donation qu'il lui avait faite ce jour-là en est une preuve incontestable. Mais si, dès ce jour, sa décision était prise, il ne l'avait pas encore réalisée. Maintenant son testament y a pourvu : ce qui n'était jusqu'alors qu'une décision de son esprit est devenu une réalité juridique.

Il ne manquait donc plus pour que Pierre A... puisse recueillir l'intégralité du patrimoine familial, qu'un testament de sa mère, Marie R..., identique à celui de son père : legs de leur « légitime » aux cadets et institution de Pierre comme héritier universel. Et c'est certainement dans ce sens qu'aurait testé Marie R..., dès les premières atteintes de l'âge ou de la maladie.

Mais, ainsi que le dit si bien Maître Chas-Leyrette, dans l'intitulé du testament que j'ai rapporté plus haut, si la mort est une certitude, il n'y a rien de plus incertain que l'heure de sa venue. La mort, narquoise, fait survivre le testateur à l'héritier et semblant prendre plaisir à se jouer des hommes, démolit comme château de cartes leurs prévisions les plus rationnelles. Voici en effet que, tandis que son père s'est remis de la maladie durant laquelle il avait fait son testament, Pierre A..., dans toute la force de l'âge, meurt en 1774. Coup terrible pour l'avenir de cette famille et la conservation de son patrimoine que la mort de l'héritier ! Ses parents lui avaient donné la moitié de leurs biens dans son contrat de mariage, son père l'avait institué

son héritier par testament, sa mère était résolue depuis longtemps à faire de même ; il était celui en qui ses parents avaient mis tous leurs espoirs pour assurer la continuité de la famille et la conservation intégrale de son patrimoine, et il meurt sans avoir pu prendre effectivement en mains la direction de l'exploitation familiale et en ne laissant pour continuer la famille que des enfants en bas-âge dont l'aîné doit avoir dix ou douze ans.

Par suite, le testament d'André A... est devenu caduc, au moins dans sa partie essentielle : l'institution d'héritier. Et cependant l'année suivante, en 1775, André A... est atteint à nouveau par la maladie et aussi par le poids des ans, sans doute. Il ne voudrait pourtant pas mourir en laissant sa famille sans chef et sans transmettre son patrimoine à un de ses descendants ; mais comment faire ? Il lui reste encore trois fils, dira-t-on, il n'a qu'à instituer l'un d'eux son héritier. Non, car cela ne remplirait pas le but qu'il se propose. Il a en effet donné d'une façon irrévocable à son fils Pierre, la moitié de ses biens, dans son contrat de mariage ; sa femme a fait de même ; par suite ils ne pouvaient disposer actuellement que de la moitié de leurs biens, l'autre moitié ayant été définitivement acquise à leur fils Pierre, dès le jour de son contrat de mariage, et celui-ci étant mort, ses enfants en ont hérité, ou plutôt un seul de ses enfants en a hérité par suite du testament de son père, comme je le dirai plus bas. Il leur est donc impossible, de cette façon-là, de réaliser la transmission intégrale de leur patrimoine à un de leurs fils. Et il vient alors à l'esprit une seconde solution : qu'ils lèguent l'un et l'autre leurs biens à celui des enfants de leur fils Pierre, qui est déjà héritier de son père. Mais que deviendra le patrimoine familial entre les mains d'un enfant de dix ou douze ans ? Qui dirigera l'exploitation de la propriété ? Si encore l'un ou l'autre des époux André A... et Marie R... était assuré de vivre jusqu'à ce que leur petti-fils soit ar-

rivé à l'âge d'homme ; mais leur âge à eux semble précisément leur interdire semblable espoir.

Les difficultés semblaient donc s'accumuler et s'enchevêtrer en une situation inextricable, comme pour anéantir et disperser cette famille et son patrimoine. Mais la coutume de la transmission intégrale du patrimoine à un des enfants était tellement enracinée dans les esprits, elle apparaissait comme une telle nécessité, que la pratique avait imaginé pour des cas semblables, un procédé juridique fort ingénieux, par lequel le testateur ne désignait pas lui-même son héritier, mais donnait pouvoir à une autre personne de le choisir, lui donnait « la faculté de l'élire ». Et c'est de cette façon-là que Pierre A... et ses père et mère, André A... et Marie R..., arrivèrent à faire passer leur patrimoine sur la tête d'un seul des enfants de Pierre, tout en réduisant au minimum les dangers de cette transmission pour la bonne exploitation de leurs biens.

Donc en 1774, Pierre A... se voyant malade et voulant selon la coutume s'assurer un héritier, fit appeler Maître Chas-Leyrette et lui dicta son testament. Après avoir recommandé son âme à Dieu et fait quelques legs pieux, il en vient à sa famille et à ses biens et déclare ses dernières volontés à Maître Chas-Leyrette, qui les rédige au fur et à mesure, ainsi qu'il suit :

« ...Plus il a donné et légué à titre d'institution à André, Simon, autre André second de nom, Jean Antoine et Henriette A..., ses cinq enfants et de Marguerite B..., sa femme, ensemble au posthume dont sa femme peut être ou devenir enceinte, la légitime de droit qui pourra appartenir à chacun des dits André, Simon, André second de nom, Jean Antoine et Henriette A..., comme aussi au posthume, sur les biens du testateur leur père, lequel veut par exprès, que la dite légitime de droit soit fixée et réglée par le dit André A..., son père, et à son défaut par Marguerite B..., sa femme pour être payée à chacun des dits cinq enfants et posthume, suivant et conformément au dit règlement qui en sera fait, moyennant quoi le dit testateur a, par exprès, et en tant que de besoin, institué les sus-dits légataires et notamment ses sus-dits enfants et posthume, ses héritiers particuliers. Et en tous et chacun ses autres biens présents et à venir, le testateur a nommé

et institué son héritier général et universel, celui d'entre ses cinq enfants et posthume qui sera élu par le dit André A..., son père ou à son défaut par la dite Marguerite B..., sa femme, à l'effet par le dit héritier à élire de jouir du dit héritage et d'en faire et disposer comme il avisera ; et dans le cas que les dits André A... et Marguerite B..., père et femme du testateur, viendraient à mourir l'un et l'autre sans avoir fait la dite élection, dans ce cas le testateur institue et nomme lui-même pour son héritier, celui de ses sus-dits enfants mâles qui se trouvera l'ainé à l'époque de la mort de celui des dits André A... et Marguerite B..., qui aura survécu à l'autre.. »

Voilà dans son ingénieuse simplicité le procédé qu'avaient imaginé les praticiens pour sauvegarder l'unité du patrimoine lorsque le testateur n'avait que des enfants en bas-âge. Il donnait à une personne en qui il avait toute confiance, à sa femme, à son père, le droit de choisir, « la faculté d'élire » celui de ses enfants qui serait son héritier, lorsque, arrivés à l'âge d'homme, il serait possible de reconnaître parmi eux le plus apte à remplir ce rôle.

C'est précisément ce que fait Pierre A... : Il charge son père, d'abord de régler le montant de la légitime de chacun de ses enfants, ne voulant et ne pouvant certainement pas les déshériter entièrement et ensuite lui donne « la faculté d'élire » celui qui sera son héritier général. Mais comme son père est déjà âgé et qu'il est à craindre qu'il ne vive assez longtemps pour pouvoir utilement remplir la tâche qu'il lui assigne, il charge à son défaut sa femme Marguerite B..., du même rôle. Et afin d'éviter toutes les surprises du sort, au cas où, par impossible, son père et sa femme mourraient sans avoir choisi son héritier, il le nomme lui-même presque au hasard, tant est puissante la coutume de la transmission intégrale du patrimoine. Il choisit en effet pour successeur à ses biens, si son père ou sa femme ne le désignent pas « celui de ses enfants mâles qui se trouvera l'ainé à l'époque de la mort de celui des dits André A... et Marguerite B..., qui aura survécu à l'autre ». Qui sera-ce ? Mais plutôt cette incertitude que le risque de n'avoir pas d'héritier !

C'est le même procédé que vont employer André A... et Marie R..., pour réunir, sur la tête d'un des enfants de leur fils Pierre, ce qui leur reste de leur patrimoine, à ce qu'ils avaient donné à ce fils Pierre, dans son contrat de mariage. Ainsi que je l'ai déjà dit, en 1775, le sept juillet, André A..., à nouveau malade, fait son testament, et le même jour sa femme, Marie R..., voulant elle-même mettre ordre à ses affaires, dicte également à Maître Chas-Leyrette ses dernières volontés. Je vais citer les clauses principales de l'un et l'autre testament.

Testament d'André A...

« ... Plus il a donné et légué à titre d'institution à André, Antoine et Joseph A..., ses trois fils cadets et de Marie R..., sa femme, et à chacun d'eux la somme de mille livres, qu'ils peuvent chacun demander et prétendre sur les biens du testateur leur père, lequel veut que la somme de mille livres soit payée à chacun des trois légitimaires en cinq paiements égaux et annuels de deux cents livres chacun, à commencer un an après le décès du testateur ; bien entendu que si à l'époque du décès, le dit Joseph se trouve encore mineur, le premier paiement ne sera fait à celui-ci qu'à sa majorité ; le testateur voulant encore que ni les uns ni les autres ne puissent prétendre aucun intérêt pendant le cours des sus-dits paiements ; plus il a donné et légué au dit titre d'institution à Elisabeth A..., sa fille, femme du nommé Ch... de Concoules, cinq sols, outre la constitution par lui à elle faite dans le contrat de son mariage avec le dit Ch... de Concoules, reçu par nous notaire en sa date ; plus il a donné et légué au même titre d'institution à André, Simon, André second de nom et Jean Antoine A..., ses quatre petits-fils, enfants de feu Pierre A..., son fils aîné, cinq sols à chacun, outre ce qui peut leur revenir sur la donation faite par le testateur au dit feu Pierre A..., son fils aîné, dans le contrat de son mariage avec Marguerite B..., reçu par nous notaire, en sa date... Moyennant quoi, le dit A..., testateur, institue par exprès, de plus fort et en tant que de besoin, ses sus-dits enfants et petits-enfants, ses héritiers particuliers. Et en tous et chacun ses autres biens, présents et à venir, le dit A..., testateur, a nommé et institué son héritier général et universel celui des dits André, Simon, André second de nom et Jean Antoine, ses petits-enfants, encore en bas-âge, qui sera élu par la dite Marguerite B..., leur mère, pour héritier du dit Pierre A..., leur père et ce en conséquence du testament du dit Pierre A..., reçu par nous notaire, le vingt et un septembre mil sept cent soixante quatorze, dûment contrôlé au Bureau de Villefort. Et dans le cas que ladite Marguerite B... viendrait à mourir sans avoir fait la dite

élection, dans ce cas le dit A.... testateur, nomme et institue lui-même pour son héritier, même pour héritier du dit Pierre A..., en vertu de la clause apposée dans son testament sus-daté, celui d'entre ses sus-dits petits enfants, qui se trouvera l'ainé à l'époque de la mort de la dite B... leur mère. Dans le cas aussi qu'avant d'avoir fait la dite élection, la dite B... viendrait à convoler à de secondes noces, dans ce second cas encore le testateur nomme et institue lui-même pour son héritier propre et pour héritier dudit Pierre A..., son fils aîné, celui d'entre ses petits-enfants, qui se trouvera l'ainé lors du convol de la dite B... à de secondes noces... »

Testament de Marie R...

« ...Plus elle donne et lègue à titre d'institution à André, Antoine et Joseph A..., ses trois fils cadets et du dit André A.... son mari, et à chacun d'eux la somme de cinq cents livres pour la légitime qu'ils peuvent chacun demander et prétendre sur les biens de la testatrice, leur mère ; laquelle veut leur être payée aussi à chacun d'eux, en cinq paiements égaux et annuels de cent livres, à commencer un an après le décès de la testatrice, sans intérêt pendant leur cours ; étant cependant déclaré par la testatrice que si lors de son décès, le dit Joseph A... se trouvait encore mineur, dans ce cas le legs à lui fait ne commencera à lui être payé, conformément à l'attermoyement ci-dessus, qu'à sa majorité ; plus elle a donné et légué au dit titre d'institution d'héritier à Elisabeth A..., sa fille, femme du nommé Ch... de Concoules, cinq sols outre la constitution à elle faite pour droits maternels, dans le contrat de son mariage, avec le dit Ch..., reçu par nous notaire en sa date ; plus elle a donné et légué au sus-dit titre d'institution, à André, Simon, André second de nom et à Jean Antoine A..., ses quatre petits-fils, enfants de feu Pierre A..., son fils aîné, cinq sols à chacun, outre ce qui leur revient sur la donation faite par la testatrice au dit feu Pierre A..., leur père, dans le contrat de son mariage avec Marguerite B..., reçu par nous notaire en sa date ; moyennant quoi, la testatrice institue de plus fort et en tant que de besoin ses sus-dits enfants et petits enfants ses héritiers particuliers. Et en tous et chacun ses autres biens présents et à venir, la dite R..., testatrice, a institué et nommé son héritier général et universel, celui d'entre les dits André, Simon, André second de nom et Jean Antoine A..., ses petits enfants encore en bas âge, qui sera élu par la dite Marguerite B..., leur mère ; laquelle venant à mourir sans avoir fait la dite élection, dans ce cas la testatrice nomme et institue elle-même pour son héritier général et universel celui d'entre ses sus-dits petits-enfants ci-dessus nommés qui se trouvera l'ainé à l'époque de la mort de la dite R..., leur mère ».

Ces deux testaments sont pour ainsi dire calqués sur celui de Pierre A... ; André A... et Marie R... voulant en

effet, comme leur fils, laisser leurs biens à un des enfants de ce dernier, usent du même procédé que lui : ils chargent Marguerite B..., leur belle-fille, de choisir celui de ses enfants qui sera leur héritier et pour le cas où elle mourrait sans avoir fait ce choix, ils nomment eux-mêmes leur héritier par la même formule imprécise. Sans doute chacun à ses particularités : André A... a pensé à ses fils et les a institué ses héritiers particuliers ; il a pensé à sa fille : mais celle-ci ayant reçu dans son contrat de mariage une dot égale à sa « légitime », c'est-à-dire à la part qui lui revient dans les biens paternels suivant la coutume, son père se contente de lui léguer cinq sols, legs que l'on retrouve dans les testaments de l'époque chaque fois que le testateur n'a rien voulu léguer à un de ses parents et qui est inséré dans l'acte uniquement pour indiquer que le testateur a agi sciemment en n'instituant pas cette personne pour une plus forte somme et n'a pas commis un oubli (1). Sa femme de son côté a institué ses fils ses héritiers particuliers et sa fille également son héritière pour cinq sols, pour la même raison que ci-dessus. Mais en ce qui concerne la disposition principale du testament : l'institution de l'héritier général et universel, les trois testaments procèdent l'un de l'autre, s'enchaînent et tendent au même but.

Ainsi un jour viendra où la famille aura à nouveau un chef et le patrimoine un maître. Sans doute, il va se produire un assez long interrègne ; mais, outre qu'il était impossible de l'éviter, le patrimoine, dans les années qui vont suivre, ne sera pas pour cela à l'abandon ; car quelqu'un continuera à veiller sur lui : Marguerite B..., char-

(1) Il y a là, sans doute, une réminiscence de la règle du droit romain, stipulant que la simple omission d'un « suus heres » dans le testament du « pater-familias » était insuffisante pour le priver de ses droits dans la succession de ce dernier et exigeait une exhérédation expresse.

gée « d'élire l'héritier ». Pour continuer la comparaison de tout à l'heure, s'il y a un interrègne dans la succession des chefs de la famille, il y a aussi une régente. Une régente qui administrera certainement avec beaucoup de soin ce patrimoine, avec le soin d'une mère pour le bien de ses enfants. Et cette administration se traduit même en actes juridiques. C'est ainsi qu'il fallait payer les legs que son beau-père André A... et sa belle-mère, Marie R..., avaient faits à leurs enfants ; et à la date du quatre octobre 1776, j'ai retrouvé dans les minutes de Maître Chas-Leyrette, une quittance par laquelle André A... (fils), alors voiturier à Vielvic, reconnaît avoir reçu de Marguerite B..., sa belle-sœur, tutrice et administratrice des biens de ses enfants et agissant pour leur compte, la somme de mille cinq cents livres, dont mille livres pour paiement du legs à lui fait par son père, dans son testament du sept juillet 1775 et cinq cents livres pour paiement du legs à lui fait par sa mère, par testament du même jour.

Il est probable également que Marguerite B..., agissant encore comme tutrice de ses enfants, avait donné à bail la propriété du Mas de Jonas. Je n'ai retrouvé aucun acte à ce sujet ; mais, outre que Marguerite B... avec ses enfants en bas-âge ne pouvait guère l'exploiter elle-même, j'ai constaté, dans divers actes où elle comparaissait, qu'elle habitait désormais à Vielvic, à environ deux kilomètres du Mas de Jonas et exploitait un petit commerce d'épicerie. De plus, alors que deux de ses beaux-frères avaient quitté la maison paternelle et s'étaient établis ailleurs, le troisième, Jean Antoine, habite encore, plusieurs années après la mort de ses parents, au Mas de Jonas et c'est probablement lui qui, en vertu d'une location verbale, cultive la propriété familiale et en paie la ferme à sa belle-sœur, Marguerite B...

Les années passent et les enfants de Pierre A... arrivent à l'âge d'homme. Et le sept novembre 1787, l'aîné d'entre

eux, André A... (1), se marie. Le moment est venu pour Marguerite B..., sa mère, d'exercer le pouvoir qu'elle tient des testaments de son mari et de ses beaux-parents C'est en effet son fils aîné qu'elle a choisi pour leur succéder. Voici le texte de cette élection d'héritier, contenue dans le contrat de mariage de André A..., reçu par Maître François Joseph Balmelle (1) à la date ci-dessus.

«... Et de son côté la dite demoiselle Marguerite B..., en vertu du pouvoir à elle donné par le dit feu sieur Pierre A..., son mari, dans son dernier testament, reçu Maître Leyrette, avocat et notaire à Villefort le vingt-et-un septembre mil sept cent septante quatre, contrôlé à Villefort le trois janvier mil sept cent septante cinq ; par feu sieur André A... son beau-père, dans son dernier testament, reçu le dit Maître Leyrette le sept juillet mil sept cent septante cinq, contrôlé le seize octobre suivant ; et par demoiselle Marie R..., sa belle-mère, aussi dans son testament, reçu le même jour par le même notaire, contrôlé à Villefort le quinze avril mil sept cent septante six, élit et nomme pour héritier général et universel des dits feux sieurs Pierre et André A... et demoiselle Marie R..., le dit sieur André A..., fiancé, leur fils et petit-fils, pour en jouir dorénavant à ses plaisirs et volontés ; se réservant de régler la légitime de ses autres enfants en temps et lieux... ».

Voilà enfin réalisés, les désirs de Pierre A..., de André A..., et de Marie R... : ils ont un héritier. Le jour est venu où leur famille a de nouveau un chef et leur patrimoine un maître. Après bien des traverses, après bien des difficultés, c'est la vieille coutume qui reprend ses droits et le nouveau chef de famille pourra désormais renouer les traditions de ses ancêtres, cultiver le vieux domaine familial et recommencer à « faire fumer » le toit qui a abrité son enfance.

*
* * *

(1) Le nommé André A... est le troisième du nom : son grand-père s'appelait également André et un de ses oncles dont il a été question ci-dessus, portait le même prénom. Détail plus curieux et qui devait prêter à bien des confusions, un des autres enfants de Pierre A..., un frère par conséquent de André A..., (troisième du nom), dont il est question ici, s'appelait également André.

(1) Notaire à Villefort de 1767 à 1816.

Deuxième Section

Comment procédait-on à l'ordinaire ?

Heureusement la transmission du patrimoine paternel ne présentait pas ordinairement autant de difficultés. J'ai choisi à dessein un cas assez compliqué, afin que l'on saisisse mieux combien était enracinée dans les esprits, à quel point était passée dans les mœurs cette transmission intégrale du patrimoine à un seul des enfants.

Dans la plupart des cas, la transmission du patrimoine s'opérait en deux temps.

En premier lieu lorsque celui de leurs enfants, que les parents avaient choisi pour leur succéder, se mariait, ses père et mère lui faisaient, dans son contrat de mariage, une donation précipitaire. Cette donation était d'une quotité fort élevée : ordinairement la moitié des biens ; quelquefois, mais rarement, elle n'était que du tiers ou du quart. Ce n'était d'ailleurs, à quelques exceptions près, qu'une donation en nue-propriété, les parents se réservant l'usufruit et stipulant même la réversibilité de cet usufruit sur la tête du survivant. De plus il n'était pas procédé à un partage et les biens donnés restaient indivis avec les biens propres des donateurs. Le fils d'ailleurs, après son mariage, continuait à habiter, avec sa femme, chez ses parents ; et tous deux travaillaient et cultivaient la propriété sous la direction des donateurs et pour le compte de ces derniers. Comme de cette façon-là ils n'auraient eu aucun revenu leur permettant de s'entretenir et d'élever leurs enfants, les donateurs s'engageaient dans le contrat de mariage, à entretenir le nouveau ménage, ainsi que les enfants à naître.

L'enfant qui était ainsi donataire précipitaire de ses parents et qui devenait plus tard leur héritier, celui que l'on appelait « l'aîné », n'était pas nécessairement le premier-né de la famille. N'importe lequel des enfants, même

le dernier né, était apte en principe à devenir « l'aîné ». Les parents choisissaient pour tel, celui de leurs enfants qu'il leur plaisait, soit de leur seul gré, soit parfois du consentement plus ou moins tacite de leurs autres enfants. Il ne faudrait pas croire davantage que « l'aîné » ne pouvait être qu'un enfant mâle. Les filles pouvaient être choisies comme héritières aussi bien que les garçons. Cependant en général, lorsqu'il y avait à la fois des garçons et des filles dans la même famille, c'était un garçon qui succédait aux parents. Mais lorsqu'il n'y avait que des filles, les parents « prenaient un gendre », selon l'expression employée. C'est-à-dire qu'une des filles se mariait, était donataire précipitaire et plus tard héritière de ses parents ; son mari venait habiter chez ses beaux-parents et devenait à leur mort le chef de leur famille. La femme qui devenait ainsi propriétaire du patrimoine de ses parents, était appelée, selon une autre expression de notre dialecte local, « foncière », c'est-à-dire propriétaire foncier, propriétaire de la propriété rurale, élément principal du patrimoine qu'elle avait hérité de ses parents et dont son mari, par suite du régime dotal, seul régime connu en Lozère à l'époque, n'était que l'administrateur.

A la suite de la donation précipitaire dans le contrat de mariage de « l'aîné », on trouve souvent une clause curieuse, par laquelle les parents s'engagent à instituer leur fils, leur héritier. En voici un exemple pris dans un contrat de mariage reçu par Maître François Joseph Balmelle, le 19 janvier 1768 :

«... Et en outre, en ses qualités que dessus, le dit Etienne Barrot, de son chef et comme procureur (de sa femme) promet d'instituer le dit Joseph Barrot, leur héritier à la fin de leurs jours...» .

Et lorsque la vieillesse ou la maladie arrivaient, les parents mettaient cette promesse à exécution et faisaient leur testament. C'était là le deuxième acte de la transmission du patrimoine.

Après avoir fait quelques legs pieux, le testateur léguait d'abord à chacun de ses enfants, autres que « l'aîné », leur « légitime », appelée aussi parfois « part légitimaire ». Quelle était la quotité de cette part légitimaire ? Quel était le mode de calcul employé pour en déterminer le montant ? Il est d'abord hors de toute controverse que cette part légitimaire ne pouvait porter sur la portion du patrimoine qui avait été donnée à « l'aîné » à titre de préciput. Il est bien évident que ses frères ou sœurs n'avaient aucun droit sur le montant de cette donation. Sans quoi quelle aurait été son utilité ? D'autant plus que, n'étant faite qu'en nue-propriété, le donataire ne pouvait en retirer quelque bénéfice qu'à la mort des donateurs.

D'ailleurs dans tous les contrats de mariage, la donation préciputaire est faite par les donateurs, « quitte de toutes dettes et *légitimes de leurs autres enfants* ». « La légitime » n'était donc calculée que sur la partie du patrimoine du testateur, qui n'avait pas été donnée à « l'aîné », dans son contrat de mariage. Mais il est, à mon avis, à peu près certain, et l'étude d'un grand nombre de testaments m'a permis d'arriver à cette conclusion que si, en Lozère, il existait en droit quelques règles sur ce point, elles n'étaient pas bien strictes et qu'en fait le testateur jouissait d'une grande liberté à ce sujet. Sans doute n'aurait-il pas pu déshériter complètement certains de ses enfants et devait-il donner à chacun d'eux la même « légitime » et très probablement cette « légitime » devait être en droit d'une part virile, pour chaque enfant, de la moitié de ses biens qui n'avait pas été donnée à « l'aîné » ; mais en fait il déterminait lui-même le montant de leur « part légitimaire » à peu près comme il lui plaisait, en suivant les conseils et probablement même sous le contrôle bénévole et désintéressé du notaire rédacteur du testament.

En effet, aucune évaluation du patrimoine n'est faite,

aucun semblant de partage n'a lieu. Le testateur se contente de léguer à chacun de ses enfants une somme forfaitaire, pour « tous les droits qu'il a à prétendre sur ses biens ».

Et il est à remarquer d'ailleurs que c'est un legs de somme d'argent qui est fait à chacun des enfants par le testateur et non pas un legs d'une part de son patrimoine. Aussi les enfants ne peuvent réclamer que le paiement d'une somme d'argent et n'ont pas le droit d'exiger leur part en nature. Voilà précisément le grand avantage de de ces testaments. Ils excluent tout partage du patrimoine paternel, en particulier de la propriété rurale qui en forme l'élément essentiel, sinon unique. Celle-ci pouvait passer dans son intégralité à « l'aîné », sans risquer d'être dépecée à chaque génération, comme sous le régime successoral institué par le Code Civil.

Après avoir ainsi réglé « la légitime » de ses enfants, le testateur en venait à la disposition principale, essentielle de son testament, à l'institution de l'héritier général et universel. On avait conservé en effet dans les pays de droit écrit, le principe du droit romain, d'après lequel tout testament devait renfermer une institution d'héritier, cette disposition étant « caput et fundamentum totius testamenti » ; l'héritier n'était pas seulement un successeur aux biens, mais était considéré, de même qu'en droit romain, comme continuant la personne du défunt.

Aussi il faut voir avec quel soin, quelle précision est faite cette institution d'héritier, tant elle est considérée comme importante. Le notaire rédacteur de l'acte accumulait les expressions, allant jusques au pléonasme, afin d'éviter tout malentendu, tout doute sur le sens de cette disposition. L'écriture elle-même témoigne de ce sentiment où se trouvait le notaire d'arriver au point capital de son œuvre : les caractères sont mieux tracés, les majuscules se multiplient et cette disposition du testament est

en général la plus lisible. Mais laissons plutôt parler Maître François Joseph Balmelle :

«... *Et parce que le fondement de tout testament c'est l'institution d'héritier*, dit-il dans un acte reçu par lui le 17 octobre 1767, le dit Glyse, testateur, a choisi, élu et de sa propre bouche nommé et institué pour son héritier général et universel, Izabeau Glyse, son autre fille, et de la dite Pellet, sa femme, à l'effet par elle d'user et jouir de ses dits biens et entier héritage à sa volonté, à la charge toutefois de payer ses dettes et légats ci-dessus et de fournir à ses honneurs funèbres, ainsi qu'il est ci-devant exprimé... ».

Par cette institution d'héritier l'œuvre du testateur est terminée. Il a fait tout ce qui dépendait de lui pour assurer la transmission intégrale de son patrimoine à un de ses enfants : Il lui en a donné d'abord une partie par préciput. Il l'a ensuite institué son héritier pour tout le surplus. Il ne reste plus à celui-ci qu'à « payer » ses frères ou sœurs, c'est-à-dire à leur verser le montant des legs à eux faits dans le testament paternel et qui constituent leur part successorale, leur « part légitimaire ». D'ailleurs le testateur prenait soin ordinairement de fixer la date de ces paiements et donnait à l'héritier des délais assez longs, afin qu'il puisse se procurer les fonds nécessaires. Ces délais expirés, l'héritier versait à ses frères ou sœurs le montant de leurs legs et il en était dressé quittance devant notaire. J'ai relevé plus haut celle par laquelle André A., reconnaissait avoir reçu le paiement de sa « légitime », des mains de Marguerite B., agissant pour le compte de ses enfants. Je pourrais en citer des centaines du même genre. On trouve en effet de ces quittances de legs en très grand nombre dans les minutes des notaires de l'époque.

Troisième Section

**Fréquence de ce mode de transmission
du patrimoine**

J'ai dit plus haut que la Lozère, autrefois province du Gévaudan, faisait partie des pays de droit écrit et par suite devait suivre au point de vue successoral, depuis la fin du onzième siècle tout au moins, le régime institué par l'empereur Justinien¹ et dont les règles essentielles se trouvent contenues dans les nouvelles 118, pour les successions « ab intestat », et 18 pour les successions testamentaires. Et ces règles essentielles, les voici : Alors qu'au paravent le droit successoral était fondé sur la parenté civile et que, malgré toutes les atténuations successives apportées à ce régime, tous les enfants n'avaient pas les mêmes droits dans la succession de leurs parents, Justinien établit le droit successoral sur la parenté par le sang et tous les enfants d'un même père et d'une même mère étant désormais parents au même degré vis-à-vis de leurs auteurs, il donna à chacun d'eux le droit à une part égale de leur patrimoine. Et par suite dans les succession « ab intestat », tous les descendants du défunt furent appelés à son hérité par tête, s'ils étaient tous au premier degré, mais avec exclusion dans chaque souche du degré le plus éloigné par le plus proche, s'il y avait des descendants autres que ceux au premier degré. Le partage avait donc lieu en parts égales, par tête ou par souche, suivant qu'il n'y avait que des descendants au premier degré ou que certains appelés appartenaient aux degrés suivants. En ce qui concerne les successions testamentaires, Justinien conserva l'institution d'héritier, continuateur de la personne, de l'ancien droit romain, mais modifia dans la nouvelle 18, la quotité de la succession qui pouvait lui être attribuée. La part légitimaire, que devaient

recevoir les descendants et dont le testateur ne pouvait disposer, fut fixée au tiers des biens si le testateur avait quatre enfants, ou un nombre moindre et à la moitié s'il avait cinq enfants ou davantage. Par suite l'héritier pouvait recevoir, suivant cette distinction, les deux tiers ou la moitié des biens.

Et ces règles passèrent dans les pays de droit écrit et formèrent la base du régime successoral (1).

Et se sont bien ces mêmes règles en somme qui furent appliquées en Lozère. La coutume de la transmission intégrale du patrimoine ne viole pas le régime successoral du droit de Justinien. En effet, les descendants reçoivent la moitié des biens de leurs auteurs, à titre de « légitime », comme le veut la nouvelle 18 ; l'autre moitié ayant été attribuée à l'héritier, comme le permet la même nouvelle.

Aussi bien ce n'est pas dans la violation des règles légales que se trouve l'originalité de la coutume lozérienne. C'est au contraire dans sa faculté d'adaptation à ces règles, dans son étonnante souplesse, qu'elle réside. Faculté d'adaptation et souplesse que l'on pourra constater d'ailleurs tout au long de cet ouvrage et qui ont permis à la coutume lozérienne de survivre au bouleversement législatif de la Révolution et du Code Civil.

Mais, poursuivant un but — la transmission intégrale du patrimoine à un des enfants — diamétralement opposé à celui de Justinien — l'égalité entre tous les descendants et par suite le partage égal —, les paysans lozériens surent choisir et adapter à leurs besoins celles des institutions du droit romain qui pouvaient leur être utiles et laissèrent tomber les autres en désuétude. C'est ainsi qu'ils

(1) Voir à propos de la survivance des règles du droit de Justinien dans les pays de droit écrit : Jarriaud ; « Histoire de la Nouvelle 118 dans les pays de droit écrit ».

conservèrent le testament avec l'institution d'héritier et la légitime, mais ne pratiquèrent guère le régime de la nouvelle 118, relatif à la succession « ab intestat ». Et ainsi tout en employant les procédés du droit romain et sans en violer les règles, ils arrivèrent à un résultat tout à fait différent de celui qu'avait voulu Justinien : l'égalité entre tous les enfants.

J'ai montré en effet, que cette égalité n'existait guère en Lozère, dans les familles rurales surtout ; qu'au contraire le père de famille réglait sa succession à peu près comme il l'entendait par son testament et qu'en particulier tous les enfants n'avaient pas des droits égaux sur le patrimoine paternel, l'un deux en recevant une partie par préciput et recueillant même le patrimoine en entier, alors que ses frères ou sœurs devaient se contenter d'une somme d'argent fixée à forfait par le père.

Il me resterait donc à rechercher comment avait pu se généraliser en Lozère, et dans tout le midi de la France d'ailleurs, la coutume de tester ; comment en particulier avait pu naître cette habitude, directement contraire aux principes de la nouvelle 118, de la donation préciputaire à « l'aîné ». Il y aurait là certainement matière à recherches intéressantes, en particulier en ce qui concerne l'origine de cette coutume de la donation préciputaire. Mais je me contente ici de poser ces problèmes au passage ; essayer de les résoudre serait sortir du sujet que je me suis fixé.

Quelles que soient d'ailleurs les solutions données à ces questions, il est un fait certain, c'est qu'en Lozère, avant la Révolution, la liberté de tester et la coutume de la donation préciputaire étaient solidement implantées et servaient communément à réaliser la transmission intégrale du patrimoine rural du père à un des enfants. Il ne faudrait pas croire en effet que les exemples que j'ai cités plus haut soient des exceptions ; ce sont au con-

traire des cas pris au hasard, parmi des centaines d'autres, qui auraient été tout aussi typiques et aussi significatifs ; ce qui est l'exception, la rare exception, ce n'est pas le testament, ce n'est pas la donation préciputaire, ce n'est pas la transmission intégrale du patrimoine à un des enfants ; c'est au contraire la dévolution dans une famille rurale de ce patrimoine selon les règles de la nouvelle 118.

Je n'ai qu'à prendre la rubrique de n'importe quel notaire, de Maître François Balmelle, par exemple ; je l'ouvre au hasard, en l'an 1768. Et parmi la liste des actes reçus par lui en cette année-là, je trouve huit contrats de mariage, passés entre familles rurales. Sur ces huit contrats, six contiennent une donation préciputaire (1)

Et dans l'un des deux autres, le futur époux est un homme veuf, qui possède déjà une propriété rurale, ce qui explique que ces parents ne lui fassent pas de donation préciputaire, cette donation lui ayant été faite probablement lors de son premier mariage. Je trouve également durant la même période treize testaments de propriétaires ruraux. Et sur ces treize testaments, un seul ne désigne pas un descendant du testateur comme héritier. Les douze autres, au contraire, assurent la transmission intégrale à un des enfants du testateur.

(1) On pourrait me faire l'objection qu'il n'est pas possible qu'il y ait si peu de contrats de mariage sans donation-préciputaire ; en effet, comme il n'y avait évidemment qu'un « aîné » par famille, il semble inexplicable que presque tous les contrats de mariage contiennent une donation préciputaire. L'explication est cependant aisée : Si dans la plupart des contrats de mariage, les parents faisaient un « aîné », c'est que assez souvent « l'aîné » était le seul enfant qui se mariait. Les autres enfants continuaient à vivre dans la maison paternelle, mais, fréquemment, ne se mariaient pas, n'ayant pas de situation leur permettant d'élever une famille. Ils n'avaient guère de chance de se marier qu'en entrant comme gendre ou belle-fille dans une autre famille ; mais dans ce cas-là il y avait encore préciput, car l'époux du gendre ou de la belle-fille était nécessairement, lui « l'aîné » de sa famille.

Quant aux actes de partage je n'en ai point trouvé en 1768. C'était en effet un acte excessivement rare pour ne pas dire inconnu de la population rurale lozérienne avant la Révolution. Quelle utilité aurait-il eu en effet ? Le testament du père réglant la dévolution de son patrimoine suffisait. Et même lorsque le testateur n'avait que des collatéraux comme héritiers, très souvent, il transmettait lui aussi son patrimoine à un seul d'entre eux, après avoir fait quelques legs particuliers (la plupart du temps legs de sommes d'argent) à ses autres parents. Cette extrême rareté des actes de partage prouve justement qu'en ces matières, les principes romains du partage égal avaient été oubliés et supplantés, dans les familles rurales surtout, par la coutume de la transmission intégrale du patrimoine. En effet la coexistence de partages fréquents et de la coutume de la transmission intégrale du patrimoine ne se conçoit pas : il faut que les uns cèdent la place à l'autre, car les uns sont la négation de l'autre.

Je n'ai pas trouvé non plus dans la rubrique de Maître Balmelle en l'an 1768 de cessions de droits, acte qui n'est pas incompatible avec la transmission intégrale du patrimoine du père à un de ses enfants ; mais qui cependant était assez rare sous l'ancien régime, car il présentait de graves dangers, en faisant dépendre cette transmission du bon vouloir de tous les héritiers. Le père de famille préférait faire son testament et désigner lui-même son successeur ; le procédé était plus sûr. Et cette rareté des cessions de droit prouve bien que les paysans lozériens ne manquaient guère de tester.

Si d'ailleurs je prends la rubrique des actes d'un autre notaire, de Maître Jacques Chas-Leyrette, par exemple, je fais les mêmes constatations : Sur douze contrats de mariage de familles rurales reçus par Maître Chas-Leyrette en 1770, neuf contiennent une donation précipitaire. Sur sept testaments faits par des paysans, durant la mê-

me année, quatre assurent la transmission intégrale du patrimoine des testateurs à un de leurs descendants. Et parmi les trois autres testateurs, deux d'entre eux, n'ayant probablement pas d'enfants, ont chacun institué pour leur héritier général un de leurs neveux. Je trouve également en cette année-là une cession de droits, mais pas de partage.

J'ouvre la même rubrique quelques pages plus loin et je vois que, en l'an 1775, Maître Chas-Leyrette a reçu sept contrats de mariage, dont les parties appartiennent à des familles rurales et sur ces sept contrats, cinq contiennent une donation préciputaire. Sur six testateurs ruraux ayant comparu cette année-là par devant Maître Chas-Leyrette, cinq d'entre eux instituent un de leur fils pour leur héritier général, pour leur successeur. Ici encore pas de partage et pas de cession de droits non plus ; ce qui confirme bien les conclusions auxquelles j'ai abouti plus haut (1).

Je pourrais multiplier ces exemples à l'infini, mais je pense que ceux que j'ai donnés prouvent suffisamment qu'à la veille de la Révolution, la population rurale du Gévaudan avait profondément oublié depuis longtemps, si elle les avait jamais connus, les principes romains du partage égal, contenus dans la nouvelle 118 et qu'elle ne pratiquait plus, en matière successorale, que la coutume de la transmission intégrale du patrimoine des parents à « l'aîné » ; et je pense également que ces quelques exemples montrent assez à quel point cette coutume était passée dans les mœurs et apparaissait comme une institution

(1) On trouvera peut-être que les notaires mentionnés ci-dessus ne recevaient pas un grand nombre de testaments ou de contrats de mariage. Mais il ne faut pas oublier que sous l'Ancien Régime tous les offices s'étaient multipliés outre mesure et les charges de notaire en particulier. Si bien que vers 1770, il y avait pour le seul canton de Villefort six ou sept notaires en exercice.

nécessaire et indispensable, avec quelle fidélité chaque chef de famille transmettait à « l'aîné » le patrimoine que lui avaient légué ses pères, jusques au jour où la Révolution vint bouleverser, jusques dans les coins les plus reculés du Gévaudan, les habitudes ancestrales.

DEUXIEME CHAPITRE

La transmission intégrale du patrimoine dans les familles rurales lozériennes pendant la période révolutionnaire (1).

Les législateurs révolutionnaires mirent à une rude épreuve cette coutume de la transmission intégrale du patrimoine à laquelle nous avons vu que la population rurale du Gévaudan était si attachée.

Déjà le décret du 8 avril 1791, appliquant les principes fondamentaux de la déclaration des droits de l'homme, établit le principe de l'égalité dans les partages : « Tous héritiers en égal degré succéderont par portions égales, dans chaque souche, dans les cas où la représentation est admise. ».

Mais ce décret n'appliquait le principe de l'égalité que dans les successions « ab intestat ». Il était, par suite, à peu près sans application possible dans tout le midi de la France et particulièrement en Lozère, où, comme je l'ai montré, la coutume de tester était très en honneur. Mais celle-ci ne devait pas tarder à être mise en discussion.

(1) Je n'entends ici par période révolutionnaire que la période écoulée depuis la loi du sept mars 1793, abolissant la faculté de disposer de ses biens en ligne directe, jusqu'à la promulgation du Code Civil.

En effet durant cette même année 1791, s'ouvrit à l'Assemblée Nationale un mémorable débat, sur cette grave question du testament. Robespierre, Pétion, partisans de l'école matérialiste d'Helvétius et de Diderot, déclarèrent ne trouver aucun fondement légitime au droit de tester : « L'homme peut-il disposer, s'écria Robespierre, de la terre qu'il a cultivée, lorsqu'il est lui-même réduit en poussière ? » Mirabeau, dans le discours du moins que la mort lui empêcha de prononcer, sans vouloir supprimer la faculté de tester, mais voulant faire régner l'égalité dans les partages, demandait qu'il soit interdit au père de donner une part de son bien par préciput à un de ses enfants. Tronchet soutint la thèse de Rousseau dans son « Contrat Social », que « la propriété meurt avec l'homme » et que par suite la liberté de tester est contraire au droit naturel. Mais faisant une distinction entre le droit naturel et le droit social, il reconnut cependant par une heureuse inconséquence, la nécessité de laisser au père de famille la libre disposition d'une part de son patrimoine. Par contre Cazalès, député du midi, proposa d'étendre à toute la France, la liberté testamentaire du droit romain.

Mais l'Assemblée Nationale, hésitante et sentant que la question du droit de tester tenait à tout l'ensemble des lois civiles, ajourna sa décision et se contenta avant de se séparer de voter le décret du cinq septembre 1791, déclarant non écrite, dans les dispositions à titre gratuit, toute clause contraire aux lois et aux bonnes mœurs, ou qui porterait atteinte à la liberté du donataire ou du légataire.

Ainsi la liberté de transmettre leur patrimoine dans son intégralité à un de leurs enfants demeurait entière pour les paysans lozériens. Mais ce ne fut pas pour longtemps. Le 7 mars 1793, la Convention décréta « que la faculté de disposer de ses biens, soit à cause de mort,

soit entre vifs, soit par donation contractuelle, en ligne directe, était abolie, en conséquence que tous les descendants auraient un droit égal sur le partage des biens de leurs ascendants ».

La coutume lozérienne de la transmission intégrale du patrimoine était atteinte par cette loi dans ses parties essentielles : en effet la donation précipitaire à « l'ainé » était interdite et la faculté de tester était abolie en ligne directe. Mais avant d'étudier les réactions de la vieille coutume en présence de ces dispositions nouvelles et des lois postérieures, je veux signaler ici un curieux phénomène juridique.



Première Section

Donations précipitaires postérieures au décret du 7 mars 1793.

En compulsant les archives notariales de l'époque, je m'attendais à voir disparaître immédiatement après la promulgation du décret du 7 mars 1793, les donations précipitaires, des rubriques des notaires. Cela me paraissait absolument évident et nécessaire. Mais alors que ces actes disparaissaient en effet chez certains des notaires alors en exercice à Villefort, je me trouvai au contraire en présence, dans les rubriques de Maître François Joseph Balmelle et de Maître Paul Barrot (1), de quelques contrats de mariage contenant donation précipitaire et surtout d'une série de donations par acte séparé, précédées, la plupart, de l'acte d'émancipation du donataire et por-

(1) Notaire à Plauchamp, canton de Villefort de 1750 à l'an VII.

tant toutes des dates immédiatement postérieures au décret du 7 mars 1793.

Or les donations par acte séparé étaient très rares jusqu'à ce moment-là, les parents attendaient en effet, pour « faire un aîné », que celui de leurs fils qu'ils avaient choisi comme tel se marie. Il était par suite également très rare que l'on eut besoin d'émanciper le donataire, celui-ci étant majeur ou émancipé de plein droit par son mariage. Tandis qu'au contraire, ces donations et émancipations deviennent si nombreuses dans les minutes de ces deux notaires durant quelques jours, après la promulgation du décret du 7 mars 1793 que l'on croirait que celui-ci a eu pour conséquence inattendue et inexplicable de les faire naître, alors que précisément, il venait d'interdire toutes dispositions entre vifs en ligne directe.

Qu'on en juge plutôt : Je prends la rubrique de Maître François Joseph Balmelle et, alors que dans les années antérieures, je ne trouve à peu près aucune donation par acte séparé, le 14 mars 1793, c'est-à-dire sept jours à peine après le vote du décret abolissant la faculté de disposer en ligne directe, je trouve un acte de donation précipitaire ; le 19, l'émancipation d'un jeune homme et le lendemain 20 mars, la donation précipitaire faite par ses parents au jeune émancipé ; le 20 mars encore, je trouve quatre donations précipitaires et trois émancipations ; le 21 mars, une autre donation ; le 21 encore, un contrat de mariage contenant donation précipitaire ; toujours à la même date du 21 mars, deux donations précédées chacune de l'acte d'émancipation du donataire ; le 22 une autre donation précédée d'émancipation ; le 23, contrat de mariage contenant donation précipitaire ; le 25, émancipation et donation ; le 19 avril, encore une donation ; le 3 mai également.

Et voici ce que j'ai trouvé dans la rubrique de Maître Paul Barrot ; 17 mars 1793 : deux émancipations, deux

donations ; 18 mars : trois donations, une émancipation ; 19 mars : un contrat de mariage contenant donation, une émancipation, deux donations ; 20 mars : un contrat de mariage contenant donation ; le 22, également un contrat de mariage contenant donation.

Ensuite ces donations préciputaires disparaissent des minutes de ces deux notaires, comme elles avaient disparu de celles de leurs confrères dès la promulgation du décret du 7 mars 1793. Voici d'ailleurs à titre d'exemple, un acte d'émancipation et un acte de donation, pris dans les minutes de Maître Balmelle :

Acte d'émancipation

« Au nom de la Nation, l'an mil sept cent quatre vingt treize, l'an second de la République Française, le vingt et unième jour du mois de mars, après-midi, devant Nous, notaire public et témoins soussignés, a été présent le citoyen Pierre M..., habitant du lieu de Thines, Lequel par cet acte a émancipé Joseph Pierre M..., son fils ici présent, à l'effet qu'il puisse se comporter et agir comme une personne libre de la puissance paternelle, sans préjudice de l'honneur et du respect qui lui sont dûs et dont le dit M..., fils, a promis de ne jamais se départir ; de quoi il nous a été requis acte. Fait et récité au lieu de... ».

Acte de donation

« Au nom de la Nation, l'an mil sept cent quatre vingt treize, l'an second de la République Française et le vingt et unième jour du mois de mars après-midi, devant nous notaire public et témoins soussignés a été présents le citoyen Pierre M... et la citoyenne Marie Rose F..., mariés et habitant du lieu de Thines ; lesquels de leur gré, voulant récompenser la bonne conduite de Joseph Pierre M..., leur fils émancipé, ont donné par donation d'entre vifs pure et irrévocable au dit M... présent et acceptant, sous l'autorisation expresse du citoyen Jean Etienne R..., de Corde, ici présent, et pour lui en tant que de besoin acceptant, chacun la moitié de tous ses biens présents par préciput et avantage, sous la réserve des fruits pendant leur vie, en survivance l'un de l'autre, déclarant que les biens donnés sont de valeur en bloc de la somme de deux mille trois cents livres et pour ainsi l'observer les parties ont passé les obligations requises ; fait et récité au lieu de... ».

Il s'agit bien d'une donation préciputaire, faite par des parents à celui de leurs fils dont ils veulent faire « l'aîné ».

Il n'est pas possible d'en douter. Le texte de l'acte est formel : Pierre M... et Marie Rose F... donnent à leur fils « par donation d'entre vifs pure et irrévocable... chacun la moitié de tous ses biens présents par préciput et avantage ».

Par contre M^e Barrot emploie une formule moins claire : Les donateurs déclarent donner à leur fils « la moitié de tous et chacun de leurs biens présents avec le droit de préciput et avantage, à se diviser avec leurs autres enfants ». Ici, j'avoue ne plus comprendre : Que signifie en effet cette formule ? Il semble qu'il y a là un non-sens ; les termes en sont contradictoires : les donateurs commencent par donner la moitié de leurs biens par préciput à « l'aîné » et ils mettent ensuite à cette donation, la condition que cette même moitié de leur patrimoine sera partagée entre tous les enfants. C'est en effet, semble-t-il, le sens de l'expression : « à se diviser avec leurs autres enfants ». Mais alors si tel est le sens de cette clause il n'y a plus préciput !

On peut trouver une autre explication à cette formule, que je donne pour ce qu'elle vaut : Ordinairement lorsque les parents donnaient une partie de leurs biens, par donation entre vifs à « l'aîné », cette partie n'était pas déterminée en fait et n'était qu'une quotité du patrimoine ; il n'était pas procédé à un partage entre le père donateur et le fils donataire et leurs biens restaient dans l'indivision, jusqu'à ce que, à la mort du père, le fils, grâce à l'institution d'héritier faite en sa faveur par ce dernier, devienne propriétaire de tout le bien. Peut-être Maître Barrot veut-il dire dans la formule citée ci-dessus, que la part des biens donnés par préciput ne sera pas déterminée en fait entre le père et le fils, qu'ils resteront dans l'indivision et que le partage, « la division » n'aura lieu qu'après la mort du père, entre le donataire d'une part et les autres enfants du donateur d'autre part.

Cette formule est d'autant plus énigmatique qu'on ne la trouve employée que dans ces donations postérieures à la loi du 7 mars 1793. Dans les donations antérieures, Maître Barrot se contente de dire que le père du fiancé donne à son fils « par donation d'entre vifs en faveur de ce mariage, la dite donation pure et irrévocable, la moitié de tous ses biens présents et à venir ».

Voilà donc des donations, qui, pour être absolument régulières et valables au regard de la vieille coutume lozérienne, n'en sont pas moins nulles, d'une nullité absolue, puisqu'elles sont postérieures au décret du 7 mars 1793, interdisant toutes donations en ligne directe.

Mais alors comment expliquer leur existence ? Dans quel but ont-elles été faites ? Pourquoi, en particulier, ne trouve-t-on de ces donations que dans les minutes de ces deux notaires ? Et comment expliquer qu'elles soient si nombreuses durant quelques jours et qu'elles disparaissent ensuite brusquement ?

Est-ce que, par suite des troubles de l'époque, le texte exact de la loi n'a pas été connu de ces deux notaires durant quelques temps ? Mais alors comment leurs confrères en ont-ils eu connaissance ?

Ne peut-on pas plutôt supposer que la portée de ce décret, qui abolissait toute liberté de disposer en ligne directe, n'a pas été bien comprise tout d'abord ? Que certains praticiens, habitués à la vieille coutume de la transmission intégrale du patrimoine et à l'omnipotence paternelle, ne saisirent pas au début l'importance de ce texte ? Mais, dira-t-on, si on peut croire, avec quelque vraisemblance, que la population rurale se soit méprise sur le sens de la nouvelle loi, il est difficile de penser qu'il en ait été de même d'hommes de loi, de notaires, que leur science juridique semble mettre au-dessus de ce soupçon. Evidemment l'objection est grave.

D'autant plus que l'explication donnée ci-dessus ne

rend pas compte du fait que ces donations préciputaires qui étaient faites par contrat de mariage et que l'on ne trouvait qu'à intervalles relativement espacés dans les rubriques, sont désormais, à la suite du décret du 7 mars 1793, faites par acte séparé, deviennent tout à coup beaucoup plus fréquentes et paraissent avoir été faites sous l'empire d'une sorte de panique, si bien que ceux dont les fils n'étaient pas majeurs, n'hésitèrent pas à émanciper l'un d'eux pour pouvoir immédiatement « faire un aîné ». Peut-être certains paysans lozériens, ayant appris par de vagues rumeurs que les nouveaux législateurs voulaient abolir toutes les coutumes et songeaient à bouleverser les lois civiles, pensèrent-ils que s'ils attendaient la majorité ou le mariage de leur fils, pour lui faire une donation préciputaire, il serait trop tard et par suite voulurent « faire un aîné » immédiatement, sans se douter que cela leur était déjà interdit.

J'avoue qu'aucune de ces raisons n'est bien convaincante et que les motifs qui ont déterminé la réalisation de ces donations restent bien obscurs. Mais je ne veux pas m'attarder ici à les rechercher. J'ai tenu simplement à signaler cette curiosité juridique que constitue cette éclosion soudaine de donations préciputaires quelques jours après que le législateur les avait interdites, laissant à d'autres le soin de leur trouver une explication, si cela est possible.

*
* *

Deuxième Section

Les lois de l'An II. Réactions de la coutume lozérienne en présence de ces lois.

D'ailleurs si la population lozérienne avait pu avoir quelques doutes sur le sens du décret du 7 mars 1793, les

législateurs de la Convention ne devaient pas tarder à préciser les principes du nouveau régime successoral qu'ils voulaient instituer. En effet la loi du cinq brumaire, an II (26 octobre 1793) reproduit en les aggravant encore les dispositions du décret du 7 mars 1793. Et le 17 nivôse de la même année (6 janvier 1794), la Convention, refondant en une sorte de Code toutes les dispositions ayant trait aux successions, éparses dans les nombreuses lois de l'époque, déclare dans un style net et précis, ne prêtant à aucune controverse, que « toutes les lois, coutumes, usages relatifs à la transmission des biens par succession ou donation, sont déclarés abolis, sauf à procéder au partage des successions échues depuis et y compris le 14 juillet 1789 et de celles à venir selon les règles qui vont être ci-après établies ». (Article 61, loi du 17 nivôse, an II).

Ensuite le législateur édicte à nouveau la règle de l'égalité dans les partages entre co-héritiers qu'avait déjà établie l'Assemblée Nationale en 1791. Mais il en étend la portée et en fait une règle générale et absolue, devant s'appliquer sans distinction à tous les partages. Il reproduit en outre et aggrave encore les dispositions du décret du 7 mars 1793, en abolissant la faculté de disposer en ligne collatérale. Désormais donc, tout legs, toute donation en faveur d'un héritier, soit direct, soit collatéral, est prohibé. Et même en faveur de personnes non parentes, le droit de disposition à titre gratuit est rigoureusement restreint : on ne peut plus disposer que du dixième de ses biens, si on laisse des héritiers en ligne directe et du sixième si on n'a que des héritiers en ligne collatérale. Et évidemment cette minime quotité disponible ne peut en aucun cas être attribuée à un des héritiers. Et non content de bouleverser ainsi le droit successoral de toutes les coutumes françaises, les législateurs de la Convention, par une disposition inique, donnent un effet rétroactif à la loi du 17 nivôse et déclarent qu'il devra être procédé « au partage des suc-

cessions échues depuis et y compris le 14 juillet 1789 » d'après les règles nouvelles.

Quelle ne dût pas être la stupeur des paysans lozériens en apprenant que désormais il leur était interdit de « faire un aîné », de choisir leur héritier et que leurs biens seraient partagés par égales parts entre tous leurs enfants ! Quelle ne dût pas être leur stupeur, et leur colère aussi, lorsqu'ils apprirent que la vieille coutume qui leur permettait de régler le sort, pour après leur mort, du domaine qu'ils avaient amoureusement cultivé durant toute leur existence et grâce à laquelle il leur semblait, sans doute, pouvoir en quelque sorte en diriger l'exploitation future, par le choix qu'ils faisaient de leur successeur, que cette coutume que de temps immémorial leurs pères avaient pratiquée était désormais abolie !

Cependant la loi est formelle, il n'y a, semble-t-il, qu'à s'incliner. Il n'y a qu'à se soumettre, à abandonner la vieille coutume, puisqu'elle est déclarée abolie, et à procéder désormais lors du décès de chaque père de famille au partage en nature et par égales parts de son patrimoine, puisque telle est la volonté du législateur.

Mais ce serait mal connaître le paysan lozérien que de le croire si vite vaincu. D'ailleurs il sentait trop, pour se soumettre ainsi, l'injustice et l'absurdité de ce nouveau système successoral, que prétendaient lui imposer les maîtres du jour, hier encore profondément inconnus et dont la rumeur publique lui apportait à peine les noms au fond de son Gévaudan. Il comprenait trop, pour abandonner ainsi les coutumes de ses ancêtres, à quelle ruine aboutirait, pour son patrimoine et pour sa famille, pour la propriété et la famille rurale en général, l'application des théories du « Contrat Social », sorties du cerveau halluciné d'un père dégénéré. Alors qu'il avait reçu de son père et de tous ses ancêtres la mission de continuer la famille et de conserver son patrimoine intact, il ne pouvait accep-

ter de manquer à cette double tâche. Aussi les paysans lozériens, comparant leur vieille coutume qui avait permis à chacune de leurs familles de se maintenir et de prospérer pendant des siècles et la nouvelle loi successorale qui, à chaque génération, allait dépecer et anéantir le patrimoine familial, les paysans lozériens ne purent se résoudre à pratiquer le régime successoral de l'an II et en dépit de toutes les abrogations continuèrent à suivre la coutume de leurs ancêtres.

Si on consulte les archives notariales de l'époque, on constate que durant les premiers temps qui suivirent la promulgation de la loi de nivôse, la population se borna d'abord à une sorte de résistance passive. En effet alors que l'activité juridique des propriétaires ruraux se continue normalement dans certaines branches, elle subit un sérieux ralentissement, presque un arrêt dans d'autres. C'est ainsi que les ventes, les obligations, les quittances continuent à figurer nombreuses dans les répertoires des notaires ; tandis qu'en matière successorale, en matière de transmission du patrimoine, les actes deviennent rares. Cela est tout naturel en effet : Les donations préciputaires, les testaments (au moins tels que les comprenait la coutume lozérienne) sont impossibles désormais et par suite disparaissent des rubriques. Le partage, qui aurait dû les remplacer, heurtait trop les habitudes de la population pour pouvoir ainsi s'implanter immédiatement et prendre la place des testaments et des donations. On en trouve évidemment des exemples et j'en parlerai tout à l'heure, mais ils restent rares.

Ainsi il se fit en somme à ce moment-là ce que nous appellerions aujourd'hui : la grève des bras croisés. Grève inconsciente d'ailleurs et qui résultait surtout du désarroi où se trouvèrent la population et les praticiens eux-mêmes en présence des lois nouvelles. Qu'on songe en effet que la population rurale avait vu depuis toujours

le père de famille transmettre souverainement son patrimoine à celui de ses enfants qu'il lui plaisait. Qu'on songe également que les praticiens, habitués à la transmission intégrale du patrimoine, à la désignation par le testateur lui-même de son héritier, celui-ci étant selon les principes romains, successeur à la fois à la personne et aux biens, ne pouvaient guère être familiarisés avec les subtilités de l'indivision et du partage en nature.

Et cependant la mort n'arrêtait pas son œuvre, et ça et là des successions de propriétaires paysans s'ouvraient. Et comme ceux-ci n'avaient pu tester et désigner leur successeur, leur patrimoine tombait dans l'indivision entre tous leurs enfants. Mais l'indivision est un état éminemment funeste à la bonne exploitation d'un domaine rural. Il fallait donc en sortir. Mais comment ? Par le partage en nature ? Non, car ç'eût été la ruine des familles rurales et de leur patrimoine. Il fallait donc trouver pour tous ceux, et ils étaient nombreux, qui ne voulaient pas du partage en nature, un autre procédé. Il fallait trouver un moyen de sortir de l'indivision, qui, s'il ne permettait pas au père de famille de désigner son héritier, permettrait du moins à ses enfants, lorsque l'entente règnerait parmi eux, de faire passer la propriété familiale sur la tête d'un seul d'entre eux et maintiendrait ainsi, autant que faire se pouvait, la vieille coutume. C'est à quoi s'ingénierent les praticiens, lorsque fut passée la surprise de la première heure.

Aussi apparaissent bientôt dans les rubriques des actes, désignés sous les noms vagues de conventions, traités, transactions, qui semblent à première vue avoir trait aux questions les plus diverses et qui servaient en effet, jusques alors, à réaliser toutes sortes d'accords juridiques, mais qui désormais servent surtout à régler le sort d'un patrimoine, dont le propriétaire est décédé, et en particulier à transmettre ce patrimoine selon la coutume,

c'est-à-dire dans son intégralité à un seul des héritiers. Et peu à peu les praticiens perfectionnent leur nouveau procédé et aux formules hésitantes du début, encombrées encore des expressions juridiques de l'ancien droit, succède peu à peu un style plus net, moins embarrassé, plus en accord avec la nouvelle terminologie du droit.

Ne pouvant citer aucun de ces actes en entier à cause de leur longueur, voici du moins le passage essentiel de l'un d'eux, intitulé transaction, pris dans les minutes de Maître Balmelle :

«... Les parties ayant... fait procéder à l'estimation des biens par des experts, qui ont observé aux parties que les dits biens formant la succession et consistant en un seul domaine, situé au lieu de S..., ne pouvant être divisé sans une dépréciation considérable les parties de leur gré et libre volonté, bien instruites de leurs droits respectifs et de la force des transactions, ont convenu et accordé ce qui suit : Qu'outre et par dessus la somme de deux mille livres de la dot de la dite Marguerite M..., épouse du dit Jean-Baptiste B..., cinquante livres du légat et quinze cents livres pour le supplément de la légitime, il se trouvait revenir au dit citoyen B..., en sa qualité, la somme de trois mille livres. Laquelle somme de trois mille livres, le citoyen M..., promet et s'oblige la payer au dit B..., avec l'intérêt, dans deux ans prochains et au moyen de ce. le dit B..., tant en son nom propre, qu'en sa dite qualité, a cédé, remis et transporté au dit citoyen M..., son beau-frère, en toute propriété et fruits, les droits successifs de sa dite épouse, sur les biens du dit feu M..., père, ...».

On voit en quoi consiste le procédé employé : c'est tout simplement une cession de droits successifs. Cet acte n'était sans doute pas absolument inconnu en Lozère, avant la Révolution ; on en trouve quelques exemples, mais ils sont assez rares. Il était ordinairement inutile en effet de recourir à ce procédé ; le « de cujus » ayant pris soin à peu près toujours d'attribuer lui-même son bien à un seul héritier. Aussi les praticiens lozériens n'étaient guère familiarisés avec ce procédé juridique. D'autre part ils durent hésiter beaucoup à l'employer sous l'empire des nouvelles lois successorales, à cause de la règle du partage

en nature édictée par ces lois! En effet la cession de droits successifs consentie par les héritiers à un seul d'entre eux semblait aller sinon contre la lettre, du moins contre l'esprit de cette règle. Mais les praticiens n'avaient pas le choix et les paysans ne voulant pas faire de partages en nature, ils durent se résoudre à employer ce procédé. Et afin sans doute de rendre moins sensible cette violation de l'esprit de la loi, ils donnèrent rarement à ces actes le nom de cession de droits successifs, mais les intitulèrent au contraire des noms les plus divers, suivant les circonstances : traité, convention, transaction. C'est pour cette raison, également, que l'on trouve toujours dans ces actes, la mention que le domaine du « de cujus » n'est pas partageable en nature ou qu'il « ne pourrait être divisé sans une dépréciation considérable ».

Et sous cette nouvelle forme, la coutume de la transmission intégrale du patrimoine reprend son cours. Ces actes qui durant l'an II et l'an III restent assez rares, se multiplient ensuite rapidement.

C'est ainsi que chez Maître Balmelle, alors que durant l'an II et l'an III, je n'ai trouvé au total que huit de ces actes (que j'appellerai désormais cessions de droits successifs, pour plus de simplification, puisque en fait ils ne sont pas autre chose) ; j'en ai trouvé au contraire vingt et un pour le seul an VI. Chez Maître Joseph Vidal (1), je trouve également trois cessions pour l'an II et l'an III réunis, tandis que, au contraire, sa rubrique de l'an V en mentionne six. Chez Maître Barrot, il en est de même.

J'ai fait allusion plus haut à quelques partages en nature que l'on trouve dans les rubriques de l'époque. Le moment est venu d'en parler. Ces actes que l'on trouvait, en effet, très rarement dans les minutes des notaires avant

(1) Notaire à Villefort de 1785 à 1816.

la Révolution, commencent, à partir de l'an II, à apparaître plus fréquemment. Il n'y a rien d'étonnant à cela d'ailleurs. C'est au contraire l'absence totale de partages durant la période révolutionnaire qui eut été inexplicable. En effet, la loi donnait désormais le droit à chaque héritier d'exiger sa part en nature. Il est normal que certains aient voulu profiter de cette faculté. C'est ainsi que plusieurs enfants établis dans le même village devaient préférer parfois arrondir le domaine qu'ils possédaient déjà, d'une part du domaine paternel, plutôt que recevoir une sou'te en argent. D'autre part, les querelles de famille, les rivalités, les jalousies de frère à frère durent être dans d'autres cas la raison déterminante du partage en nature. Ces passions avaient vraiment trop beau jeu avec les lois nouvelles, pour que leurs effets ne se fissent pas sentir.

En particulier l'effet rétroactif de la loi du 17 nivôse donna toutes facilités aux enfants, jaloux de « l'ainé », jaloux de n'avoir pas été eux-mêmes choisis pour tel par le père, d'assouvir leur rancune, en faisant annuler l'institution d'héritier et procéder au partage selon les règles légales. C'est ainsi que j'ai trouvé chez Maître Barrot à la date du quatre germinal an II, un de ces partages motivé par l'effet rétroactif de la loi de nivôse : le père avait désigné par testament une de ses filles pour son héritière ; mais son décès étant postérieur au 14 juillet 1789, les autres enfants exigèrent le partage selon les règles de la loi de nivôse. J'en ai trouvé également un autre chez Maître Ba'melle, à la même époque. Ils furent d'ailleurs l'un et l'autre annulés par des conventions postérieures, de l'an IV, lorsque le décret du 9 fructidor, an III, eut déclaré que la loi de nivôse n'aurait d'effet qu'à partir de sa promulgation.

Enfin dans certains cas, les enfants exigèrent le partage à cause de l'insécurité monétaire de l'époque. La terre, e'le, nourrissait toujours son homme et constituait un ca-

pital stable ; tandis que les assignats perdaient de jour en jour de leur valeur et allaient finir par n'en avoir plus d'autre que la valeur marchande du papier. Aussi dans toutes les cessions de droits successifs et même dans la plupart des autres actes de l'époque, trouve-t-on la clause de paiement en or.

C'est ainsi que le douze thermidor an V, je trouve dans une cession de droits, reçue par Maître Balmelle, la clause suivante :

«... En troisième lieu, le dit François Sannier promet et s'oblige de payer au dit Joseph Sannier, son frère, les dites deux sommes revenant à la totalité de huit cents livres, en numéraire métallique et non en papier monnoye, condition sans laquelle le dit Joseph Sannier aurait exigé une quote (part) des biens héréditaires... ».

Aussi lorsque le cessionnaire ne veut pas s'engager à payer en or ou en argent, il est procédé au partage en nature. Par exemple à la date du trente frimaire, an V, je trouve un acte de Maître Balmelle où les parties conviennent « devant le discrédit des assignats », d'annuler l'acte de cession de droits successifs par lequel ils avaient d'abord réglé leurs droits et de procéder à un partage en nature.

Et cependant, malgré toutes ces raisons qui devaient, semble-t-il, amener à procéder à un grand nombre de partages en nature, ceux-ci ne sont pas très fréquents et leur nombre reste, en tous cas, bien inférieur à celui des cessions de droits. C'est ainsi que chez Maître Balmelle, alors que je trouve en l'an V, vingt et une cessions de droits, je ne relève que six partages. Chez Maître Vidal, je trouve durant la même année un seul partage. Chez Maître Barrot je n'en trouve aucun en l'an V. Il y eut sans doute quelques cas où les partages se firent en justice et cela relève un peu leur proportion par rapport aux cessions de droits ; mais ce ne dût pas être très fréquent. D'ailleurs, dans la plupart des actes que j'ai relevés, il ne s'agit pas

de partages en nature entre tous les héritiers. C'est au contraire, bien souvent, un seul d'entre eux qui exige sa part, tandis que les autres se contentent de soultes en argent.

Ainsi on voit que les paysans lozériens ne pouvaient s'accoutumer à suivre les nouvelles règles successorales et que grâce aux cessions de droits, ils arrivaient encore à pratiquer la vieille coutume, à faire passer le domaine paternel sur la tête d'un seul des enfants. Mais ce procédé était cependant bien imparfait, car il exigeait l'accord de tous les héritiers, et la mauvaise volonté d'un seul rendait nécessaire le partage en nature.

Aussi, si certains pères de famille se résignèrent à cette éventualité, d'autres, révoltés à l'idée d'un partage en nature de leur patrimoine, à l'idée que les premiers, peut-être, depuis des siècles, dans leur familles, ils mourraient sans avoir pu désigner leur successeur, essayèrent par tous les moyens, soit d'avantager un de leurs enfants, soit même de lui transmettre tout leur patrimoine. C'est ainsi que je trouve à la date du dix neuf pluviôse, an II, un contrat de mariage reçu par Maître Balmelle, où, après la donation à la future épouse, il est dit par le père du fiancé :

«... Que le dit Louis Joseph Balme, son fils, n'a cessé depuis qu'il est en âge de travailler, d'être utile à son dit père, qui a tourné à son profit tous les gains et épargnes qu'il a pu faire, soit en servant de compagnon, dans le métier de battier, hors de la maison paternelle, soit en travaillant en dernier lieu auprès de son père. Et comme les nouvelles lois ne permettent plus au dit Louis Balme de faire son dit fils héritier, ainsi qu'il s'était proposé, il croit être tenu par la justice de lui faire raison des sommes et profits qui lui sont parvenus de son chef et en conséquence, après un compte détaillé, fait entre les dits Balme, père et fils, le dit Balme, père, se reconnaît débiteur envers son dit fils de la somme de huit cents livres, qui demeure reconnue et assurée au dit Balme fils, pour lui tenir lieu de tout ce que son père a retiré de sa part jusqu'à ce jour, qu'il se trouve âgé de vingt sept ans. Au surplus il est convenu entre les dits Balme, père et fils, qu'ils continueront à travailler et habiter ensemble, que le dit Balme fils est autorisé à payer les créanciers du père et à acquérir leurs hypothèques... ».

Il s'agit ici de petits artisans, mais le cas n'en est pas moins probant et montre combien la population tenait à sa coutume et trouvait injuste de ne plus pouvoir désormais la pratiquer. Dans le cas ci-dessus, le fils avait été choisi depuis longtemps comme héritier par son père. Il a déjà ving-sept ans et continue à travailler avec lui. Aussi le père veut-il tout au moins lui rembourser ce que son fils a pu lui faire gagner, puisqu'il ne peut plus l'instituer son héritier. Et de plus il l'invite à payer ses dettes et à acquiescer par là des hypothèques sur ses biens, (la suite de l'acte indique en effet qu'il possède une propriété rurale). Ainsi à sa mort, grâce à ces hypothèques il pourra probablement conserver le bien.

Le trois nivose, an III, dans un autre contrat de mariage, je trouve la clause suivante :

«... En outre les dits Thibaud et André, mariés, déclarent que si l'Assemblée Nationale trouvait à propos de permettre l'institution d'héritier, ils veulent que le dit Thibaud leur fils fiancé, soit leur héritier universel à la fin de leurs jours... ».

Dans un contrat de mariage du 23 pluviôse, an III, je relève une clause identique. On voit que le paysan lozérien n'oublie pas sa vieille coutume et vit dans l'espoir que ces maudites lois qui lui interdisent de la pratiquer seront bientôt abrogées. Mais voici un cas plus typique encore, pris dans un contrat de mariage du cinq pluviôse, an III, reçu par Maître Balmelle :

«... Le dit André Coulomb, père, a dit que, conformément à l'usage universellement observé dans ces contrées et aux lois qui y étaient ci-devant en vigueur, il s'était proposé d'instituer son héritier, le dit André Coulomb, son fils, fiancé, qu'il avait dans cet objet retenu auprès de lui et qui a constamment travaillé le domaine qui lui appartient jusqu'à ce moment qu'il a atteint sa trente troisième année, tandis que ses autres enfants sont sortis de la maison depuis qu'ils ont été en âge d'utiliser leur temps et ont depuis travaillé à leur profit particulier, et puisqu'il ne lui est plus possible de lui faire aucune gratification par dessus ses autres enfants, cédant à un mouvement de justice, qui lui dicte de l'indemniser, il se reconnaît débiteur du dit André Coulomb,

son fils, fiancé, qui jusques ici n'a rien épargné et n'a aucun bien à lui, d'une somme de quinze cents livres à quoi ont été appréciés les travaux par lui faits auprès de son père, depuis son enfance, sans interruption... ».

Voilà le seul procédé plus ou moins régulier qui restait aux paysans lozériens qui voulaient, malgré les lois de l'an II, avantager un de leurs fils. Et je dis « avantager » pour employer le terme consacré, mais on voit que dans l'exemple que je viens de citer, il n'y avait pas matière à avantage proprement dit. La donation préciputaire, qu'aurait faite le père, s'il l'eut pu, n'aurait été en somme qu'une égalisation de parts : « ses autres enfants, comme il le dit lui-même, ayant travaillé à leur profit particulier », tandis que celui qui devait être « l'aîné » travaillait le domaine familial, pour le compte de son père. Et il en est ainsi dans la plupart des cas où il y a donation préciputaire, dans nos familles rurales. Mais je ne veux pas approfondir ici cette question, que je retrouverai plus loin, lorsque j'étudierai les critiques adressées à la coutume des donations préciputaires. Je veux simplement faire remarquer combien devait paraître injuste, surtout dans ces cas-là, à la population rurale, l'interdiction des donations préciputaires.

Le neuf prairial, an III, je relève une institution d'héritier, sous la condition que les lois de l'an II seront abrogées. Le treize vendémiaire, an IV également ; le quatre brumaire, même année, un testament renferme une clause identique. Le douze pluviôse, toujours en l'an IV, un contrat de mariage contient une reconnaissance de dette analogue à celle que j'ai citée ci-dessus et dont les raisons données pour la justifier sont très intéressantes. Mais je n'en finirais plus si je voulais citer tous les cas semblables, que j'ai rencontrés au cours de mes recherches.

Cependant, avant de terminer cette énumération, je ne puis m'empêcher de donner le texte d'une donation, qui

constitue l'exemple le plus typique peut-être que j'ai trouvé de la survivance de la coutume de la transmission intégrale du patrimoine, malgré toutes les lois instituant le partage en nature.

« Ce jourd'hui treize ventôse, l'an quatrième de la République Française, une et indivisible. avant midi, devant Nous, notaire public et témoins soussignés, a été présent le citoyen Jean J..., cultivateur, du lieu de Rabeyrals, commune d'Altier, lequel se trouvant indisposé et voulant mettre un arrangement à ses affaires, pour soutenir sa maison, a fait appeler auprès de lui Jean Antoine, Etienne J..., ses deux garçons et Françoise J..., sa fille et Jean R... son mari, tous habitants du présent lieu ; lesquels s'étant ici rendus, il leur a exposé ses intentions qui consistent à assurer la propriété du petit domaine qui lui appartient, situé au présent lieu, à l'un d'eux, à la charge de payer aux autres une somme proportionnée aux forces de l'hérédité et du patrimoine, afin d'éviter le morcellement des biens qui y porterait un dommage considérable, mû d'ailleurs par la considération que la portion qui leur écherrait serait insuffisante pour les nourrir, pouvant à peine vivre lui-même avec les ressources du domaine entier ; et comme la loi du 17 nivôse an II et celle du cinq brumaire précédent veulent que les biens et successions passent en égales parties à tous les enfants et successeurs naturels et légitimes et que la loi du 17 nivôse permet pourtant à l'article vingt six de faire des ventes à fonds perdus ou des donations avec réserves d'usufruit, en faveur des successeurs naturels, toutefois avec le consentement des successeurs au même degré, il invite ses sus-dits enfants et gendre de se concerter sur le choix de celui d'entre eux auquel il convient de laisser les biens et sur la fixation des sommes qui devront revenir aux autres, afin que l'arrangement proposé se trouvant ainsi cimenté, la famille puisse se soutenir et vivre dans la concorde fraternelle. Sur quoi les dits J..., frères et sœur et le dit R..., mari de cette dernière, ont dit que le projet du dit J..., père, est raisonnable et qu'ils l'invitent de faire lui-même un partage entre ses enfants, de manière que le domaine et autres biens restent en nature sur la tête de l'un d'eux et que les autres reçoivent leur lot en argent ; et en conséquence le dit J..., père, disposant par forme de partage de père de famille irrévocable, du consentement exprès de ses dits enfants et gendre et par telle autre forme qu'il pourrait être plus valide et conformément à la disposition du décret du dix sept nivôse, donne et expédie au dit Antoine J..., son fils, premier-né, ici présent et acceptant le domaine lui appartenant situé au présent lieu de Rabeyrals, avec les meubles et cabaux en dépendant et généralement tous ses biens, en quoi qu'ils consistent. Le dit J..., père, donne par même titre, à la dite Françoise J..., sa fille, ici présente et acceptante, conjointement avec le dit Jean-Baptiste R..., son mari qui l'autorise à cet effet et accepte lui-même pour elle en tant que de besoin, la somme de onze cent cinquante livres, à ce compris la consti-

tution qui lui avait été faite dans leur contrat de mariage, passé devant moi, laquelle somme lui sera payée par le dit Antoine J..., en paiements annuels de cent livres, sans intérêts qu'à défaut de paiement. Plus le dit J..., père, donne comme dessus pareille somme de onze cent cinquante livres, au dit Etienne J..., son fils puiné, aussi acceptant, payable à parcelles annuelles, la première de deux cent livres, lorsqu'il se mariera ou quittera la maison paternelle et les autres de cent livres sans intérêt qu'à défaut de paiement. Laquelle somme le dit Antoine J..., promet de payer ainsi que la précédente. Plus le dit J..., père, réserve... (suit la réserve d'une pension viagère pour le dit J..., père, et sa femme)».

Voilà un propriétaire rural qui a voulu à tout prix et malgré toutes les interdictions, assurer la transmission intégrale de son patrimoine à un de ses enfants. On a vu toutes les raisons qu'il avait de vouloir qu'il en soit ainsi ; elles sont péremptoires et se passent de tout commentaire. Mais que de difficultés pour en arriver là ! Quelles précautions à prendre pour ne pas violer trop ouvertement la loi et faire une chose si simple, quelques années auparavant : une institution d'héritier ! Et je ne veux pas discuter ici la validité de cette donation, mais, quant à moi, je ne m'en porterai pas garant. Et puis, quelle déchéance de la puissance paternelle ! Autrefois, au moins en droit, le père de famille nommait pour successeur celui de ses enfants qu'il lui plaisait et les autres s'inclinaient devant sa volonté. Tandis qu'ici le père s'abaisse à demander l'avis et le consentement de ses enfants !

*
* *

Troisième Section

La loi du quatre germinal, an VIII

Le système trop absolu de l'an II, interdisant toutes donations préciputaires, devait nécessairement amener une réaction. Celle-ci aboutit à la loi du quatre germinal, an VIII, qui permit de donner ou de léguer une ~~partie~~ du patrimoine à titre de préciput, soit à un ~~successible~~, soit à un étranger. Cette portion fut fixée au quart des biens, si

le donateur avait quatre enfants ou moins ; au cinquième s'il en avait cinq ; au sixième, s'il en avait six et ainsi de suite.

Ce n'était pas évidemment le retour pur et simple à l'ancienne coutume qu'auraient désiré les paysans lozériens ; mais telle quelle cette liberté relative de disposer dût être accueillie avec joie. Elle dût être considérée comme le signe du calme revenu après la tempête ; comme le signe de la fin de ce bouleversement social qui n'avait respecté aucune institution, même les mieux établies, les plus éprouvées par les siècles, les plus indispensables à la prospérité d'une nation, comme la famille et la propriété.

Sans doute, les paysans lozériens ne pouvaient plus comme leurs pères, transmettre en bloc leur patrimoine à nouvelle leur permettait au moins de « faire un aîné », et régler à leur gré la « légitime » des autres. Mais la loi nouvelle leur permettait au moins de « faire un aîné », c'est-à-dire d'avantager un de leurs enfants et de désigner ainsi, au moins implicitement, leur successeur. Car cette donation préciputaire n'étant jamais faite qu'à celui des enfants qui devait succéder au père de famille, c'était encore le choisir et l'imposer, moralement au moins, aux autres enfants que de faire cette donation.

Aussi la population rurale ne tarda pas à profiter de la faculté que lui accordait la nouvelle loi et rapidement elle reprit l'habitude de donner la quotité disponible à un des enfants, de « faire un aîné ». C'est ainsi que dès le 29 germinal, an VIII, je trouve dans les minutes de Maître Balmelle, un testament où le père de famille attribue à un de ses enfants toute la quotité disponible. Le neuf floréal un autre testateur lègue également tout ce dont il peut disposer par préciput à un de ses enfants, et il veut même « au cas où de nouvelles lois étendraient la faculté de disposer à titre gratuit » avant son décès, que ce préciput soit de la plus forte quotité disponible à ce moment-là. On

voit que si les paysans lozériens profitaient de la nouvelle faculté de disposer qui leur était accordée, ils ne trouvaient pas encore cette liberté suffisante. Le 25 floréal, le six messidor, des testaments renferment également des donations préciputaires de la quotité disponible. Le trente thermidor également. Le cinquième complémentaire an VIII, un contrat de mariage contient lui aussi une donation préciputaire :

« Le dit Pierre Michel Durand, donne au dit Jean Michel Durand, son fils, fiancé, acceptant, par préciput et avec dispense de rapport, les deux neuvièmes de tous ses biens, présents et à venir... ».

Le 22 vendémiaire, an IX, autre contrat de mariage, contenant donation préciputaire du quart. Le 6 brumaire, an IX, testament contenant legs du cinquième, par préciput. Le 10 nivôse contrat de mariage, avec donation du quart.

Et l'énumération pourrait continuer. Ces donations vont même en se multipliant de plus en plus à mesure que l'on s'éloigne du quatre germinal, an VIII. Peu à peu en effet, la nouvelle de cette loi se propage dans les campagnes et les paysans reprennent l'ancienne coutume de « faire un aîné » ; coutume qu'ils n'avaient pas oubliée, certes ; les exemples que j'ai donnés plus haut, où certains d'entre eux essayent de tourner les lois de l'an II, le prouvent assez, mais dont, tout en en saisissant toujours l'importance et les bienfaits, certains d'entre eux devaient commencer à se déshabituer, sous la contrainte de la rigoureuse loi de nivôse.

TROISIEME CHAPITRE

La transmission intégrale du patrimoine, dans les familles rurales lozériennes, depuis le Code Civil.

Première Section

Le Code Civil allait-il être plus favorable à la vieille coutume lozérienne que les lois de la Révolution ? Œuvre de jurisconsultes formés, soit à l'école coutumière, soit à l'école du droit romain, cela aurait semblé assez naturel. Mais entre leur formation juridique et la rédaction du Code, la Révolution avait passé. Et celle-ci avait proclamé l'égalité de tous les citoyens ; elle avait proclamé bien haut les droits de l'individu ; mais elle avait méconnu ceux de la famille et brisé l'autorité paternelle. Elle avait reconnu la propriété privée et l'avait déclarée inviolable ; mais pour des motifs politiques elle avait brimé les propriétaires, elle leur avait enlevé le pouvoir de disposer de leurs biens à leur plaisir et volonté.

Aussi le Code Civil, chef-d'œuvre juridique dans son ensemble, porte-t-il les traces de ces théories nouvelles. Les rédacteurs du Code en subirent l'influence et ne surent pas réagir suffisamment contre ces idées d'égalité et d'individualisme, idées excellentes et fécondes en elles-mêmes, mais qui, appliquées dans toutes leurs conséquences, risquent d'amener la ruine de l'autorité paternelle, de la famille et de la propriété : institutions vitales pour une société.

Sans doute, Tronchet, Portalis, Bigot de Préameneu et Malleville, lorsqu'ils furent désignés le 24 thermidor, an VIII (2 août 1800) par les Consuls, pour rédiger un projet de Code Civil, ne se bornèrent-ils pas à transcrire les lois révolutionnaires ; ils firent œuvre personnelle et abouti-

rent à une sorte de transaction entre l'ancien ou le nouveau droit.

Mais dans cette transaction, dans ce choix, ils firent encore la part trop belle aux principes de la Révolution, en inscrivant dans leur projet de Code, les quatre articles que j'ai cités au début de cet ouvrage : articles 745 (deuxième alinéa), 815 (premier alinéa), 826, 832 et en consacrant ainsi le partage en nature et par égales parts comme régime de droit commun et comme seul et unique moyen de sortir d'indivision en cas de mésentente entre les parties. Mais par contre, rétablissant partiellement au moins l'autorité paternelle et la liberté de disposer de l'ancien droit, les rédacteurs du Code, se montrant plus libéraux que les auteurs de la loi du quatre germinal an VIII, qui cependant constituait elle-même un sérieux adoucissement aux lois de l'an II, augmentèrent la quotité disponible ; et alors qu'elle était du quart du patrimoine au maximum depuis l'an VIII, ils prirent ce quart pour minimum (article 913).

Qu'allait faire la coutume lozérienne en présence de ces dispositions ? Ici encore, sans rien perdre de son originalité, elle sût merveilleusement s'adapter au nouveau droit civil : Elle s'empressa d'abord de profiter de la nouvelle liberté de disposer, qui lui était octroyée et, quant au partage en nature, elle sût d'autant mieux en éluder la nécessité, qu'elle avait été à bonne école pour cela durant la Révolution.

Et d'abord, dis-je, la coutume lozérienne s'empressa de profiter de la nouvelle liberté de disposer qui lui était octroyée par l'article 913 du Code Civil. En effet à partir de la promulgation du titre deuxième du livre trois du Code, qui eut lieu le 23 floréal, an XI (13 mai 1803), les donations préciputaires continuent à se multiplier, mais désormais elles ne sont jamais inférieures au quart des biens du donateur. Et même toutes les fois

que cela leur est possible, c'est-à-dire lorsqu'ils n'ont pas plus de deux enfants, les donateurs n'hésitent pas à donner le tiers de leurs biens à « l'aîné ».

C'est ainsi que dès le quatorze prairial an XI, je trouve dans les minutes de Maître Balmelle, un testament contenant un legs précipitaire du quart, le 29 prairial également. Le douze thermidor, un testateur lègue à son fils « tout ce que la loi rend disponible de ses biens » ; le treize thermidor un autre testateur « veut que son fils recueille le tiers de ses biens et héritage par préciput ». Dans le seul an XII, je trouve chez Maître Balmelle, quatorze donations précipitaires.

Mais ces donations ne suffisaient pas à assurer la transmission intégrale du patrimoine. Car, pas plus que durant la Révolution, le père de famille ne pouvait faire suivre la donation précipitaire, d'une institution d'héritier en faveur de « l'aîné ». L'institution de la réserve au profit des héritiers en ligne directe s'y opposait. D'autre part le partage en nature et par parts égales avait été conservé par le législateur, ainsi que je l'ai dit. Il n'y avait donc rien de changé en somme de ce côté-là au régime de l'an II, au regard de la coutume lozérienne. Aussi les paysans lozériens continuèrent-ils à procéder sous l'empire du Code Civil, comme l'on a vu qu'ils procédaient sous le régime des lois de l'an II. Durant les premières années surtout, aucun changement n'apparaît dans les actes des notaires, concernant la transmission du patrimoine à suite de décès. On croirait que le Code Civil n'existe pas encore. Les praticiens continuent à rédiger des transactions, des traités, des conventions entre co-héritiers, identiques à ceux que l'on trouve durant la période révolutionnaire. Et si la forme des actes est restée la même, le fond n'a pas changé davantage. Après comme avant le 9 floréal, an XI (29 avril 1803), date de la promulgation du titre premier du livre trois,

du Code, concernant les successions et le partage, le patrimoine paternel continue dans la majorité des cas, à passer sur la tête d'un seul des enfants, au moyen de ces actes que par routine, les praticiens continuent à intituler des noms vagues de transaction, traité ou convention, mais qui ne sont au fond que ce que le Code Civil appelle désormais des cessions de droits successifs.

C'est ainsi que durant l'an XII je trouve dans les minutes de Maître François Joseph Balmelle, dix-neuf de ces actes contenant cession de droits successifs au profit de « l'ainé ». Tandis que je ne trouve que six partages. Et encore sur ces six actes trois d'entre eux ne sont pas de véritables partages : ils ne contiennent pas un démembrement total du patrimoine paternel ; mais seulement selon la vieille expression « l'expédition en corps héréditaire » de sa part à un seul d'entre les héritiers qui, peut-être par caprice et entêtement, n'a pas voulu céder ses droits à « l'ainé », moyennant une somme d'argent.

Si je prends les minutes de Maître Louis Guillaume Benoit (1), durant la même année, je trouve quinze actes contenant cession de droits et seulement sept partages ; et sur ces sept, cinq ne sont encore ici que des « expéditions en corps héréditaires » à un seul héritier. Chez Maître Jean Vidal, je trouve, toujours en l'an XII, quatre cessions et aucun partage.

On voit que si les paysans lozériens n'avaient pas tardé à s'apercevoir que le Code Civil avait élevé la quotité disponible, on ne croirait pas qu'ils se soient rendus compte que d'après le même Code le partage en nature constituait toujours le régime de droit commun, en matière de partage de succession.

(1) Notaire à Villefort de 1784 à 1824.

Si j'ouvre les rubriques quelques années plus tard, je fais les mêmes constatations. Ainsi chez Maître Louis Guillaume Benoit, durant l'année 1807, je trouve vingt deux donations préciputaires, faites soit dans le contrat de mariage de « l'aîné », soit par testament, soit quelques-unes par donation entre vifs. Je trouve également vingt huit cessions de droit et seulement six actes contenant partage immobilier en ligne directe et encore certains de ces actes contiennent attribution uniquement à un seul des enfants, de sa part en nature. Chez Maître Henri Placide Chas (2), je trouve six donations préciputaires, six cessions de droit et trois partages.

Mais si le mode de transmission du patrimoine reste le même au fond, quelque chose cependant commence à changer. Ce sont les formules des praticiens. La terminologie du droit actuel commence à pénétrer dans les actes. Des praticiens plus jeunes, moins imprégnés d'ancien droit et de vieilles formules, s'assimilent plus facilement les termes techniques en rapport avec les règles nouvelles du droit et le Code Civil commence à faire sentir son influence au moins dans la forme des actes. Qu'on en juge plutôt :

«... Balme et Saint-Jean, mariés, ont cédé, remis et transporté au dit Pierre Saint-Jean... la part que la dite Madeleine Saint-Jean a à prétendre sur la succession du dit Jean Saint-Jean... tant sur les meubles, immeubles, effets, cabaux et denrées... sans en rien réserver ni retenir... ».

Cette formule prise dans un acte reçu par Maître Henri Placide Chas en 1807, est presque identique à celles que l'on trouve de nos jours dans les cessions de droits successifs. D'ailleurs la même transformation s'opère dans les répertoires : les appellations de transaction, traité ou convention commencent à disparaître et désormais les notaires

(2) Notaire à Prévenchères, canton de Villefort de 1795 à 1822.

prennent l'habitude de donner à ces actes leur véritable nom de cessions de droits successifs.

Ainsi les paysans lozériens s'obstinaient à pratiquer leur vieille coutume. Les rédacteurs du Code Civil avaient bien pû décréter dans l'article 7 de la loi du 30 ventôse, an XII que « à compter du jour où ces lois (celles qui composent le Code Civil) seront exécutoires....., les coutumes générales ou locales..... cesseront d'avoir force de loi générale ou particulière dans les matières qui sont l'objet des dites lois composant le présent code »! Mais ils ne pouvaient empêcher que la coutume lozérienne, s'adaptant aux nouvelles exigences de la loi, continue sous forme d'usage, sans force légale sans doute, mais cependant respecté, à régir la transmission du patrimoine des propriétaires ruraux.

Et désormais, sans aucun changement sensible durant presque tout le dix-neuvième siècle, le patrimoine familial va continuer à passer dans son intégralité à chaque génération, du père à un seul de ses enfants, au moyen du double procédé de la donation de la quotité disponible à titre de préciput et des cessions de droits successifs. Il est inutile et il serait fastidieux de suivre la coutume lozérienne à travers toute cette période où rien de particulier n'est à signaler, sinon la continuité sans défaillances de la coutume elle-même. Voici seulement un exemple pris au hasard : Dans les minutes de Maître Joseph Louis Elmir Benoit (1), j'ai relevé durant l'année 1850 : treize donations préciputaires, quatorze cessions de droits successifs et seulement deux partages immobiliers en nature.

Mais, si, durant presque tout le dix-neuvième siècle, les paysans lozériens continuent à pratiquer leur vieille coutume sans aucune modification sensible, entre 1880 et 1890 au contraire, un fait nouveau se produit, qui, s'il ne change

(1) Notaire à Villefort de 1836 à 1897.

rien au fond à la coutume lozérienne, amène quant à la forme, une modification dans la manière de procéder. Et ce fait nouveau c'est l'apparition dans les minutes des notaires des donations-partages. Je sais bien qu'on peut trouver des actes de donation-partage antérieurement à cette époque ; je pourrais même en citer quelques exemples. Mais à mon avis, ils sont très rares et ne constituent que des cas isolés absolument sans intérêt (1).

Tandis qu'à partir de 1880 ou 1890, ces actes se multiplient et deviennent bientôt d'un emploi courant. C'est ainsi que chez Maître Jean-Pierre Siau (2), je trouve un acte de donation-partage en 1882, un autre en 1886, un également en 1887, deux en 1888. Dans les minutes de Maître Joseph Louis Balmelle (3), j'en ai relevé également deux ou trois en moyenne par an.

Et depuis lors leur nombre n'a cessé d'augmenter. C'est ainsi que dans les minutes de Maître Léon Joseph Alméras (4) j'ai relevé dix donations-partages en 1920, douze en 1932.

Mais comme je le disais plus haut, ce mode de procéder n'a rien changé au fond, à la coutume de la transmission intégrale ; car ces donations-partage contiennent à peu près constamment l'attribution à un seul des enfants de la propriété entière, moyennant paiement de soultes à ses frères ou sœurs. D'ailleurs concurremment avec ses donations-partages, on trouve toujours dans les minutes des notaires de nombreuses cessions de droits et la donation préciputaire à « l'aîné », qui est quelquefois contenue dans la donation-partage, continue cependant dans la majorité des cas à figurer dans le contrat de mariage.

(1) Voir ce qui a été dit à ce sujet page 80.

(2) Notaire à Villefort de 1882 à 1890.

(3) Notaire à Villefort de 1864 à 1910.

(4) Notaire à Villefort depuis 1893.

Toutefois il faut noter une importante conséquence de cette nouvelle façon de réaliser la transmission du patrimoine à un seul des enfants : C'est que, alors qu'avec les autres procédés juridiques que nous avons vu employer suivant les époques : testament ou cession de droit, les parents conservaient la propriété de leurs biens jusqu'à leur mort ; avec la donation-partage au contraire, ils s'en dépouillent de leur vivant.

Mais je ne veux pas approfondir ici cette question de la donation-partage, car je me propose d'y revenir beaucoup plus longuement dans la troisième partie de cet ouvrage.



Deuxième Section

Résultats de l'enquête, faite auprès de Messieurs les Notaires de la Lozère.

Avant de clore cet exposé historique sur la coutume de la transmission intégrale du patrimoine dans les familles rurales lozériennes, je veux réfuter ici une objection, qui se présentera sans doute à l'esprit du lecteur.

Vous prétendez prouver, me dira-t-on, l'existence en Lozère, en Gévaudan, de la coutume de la transmission intégrale du patrimoine et vous ne donnez en fait de preuves que des actes se rapportant à une toute petite partie de la Lozère, à un seul canton. Par suite l'existence de cette coutume est parfaitement établie pour le canton de Villefort, mais elle ne l'est pas pour le surplus de la Lozère. Pour établir son existence dans la Lozère entière, dans le Comté de Gévaudan tout entier, il aurait fallu apporter des documents émanant des différentes études notariales de cette région.

Evidemment, j'aurais pû procéder ainsi ; j'aurais pû me

rendre successivement chez les différents notaires lozériens et leur demander de vouloir bien me permettre de consulter leurs archives, ce qu'ils ne m'auraient certainement pas refusé.

Mais d'abord, outre le travail énorme que cela aurait demandé, je ne serais parvenu ainsi qu'à faire de cet exposé historique une nomenclature touffue et encombrée de citations, par suite de la masse de documents que j'aurais eue à utiliser.

Mais surtout si je n'ai pas suivi cette manière de procéder, à laquelle j'avais songé tout d'abord, c'est que j'ai pensé pouvoir arriver au même résultat d'une autre façon.

En effet, il m'a paru évident que si je pouvais établir l'existence à l'heure actuelle de la coutume de la transmission intégrale du patrimoine, dans toute la Lozère, la preuve serait faite de l'existence de cette coutume de temps immémorial dans ce même pays de Lozère, dans le Comté du Gévaudan! Car il est bien certain — et le contraire serait absolument invraisemblable — il est bien certain, dis-je, que cet usage n'a pu naître à l'heure actuelle. Il heurte trop pour cela les principes démocratiques et égalitaires. En particulier l'usage de la donation précipitaire du quart, l'habitude de « faire un aîné », constitue un véritable anachronisme dans notre société. Cet usage ne peut être que la survivance d'une très ancienne coutume, profondément enracinée dans les mœurs et que les paysans continuent à pratiquer, en sentant d'instinct tous les avantages.

Or, pour établir l'existence à l'heure actuelle de la coutume de la transmission intégrale du patrimoine, point n'était besoin de parcourir la Lozère et d'en compulsier toutes les archives. J'ai simplement procédé auprès de tous les notaires lozériens, les mieux placés en la circonstance pour me fournir les renseignements désirés, à une enquête sur la transmission du patrimoine des parents aux enfants

dans les familles rurales. Sur trente quatre questionnaires envoyés, j'ai reçu vingt cinq réponses, à peu près uniformément réparties entre toutes les régions de la Lozère. Et par ce moyen je suis arrivé à cette conclusion que dans la grande majorité des cas, le patrimoine des paysans lozériens passe, dans son intégralité, du père à un seul des enfants, donataire précipitaire, à « l'aîné ».

Que chacun en juge plutôt :

Le questionnaire adressé à chacun des notaires contenait d'abord la question suivante :

« Les partages en nature sont-ils fréquents dans votre région ? ».

Sur vingt cinq d'entre eux qui ont bien voulu me répondre, dix sept m'ont déclaré que le partage en nature était chez eux rare ou même d'après certains très rare (1). Sept seulement m'ont répondu que ces partages étaient assez fréquents et un seul, Maître Mestre, notaire à Sainte-Enimie, qu'ils étaient très fréquents.

Je leur posais ensuite la question suivante :

« N'est-il pas plus fréquent au contraire qu'un seul des enfants prenne toute la propriété paternelle et paye des soultes à ses frères ou sœurs ? ».

Sur vingt cinq réponses reçues, vingt mentionnent que le cas envisagé par la question est le plus fréquent. Quatre déclarent que la transmission à un seul des enfants de la propriété paternelle est assez fréquente ; une seule, celle de Maître Mestre, prétend que cela est rare.

La troisième question était ainsi conçue :

(1) On comprendra que je ne puisse donner ici les réponses individuelles de chaque notaire : ce serait beaucoup trop long. Le lecteur voudra bien se reporter à l'appendice placé à la fin de cet ouvrage, où se trouvent publiés en détail les résultats de cette enquête.

« Pouvez-vous m'indiquer approximativement la proportion des cas où les enfants procèdent à un partage en nature des biens paternels et ceux où un seul d'entre eux reprend toute la propriété, en payant des soultes à ses co-héritiers ? ».

Et les diverses réponses me donnent les proportions suivantes des cas où un seul des enfants reprend toute la propriété (1) : Sept déclarent que cette manière de procéder a lieu dans quatre-vingt-dix pour cent des cas ; une me donne comme proportion quatre-vingt-quinze pour cent ; une autre, celle de Maître Cord, notaire à Mende, donne même la proportion de quatre-vingt-dix-neuf pour cent. Six m'indiquent le chiffre de quatre-vingt pour cent (2) ; deux, soixante-dix pour cent ; deux autres, celle de soixante ou soixante-six pour cent ; cinq celle de cinquante pour cent. Enfin une seule, toujours celle de Maître

(1) Afin de rendre possible les comparaisons, j'ai réduit les différentes fractions des $\frac{2}{3}$, $\frac{3}{4}$, $\frac{4}{5}$... etc, que me donnent les réponses, au même commun dénominateur : 100. D'autre part bien que certains notaires ne m'aient pas indiqué de proportions numériques, j'ai cru devoir, pour la même raison (rendre les comparaisons possibles), établir moi-même ces proportions d'après leurs réponses. Voici le nom des notaires qui ne m'ont pas donné ces proportions numériques et le pourcentage des cas où un seul des enfants reprend toute la propriété, qui m'a paru ressortir de leurs réponses : M^e Alméras, notaire à Florac : 50/100 ; M^e Boniol, notaire à Vialas : 80/100 ; M^e Cavalier, notaire à Meyrueis : 90/100 ; M^e Gottv, notaire à Nasbinals : 50/100 ; M^e Roux, notaire à Grandrieu : 80/100 ; M^e Vincens, notaire à Saint-Alban : 50/100.

(2) Je dois cependant signaler ici que j'ai compté comme me donnant la proportion de 80/100, pour les cas où un des enfants reprend toute la propriété. M^e Filhon, notaire à Fournels, qui après avoir donné la réponse suivante : « 8 (fois) sur 10 un seul reprend toute la propriété », a barré le chiffre 8 et mis 2 à la place ; ce qui ne ferait plus qu'une proportion de 20/100. Mais je crois que cette correction est due à une distraction, car à la première question, M^e Filhon avait répondu « non » et à la seconde « oui » ; par suite si sa réponse à la troisième question, telle qu'elle est écrite, répondait à sa pensée, elle contredirait les deux premières. Voilà pourquoi j'ai cru devoir conserver la proportion de 80/100, d'abord donnée par M^e Filhon. Si j'ai mal interprété sa pensée, qu'il veuille bien m'excuser.

Mestre, me donne seulement la minime proportion de dix pour cent. Et en faisant une moyenne de toutes ces fractions, j'arrive à ce résultat que sur cent transmissions de patrimoines ruraux, soixante et quinze environ passent en bloc, ou du moins la propriété qui en forme l'élément essentiel, passe en bloc à un seul des enfants ; et vingt-cinq seulement donnent naissance à un partage en nature.

Et voici la quatrième question :

« La coutume d'avantager un des enfants, celui qui reste à la maison et reprend la propriété, de lui donner le quart à titre de donation préciputaire, existe-t-elle chez vous ? ».

Ici, les réponses des notaires ont été à l'unanimité affirmatives. Les vingt-cinq notaires, qui ont bien voulu me répondre, m'ont tous, confirmé l'existence dans leur région de la coutume de la donation préciputaire.

La cinquième question ne faisait que préciser la précédente :

« Ces donations préciputaires sont-elles très fréquentes ? ».

Vingt notaires m'ont répondu par l'affirmative. Maître Cord prétend même que « le quart est donné quatre vingt quinze fois sur cent ; dans le cas contraire c'est que la mort a surpris le père ». Cinq réponses seulement portent qu'elles sont assez fréquentes ou moins fréquentes aujourd'hui.

Toujours au sujet de la donation préciputaire, je posais à Messieurs les Notaires une autre question :

« La coutume d'avantager un des enfants remonte-t-elle très haut ? ».

Tous les notaires qui ont répondu à cette question me disent que c'est là un usage immémorial.

Enfin pour avoir une preuve sensible de l'ancienneté de cette coutume, je voulus savoir si l'expression « aîné », « faire un aîné », employée couramment, dans la région de Villefort (1), par les paysans, dans leur dialecte local, existait dans toute la Lozère. J'estime en effet que le dialecte régional lozérien, le patois languedocien, tout en continuant à être parlé, n'est pas à l'heure actuelle une langue assez vivante pour avoir pu donner naissance à cette expression. D'autant plus qu'elle ne pourrait se rattacher par analogie à aucune institution de l'heure actuelle. Cette expression n'a pu se former qu'au temps où la langue, dans toute sa jeunesse, ayant besoin d'un mot nouveau pour exprimer une chose nouvelle, lorsque l'habitude de disposer de ses biens de son vivant apparut, prit, dans le droit féodal de l'époque, le mot « aîné » avec le sens d'enfant avantagé. Mais que l'on remarque bien la différence : D'après le droit féodal, on naissait « aîné », le droit d'aînesse était un privilège dû à la naissance ; dans notre coutume locale au contraire, on « fait l'aîné » ; c'est le père qui désigne celui de ses enfants qui sera avantagé.

Si donc l'existence de cette expression en Lozère est prouvée, elle constitue une preuve matérielle de l'existence elle-même de temps immémorial de la coutume de la donation préciputaire. Aussi ais-je posé aux notaires de la Lozère la question suivante :

« L'expression « faire un aîné », pour parler de ces donations préciputaires, est-elle employée chez vous ? ».

Et à cette question vingt et un notaires m'ont répondu que cette expression était d'un emploi courant dans le dialecte local.

(1) En patois : « aïnat », « faire un aïnat ».

J'ai voulu savoir aussi par quels procédés juridiques était réalisée cette coutume de la transmission intégrale du patrimoine rural. Ici évidemment les réponses des notaires contiennent plus de diversité. En effet, comme me le dit si bien Maître Buffière, notaire à Saint-Alban, la « mentalité du notaire, conseil des familles, n'a-t-elle pas une part prépondérante dans le choix des parties, relativement au mode d' « arrangement de famille » ? ». Evidemment, les parties sont ordinairement assez indifférentes quant au procédé juridique à employer pour réaliser leurs conventions ; le résultat seul leur importe. Et le notaire peut assez facilement faire prédominer dans sa région l'emploi de tel ou tel procédé juridique, suivant ses préférences personnelles. Aussi n'est-il pas étonnant que tel acte qu'un notaire déclare être très fréquent dans sa région, soit au contraire donné comme rare par un de ses confrères.

J'ai cependant essayé de comparer les diverses réponses et cela n'a pas été un travail inutile ; car malgré leur diversité, il s'en dégage quelques idées générales. Et voici les conclusions que je crois pouvoir tirer de leur ensemble :

Je posais d'abord aux notaires la question suivante :

« Indiquez quels sont parmi les actes énumérés ci-dessous ceux ordinairement employés dans votre région pour réaliser ces donations préciputaires et la transmission du patrimoine des parents à un seul des enfants : contrat de mariage (pour les donations préciputaires), donations-partage, testament-partage et cession de droits successifs ».

De l'ensemble des réponses il se dégage que la donation préciputaire est faite tantôt dans le contrat de mariage, tantôt par testament, ou bien parfois dans la donation-partage. Quant à la transmission du patrimoine rural, elle s'opère ordinairement par cession de droits successifs ou

par donation-partage. La forme du testament-partage est très rarement employée.

Je leur demandais ensuite :

« Quel est parmi les actes énumérés ci-dessus le plus employé dans ce double but : donation précipitaire et transmission de la propriété paternelle à un seul des enfants ? ».

A cette question, la plus grande partie des notaires indique comme étant l'acte le plus employé pour réaliser la donation précipitaire, le contrat de mariage. Quant à la transmission du patrimoine, les deux modes indiqués ci-dessus : cession de droits et donation-partage, semblent à peu près également employés, avec cependant une supériorité assez sensible en faveur de la cession de droits.

Je leur posais encore la question suivante :

« En particulier les donations-partages sont-elles fréquentes dans votre région ? ».

Sur vingt cinq réponses, dix huit portent que cet acte est « très fréquent », « fréquent », « assez fréquent » ou « tend à se généraliser ». Sept notaires seulement mentionnent que cet acte est chez eux « peu fréquent » ou « rare ».

Enfin désirant savoir si cet acte, la donation-partage, était employé depuis très longtemps en Lozère, je posai encore cette question :

« Croyez-vous que l'usage de faire des donations-partages soit ancien dans votre région ? ».

Sur vingt quatre notaires qui ont répondu à cette question, dix sept prétendent que l'usage des donations-partage

ges est ancien et sept d'entre eux qu'il est récent. Evidemment, puisque comme je le disais plus haut, le choix de tel ou tel procédé juridique pour réaliser les conventions des parties, dépend, pour une bonne part, de la mentalité du notaire-conseil. il ne serait pas impossible que chacun des deux groupes de notaires eut raison et que la donation-partage, d'usage récent dans certaines parties de la Lozère, ait été employée couramment depuis fort longtemps dans d'autres. Mais je crois bien cependant que mes aimables correspondants ont été abusés ici par la fréquence de ces actes à l'heure actuelle. J'avais moi-même d'ailleurs partagé cette illusion de l'ancienneté de l'usage des donations-partages ; mais il m'a bien fallu convenir de mon erreur, pour la région de Villefort tout au moins, lorsque en compulsant les archives de l'étude de mon père, je n'ai trouvé des donations-partages se succédant d'une manière un peu fréquente (deux ou trois en moyenne par an, tout au plus) seulement vers 1890, comme je l'ai déjà dit plus haut. Sans doute on en trouve quelques cas antérieurement, mais ils restent très rares et par suite négligeables.

C'est d'ailleurs cette date de 1890 ou 1900 que me donnent certains notaires, qui prétendent comme moi que l'usage des donations-partages est récent : Ainsi Maître Valgalier, notaire à Chirac ; Maître Buffière, notaire à Saint-Alban.

D'ailleurs l'ancienneté de l'usage des donations-partages n'a qu'une importance minime. Il n'en reste pas moins vrai qu'à l'heure actuelle ces actes sont devenus fréquents dans la plus grande partie de la Lozère et tendent même à le devenir de plus en plus. Et je ne crois pas exagérer en disant que si ce mouvement de progression continue, la donation-partage supplantera bientôt en Lozère, la cession de droits, comme moyen de transmission du patrimoine rural.

Je crois cette fois avoir suffisamment prouvé l'existence en Lozère de la coutume de la transmission intégrale du patrimoine du père à un seul de ses enfants, dans les familles rurales (1) et justifié ainsi le titre de cette première partie de mon ouvrage.

(1) Je ne prétends pas d'ailleurs que cette coutume s'arrête aux limites du département de la Lozère, pas plus qu'elle ne s'arrêtait autrefois aux limites de l'ancien Comté du Gévaudan, limites qui sont sensiblement les mêmes que celles de la Lozère actuelle. Pour parler de ce que je connais, il est bien évident en effet que dans les départements du Gard et de l'Ardèche, dans leur partie du moins qui touche à la Lozère, la même coutume existe. Aussi cette étude aurait-elle pu être intitulée : « La transmission du patrimoine dans les Cévennes ». Si donc j'ai pris comme limites celles du département de la Lozère, c'est d'abord qu'il me fallait bien localiser la coutume dans une région déterminée. Ensuite si j'avais choisi comme cadre géographique, les Cévennes, ce cadre serait toujours resté un peu flou, fautes de limites précises ; et surtout il m'aurait été beaucoup plus difficile, de mener à bien mon enquête, à cause de la difficulté de savoir jusqu'à quelle région l'étendre. Voilà pourquoi je me suis borné à étudier cette coutume dans son centre géographique, si je puis m'exprimer ainsi et en même temps dans la région où elle s'est probablement le mieux conservée.

DEUXIÈME PARTIE

Réfutation des objections que soulève ce mode de transmission ; exposé de ses avantages et de ce qui a été tenté dans cette voie par le législateur.

PREMIER CHAPITRE

Objections que soulève ce mode de transmission.

Après avoir montré l'existence, en Lozère, de la coutume de la transmission intégrale du patrimoine des parents à un seul des enfants et constaté combien était profondément enraciné dans les familles rurales ce vieil usage, il me faut maintenant examiner les objections que soulève ce mode de transmission, qui semble à première vue, et qui est en fait, si contraire à celui qu'avaient voulu établir les rédacteurs du Code Civil.

Je m'arrêterai seulement aux deux principales : L'une qui prétend que la donation précipitaire de la quotité disponible, qui sert à réaliser, comme je l'ai montré plus haut, la transmission intégrale du patrimoine, est injuste, je veux dire par là qu'elle heurte profondément nos sentiments égalitaires ; car, dit-on, les enfants étant tous égaux doivent avoir des parts égales dans la succession de leur père. L'autre plus juridique, qui s'attaque directement à la coutume de la transmission intégrale et de

mande comment il est possible de concilier cette coutume avec les textes et les principes du Code Civil, qui prescrivent le partage en nature.

*
* *

Première Section

La donation de la quotité disponible, la donation du quart est injuste ; elle heurte profondément nos sentiments égalitaires.

Cette objection ne repose pas sur des motifs juridiques ; elle est simplement ce que j'appellerai une objection de sentiment. Elle ne s'attaque pas évidemment à la validité de ces sortes de donations, mais elle prétend qu'il y a là quelque chose qui blesse nos conceptions des rapports du père avec ses enfants. Ceux-ci, étant tous ses fils au même titre, ont chacun des droits égaux et leur père est tenu de devoirs égaux envers chacun d'eux ; et on prétend par suite que cette donation du quart viole l'égalité qui doit régner entre eux.

Sans doute, dit-on, l'article 913 du Code Civil permet au père de donner la quotité disponible par préciput à l'un de ses enfants. Mais c'est là une mesure qu'il ne doit employer que dans des cas très rares et dans des circonstances extraordinaires. Son emploi habituel constitue une injustice à l'égard des autres enfants, qui sont ainsi privée d'une part des biens qui aurait dû légitimement leur revenir.

Avant de répondre à cette objection et afin que l'on saisisse mieux les raisons que je prétends lui opposer, il est indispensable de brosser ici un rapide tableau de la vie économique de la famille rurale lozérienne.

L'exploitation agricole en Lozère, a pour type ce qu'il

est convenu d'appeler « l'exploitation familiale ». C'est-à-dire que le père cultive lui-même sa propriété avec l'aide des membres de sa famille, femme et enfants. Sans doute, dans certaines exploitations un peu plus importantes, a-t-il besoin de recourir à des ouvriers agricoles ; mais dans la presque totalité des cas, c'est le père et les membres de sa famille qui effectuent la plus grande partie, sinon la totalité des travaux agricoles de leur propriété. Ainsi donc, dès leur jeune âge, tous les enfants contribuent, selon leurs moyens, à l'exploitation du bien paternel, jusqu'à ce que, arrivés à l'âge d'homme, ils puissent s'établir. A ce moment-là, ceux-ci ordinairement nombreux, cherchent une situation et émigrent souvent dans les villes, où ils deviennent petits commerçants, petits fonctionnaires, employés de chemin de fer, employés de commerce, parfois simples ouvriers seulement. D'autres restent au pays, épousent la fille ou le fils d'un propriétaire et vont habiter comme gendre ou belle-fille chez leur beaux-parents, dont la famille sera désormais leur famille ; ou bien certains deviennent petits artisans ou ouvriers qualifiés : forgerons, cordonniers, maçons... etc., et s'établissent chez eux ou dans les environs.

Mais tandis que ses frères ou sœurs s'établissent ainsi à leur compte, l'un des enfants reste à la maison paternelle et continue à cultiver la propriété familiale pour le compte et sous la direction de ses parents. C'est « l'aîné », non pas nécessairement le premier-né, je l'ai expliqué plus haut, mais celui qui doit recueillir le patrimoine paternel et en continuer la famille. Celui-ci désigné par le simple consentement plus ou moins tacite des parents et des autres enfants, se marie à son tour et c'est à ce moment-là, ordinairement, que ses parents lui donnent le quart de leurs biens. Et le nouveau ménage exploite la propriété rurale pour le compte et sous la direction des parents.

Et à la mort des parents, ou bien dans d'autres cas, et

l'on a vu plus haut que ces cas tendaient à devenir de plus en plus fréquents, lorsque les parents étant âgés et incapables d'exploiter la propriété, font donation de leurs biens à leurs enfants à titre de partage anticipé, « l'aîné » se voit attribuer tout le patrimoine rural, à charge de payer une soulte à ses frères ou sœurs, en représentation de leur part de succession.

Quand cette attribution a lieu par donation-partage, les parents stipulent à peu près toujours comme condition de la donation, la constitution d'une pension alimentaire à leur profit. Et la plupart du temps cette pension est mise à la charge de « l'aîné » seul et elle est alors souvent convertie en soins, nourriture et logement que « l'aîné » s'engage à fournir à ses parents, tant qu'ils désireront habiter avec lui. Et désormais « l'aîné » est le maître du patrimoine familial ; à mesure que ses enfants grandissent, ils le déchargent d'une partie de sa tâche ; l'un d'eux lui succède ensuite... le cycle recommence.

Sans doute la vie de toutes les familles rurales lozériennes n'est pas conforme au type que je viens de décrire ; il y a des exceptions mais elles n'infirmement pas la règle ; elles ne sont pas assez nombreuses pour cela.

Je puis maintenant aborder l'objection formulée ci-dessus : la coutume de la donation précipitaire, pratiquée en Lozère, constitue une injustice à l'égard des autres enfants. Mais que reste-t-il de cette objection après l'exposé que je viens de faire ? Quelle injustice peut-il y avoir de la part d'un père à donner le quart de ses biens à un de ses enfants qui pendant cinq, dix, quinze ans où parfois davantage, aura travaillé pour le compte de son père, tandis que ses frères ou sœurs travaillaient pour leur compte personnel et avaient pu pendant ce temps-là acquérir des biens pour une valeur égale et parfois supérieure au montant de la donation précipitaire faite à « l'aîné » ? C'est le contraire précisément qui constituerait une injustice fla-

grante : « l'aîné » augmentant par son travail la valeur du patrimoine paternel, patrimoine dont ses co-héritiers prendraient chacun une valeur égale à la sienne, sans mettre dans la masse commune les biens qu'eux-mêmes auraient pu acquérir.

C'est pour prévenir une injustice semblable que le préteur romain avait organisé le système de la « collatio bonorum ». On distinguait en effet en droit romain, les enfants en puissance, « in potestate » et les enfants émancipés, « emancipati ». Les premiers ne pouvaient rien posséder en propre, tout ce qu'ils acquéraient tombait dans le patrimoine paternel ; les seconds au contraire, étant émancipés, étant hors de la puissance paternelle, pouvaient posséder et acquérir librement pour leur compte personnel. Mais sous l'ancien droit romain ils n'avaient aucun droit dans la succession de leur père. Lorsque le préteur, tempérant le vieux droit quirite, les admit à la succession paternelle, il décida que s'ils voulaient profiter de cette faveur, ils devraient rapporter à la masse successorale et comprendre dans le partage tous les biens qu'ils avaient pu acquérir depuis leur émancipation. « Il serait injuste, en effet, qu'ils eussent le droit de participer aux acquisitions des descendants restés en puissance, sans les faire participer aux leurs » (1).

Il y a une grande analogie de principe entre cette institution de la « collatio bonorum » et la coutume de la donation précipitaire en Lozère. A l'heure actuelle surtout, la donation précipitaire faite à « l'aîné » peut s'expliquer, la plupart du temps, par les mêmes motifs que l'institution du préteur romain. J'ai signalé plus haut d'ailleurs lorsque j'étudiais la transmission du patrimoine, sous la Révolution, que cette idée de rétablir l'égalité entre les

(1) P. F. GIRARD. *Manuel de Droit romain* (page 896).

enfants par une donation préciputaire à « l'aîné » était le mobile qui même alors faisait agir la plupart du temps le père de famille. Et je disais que la donation préciputaire, loin d'être un avantage pour « l'aîné », n'était en somme qu'une égalisation de parts.

Et l'objection a moins de valeur encore dans les cas, très nombreux, où les parents procèdent à une donation de leurs biens à titre de partage anticipé.

Dans ce cas-là, je l'ai dit, une pension alimentaire est à peu près toujours stipulée par les donateurs et cette pension est très souvent mise à la charge exclusive de « l'aîné ». Ainsi, alors que ses frères ou sœurs touchent leurs soutes quittes de toutes charges, « l'aîné », lui, s'engage à payer une pension à ses parents durant leur vie entière, ou tout au moins à les « loger, soigner, nourrir et entretenir tant en santé qu'en maladie ». Dans ces cas-là, on voit que si donation préciputaire il y a au profit de « l'aîné », il s'agit tout au moins d'une donation onéreuse. Où est dans ces conditions-là l'injustice ?

D'ailleurs si ces raisons ne valent pas absolument dans tous les cas où il y a donation préciputaire, il y a une autre raison, dont l'ordre des matières m'oblige à renvoyer à plus tard l'exposé, lorsque j'étudierai les avantages de la coutume lozérienne, et qui, elle, contrebalance toujours l'accusation d'injustice que l'on porte contre ces donations. Je veux parler de l'intérêt social que présente cette coutume, qui constitue une mesure très efficace pour retenir le paysan à la terre, intérêt social qui parfois doit primer l'intérêt particulier des co-héritiers.

Deuxième Section

**Cette coutume de la transmission intégrale
du patrimoine
ne viole-t-elle pas les règles du Code Civil ?**

Voilà l'objection capitale que l'on peut faire à la coutume lozérienne. Objection capitale parce que l'on prétend la baser sur nos lois civiles, sur des textes. En effet dit-on, comment concilier cette coutume de la transmission intégrale du patrimoine rural à un seul enfant, avec les articles 826 et 832 du Code Civil, qui exigent l'égalité en nature dans les partages et sur le respect desquels la jurisprudence se montre intransigeante ; avec l'article 913 du même Code, d'après lequel, la doctrine et la jurisprudence déclarent que chaque héritier doit recevoir sa part de réserve en nature ; la réserve étant une portion absolument indisponible de l'hérédité et que les héritiers doivent recueillir selon les règles de la succession « ab intestat » ? Cette coutume viole ces textes et par suite est à condamner.

J'estime que sous cette forme l'objection est mal posée et porte à faux. C'est l'expression de transmission intégrale du patrimoine paternel à un seul enfant qui choque les esprits. Et obsédé par cette expression, l'on se demande comment concilier la coutume de la transmission intégrale avec les articles 826 et 832 ou l'article 913. Mais il ne s'agit pas de les concilier. Il s'agit uniquement de savoir si les procédés juridiques employés pour parvenir à cette transmission intégrale du patrimoine ont été prévus et autorisés par la loi, en un mot s'ils sont licites. Et si cela est prouvé, le résultat obtenu grâce à l'emploi de ces procédés, qu'il consiste dans la transmission intégrale du patrimoine ou dans le partage en nature, ce résultat, dis-je, quel qu'il soit, doit être considéré comme régulier. Mais

ces procédés, précisément, employés en Lozère pour parvenir à la transmission intégrale du patrimoine ne sont-ils pas contraires à la loi ? Ici, je réponds : les procédés juridiques employés à l'heure actuelle, en Lozère, pour arriver à faire passer le patrimoine rural, dans son intégralité, du père à un seul des enfants, sont parfaitement licites et ne violent en aucune manière les textes de loi ou la jurisprudence (1). Et je le prouve :

J'ai exposé dans la première partie de cet ouvrage qu'à l'heure actuelle, la transmission intégrale du patrimoine s'opérait d'abord, pour partie, au moyen d'une donation précipitaire faite par les parents à « l'aîné », ensuite, pour le surplus, au moyen, soit d'une cession de droits, soit d'une donation-partage. C'est donc la validité de ces procédés qu'il faut examiner ici.

Et d'abord en ce qui concerne la donation précipitaire, le doute n'est vraiment pas possible. L'article 913 du Code Civil autorise en effet ces donations ; on ne peut il est vrai déduire cette autorisation que par argument « a contrario ». Mais la validité des donations précipitaires est bien certaine cependant et d'ailleurs personne ne le conteste. Ainsi donc la donation précipitaire à « l'aîné », qui amorce la transmission intégrale du patrimoine, qu'elle soit faite d'ailleurs par contrat de mariage, par acte séparé, par donation-partage ou par testament, sous réserve évidemment que les conditions propres à chacune de ces

(1) Que l'on comprenne bien ma pensée : Je ne prétends pas me porter ici garant de la validité de toutes les transmissions de patrimoine effectuées en Lozère. Dans certains cas, les actes qui les contiennent peuvent être absolument irréguliers : une donation précipitaire peut entamer la réserve, certains co-héritiers peuvent être lésés de plus du quart... etc. Je prétends uniquement que les procédés juridiques employés sont en droit parfaitement licites et inattaquables : mais il est bien évident qu'en fait, ils peuvent parfois être employés d'une façon tout à fait défectueuse et illégale.

formes soient respectées, ne peut soulever et ne soulève en fait aucune difficulté, quant à sa validité.

A la mort des parents, la partie du patrimoine qu'ils n'avaient pas donné entre vifs à « l'ainé », la réserve, tombe dans l'indivision entre tous les enfants. Et j'ai montré que la plupart du temps au lieu de procéder à un partage, les héritiers cédaient leurs droits successifs à « l'ainé », pour une somme forfaitaire. Ici encore, pas de difficultés. La cession de droits successifs a pour objet une universalité dont chaque ayant droit peut disposer comme il l'entend. Et l'acquéreur prend cette universalité, cet ensemble de droits dans l'état où ils se trouvent au jour de la cession, avec toutes leurs charges, sans qu'il puisse demander au cédant d'autre garantie que sa qualité d'héritier. Mais lorsque tous les héritiers ont ainsi cédé leurs droits à « l'ainé », celui-ci se trouve propriétaire du patrimoine entier de ses père et mère.

Et l'on procède même parfois à ces cessions de droits en faveur de « l'ainé », alors qu'il existe des mineurs parmi les héritiers. Mais dans ce cas l'on insère toujours dans l'acte de cession, une convention de porte-fort, en faveur du cessionnaire ; convention consentie par l'auteur survivant des héritiers ou collectivement par tous les cédants majeurs. Et cette clause rend peut-être l'effet de la cession de droits plus aléatoire, mais n'infirme en rien sa validité (1).

Enfin dans d'autres successions ou des mineurs sont intéressés, on a recours à un partage transactionnel, homologué par le tribunal, partage qui attribue lui aussi le patrimoine rural à « l'ainé ». Je sais bien que cette simulation de litige et de transaction constitue en somme une fraude à la loi, qui exige que le partage des successions

(1) Art. 1120, C. Civ. : « Néanmoins on peut se porter fort pour un tiers en promettant le fait de celui-ci... »

où sont intéressés des mineurs soit fait en justice et conformément aux règles spéciales édictées pour ces sortes de partages. Mais puisque les tribunaux acceptent cette simulation, il est inutile selon le vieil adage de se montrer « plus royaliste que le roi ». D'ailleurs les deux derniers procédés que je viens d'envisager sont assez rarement employés et ne constituent que des exceptions.

Mais l'on a vu que dans des cas fréquents et qui tendent même à devenir de plus en plus fréquents, la transmission intégrale du patrimoine avait lieu au moyen d'une donation-partage. La donation-partage est l'acte par lequel les parents opèrent, de leur vivant, le partage, la distribution de leurs biens entre leurs enfants ; c'est le partage anticipé de la succession des parents. Et j'ai dit qu'en Lozère cet acte était fait de telle façon que le patrimoine rural des parents était attribué en son entier, à un seul des enfants, à « l'aîné », tandis que les autres ne recevaient qu'une somme d'argent pour leur part. Est-ce que sous cette forme la donation-partage ne viole pas les articles 826 et 832 qui exigent le partage en nature et l'article 913 relatif à la réserve ? La question est délicate, elle a soulevé et soulève encore bien des controverses ; elle a provoqué bien des procès. Je vais cependant essayer de la résoudre.

Les articles 826 et 832 sont ainsi conçus :

« Chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession... »

« Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits et de créances de même nature et valeur ».

Ces deux articles exigent donc, je l'ai déjà dit, l'égalité en nature la plus absolue dans la composition des lots. D'autant plus que la jurisprudence qui aurait pu facilement, grâce à la première partie de l'article 832, atténuer

la rigueur de cette règle, a, au contraire, résolu le problème presque insoluble que pose cet article — ne pas morceler les héritages et faire entrer dans chaque lot la même quantité de meubles et d'immeubles — en faisant prévaloir la seconde partie de l'article sur la première ; et elle décide d'une façon constante que la règle de l'égalité en nature doit toujours être observée dans les partages, à moins qu'il y ait impossibilité matérielle et dans ce cas il n'y a qu'un seul remède : la licitation, qui transforme un bien indivisible en une autre sorte de bien éminemment divisible : l'argent ; et ainsi l'égalité en nature est encore satisfaite.

Mais ces deux articles 826 et 832 sont-ils applicables à la donation-partage ? Ainsi que le dit Planiol dans son *Traité de Droit Civil*, ce ne sont pas des textes ayant nécessairement une portée générale ; ils ont été écrits à propos des partages judiciaires et on aurait pu ne leur accorder d'effet que pour ces sortes de partages et décider que les textes réglant la matière des donations-partages se suffisaient à eux-mêmes. Mais la Cour de Cassation n'en a pas jugé ainsi. Dans de nombreux arrêts, elle a affirmé que ces deux articles étaient applicables dans les partages d'ascendants, aussi bien que dans les partages ordinaires. C'est ainsi que la Cour de Grenoble (1) avait cru pouvoir juger que :

« En droit il est certain que le chapitre sept du livre troisième du Code Civil renferme, dans les six articles qui le composent, toute la volonté du législateur concernant les partages d'ascendants ; que le législateur n'y ayant point prescrit de règles, il s'est entièrement confié à eux sur la manière de faire la distribution de leurs biens et qu'il les a rendu seuls arbitres sur le point de décider si leurs immeubles peuvent se partager commodément ; et si le morcellement peut être nuisible de compenser alors l'inégalité des lots par des retours en argents ; et même de pouvoir faire lorsque les cas l'exigent une licitation de telle manière qu'un des co-partageants ait dans son lot tous les immeubles et que les autres ne reçoivent que de l'argent ; qu'il les a rendu maîtres enfin de distribuer leurs biens ainsi qu'ils le jugent convenable pour l'avantage de chacun de leurs enfants suivant leur position ».

(1) S. Jurisp. Cour de Cass. 1826, p. 414.

Mais la Cour de Cassation ne l'entendit pas ainsi et par son célèbre arrêt du 16 août 1826 (1), cassa la décision de la Cour de Grenoble :

La Cour : Vu les articles 826 et 832 du Code Civil, considérant que l'article 1075 du Code Civil donne aux père et mère et autres ascendants le droit de faire entre leurs enfants et descendants le partage de leurs biens, mais que cet article ni aucun autre ne les ayant dispensé de se conformer aux règles qui tiennent essentiellement à la nature des partages, ils sont par une conséquence nécessaire tenus de s'y conformer ; que la principale de ces règles est l'égalité des co-partageants et qu'il résulte des articles 1075 et suivants qu'elle doit être observée dans les partages faits par les ascendants comme dans les autres partages ; qu'il est visible que cette égalité serait détruite, si le père de famille qui possède un ou plusieurs immeubles susceptibles de division, pouvait arbitrairement en donner la totalité à un de ses fils et réduire les autres à une condition moins avantageuse en ne leur assignant qu'une part en argent ; que c'est pour prévenir ce genre d'inégalité et le préjudice qui pouvait en être la suite que les articles 826 et 832 du Code Civil veulent que les propriétés immobilières d'une succession soient partagées entre tous les héritiers...

Qu'il sort de ces principes que lorsque en exécution des articles 1075 et suivants, le père de famille fait la distribution de ses biens entre ses enfants, il doit conformément aux articles 826 et 832, distribuer entre eux tous, ses immeubles à moins que ses propriétés soient impartageables... »

Ainsi d'après la Cour de Cassation, les articles 826 et 832 doivent être appliqués en matière de partage d'ascendant, aussi bien qu'en matière de partage ordinaire. Et la Cour suprême confirma sa doctrine dans de nombreux arrêts postérieurs. C'est ainsi que le 11 mai 1847 (1), elle affirma que « les partages d'ascendants ne sont pas affranchis des règles qui sont de l'essence des partages et notamment de celles que consacrent les articles 826 et 832 ». Et dans un autre arrêt du 18 août 1959 (2), la Chambre des Requêtes dit encore « que ce principe d'égalité entraîne nécessairement (dans les partages d'ascendants) comme dans les

(1) S. Jurisp. Cour de Cass. 1826, p. 414.

(1) D. P. 1847-1-67.

(2) S. 1860-1-65.

partages ordinaires, l'application de l'article 832 du Code Napoléon ; c'est-à-dire... le partage des immeubles comme celui des meubles et actions entre tous les co-héritiers... »

C'est tout à peine si elle n'admit pas la nécessité de la licitation lorsque le bien est impartageable (1). Mais en appliquant ainsi l'article 832 aux partages d'ascendants, surtout avec l'interprétation rigoureuse de la jurisprudence, on enlevait à ceux-ci toute utilité. Aussi la doctrine et la pratique s'élevèrent-elles vigoureusement contre cette jurisprudence. Mais pendant longtemps la Cour suprême demeura inflexible et cassa inexorablement toutes les décisions en sens contraire de Cour d'Appel, qui lui furent soumises.

Mais cependant les critiques de la doctrine et de la pratique qui avaient toujours inspiré certains arrêts d'appel (2) ont fini par ébranler la jurisprudence de la Cour de Cassation elle-même. Et le 23 novembre 1898 (3) elle décida :

« Qu'en matière de partage, les dispositions relatives à la réserve légale sont d'ordre public, mais que celles qui règlent la composition des lots n'ont pas ce caractère ; que dans un partage d'ascendants, le testateur peut, suivant les circonstances, les convenances ou la situation des héritiers, suivant la nature et la consistance des biens, ne pas s'astreindre dans la composition des lots en immeubles ou meubles à une rigoureuse égalité ».

En battant peu à peu en retraite, tout en sauvant la face, la Cour de Cassation finit par abandonner aux juges du fond le soin d'apprécier si l'article 832 avait été ou non respecté. Par arrêt de la Chambre des Requêtes du 31 mars 1914 (4), elle décida en effet :

(1) V. arrêt Cour d'Agen rejeté par arrêt des Req. 7 août 1860 ; D. P. 1860-1-498.

(2) V. Lyon, 20 janv. 1837, S. 1838-2-63 ; Agen 12 déc. 1866, D. 1867-2-17, S. 1868-2-37.

(3) D. 1899-1-39 ; S. 1899-1-94.

(4) D. 1914-1-232 ; S. 1914-1-447.

« Que la question de savoir si un partage porte atteinte par la nature, la valeur ou la composition des lots au principe de l'égalité entre co-héritiers est une question de pur fait et rentre par conséquent dans les pouvoirs souverains des juges du fond ».

C'était « donner toute latitude au juge du fait d'anéantir ou de maintenir un partage d'ascendant suivant la moralité de l'acte, au moins dans la plupart des cas » (1).

Et les juges du fait, ordinairement très favorables aux partages d'ascendants, ne se firent pas faute d'utiliser la liberté que leur accordait la Cour suprême. Témoin cet arrêt de la Cour de Rennes du 20 mai 1920 (2) :

« Attendu que l'appelante invoque vainement la prétendue inégalité de la composition des lots, qu'en effet à raison de la consistance des biens donnés et du nombre des enfants, le partage en nature était irréalisable, sans morceler les héritages et diviser l'exploitation, opération que l'article 832 recommande précisément d'éviter autant que possible, de sorte que loin d'appuyer la demande ce texte la combat... Attendu qu'il importe de n'accueillir de demandes de cette nature qu'avec la plus grande circonspection, à moins qu'elles n'apparaissent avec un sérieux caractère de pertinence, ce qui n'est pas le cas ; qu'elles peuvent en effet avoir pour résultat de jeter un trouble néfaste dans les biens ruraux à une époque où ceux-ci requièrent dans l'intérêt social le plus de sécurité. Par ces motifs... »

Voilà que l'article 832 qui avait servi à la Cour de Cassation pour annuler les partages d'ascendants qui ne respectent pas l'égalité en nature est utilisé maintenant par la Cour de Rennes pour justifier ces mêmes partages. Et dans l'état actuel des idées, c'est bien, je crois, la meilleure façon d'interpréter l'article 832, dont la rédaction s'y prête fort bien d'ailleurs. Et une autre préoccupation qui, elle aussi, est bien conforme aux idées de notre époque se fait jour dans cet arrêt, c'est celle de la stabilité des exploitations agricoles, stabilité considérée comme comportant un intérêt social.

(1) PLANIOL et RIPERT, T. 5, p. 891.

(2) S. 1921-2-28.

On voit donc qu'à l'heure actuelle, il ne reste à peu près rien de la rigoureuse jurisprudence de la Cour de Cassation et que par suite de l'heureuse transformation qu'elle a subi, les articles 826 et 832 ne s'opposent plus dans la plupart des cas à l'attribution intégrale par donation-partage d'une exploitation rurale à un seul héritier, comme cela se passe en Lozère.

Mais il y a plus : dans tous les cas où les articles 826 et 832 peuvent encore être applicables, il est possible aux parties d'y déroger. En effet, ainsi que le dit l'arrêt de Cassation du 23 novembre 1898, cité plus haut, « en matière de partage, les règles relatives à la réserve légale sont d'ordre public, mais celles qui règlent la composition des lots n'ont point ce caractère » Et la doctrine et la jurisprudence sont à l'heure actuelle très fermes sur ce point. Par suite le père de famille peut, dans tous les cas, déroger à la règle de l'égalité en nature et attribuer son patrimoine rural à un seul de ses enfants, quitte à lotir les autres en argent. Mais surtout les enfants eux-mêmes peuvent renoncer dans la donation-partage au bénéfice de l'article 832. Celui-ci n'étant pas une disposition d'ordre public, rien ne s'y oppose en effet et conformément à l'adage, la convention doit ici faire la loi des parties. La Cour de Cassation admet d'ailleurs cette théorie. C'est ainsi que le 8 février 1933, elle a confirmé un arrêt de Cour d'appel statuant à propos d'une demande en nullité de donation-partage pour inégalité dans la composition des lots, par les motifs suivants :

« Attendu, en ce qui concerne la demande en nullité de la donation-partage reposant sur l'inégalité de la composition des lots... que dans l'espèce, il résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'aux termes de l'acte du 13 janvier 1920, *les parties avaient reconnu qu'il était de l'intérêt de tous d'attribuer l'immeuble à un seul des enfants*, la dame Fièrè, moyennant le prix de trente mille francs, partagé entre eux dans la proportion de leurs parts héréditaires, compte tenu de la part précipitaire et à charge par

dame Fièvre d'exécuter les clauses et conditions, imposées par la dite donation » (1).

Ainsi il suffit que les enfants acceptent l'attribution intégrale des immeubles à un seul d'entre eux pour que la donation-partage devienne inattaquable de ce chef. Et je crois que l'on peut même soutenir qu'une acceptation tacite suffit et que l'acceptation de la donation-partage faite par les enfants est indivisible et s'applique par suite aussi bien à la donation elle-même, qu'au partage des biens donnés, tel qu'il est fait par le père, même s'il ne tient pas compte de l'article 832 (2).

D'ailleurs quoique le partage des biens donnés doive être fait par le donateur lui-même, la jurisprudence est très large sur ce point : « Ainsi, il a été jugé que l'opération constitue un partage d'ascendant par cela seul que la division des biens a été imposée aux enfants par le donateur et qu'ils y ont procédé par voie d'attribution et non par voie de tirage au sort (Lyon, 6 mars 1878. D. 78-2-65), ou encore parce que l'ascendant leur a remis des biens à la condition de les partager dans la proportion de leurs parts héréditaires et cela quoique le partage ait été fait entre les enfants par acte séparé et hors la présence de l'ascendant. (Cass. 5 nov. 1877, D. 78-1-372 ; S. 78-1-214 ; Trib. de Louvain, 18 nov. 1892, D. 93-2-476) » (3). Or dans ces cas-là les donataires ont manifestement le droit de composer des lots à leur guise et ne peuvent être plus te-

(1) *Recueil Civil et Notar. des Juris-Classeurs* (5 fév. 1934).

(2) BONNECASE soutient une théorie analogue : « Cette nullité (provenant de la violation des articles 826 et 832) qui n'est pas d'ordre public, peut disparaître par l'effet d'une confirmation tacite et cette confirmation tacite, dit la Cour de Cassation, peut résulter de tout acte par lequel le donataire co-partagé « a exécuté le partage avec connaissance du vice dont il était affecté et avec l'intention de le couvrir ». (Suppl. au Traité de Baudry-Lacantinerie, p. 363, T. 1). D'après cette théorie, le simple paiement des soultes suffirait à confirmer le partage, car ce paiement constitue bien un acte d'exécution.

(3) PLANIOL. *Traité élém. de droit civil*, (T. 3, p. 907).

nus de respecter la règle de l'article 832 que des co-héritiers ne le sont dans un partage amiable de succession, car leur situation est identique : ils partagent les uns et les autres des biens qu'ils possèdent par indivis. Et si dans certaines donations-partages, on reconnaît aux donataires le droit de renoncer à l'article 832, il n'y a aucune raison pour le leur refuser dans d'autres.

Les règles de la réserve ont amené aussi quelques difficultés à propos des donations-partages. La réserve est cette partie de la succession dont le « de cujus » n'a pu disposer à titre gratuit d'aucune façon, en faveur de qui que ce soit ; elle est cette partie de l'hérédité absolument indisponible, et qu'en tout état de cause, les héritiers en faveur desquels elle a été instituée doivent recueillir. Sa quotité est de la moitié, des deux tiers ou des trois quarts de la succession, suivant que le « de cujus » laisse un, deux ou trois enfants ou davantage.

D'après la théorie unanimement admise aujourd'hui et qui découle d'ailleurs des termes de l'article 913, qui l'institue, la réserve est considérée comme une part d'hérédité, une portion de la succession au sujet de laquelle le « de cujus » n'a pu faire valablement aucune disposition et qui doit être recueillie par les héritiers uniquement selon les règles des successions « ab intestat » : « Leur droit (des héritiers) a son fondement dans les articles 745, 746 et 758 à 760 relatifs aux successions, sous le couvert des articles 913 et suivants relatifs à la réserve et à la quotité disponible ». (1).

Par suite, en ce qui concerne la réserve, l'ascendant qui fait une donation-partage à ses enfants, ne peut que se borner à attribuer à chacun leur part de réserve telle que la loi permet à chaque héritier de la demander. Or l'on

(1) PLANIOL et RIPERT (T. 5, p. 28).

sait que dans les successions « ab intestat », les héritiers peuvent demander leur part en nature. L'ascendant ne peut donc que leur donner leur part en nature, puisqu'il lui est interdit de faire aucune disposition qui porte atteinte aux droits des héritiers sur cette réserve.

Mais alors comment justifier la pratique lozérienne, qui, après que l'ascendant a donné le quart de ses biens à un de ses enfants et épuisé ainsi, à peu près toujours, la quotité disponible, attribue encore tout le surplus des biens au même enfant ? Sans doute les autres enfants reçoivent leur réserve, mais pas en nature comme le veut l'article 832. Il est facile de répondre à cette question, à la lumière des explications données plus haut. Puisque précisément le droit des descendants à la réserve a son fondement dans les règles de la succession « ad intestat », que cette réserve est une part d'hérédité et qu'elle est recueillie par eux selon les règles de la succession « ab intestat », l'article 832 qui est une de ces règles ne doit pas avoir plus de portée pour la réserve que pour la succession « ab intestat ». Et par suite puisqu'il est admis que l'article 832 n'est pas une disposition d'ordre public, il est permis d'y déroger en ce qui concerne la réserve, comme en ce qui concerne le partage de la quotité disponible. Aussi si, à la rigueur, on peut discuter sur la possibilité d'une dérogation à cet article par l'ascendant lui-même, à cause du caractère d'indisponibilité absolue de la réserve, il est bien évident par contre que les réservataires eux-mêmes peuvent renoncer à s'en prévaloir. Et ici encore rien n'empêche que cette renonciation soit tacite.

Et que l'on ne prétende pas que « les dispositions relatives à la réserve légale sont d'ordre public », selon les termes de l'arrêt du 23 novembre 1898 rapporté plus haut. Car ce qui est d'ordre public ce sont des règles relatives à la quotité de la réserve et non à la manière de former

les lots lors du partage de cette réserve. C'est ici la seconde partie de la citation que j'ai faite de l'arrêt du 23 novembre 1898 qu'il faut appliquer : celles (les dispositions) qui règlent la composition des lots n'ont pas ce caractère (d'ordre public) ».

On a dit également que cette renonciation des réservataires faite dans une donation-partage constituait un pacte sur succession future prohibé par l'article 1130. Mais ici encore ce serait la renonciation à la réserve elle-même ou à une partie de cette réserve qui constituerait un pacte sur la succession future et qui par suite serait nulle (1). Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ; il s'agit seulement de la renonciation, par les donataires réservataires, au bénéfice de l'article 832 pour la composition de leur part de réserve. Et cela ne peut en aucune manière constituer un pacte prohibé, car il y aurait alors une différence inexplicable entre le partage de la quotité disponible et celui de la réserve. Et d'ailleurs cette différence n'est faite dans aucun texte et nulle part il n'est attribué une portée plus grande à l'article 832 lorsqu'il s'agit de la réserve que lorsqu'il s'agit de la quotité disponible.

On voit donc que dans l'état actuel de la doctrine et de la jurisprudence et cela depuis la fin du siècle dernier, il est possible de procéder à la transmission intégrale d'une exploitation rurale aussi bien par donation-partage que par cession de droits. Il est à noter d'ailleurs que c'est uniquement depuis la fin du dix-neuvième siècle, depuis 1890 environ, ainsi que je l'ai dit dans la première partie de cet ouvrage, que les donations-partages ont commencé à se multiplier en Lozère.

On me dira encore que si la transmission intégrale du patrimoine, telle qu'elle est pratiquée en Lozère, ne viole

(1) Req. 20 juin 1902 ; D. 1904-1-435.

pas, grâce aux procédés juridiques employés pour la réaliser, le texte de la loi, cette coutume ne tient pas compte cependant de son esprit, de l'intention qu'a eu le législateur en édictant ces dispositions. Il est bien évident en effet que ce n'est pas la transmission intégrale des héritages qu'ont voulu les rédacteurs du Code Civil. Mais qu'importe ! Ce n'est pas la volonté, l'intention du législateur, qui pour une fois où elle peut être déterminée avec certitude, est cent fois douteuse, ce n'est pas cette intention qu'il a eue il y aura bientôt un siècle et demi, que l'on doit rechercher dans un texte de loi. En effet, a-t-on dit, « lorsqu'une institution est consacrée par le législateur, elle se suffit en quelque sorte à elle-même, se libère de la pensée réelle de ses auteurs et s'éclaire par son but ». (1). C'est ce but que l'on doit rechercher, le but social du moment. A la méthode d'interprétation exégétique, qui sous la signification des mots, cherche à retrouver le sens qu'a voulu y attacher le législateur, il faut préférer la méthode dite scientifique, qui interprète les institutions juridiques d'après leur fonction et leur utilité sociales.

Une institution juridique, une loi sont faites en effet pour répondre aux besoins d'une société et régler les rapports de ses membres. Et si ces rapports, ces besoins sociaux se modifient, les principes juridiques qui les régissent doivent se modifier parallèlement. Or il n'est pas douteux que si la règle d'égalité en nature était peut-être conforme aux intérêts de la famille ou de la propriété rurale au moment de la rédaction du Code, ces intérêts, ses besoins ce sont profondément modifiés aujourd'hui. Il est bien évident que la famille et la propriété rurale ont besoin actuellement de stabilité et de sécurité et que la règle de l'égalité en nature est absolument contraire à ce besoin. Aussi, en attendant que le législateur refonde nos institutions succes-

(1) BONNECASE, Suppl. Traité Baudry-Lacant, (T. 1, p. 354, n° 203).

sorales pour satisfaire ces nécessités nouvelles, il appartenait à la jurisprudence d'interpréter la loi en tenant compte de ces transformations. Ainsi que le dit si bien M.-G. Boutaud, « le rôle de la jurisprudence n'est pas de faire de la loi une application conforme à l'intention du législateur ; il est de réaliser constamment l'adaptation nécessaire du texte de loi à l'objet qu'il régit ». (1) Et c'est justement ce qu'ont fait les tribunaux en matière de donation-partage et ce qu'ils devraient faire pour tous les partages en général.

Il ne faut donc pas parler de violation de l'intention des rédacteurs du Code Civil, en matière de transmission intégrale du patrimoine, cette intention n'a plus de sens, elle s'est évanouie devant les transformations sociales.

DEUXIEME CHAPITRE

Avantages de la transmission intégrale du patrimoine sur le partage en nature du Code Civil.

Au dire des législateurs de la Révolution et des rédacteurs du Code Civil, qui en cette matière marchèrent sur leurs traces, le régime du partage en nature, que consacrent les articles 826 et 832, devait nous amener toutes sortes de biens : Outre sa justice, qui leur paraissait évidente et absolument nécessaire, dans un Etat démocratique, ce régime avait à leurs yeux une foule de qualités : il devait par une heureuse répartition de la terre entre toutes les mains, amener une plus grande richesse générale, une meilleure exploitation de cette terre et par suite une production

(1) *Etude Critique de la règle d'égalité en nature dans les partages*, (p. 112).

agricole accrue ; il devait encore augmenter le nombre des ménages et influer heureusement sur la natalité, chaque héritier recevant désormais une part du patrimoine paternel et pouvant ainsi fonder et élever une famille (1).

Qu'est-il advenu de tout cela ? Cette multiplication purement mécanique du nombre des propriétaires a-t-elle autant d'avantages que l'on a prétendu ? Quant à la natalité, le régime du Code Civil ne s'est-il pas pour le moins montré impuissant à la développer ? N'a-t-il même pas eu au contraire une influence néfaste à ce point de vue ? Enfin, un autre grave problème social de notre époque, que les rédacteurs du Code Civil n'avaient pas prévu et ne pouvaient guère prévoir, je veux parler de la dépopulation des campagnes, n'a-t-il pas eu pour cause, en partie au moins, notre régime successoral, notre partage en nature ?

Voilà des questions bien souvent posées de nos jours. Questions qui se posent à l'opinion publique, aux juristes, aux économistes, aux législateurs eux-mêmes. Et devant les réponses que chacun est obligé de faire, l'idée qu'une réforme de notre régime successoral s'impose, fait chaque jour du chemin. Dès le milieu du siècle dernier, Le Play dénonçait les méfaits de ce régime et proposait d'y remédier, et depuis lors les critiques se sont faites chaque jour plus nombreuses et plus nombreux aussi les partisans d'une réforme. Et en particulier, puisque le partage en nature, appliqué à la propriété rurale, semble avoir déçu les espérances qu'il avait fait naître, on songe de plus en plus à le remplacer par un système opposé : la transmission intégrale des exploitations agricoles, système qu'une coutume plus forte que la loi a conservé dans diverses régions et en particulier en Lozère. Quels sont donc les avantages

(1) V. en prat. disc. de Mirabeau, lu à al Constit. le 2 avril 1791,

de ce régime sucessoral sur le partage en nature ? Telle est la question que je vais essayer de résoudre au cours de ce chapitre.

*
* *

Première Section

Influence de la transmission intégrale du patrimoine sur la propriété rurale.

Comme le régime de la transmission intégrale du patrimoine du père à un seul enfant est précisément l'opposé du partage en nature du patrimoine du père entre tous les enfants, la meilleure façon d'étudier les avantages de ce premier système pour la propriété rurale, est d'exposer les inconvénients du second. J'ai déjà dit en quoi consistait le partage en nature. Je n'y reviendrai pas. Je dirai simplement en deux mots que l'article 826 permet à chacun des héritiers d'exiger que son lot comprenne une part de chaque sorte de biens de la succession et que l'article 832 impose au juge le respect de ce droit qui appartient à l'héritier. Il faut donc pour appliquer ces deux articles, morceler les biens de la succession en autant de parts qu'il y a d'héritiers. Et lorsque les biens ne sont pas partageables, l'article 827 ordonne qu'ils soient mis aux enchères.

Cette manière de procéder amène deux graves inconvénients que l'on a appelés le morcellement et la dispersion des propriétés.

Voici une exploitation agricole formant un tout bien constitué : bâtiments d'habitation et d'exploitation, prairies, terres labourables, pâtures, forêts... etc. Tout cela a été groupé par un père de famille, de façon à ce que chaque partie concoure à la valeur de l'ensemble. Le père

meurt et ses héritiers, mettons quatre enfants, exigent le partage en nature. On va donc diviser cette exploitation en quatre parts égales et chacun des enfants en tirera une au sort. Et à la mort de chacun d'eux leurs propres enfants recommenceront l'opération et ainsi de génération en génération. Et s'il est impossible de former autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers, c'est la licitation qui s'imposera ; mais ici encore très souvent l'exploitation ne sera pas vendue en bloc, car pour en obtenir un prix plus élevé, on composera plusieurs lots qui seront mis séparément aux enchères et chacun d'eux sera adjugé au plus offrant. Voilà ce qu'est le morcellement.

Inutile, je pense, de m'étendre longuement sur ces inconvénients. Ils ne se voient que trop et chacun a dans la mémoire quelque exemple de ces partages en nature, qui ont amené la ruine d'une exploitation agricole jusqu'alors prospère. Ces inconvénients sont d'ailleurs multiples et divers suivant les cas : Tantôt s'il s'agit d'une petite exploitation, chaque héritier n'aura pas une part suffisante pour vivre. Il l'abandonnera pour aller chercher fortune ailleurs, dans les villes la plupart du temps ; son bien restera en friche parfois pendant de longues années, ce qui n'est pas pour en augmenter la valeur. Et un jour il vendra sa part héréditaire à un étranger ou à un de ses co-héritiers. Tantôt, surtout s'il s'agit d'une propriété importante, le partage en nature rendra la culture de chaque lot beaucoup plus onéreuse que celle de toute l'exploitation, par suite des frais généraux qui ne varient pas proportionnellement à la surface cultivée : il faudra par exemple que chacun des héritiers possède à peu près le même matériel agricole, que celui qui suffisait à l'exploitation de la propriété entière. Tantôt encore, si la licitation des biens a eu lieu, un héritier aura acquis les bâtiments agricoles et se sera vu enlever par un autre héritier ou un étranger la majeure partie des terres pour l'exploitation desquelles

ces bâtiments avaient été prévus et il paiera ainsi, parfois bien cher, des bâtiments qu'il ne pourra utiliser.

On pourrait allonger à volonté cette liste des inconvénients du morcellement, qu'entraîne le partage en nature, mais on peut, je crois, les résumer tous en un seul : Le morcellement désorganise absolument l'exploitation agricole. Il brise cette unité économique qu'elle constitue et de ses débris il est bien souvent aussi malaisé de former plusieurs exploitations nouvelles, qu'il serait malaisé de former plusieurs vases d'une poterie que l'on vient de briser.

Mais, dira-t-on peut-être, ce sont-là des conséquences regrettables sans doute, mais exceptionnelles et dont la simple liberté des transactions suffit d'ailleurs à réparer les inconvénients ; car si les parts de certains co-héritiers ne constituent pas des exploitations viables, leurs propriétaires les vendront et il se reconstituera ainsi des exploitations bien organisées. Mais surtout ces quelques inconvénients n'enlèvent pas au partage en nature son grand avantage : la multiplication des petites propriétés.

Mais est-il sûr que cette division continue et aveugle de la propriété soit un bien ? Il y a lieu d'en douter. Sans doute, je sais les avantages de la petite propriété : Elle est souvent mieux cultivée que la grande ; d'abord parce qu'elle est cultivée par le propriétaire lui-même : ensuite parce que, justement à cause de son peu d'étendue, il est possible d'y apporter des façons culturales plus soignées ; de plus le petit propriétaire n'ayant pas d'autres revenus que celui qu'il tire de sa terre est d'autant plus intéressé à lui faire produire tout ce qu'elle peut, que celle-ci est de moindre étendue. Aussi, ordinairement, le produit d'une petite propriété est proportionnellement plus élevé que celui d'une grande. Par suite la même étendue de terre pourra faire vivre une population plus nombreuse, si elle est divisée en petites propriétés que si elle ne constitue que quelques grandes exploitations.

Mais cependant il n'est pas possible de faire produire à la terre toujours davantage ; il y a pour la production agricole un rendement maximum que l'on ne saurait pratiquement dépasser, sans que les frais absorbent le rendement supplémentaire que l'on pourrait obtenir. Aussi à force de diviser la propriété, il arrive un moment où elle ne nourrit plus son homme. Or les articles 826 et 832 s'appliquent d'une façon absolue à tous les partages, que la propriété à partager soit grande ou qu'elle soit petite, qu'elle puisse constituer plusieurs exploitations ou que sa division ne puisse donner que des parts insuffisantes pour permettre à un propriétaire de fonder et d'élever une famille.

De plus si la petite et moyenne propriété a des avantages, croit-on que la grande propriété en soit totalement dépourvue ? Croit-on qu'il soit nécessaire de l'anéantir par ces partages répétés à chaque génération ? Et que son anéantissement comporte même quelque intérêt ? Je ne le pense pas ; car la grande exploitation, telle au moins qu'elle existe en France, où les propriétés de plus de mille hectares seraient vite comptées, où nous ne connaissons pas le régime des « latifundia », des très grandes propriétés, qui couvrent des surfaces égales à des départements entiers comme cela existe dans certains pays, en Angleterre par exemple, la grande propriété telle qu'elle existe chez nous, dis-je, a des avantages qui doivent en faire désirer le maintien. En effet les grosses exploitations agricoles, procurant des revenus plus importants à leurs propriétaires, permettent à ceux-ci de faire donner à leur famille et leur ont permis à eux-mêmes de recevoir une culture plus développée et en même temps leur fournissent des moyens matériels grâce auxquels ils peuvent jouer le rôle d'une sorte d'élite de la classe rurale. Or le rôle de l'élite dans une société n'est certes pas négligeable. Et dans la classe rurale peut-être plus que dans toute autre, sa pré-

sence est indispensable. Car seule bien souvent cette partie de la classe rurale plus instruite et mieux éclairée, peut se tenir au courant des progrès de la technique agricole et en expérimenter les nouveaux procédés. D'ailleurs, le paysan est, par nature, défiant et routinier. Il se méfie de tout ce qui est nouveau et préfère s'en tenir aux vieilles méthodes ; il ne se rend que devant l'évidence des faits. Aussi est-ce par l'intermédiaire des gros propriétaires que s'introduisent la plupart du temps dans la pratique les progrès de la technique agricole. Ainsi le machinisme, les engrais chimiques n'ont d'abord été en usage que dans les grandes exploitations. Ce n'est que peu à peu, par la puissance de l'exemple et devant les résultats qu'ont donnés ces nouveaux procédés de culture, que la masse des paysans s'est décidée à les employer à son tour.

Ainsi la disparition des grandes propriétés et la multiplication des petites qu'entraîne la règle du partage en nature, par la division mécanique à chaque génération des exploitations agricoles, est loin de constituer toujours un avantage comme on a voulu le dire.

On a vu en effet que cette règle du partage en nature s'appliquait à la petite propriété, dont les revenus sont à peine suffisants pour nourrir une famille, aussi bien qu'à la grande exploitation ; et que d'ailleurs cette division n'était pas plus souhaitable pour la grande propriété que pour la petite.

Mais si la multiplication des petites propriétés, loin de justifier à mes yeux le partage en nature, constitue souvent au contraire un inconvénient, je crois qu'il y a lieu d'adresser à ce mode de partage, une autre critique, plus grave encore peut-être. En effet je reproche au partage en nature de faire planer sur toute exploitation rurale un élément d'insécurité, d'inconnu, un point d'interrogation sur le sort qui sera réservé à cette exploitation à la mort du propriétaire.

Le paysan, en défrichant un lopin de terre, se demande pour qui il travaille ainsi, à qui profiteront ses sueurs ; et le gros propriétaire, investissant d'importants capitaux pour l'aménagement de son exploitation, se pose lui aussi la question de savoir qui profitera de ces améliorations après sa mort. Ou plutôt ils savent l'un et l'autre qu'à leur mort tous ces biens, sur lesquels ils ont dépensé tant de sueur ou d'argent, seront dépecés, vendus peut-être ; et cette pensée fera bien souvent abandonner le manche de l'outil à l'un et les projets d'aménagements et d'améliorations à l'autre.

En effet la bonne exploitation d'une propriété rurale comporte bien souvent des travaux à longue échéance, dont les bénéfices ne seront recueillis que de longues années après, parfois longtemps après la mort du propriétaire qui les aura effectués. Il n'est donc pas indifférent pour lui de savoir à qui ira son bien et par suite qui profitera de ses travaux ou de ses sueurs. C'est ainsi, par exemple, qu'une plantation d'arbres fruitiers ne produira que quinze, vingt, vingt-cinq ans après qu'elle aura été effectuée. Est-ce qu'un propriétaire sur le déclin de l'âge entreprendra un tel travail, s'il sait qu'à sa mort son exploitation sera anéantie et passera peut-être à des étrangers ? Et s'il s'agit d'une constitution de forêt, dont on ne pourra tirer aucun revenu pendant un demi-siècle au moins, combien y aura-t-il de propriétaires assez désintéressés pour l'entreprendre, sans savoir qui profitera d'un tel travail, qui recueillera cette masse de revenus capitalisés que constitue une coupe de forêt ?

« Passe encor de bâtir, mais planter.... ».

Ainsi le partage en nature constitue une sérieuse entrave à l'exploitation des propriétés rurales, en enlevant dans la plupart des cas au propriétaire tout désir d'apporter des améliorations à cette exploitation, pour peu que ces améliorations ne puissent faire sentir leurs effets

qu'à une échéance plus ou moins éloignée. Et on en arrive ainsi à un mode d'exploitation déplorable, où le propriétaire se borne à prendre au jour le jour ce que lui donne la terre, sans songer à l'avenir.

Tous différents sont les effets de la transmission intégrale du patrimoine. C'est ici surtout que ses avantages sont sensibles : Le propriétaire, sachant qu'à sa mort son exploitation ne sera pas anéantie, qu'un de ses enfants continuera son œuvre, comme lui-même a continué l'œuvre de son père, sachant pour qui il travaille, aura le cœur à l'ouvrage. Il ne craindra pas d'entreprendre des travaux qui ne lui rapporteront rien à lui, mais dont bénéficieront ses successeurs : son fils, son petit-fils peut-être, en tout cas un membre de sa famille, un rejeton de cette série de générations qui, de leur travail et de leur sueur, ont fait cette propriété, qu'il jouit aujourd'hui, et dont il est le tenancier, chargé de la conserver et de l'améliorer plutôt que le propriétaire absolu.

Ainsi, voit-on, pour parler de ce que je connais plus particulièrement, les paysans des Cévennes récolter maintenant encore les fruits de ces forêts de châtaigniers qui couvrent leurs montagnes et que leurs ancêtres ont plantés il y a des siècles. Les voit-on au flanc des coteaux, recueillir les récoltes de leurs champs ou de leurs jardins, de ces étroites terrasses de terre arable, qui ont exigé la construction d'innombrables murs de soutènement et parfois l'apport de la terre elle-même et qui sont, peut-on dire, le produit du travail et de la sueur de leurs ancêtres. Les voit-on encore dans leurs vallées étroites, récolter du fourrage ou des fruits, là où il n'y eut d'abord parfois que le roc stérile ou les galets de la rivière, mais dont le travail persévérant de nombreuses générations a fini par faire une prairie et un verger.

Le travail de la terre demande une continuité de vues, une stabilité, une sécurité, une certitude de durée que

seule la transmission intégrale de l'exploitation agricole peut donner. Il faut que le paysan puisse cultiver sa terre comme s'il devait toujours durer, ne jamais mourir ; la transmission de la propriété entière de génération en génération à un seul enfant aboutit justement à ce résultat en intégrant le propriétaire actuel dans ce groupement, dans cette série de propriétaires passés et de propriétaires à venir, que constituent les différentes générations d'une famille rurale, groupement qui, lui justement, jouit de ce privilège de pouvoir durer indéfiniment.

J'ai dit que, outre le morcellement, dont j'ai montré les regrettables effets sur la propriété rurale, le partage en nature avait un autre inconvénient : la dispersion des propriétés. On entend par là cet état d'une propriété rurale, qui, au lieu de former une exploitation d'un seul tenant ou tout au moins ne comprenant qu'un nombre restreint de terres séparées, est formée d'une grande quantité de pièces de terre, plus ou moins enclavées par celles des propriétaires voisins, en tout cas séparées les unes des autres et par suite souvent éloignées des bâtiments de l'exploitation. On conçoit tous les inconvénients d'un pareil état de choses : Perte de temps pour aller cultiver des terres éloignées les unes des autres, les instruments agricoles devant être successivement amenés de l'une à l'autre et la « mise en train » du travail étant à recommencer à chaque fois. Perte de terrain sur les limites de chacune de ces parcelles. Inconvénients résultant de l'enclavement qui oblige à passer sur les terres du voisin et par suite rend presque obligatoire dans bien des cas le même genre de culture que lui. Main-d'œuvre accrue par suite de l'éloignement des terres. Difficultés de garde du bétail sur de petites pâtures enclavées par les terres du voisin... etc. Je n'insiste pas ; tout le monde est d'accord pour reconnaître que la dispersion de la propriété est pleine d'inconvénients et que l'idéal pour une exploitation agricole est une terre d'un seul

tenant, avec, au centre, les bâtiments d'exploitation et l'habitation du propriétaire.

Sans doute ce n'est là qu'un idéal et en pratique la majorité des exploitations ne pourra jamais l'atteindre. D'autant plus que même dans une région assez restreinte, la nature et la fertilité du terrain étant différentes d'un point à l'autre, les propriétaires préfèrent souvent avoir une exploitation assez dispersée et posséder des pièces de terre de nature et de fertilité différentes, afin de pouvoir se livrer à des cultures diverses et compenser ainsi les mauvaises chances par les bonnes. Et l'on ne saurait les en blâmer. Mais cependant il est évident que les articles 826 et 832 tendent à aggraver cette dispersion : à un domaine bien groupé un partage en nature substituera en effet trois, quatre exploitations. Pour les constituer il aura fallu attribuer à chaque héritier une part des terres labourables, une part de pâtures, une part des prairies, une part des forêts... etc. Nécessairement chacune de ces nouvelles exploitations sera assez dispersée et les inconvénients de cet état de choses commenceront à se faire sentir. Mais pour peu que le même système soit suivi pendant quelques générations pour chacune de ces exploitations, on voit à quel état de « pulvérisation » de la terre, à quel enclavement des parcelles les unes dans les autres l'on aboutira. On en cite d'ailleurs des exemples étonnants : tel celui dont il est question dans l'ouvrage de M. G. Boutaud (1) où une propriété de cinq hectares était divisée en cent vingt parcelles dispersées sur le territoire de sept communes.

Evidemment chacun des propriétaires tend de lui-même à regrouper par des achats, des ventes, des échanges, son exploitation ainsi dispersée et diverses lois que j'aurai

(1) Etude critique de la règle d'égalité en nature dans les partages.

L'occasion d'étudier ultérieurement ont été votées pour favoriser ainsi ce regroupement, ce remembrement de la propriété agricole. Mais à quoi bon, puisque à la mort du propriétaire actuel, l'exploitation sera divisée et démembrée à nouveau pour former les parts en nature de chacun des héritiers. Dans l'état actuel de notre législation successorale, vouloir procéder au remembrement de la propriété agricole est une opération qui évoque le souvenir de Pénélope. Avant de vouloir combattre l'effet : la dispersion des propriétés, il faudrait supprimer la cause : le partage en nature et lui substituer le régime de la transmission intégrale ; alors il serait possible de procéder au regroupement, sans crainte de voir les exploitations à nouveau divisées à chaque génération.

Voilà terminée l'étude des principaux inconvénients du partage en nature pour la propriété rurale et par suite des avantages pour cette même propriété de la transmission intégrale. Mais je vois poindre une objection : Au lieu de raisonner sur les inconvénients du partage en nature, ne vaudrait-il pas mieux voir à quels résultats il a abouti en fait sur notre terre de France, puisqu'il y est appliqué depuis bientôt un siècle et demi, sans compter l'application qu'il recevait dans bien des provinces sous l'ancien régime ? Autrement dit, la méthode expérimentale ne serait-elle pas préférable pour rechercher les inconvénients ou les avantages du partage en nature ? Je suis tout à fait de cet avis. Mais malheureusement pour procéder ainsi, il faudrait des statistiques ; il faudrait savoir quel était exactement l'état de la propriété rurale au moment de la rédaction du Code ; quel est son état actuel et pouvoir suivre ses variations durant cet intervalle. Or nous n'avons aucuns renseignements précis sur l'état de la propriété rurale (nombre des propriétés ou exploitations, valeur ou revenus de celles-ci classées par catégories) au début du dix-neuvième siècle et nous en avons encore moins, si ex-

traordinaire que cela paraisse, sur l'état de cette même propriété rurale en France de nos jours.

Sans doute il y a eu des enquêtes, des statistiques à ce sujet. C'est ainsi qu'en 1816, il fut procédé à une statistique des cotes foncières et à leur classement par catégories. Mais d'une part cette statistique a été accusée de contenir de grosses erreurs matérielles et d'autre part elle donne seulement le nombre des cotes foncières et non celui des propriétaires, chacun de ces derniers pouvant avoir plusieurs cotes. On a bien voulu déduire du nombre de ces cotes le nombre des propriétaires, mais, faute de critérium sérieux, l'on n'est arrivé qu'à des chiffres plus ou moins fantaisistes variant de 3.805.000 à 4.883.000. D'autres statistiques de cotes foncières ont eu lieu de dix ans en dix ans, mais elles ne donnent pas davantage évidemment le nombre des exploitations, leur classement par catégories, leur valeur moyenne... etc., tous renseignements qui seraient absolument nécessaires pour apprécier les effets du partage en nature. D'autant plus que ces statistiques (1) s'occupent de toutes les cotes foncières en général et ne font aucune distinction entre propriété urbaine et propriété rurale et que dans le classement par catégories de ces cotes, suivant la valeur de l'impôt afférent à chacune d'elles, il n'a pas été tenu compte seulement du principal de cet impôt, mais de son quantum total, y compris les centimes additionnels, qui sont variables suivant les régions et ont augmenté d'ailleurs plus rapidement que le principal ; ce qui a eu pour effet de fausser absolument les résultats.

Il y a eu encore les grandes enquêtes agricoles qui depuis 1842 jusqu'en 1892 se sont succédées à peu près régu-

(1) V. en ce qui concerne ces statistiques et enquêtes et les suivantes dont il pourra être question : DE FOVILLE, Le Morcellement,

lièrement tous les dix ans. Mais de celles-ci encore on ne peut tirer aucun renseignement précis. Il semble en effet que par suite de graves défauts de méthode, elles contiennent de grosses erreurs (1). D'autre part elles s'occupent plutôt de la composition de la population agricole : propriétaires exploitants par eux-mêmes, fermiers, métayers, salariés agricoles, que de la composition de la propriété rurale et des variations de cette propriété. Enfin on peut encore citer les publications du Bulletin de Statistique et de Législation Comparée, qui, pour les années 1851, 1871 et 1881, a publié une statistique donnant la contenance moyenne des cotes foncières par département, mais sans distinguer la propriété urbaine de la propriété rurale et même pas les cotes s'appliquant aux terres cultivables de celles s'appliquant au sol des maisons.

D'autre part ces statistiques donnent la contenance moyenne des cotes, mais c'est plutôt la valeur moyenne des propriétés rurales qu'il serait nécessaire de connaître, car la contenance ne signifie pas grand chose. C'est ainsi que, tandis que la contenance moyenne des cotes était en 1881 de trois hectares cinquante ares pour l'ensemble de la France, elle était en Lozère de huit hectares quarante un ares et que trente trois pour cent de la superficie de la Lozère était occupée par des cotes foncières de plus de cent hectares chacune. On pourrait donc croire à lire ces chiffres que la Lozère est un pays de grande propriété. Mais je vois le sourire ironique de tous ceux qui connaissent ce département autrement que par les statistiques, en entendant citer cette région comme pays de grande propriété. Car la Lozère est essentiellement au contraire un pays de petite et moyenne propriété, si, au lieu de tenir compte de la surface, l'on s'en rapporte à la valeur et au revenu de la presque totalité de ses exploitations agricoles, élé-

(2) V. M. AUGÉ-LARIBÉ. — Le paysan français après la guerre,

ments qui constituent les seuls critères sérieux en la matière.

Mais surtout la grande objection que je ferai à toutes ces statistiques, c'est d'être trop anciennes. En effet la dernière enquête agricole décennale, qui ait eu lieu, date de 1892. Et depuis lors aucune statistique n'a été publiée sur l'état de la propriété rurale en France (1). Il est donc absolument impossible de se faire une idée précise à l'heure actuelle, de cet état de la propriété rurale, car, même en admettant comme exacts, au moment où elles ont eu lieu, les résultats des enquêtes dont je viens de parler, il est bien à peu près certain qu'ils ont cessé de l'être, par suite des transformations économiques et sociales qui ont bouleversé notre pays depuis la fin du siècle dernier. A l'heure actuelle, on ne peut donc, en cette matière, que se contenter de généralités ou des exemples particuliers que l'expérience personnelle peut fournir à chacun. Mais quant à apprécier l'état exact de la propriété rurale en France, il n'y faut pas songer. Pour connaître cet état de la propriété rurale, il faudrait donc établir une statistique donnant le nombre des exploitations agricoles et leur classement par catégories, d'après leur valeur ou leur revenu, seuls critères, ai-je dit, qui puissent donner une base sérieuse à ce classement. Il y aurait là pour le Ministère de l'Agriculture, une œuvre utile à entreprendre.

Une fois connus, les résultats d'une telle enquête, il serait possible de se faire une idée exacte de la propriété rurale en France et si l'on ne pouvait, faute de renseignements précis sur le début du dix-neuvième siècle, arriver à établir d'une façon parfaite le rôle du partage en nature sur l'évolution de cette propriété, il serait possible du moins d'arriver à plus de précision sur cette question.

Mais si, pour le moment, il est absolument impossible

(1) Il y a bien eu une enquête en 1909 et 1910, mais par suite de la méthode employée (la méthode monographique), il est bien difficile d'en tirer des résultats généraux.

d'établir quel a été en fait ce rôle, il n'en reste pas moins certain, et c'est surtout ce que je me suis attaché à prouver dans les pages qui précèdent, que le régime du partage en nature constitue, en principe, un sérieux danger pour les exploitations agricoles. Il n'y a qu'à lire pour s'en convaincre les articles 826 et 832, du moins en faisant abstraction de la première partie de ce dernier article, puisque la jurisprudence n'en tient pas compte, ou plutôt fait prévaloir la seconde partie de cet article sur la première. Que disent en effet ces textes ?

« Chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession... »

« ...il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur ».

Ainsi la volonté d'un seul des héritiers rend le partage en nature inévitable ; et l'article 832 ne contient pas seulement une simple invitation à l'adresse du juge qui pourrait n'en pas tenir compte, il constitue pour lui au contraire une obligation à laquelle il ne peut se soustraire, la jurisprudence ayant fait de ce texte une règle absolue, qui ne comporte d'autre exception que l'impartageabilité matérielle, et un simple corollaire de l'article 826. Qui donc pourrait nier en présence de ces textes formels, le danger qu'ils constituent pour la propriété rurale ?

Que l'on veuille bien d'ailleurs faire avec moi le petit calcul suivant : Supposons qu'un propriétaire laisse cinq enfants, que chacun de ceux-ci laisse également cinq enfants, que ces derniers, à leur tour, aient chacun une famille aussi nombreuse et ainsi de suite pendant cinq générations. Supposons encore que tous les partages de successions, pendant ces cinq générations, aient eu lieu en nature. Ceci posé, voyons ce qu'il adviendra d'un champ d'un hectare, figurant dans la succession du propriétaire

en question : A sa mort il en sera fait cinq parts et il reviendra donc à chacun des héritiers, vingt ares ; à la seconde génération, chacun d'eux n'aura plus que quatre ares ; à la troisième, quatre vingt centiares ; à la quatrième, seize centiares ; enfin à la cinquième génération, chaque lot aura une surface légèrement supérieure à trois centiares.

Prenons maintenant une propriété de dix hectares et faisons les mêmes calculs : Les héritiers de la première génération auront chacun un lot de deux hectares, ceux de la seconde n'auront plus qu'une surface de quarante ares chacun ; ceux de la troisième, huit ares ; ceux de la quatrième, cent soixante centiares ; ceux de la cinquième un peu plus de trente centiares ! Or ce nombre de cinq générations est approximativement celui qui s'est écoulé depuis la rédaction du Code Civil. On voit à quelles absurdités conduit l'application intégrale des textes du Code. Vu sous cet angle, le régime du partage en nature justifie parfaitement la définition que l'on en a donné : une machine à hacher le sol.

On me dira sans doute : qui veut trop prouver ne prouve rien et il est bien certain qu'une statistique faite actuellement ne révélerait pas un tel morcellement de la propriété rurale. Je le pense bien, et cela est heureux pour la terre de France ! Mais qu'est-ce que cela prouve ? Que la règle du partage en nature n'a pas été appliquée avec la continuité que je viens de supposer, mais nullement que cette règle ne soit pas capable de produire les résultats que je viens d'indiquer. Encore une fois, il suffit de lire les articles 826 et 832 pour se convaincre que leurs effets logiques ne peuvent être différents.

Mais, me dira-t-on encore, vous vous abusez sur la portée de ces articles : ils ne sont applicables qu'aux partages judiciaires ; or ceux-ci ne constituent qu'une proportion infime des partages de successions. Evidemment, les règles

du partage en nature se trouvent placées dans le chapitre du Code qui régleme le partage judiciaire et par suite ne sont obligatoires que pour ces sortes de partages. Mais que dit l'article 826 ? : « *Chacun des héritiers peut demander sa part en nature...* ». Ainsi, si la règle du partage en nature n'est d'après le législateur obligatoire que dans les partages judiciaires, il appartient à chacun des héritiers d'en rendre l'application inévitable dans n'importe quel partage. Et si ses co-héritiers ne veulent pas se soumettre de plein gré au partage en nature, il a le moyen de les y forcer, nul n'étant tenu de rester dans l'indivision, en intentant l'action en partage, c'est-à-dire en faisant procéder au partage judiciaire. Ainsi, on ne peut pas dire en somme que la règle du partage en nature ne soit obligatoire que dans les partages judiciaires, puisqu'il suffit qu'un seul des héritiers exige ce mode de partage, et il peut toujours exiger celui-ci pour qu'elle soit inévitable. Aussi, bien souvent, lorsque un des héritiers manifestera une telle intention, les autres ayants-droit préféreront accéder de bon gré à son désir et procéder à un partage en nature à l'amiable, plutôt que de supporter les frais d'un partage judiciaire.

Enfin je prévois une troisième objection : le partage en nature possède un correctif qui rend impossible, en fait, les résultats absurdes auxquels j'ai montré qu'il pouvait aboutir. L'article 827 dit en effet :

« Si les immeubles ne peuvent se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal ».

Il faut croire que le correctif n'est pas très efficace puisqu'il existe, paraît-il, des régions telles que l'île de Ré et les îles bretonnes, la commune de Chaingy (Loiret), où la propriété a été tellement morcelée, que l'on trouve des quantités de parcelles qui n'ont pas plus de deux ou trois

mètres carrés (1). Mais l'absurdité du partage en nature, où les lots n'ont plus que quelques mètres carrés, serait-elle évitée par la licitation, que celle-ci conserverait ses inconvénients propres. D'abord il ne faut pas oublier que les tribunaux ne se décident en général à y recourir que lorsqu'il est matériellement impossible de procéder au partage. Or croit-on que le partage en nature n'ait d'inconvénients que lorsque son application se heurterait à une quasi-impossibilité ? J'ai montré plus haut au contraire que ses inconvénients existaient à peu près toujours, même lorsqu'il était parfaitement possible d'y procéder.

D'autre part la licitation possède, à un plus haut degré encore, que le partage en nature, cet inconvénient que j'ai déjà reproché à ce dernier, je veux dire de faire planer un point d'interrogation sur le sort qui sera réservé à l'exploitation après la mort du propriétaire actuel. En effet, alors que dans le partage en nature, la propriété reste, au moins au moment du partage, entre les mains des héritiers, il n'est pas certain du tout que ce résultat se produise si la licitation est ordonnée. Il suffit en effet qu'il y ait un mineur parmi les héritiers ou que l'un de ces derniers en fasse la demande, pour que les étrangers soient nécessairement admis à la licitation et puissent par suite acquérir la propriété. Enfin j'ai déjà dit que la licitation n'empêchait pas, bien souvent, le morcellement ; car dans le but d'en tirer un plus haut prix, on n'hésitait guère, en pratique, à fractionner les biens en plusieurs lots, mis séparément aux enchères.

Ainsi, si le partage en nature n'a pas produit un morcellement des propriétés aussi poussé que celui dont j'ai montré qu'il était capable, dans l'exemple donné plus haut, et où l'on a vu qu'il aboutissait à des résultats vérita-

(1) V. M. G. BOUTAUD, — Ouvrage cité,

blement absurdes, c'est donc uniquement d'abord parce qu'il n'a pas été appliqué avec une continuité absolue et ensuite parce que ce morcellement a été contrarié par d'autres causes.

Il serait trop long de rechercher ici quelles ont pu être ces causes qui ont contrarié les effets logiques du partage en nature. Je dirait simplement que la principale d'entre elles est l'ambition qu'à toujours au fond du cœur, le paysan français, d'arrondir son domaine ; ambition que l'on ne lui enlèvera jamais et qui lui fera toujours convoiter telle ou telle pièce de terre du voisin, qui compléterait heureusement sa propriété, et qui par suite atténue les effets du partage en nature, en regroupant constamment les exploitations que ce partage divise. Et la dépopulation continue des campagnes a permis à beaucoup de ceux qui restaient à la terre de mettre leur désir à exécution. Et je me bornerai à signaler une autre cause qui, elle aussi, a contribué à atténuer les effets du partage en nature et sur laquelle je reviendrai ultérieurement, je veux parler de la dénatalité. Il est évident qu'avec le régime du fils unique, la propriété ne risque pas de se morceler.

D'autre part, je dis que le partage en nature n'a pas été appliqué avec une continuité absolue, que dans beaucoup de cas, au contraire, les partages de successions, surtout de successions rurales ont été faits et se font à l'heure actuelle sans tenir compte des articles 826 et 832. Cela me semble évident en effet et personne, je pense, ne me contredira ; personne ne prétendra qu'il n'y ait beaucoup de cas où la règle du partage en nature ne soit pas appliquée. Les héritiers ont donc, souvent, été plus sages que le législateur et alors que celui-ci donnait à chacun le droit absolu de demander leur part en nature, ils ont compris que leur véritable intérêt n'était pas d'exiger une portion du domaine paternel, dont aucun d'eux, bien souvent, n'aurait pu tirer parti, mais qu'il valait mieux pour chacun

d'eux que le domaine soit attribué à un seul et que les autres reçoivent l'équivalent de leur part, en argent. Et ici encore cette solution a été favorisée par l'exode de la population rurale vers les villes, tous ceux qui abandonnaient la campagne, n'ayant que faire de leur part de la propriété paternelle.

Ce n'est donc pas seulement en Lozère que le patrimoine rural se transmet intégralement du père à un seul des enfants ; il est bien certain, quoique il soit difficile d'avoir des données précises sur ce point, que dans toute la France, dans de nombreux cas, les héritiers appliquent, sans le savoir peut-être, le régime de la transmission intégrale. En effet il se fait partout des cessions de droits successifs ; or qu'est-ce que cet acte sinon un procédé juridique employé par les héritiers, pour sortir d'indivision, sans recourir au partage en nature ? Et n'aboutit-il pas lorsque tous les héritiers consentent la cession de leurs droits au profit d'un seul, à la transmission intégrale du patrimoine ?

Ainsi ce régime de la transmission intégrale, qui, ainsi que je l'ai montré, est bien plus avantageux pour la propriété rurale que le partage en nature, semble également mieux convenir aux besoins des héritiers, puisque, malgré le droit que le législateur a donné à chacun d'eux d'exiger sa part en nature, il semble bien que dans beaucoup de cas, ils n'usent nullement de ce droit. Et c'est là, je crois, un nouvel argument en faveur d'une réforme de notre régime successoral, dans le sens de la transmission intégrale des exploitations agricoles. D'autant plus qu'il est bien évident qu'à l'heure actuelle, ce régime du partage en nature, qui par une division continue de la terre, tend à rendre tout le monde propriétaire rural, porte à faux dans un pays où la majorité de la population s'est tournée vers les professions libérales, le commerce ou l'industrie.

Deuxième Section

**Influence de la transmission intégrale sur la natalité
et la famille**

Il est inutile, je pense, d'exposer ici ce grave problème que constitue la dénatalité française. Les journaux, les revues, de nombreux ouvrages, des brochures, des tracts ont mis à la portée de tous, les éléments de cette question et ont fait comprendre à chacun l'importance de la natalité pour une nation. Voici quelques chiffres seulement pour fixer les idées : On sait que pendant longtemps la France a eu le triste privilège d'avoir la plus faible natalité du monde, que par exemple de 1850 à 1900, sa population a augmenté à peine de quatre millions, tandis que l'Italie augmentait de neuf millions d'habitants, l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne de quatorze millions chacune, l'Allemagne de vingt et un millions, la Russie de soixante deux millions. « Dans les douze années qui ont précédé la guerre, l'Italie s'accroît de trois millions, l'Allemagne de neuf millions, l'Angleterre de quatre millions, la France de huit cent mille » (1).

A'ors qu'en 1811, la proportion des naissances pour un ménage était de 4,55, en 1911 elle n'était plus que de 2,33. Et on a pu calculer, en prenant pour base le coefficient de la natalité durant les cinquante dernières années, que, si celui-ci continuait à décroître dans les mêmes proportions, notre pays n'aurait plus en 1965 que vingt cinq millions d'habitants. « Que pèsera alors la France, dit Victor Giraud (2), en face des cent cinq millions d'allemands, des soixante dix huit millions d'anglais, des soixante quatre millions d'italiens, des vingt huit millions d'espagnols, des

(1) VICTOR GIRAUD. — La crise de la natalité. (Rev. des Deux-Mondes. 15 mars 1924).

(2) V. article déjà cité.

treize millions de belges, des cent sept millions de japonais ? » Il est bien probable que ces calculs ne seront pas ratifiés par les faits, d'autant plus que depuis qu'ils ont été effectués la natalité de diverses nations a fortement baissé, tandis que celle de la France se maintenait à peu près ; si bien que notre pays n'est plus aujourd'hui au dernier rang.

C'est ainsi qu'en 1930, alors que la France atteignait la proportion de 180 naissances pour 10.000 habitants, on trouve six pays ayant une natalité moindre : Allemagne, 175 pour 10.000 ; Norvège, 174 ; Suisse, 172 ; Autriche, 168 ; Angleterre, 163 ; Suède, 154 (1). Mais cependant par suite de l'énorme avance prise par les autres nations (2) sur la France, avant la guerre, leur population augmente encore beaucoup plus rapidement que la population française. C'est ainsi que de 1921 à 1930, l'Allemagne a gagné quatre millions et demi d'habitants, tandis que la France en gagnait sept cent mille.

Et devant les désastreuses conséquences (3) de cette dé-

(1) V. Statis. Du mouvement de la population en 1930.

(2) Le coefficient de natalité était en 1913 de 275 pour 10.000 en Allemagne, de 317 en Italie.

(3) Conséquences sur lesquelles je juge inutile de m'étendre ici, pour la raison, donnée plus haut, que chacun les connaît parfaitement. Je me bornerai donc à considérer, comme infiniment désirable, un relèvement de la natalité en France, sans même en donner les raisons et sans discuter les diverses opinions qui ont pu être émises à ce sujet. D'ailleurs je crois bien qu'à l'heure actuelle, personne, en France, ne considère un relèvement de la natalité comme un mal. Et si beaucoup de personnes sont des partisans de fait des théories malthusiennes et observent le « moral restraints » qu'elles préconisent, c'est-à-dire pratiquent la stérilité ou quasi-stérilité volontaire, en théorie personne ne discute les avantages d'une forte natalité. Et si, en présence du chômage actuel, certains étaient tentés de croire qu'une forte natalité contribuera à augmenter le chômage, je leur dirais que si elle a pour effet d'augmenter le nombre des producteurs, elle aura également pour effet d'augmenter celui des consommateurs et même qu'elle augmentera celui des consommateurs plus que celui des

natalité on a recherché les causes du mal et les remèdes à y apporter ; et parmi ces causes on a cité le partage en nature et parmi les remèdes, la substitution à ce partage en nature du régime de la transmission intégrale du patrimoine, surtout des patrimoines ruraux. Qu'en est-il en fait ? Le régime successoral peut-il avoir une influence sur la natalité ?

Je tiens à dire d'abord, afin de préciser la portée de cette question, que le partage en nature n'est pas et ne peut être la seule cause de la dénatalité française et que, également, la transmission intégrale ne suffira pas à elle seule à éloigner de notre pays ce redoutable fléau. Si je dis cela, c'est que certains, Le Play, par exemple, et ses disciples, ont voulu faire de notre régime successoral le grand responsable de la dénatalité française et ont voulu voir dans une profonde modification de ce régime, le principal remède à ce mal. Je ne veux pas discuter ici ces théories, elles ont été réfutées depuis longtemps. Mais je pense quant à moi, que les causes de la dénatalité sont plus complexes que cela et que, s'il est des conditions matérielles qui puissent heureusement influencer sur la fécondité d'un peuple, ce n'est pas cependant parmi elles qu'il faut chercher le principal remède au mal dont souffre la nation française. Il faut tenir compte en cette matière non seulement de son côté matériel, mais de son côté psychologique et moral, de

producteurs, car une nation qui a un fort excédent de naissances, possède une population jeune très nombreuse qui est consommatrice sans être encore productrice. Il y a beau temps que les théories de Malthus, qui craignait que par suite de l'augmentation continue de la population, le monde vint un jour à manquer de subsistances, ont été contredites par les faits. Et en particulier la crise présente constitue une réfutation éclatante de cette thèse : si des millions d'individus sont aujourd'hui réduits à la misère, ce n'est pas que le monde manque de subsistances, c'est qu'au contraire il y en a trop et que leurs producteurs ne peuvent les écouter. Loin d'être trop peuplée comme le craignait Malthus, la Terre ne l'est pas assez et un relèvement de la natalité, loin d'aggraver la crise, contribuerait à l'atténuer.

l'état des mœurs et des sentiments religieux de la population. Et si la plupart des ménages français ne veulent plus depuis longtemps accepter cette lourde charge, que constitue une famille nombreuse, s'ils pratiquent le régime du fils unique, ou même la stérilité absolue, c'est que la civilisation, l'augmentation de la richesse générale ont fait naître chez les individus un immense égoïsme, un appétit de jouissance, des besoins chaque jour plus nombreux, que l'enfant aurait empêché de satisfaire et qui par suite ont fait supprimer l'enfant. Et il ne faut pas oublier qu'en cette matière, la morale catholique, faisant de la fécondité un devoir pour les époux, est probablement le seul moyen capable de refouler cet égoïsme individuel, ce besoin de jouissances personnelles, qui constituent la tare caractéristique des peuples civilisés.

Mais ceci dit, il n'en est pas moins vrai que si l'on veut qu'une nation ait une forte natalité, il importe de placer ses membres dans les meilleures conditions possibles de fécondité. Il est donc souhaitable que des raisons d'ordre matériel, qu'en particulier des raisons tirées des institutions juridiques, ne puissent faire repousser à certains individus cette famille nombreuse, qu'ils auraient acceptée si ces institutions juridiques avaient été différentes. Et à ce point de vue là, il est bien certain que la règle du partage en nature a pu être pour beaucoup de ménages ruraux une des raisons de restreindre le nombre de leurs enfants et de se contenter d'un ou deux au plus.

On connaît en effet l'attachement du paysan pour son domaine, ce domaine dont l'exploitation, l'amélioration, l'agrandissement même, ont été les soucis de sa vie entière. Or ce paysan sait qu'à sa mort, si ses enfants sont nombreux, ils n'arriveront probablement pas à s'entendre, pour attribuer le domaine entier à l'un d'eux, et que par suite, ou bien son exploitation sera anéantie par un partage en nature, ou bien passera à un étranger par une

licitation. Et cette crainte du partage ou de la vente de la propriété a certainement contribué à l'établissement de cette déplorable pratique du fils unique si en usage dans certaines régions rurales, par exemple dans les départements du Lot, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne.

Cette restriction de la natalité dans les classes rurales semble en effet, difficilement explicable si l'on n'a recours à cette raison tirée du partage en nature. Sans doute, le malthusianisme, l'égoïsme individuel ont certainement, chez le paysan comme dans toutes les classes de la société, fait sentir leurs funestes effets et ont contribué à restreindre le nombre des enfants. Mais pour le paysan il semble que cet égoïsme aurait dû être contrebalancé par une autre considération : C'est que l'enfant, à la campagne, constitue moins une charge que partout ailleurs ; on peut presque dire que pour les paysans l'enfant est une richesse. En effet il constitue pour les petites ou moyennes exploitations rurales, une main-d'œuvre gratuite, que bien souvent le propriétaire ne pourrait remplacer par une main-d'œuvre salariée, les revenus de sa terre ne le lui permettant pas. Tandis que l'enfant dès son jeune âge est apte à accomplir une foule de travaux agricoles, qui déchargent d'autant le père et lui permettent de réduire au minimum ses frais d'exploitation.

Si donc le paysan, qui a besoin d'enfants et de nombreux enfants pour cultiver sa terre, a trop souvent restreint sa postérité à un seul rejeton, c'est que ce besoin a été étouffé par une autre considération. Et cette considération je crois pouvoir la trouver dans cette incertitude que fait planer sur la propriété rurale, dans l'état actuel de nos institutions juridiques, la famille nombreuse. Ainsi sous l'empire de notre régime successoral, le paysan est pris entre deux désirs contradictoires et entre lesquels, par suite, il doit choisir : ou avoir les nombreux enfants que la culture de sa terre réclame, mais alors accepter l'éven-

tualité du partage ou de la vente de son domaine ; ou bien conserver la certitude qu'à sa mort son exploitation ne sera pas anéantie, mais alors n'avoir qu'un enfant. Qui prétendra que dans bien des cas le paysan n'ait pu choisir la seconde solution et qu'ainsi le partage en nature ne soit cause que de nombreux enfants ne sont jamais nés ?

Le régime de la transmission intégrale permet au contraire de concilier ces deux intérêts et en supprimant le partage de la propriété, enlève tout fondement à cette raison, que pourraient se donner des ménages ruraux, de limiter étroitement le nombre de leurs enfants. En effet, les paysans, assurés qu'à leur mort leur propriété ne sera pas partagée ou vendue, sachant qu'elle passera dans son intégralité à un de leurs enfants, peuvent alors avoir ces familles nombreuses qu'exige l'exploitation de leur domaine.

Et quoiqu'il soit difficile en cette matière de donner des exemples, par suite de la complexité des causes qui influent sur la natalité et de l'impossibilité de faire la part de chacune d'elles, je citerai le cas de la Lozère « qui en 1901 sur mille familles en comptait cent ayant plus de six enfants vivants. Plus saisissant encore est le cas des Hautes et des Basses-Pyrénées : Jusqu'en 1850, ces départements avaient conservé leurs anciennes coutumes (transmission intégrale). Or de 1846 à 1850, l'excédent des naissances sur les décès a été de 3.667 dans les Basses-Pyrénées et de 4.397 dans les Hautes-Pyrénées. En 1850, les Hautes-Pyrénées adoptent la législation nouvelle, immédiatement la natalité baisse : de 1906 à 1910, tandis que dans le conservateur département des Basses-Pyrénées, l'excédent des naissances s'élève à 7.703, dans le novateur département de Hautes-Pyrénées, l'excédent des décès s'élève à 2.470. Inutile de commenter l'éloquence de pareils chiffres. (1).

(1) VICTOR GIRAUD. — Article déjà cité.

Si le régime du partage en nature, loin de favoriser la natalité, comme le prétendait Mirabeau, a eu au contraire, à ce point de vue, une influence néfaste, il faut bien convenir également qu'en ce qui concerne la famille, en se plaçant spécialement au point de vue des rapports de la famille avec l'exploitation rurale — point de vue qui rentre tout particulièrement dans cette étude — ce régime du partage en nature est tout aussi critiquable.

J'ai dit en effet que l'exploitation agricole comporte souvent des travaux à longue échéance, qui demandent pour être entrepris et menés à bien une grande continuité de vue, en même temps que la sécurité et la certitude du lendemain, chez celui qui les entreprend. Mais l'homme hélas, est-il jamais sûr du lendemain ! Encore, durant sa jeunesse, il peut avoir quelques illusions et diriger l'exploitation de sa propriété comme s'il ne devait pas mourir. Mais avec l'âge viendront les désillusions, le découragement et ce sentiment de l'inutilité de tout travail qui ne donne pas un profit immédiat. Inutile de dire les inconvénients pour l'exploitation agricole de cet état d'esprit du propriétaire.

Mais il ne faut pas oublier que, si l'homme n'a aucune certitude de durée, s'il ne peut jamais compter sur le lendemain, la famille, elle, est un groupement, qui, je l'ai déjà dit, jouit du privilège de pouvoir durer indéfiniment. J'entends ici en effet par famille cette suite d'individus, qui de génération en génération, se transmettent successivement, avec la vie et le nom, les traditions et le patrimoine communs ; patrimoine et traditions que chacun d'eux s'engage, en quelque sorte, à conserver et à transmettre à son tour à la génération suivante. On conçoit facilement le rôle que peut jouer la famille, ainsi comprise, dans l'exploitation de la propriété rurale. Avec cette conception de la famille en effet, tous les inconvénients qu'entraîne l'exploitation d'un domaine par un individu isolé,

inconvenients qui tiennent à la fragilité de la vie humaine, disparaissent ; car alors la propriété n'appartient plus en somme à un individu, elle appartient plutôt à sa lignée ; c'est selon l'expression consacrée, une propriété familiale, propriété que les générations successives exploitent, améliorent et transmettent tour à tour à la génération suivante ; propriété donc les individus, représentants successifs de la famille, sont plutôt les gérants, les tenanciers que les maîtres absolus.

Et ce rôle de représentant de la famille, de ce groupement à durée indéfinie, leur permet d'exploiter ce patrimoine qui leur est confié sans crainte de travailler inutilement : car ils savent que si eux-mêmes risquent de disparaître avant d'avoir pu en recueillir les fruits, la famille leur survivra, une autre génération prendra leur place et profitera de leur travail, comme eux-mêmes ont profité du travail des générations précédentes.

Mais est-ce que les rédacteurs du Code Civil ont compris la famille de cette façon-là ? Est-ce qu'ils s'en sont faits une idée semblable ? Hélas non ! Il faut avouer d'abord que la famille a été bien rarement l'objet de leurs préoccupations ; l'individu seul les intéressait, lui seul leur paraissait avoir des droits, si bien que Renan a pu dire : « Le Code semble avoir été fait pour un citoyen naissant enfant trouvé et mourant célibataire » ! Sans doute cette boutade contient une grande part d'exagération ; les rédacteurs du Code Civil ont pensé quelquefois à la famille et il n'y a qu'à lire pour s'en convaincre, les textes relatifs à la réserve, à la dette alimentaire. Mais ils s'en sont faits une idée toute différente de celle que je viens d'exposer. Pour eux en effet la famille n'est plus que ce groupe restreint qui comprend seulement le père, la mère et les enfants. La famille commence au mariage du père et de la mère et est anéantie par leur mort. Durant la vie des époux, en effet, la famille est protégée par diverses

institutions, telles que la réserve ou la dette alimentaire. Mais dès la mort des parents, la famille n'existe plus ; ses membres se dispersent et n'ont plus aucun intérêt commun. C'est ainsi que l'intérêt de la famille commanderait parfois, pour une période plus ou moins longue, le maintien de l'indivision parmi ses membres. Mais aux yeux des rédacteurs du Code, cet intérêt n'existe plus ; il n'y a plus que des individus qui ont tous les droits, même celui d'anéantir le patrimoine familial par un partage trop précipité. L'article 815 du Code donne en effet à chacun des héritiers le droit de demander ce partage, sans avoir à justifier d'aucun motif, sans se préoccuper si cette opération est ou non conforme à l'intérêt de la famille. De même l'intérêt de cette famille, dans le sens que j'ai donné plus haut à ce mot, commanderait à peu près toujours d'attribuer l'exploitation rurale qui se trouve dans le patrimoine paternel à un seul héritier ; mais ici encore aux yeux de la loi cet intérêt n'existe pas. L'article 826 donne en effet à chaque héritier le droit de partager cette exploitation et l'article suivant lui donne même le droit de la faire mettre en vente. En un mot d'après le Code, l'individu passe avant la famille et chaque héritier a le droit absolu d'exiger le partage des biens paternels, sans tenir compte d'aucun autre intérêt que le sien. Ainsi le partage en nature désagrège, anéantit même, à chaque génération, la famille, la découpe, si on peut dire, en tronçons et lui enlève ainsi toute existence propre, en divisant périodiquement ce qui justement contribuerait le plus à lui donner de la cohésion, de la continuité, le sentiment de l'interdépendance de ses générations successives, son patrimoine.

Là où règne la coutume de la transmission intégrale du patrimoine au contraire, en Lozère par exemple, cette notion de l'intérêt de la famille, de sa continuité, de l'interdépendance des différentes générations qui la constituent, s'instaure facilement dans les esprits et par suite la fa-

mille acquiert sans difficultés la prééminence sur l'individu, grâce justement à ce patrimoine qui se transmet de génération en génération et reste toujours dans la famille, si bien que l'on en vient à la considérer, comme je le disais plus haut, comme appartenant plutôt à la famille qu'aux individus qui en sont les représentants successifs.

L'idée que l'on s'en fait se rapproche en somme de celle des Romains, qui, sous une autre forme, par le culte des ancêtres et cette sorte de co-propriété du patrimoine paternel, que la loi reconnaissait aux « sui heredes » et qui en faisait des héritiers privilégiés, marquaient bien la notion de continuité, de durée indéfinie qu'ils attribuaient à la famille.

Ce n'est pas en effet en faveur d'un individu qu'à lieu cette transmission intégrale : En Lozère, comme ailleurs, les enfants sont égaux au regard de leur père, et s'il y a des exceptions, elles ne doivent pas, je pense, y être plus nombreuses qu'ailleurs. Mais si en Lozère, les paysans transmettent leur patrimoine rural à un seul de leurs enfants, si même ils lui donnent le quart de leurs biens à titre de préciput, c'est uniquement dans le double intérêt de leur propriété rurale et de leur famille. Et parce qu'ils ont compris que la bonne exploitation de la propriété, en Lozère plus qu'ailleurs peut-être, dépendait de la continuité et de la stabilité de la famille qui la cultivait. Et ainsi, grâce à ce régime de la transmission intégrale, on peut voir en Lozère, des propriétés, qui depuis un temps immémorial, depuis des siècles souvent, sont cultivées par la même famille. Et si pour établir une origine de propriété dans un contrat quelconque, le notaire demande à un paysan quels sont ses titres de propriétés sur ces biens qu'il prétend lui appartenir, il arrive souvent que celui-ci ne sait que répondre : « C'est un bien de famille ». Sans doute à chaque génération divers actes ont réglé la transmission

de ces biens ; mais le paysan que les procédés juridiques préoccupent fort peu, ne voit que le résultat : la présence depuis toujours de ces biens dans le patrimoine de sa famille.

Je ne m'étendrai pas ici sur les avantages de cette notion de la famille, notion bien différente de celle du Code Civil : Ces avantages consistent en effet, pour l'exploitation rurale, dans cette stabilité, cette certitude de durée, cette continuité de vue, les mêmes en somme que j'ai donnés comme résultant du régime de la transmission intégrale et dont j'ai indiqué plus haut les heureux effets ; mais ces avantages sont portés au superlatif, si on peut dire, là où par un emploi constant et immémorial du régime de la transmission intégrale s'est implantée cette notion de la famille, constituant un groupement à durée indéfinie. Et je ne veux pas aborder les avantages de la famille ainsi conçue au point de vue social ; mais à ce point de vue-là encore elle est bien préférable à la famille du Code Civil, car elle constitue une élément de stabilité, de traditionnalisme et de paix sociale, tandis que l'individualisme du Code, à force d'exalter la personnalité, aboutit non pas à la liberté, mais à l'anarchie ; à moins que cet individualisme, en supprimant cet intermédiaire naturel entre l'individu et les pouvoirs publics que constitue la famille, ne mène à l'omnipotence de l'Etat.

*
* *

Troisième Section

Influence de la transmission intégrale du patrimoine sur la dépopulation des campagnes.

Si j'ai pu me dispenser d'exposer, dans la section précédente, le problème de la natalité en France, pour la raison

que tout le monde en connait les éléments, je crois, pour la même raison, inutile de démontrer ici que depuis longtemps les campagnes se dépeuplent au profit des villes. Personne n'ignore, ni ne conteste, cet exode des populations rurales vers les centres urbains. Si l'on consulte les statistiques, l'on voit en effet qu'en 1846, il y avait en France soixante-quinze ruraux pour vingt-cinq citadins ; tandis qu'en 1931, la proportion de la population rurale n'est plus que de 48,8 pour cent et la population urbaine dépasse désormais la moitié de la population française, soit 51,2 pour cent. Si d'ailleurs, au lieu de considérer l'ensemble de la population française, on compare dans les départements, où la majorité de la population vit de l'agriculture, le nombre de leurs habitants il y a trois quarts de siècles et de nos jours, on constate, dans tous ou à peu près, une forte dépopulation ; tandis que durant la même période, toutes les grandes villes ont vu s'accroître le nombre de leurs habitants.

Quelle est la cause de cette dépopulation continue des campagnes ? Il y en a plusieurs. La principale est, sans conteste, le développement de l'industrie et du commerce, qui ayant besoin d'un personnel chaque jour plus nombreux, ont attiré à eux une partie de ceux qui auparavant s'adonnaient à la culture de la terre. Et l'industrie et le commerce ont d'autant plus facilement amené à eux la population des campagnes, qu'ils lui offraient avec du travail moins rude, plus facile et moins fatigant, en apparence tout au moins, la perspective d'habiter à la ville, perspective qui de tout temps a fasciné les habitants de la campagne, ceux-ci n'en voyant que les dehors : confort, plaisirs, distractions variées, dehors qui cachent parfois de dures réalités.

D'autre part il ne faut pas oublier, lorsque l'on considère la diminution de la population rurale, que la guerre a enlevé à la terre neuf cent mille hommes environ, toute

la fleur de la population de nos campagnes. Et la disparition de cette jeune génération s'est fait surtout sentir dans ces régions dont je parlais plus haut, en m'occupant de la natalité, où la plupart des ménages ruraux avaient adopté le régime du fils unique. Ces paysans avaient tout prévu pour assurer la continuité de leur exploitation, sauf la mort de leur fils. Et celui-ci disparu, cette exploitation a bien souvent été anéantie et ses débris ont été acquis par les propriétaires voisins.

Mais pour expliquer cet exode des habitants des campagnes vers les villes, on a voulu ici encore mettre en cause notre régime successoral, en particulier le partage en nature. Et sans vouloir attribuer à cette cause plus d'importance qu'elle n'en a, la principale raison de la dépopulation des campagnes se trouvant être sans conteste l'énorme développement qu'ont pris, depuis trois quarts de siècle, le commerce et l'industrie, il est bien évident cependant que le partage en nature a pu lui aussi contribuer à dépeupler les campagnes.

J'ai montré en effet que le partage en nature arrivait à morceler les exploitations agricoles à tel point qu'aucun des ayants-droit ne pouvait vivre avec sa part. Que feront ces héritiers ainsi nantis d'un lot insuffisant pour leur permettre de vivre et de fonder une famille ? Croit-on qu'ils resteront à la campagne et voudront s'abaisser à la condition de salarié agricole pour s'assurer les revenus que leur terre ne peut leur donner ? Croit-on que, eux, qui jusques alors exploitaient en maîtres, ou tout au moins sous la seule direction de leur père, leur propriété, consentiront désormais à aller travailler chez les autres paysans de la région, hier encore leurs égaux ? Non, dégoûtés de la vie à la campagne, précisément par leur impuissance à y vivre eux-mêmes, ils tourneront leurs regards vers les villes et tâcheront d'y trouver un emploi. Ils ne seront là aussi probablement que de modestes salariés, mais ils

croiront cependant avoir rehaussé leur prestige aux yeux de leurs connaissances restées à la campagne et avoir franchi un degré de l'échelle sociale. Mais l'on pensera peut-être que l'un d'eux au moins de ces héritiers rachètera les parts des autres, reconstituera ainsi la propriété paternelle et continuera à l'exploiter comme son père l'avait fait lui-même. Sans doute cela pourra se produire. Mais outre que ce regroupement de la propriété entraîne des frais élevés et que d'autre part, bien souvent, des jalousies, des mésententes entre frères, feront préférer, à certains d'entre eux, un étranger à un membre de leur famille, une autre considération arrêtera bien souvent celui des héritiers qui voudrait reconstituer la propriété paternelle. Et cette considération sera celle de la fragilité et de l'inutilité d'une telle entreprise : A quoi bon en effet, se dira-t-il, essayer de regrouper la propriété paternelle, puisqu'il sait qu'à sa mort elle sera de nouveau divisée et que tout sera à recommencer. Il vient lui-même en effet d'en faire la triste expérience.

Et si au lieu de considérer le partage d'une petite propriété, l'on examine les effets que produira le partage en nature d'une grande exploitation, l'on aboutit aux mêmes conclusions. En effet, ici encore comment croire qu'à la mort du chef d'une grosse exploitation, qui se bornait à commander et diriger ses ouvriers, chacun de ses enfants acceptera une situation inférieure à la sienne et, nanti de sa part du domaine paternel, mettra désormais lui-même « la main à la pâte » et se transformera en paysan, cultivant sa modeste propriété ? Ici encore la conséquence du partage sera bien souvent l'abandon de la terre par chacun des héritiers.

Et si pratiquement le partage en nature pousse à l'abandon de la terre, il a, au point de vue théorique un défaut contraire : c'est de vouloir, par la division indéfinie des exploitations, rendre tout le monde propriétaire agricole.

C'est d'ailleurs cette fonction que lui assignait Mirabeau. Sans doute la règle du partage en nature, aveugle et mécanique, est incapable de remplir ce rôle ; mais son but n'en est pas moins contraire aux conditions économiques du moment. En effet, si au temps où la terre était à peu près la seule source de revenus et de richesse, il était souhaitable qu'elle fut divisée entre le plus grand nombre possible d'individus, afin que chacun d'eux puisse vivre, de nos jours, où le commerce, l'industrie, les carrières libérales fournissent des emplois à plus de la moitié de la population française, une institution dont le but est de rendre le plus grand nombre possible d'individus propriétaires agricoles, constitue un véritable anachronisme. Il y a donc lieu de modifier cette institution, d'autant plus que, ainsi que j'en l'ai dit, elle remplit un rôle absolument opposé à celui qu'on avait cru pouvoir lui assigner, en étant une cause de dépopulation des campagnes. Car s'il n'est pas possible à l'heure actuelle que toute la population se tourne vers l'agriculture, il n'est pas davantage à souhaiter que l'exode rural ne prenne fin et que la classe agricole disparaisse. Je dirai tout à l'heure qu'en cette matière l'idéal consiste dans un heureux équilibre entre la population rurale et la population urbaine.

Pour toutes ces raisons, il est donc une réforme qui s'impose : c'est la substitution, pour les exploitations agricoles, du régime de la transmission intégrale à la règle du partage en nature. En effet l'exploitation rurale se transmettant en entier à un seul des enfants, laisserait les autres libres pour les emplois du commerce, de l'industrie ou des carrières libérales ; et nantis de la soulte représentant leur part du patrimoine paternel, ils se verraient ainsi en possession d'un pécule leur permettant de s'établir.

C'est d'ailleurs ce qui se passe en Lozère, où « l'ainé », je veux dire l'attributaire de la propriété, est souvent le seul qui reste au pays, les autres enfants recevant, soit au

moment de leur mariage une dot de leur père, dot qui est ensuite précomptée sur leur part de succession, soit au moment de « l'arrangement de famille », une soule de « l'aîné », et allant chercher fortune ailleurs, dans les villes ordinairement.

D'autre part ce régime de la transmission intégrale, plus conforme aux conditions économiques de notre époque, où le commerce et l'industrie réclament autant de bras que l'agriculture, contribuerait également à arrêter ce mouvement de dépopulation des campagnes, qui en France n'a pas connu de répit depuis trois quarts de siècle et qui, s'il continuait à la même cadence, amènerait à brève échéance la disparition totale de la classe rurale. J'ai déjà donné toutes les raisons qui expliquent ce rôle de la transmission intégrale : la stabilité qu'elle donne aux exploitations agricoles ; la sécurité qu'elle entraîne pour l'exploitant, dont le travail est rendu plus agréable, par cette pensée qu'il sait à qui profitera ce travail et n'est plus découragé par l'éventualité de l'anéantissement de son œuvre à sa mort ; enfin cette transmission successive et continue du même patrimoine, toujours accru, toujours amélioré de père en fils, amènerait la formation de fortes familles rurales, que toutes leurs traditions attacheraient à la terre et qui aimeraient la terre. Je ne veux pas revenir sur toutes ces raisons, je ne ferai que me répéter. On peut d'ailleurs les résumer toutes en disant que le régime de la transmission intégrale, étant l'opposé du partage en nature, contribuerait à arrêter la dépopulation des campagnes, en supprimant justement toutes les raisons d'abandon de la terre, que fait naître le partage en nature et en lui substituant les avantages opposés.

Et pour retenir les paysans à la terre, le régime de la transmission intégrale serait plus efficace encore s'il était accompagné, comme en Lozère, de la coutume de la donation préciputaire à l'attributaire de la propriété rurale.

J'ai tâché de justifier dans le chapitre précédent cette coutume de la donation préciputaire et j'ai dit en terminant qu'il y avait une autre raison qui militait en sa faveur : la nécessité d'enrayer le mouvement de dépopulation des campagnes. On ne peut nier en effet que ce soit là un moyen très efficace, pour contrebalancer, aux yeux du jeune rural, cette sorte de fascination qu'exerce sur son esprit la vie des villes. Et plus qu'ailleurs, en Lozère, où la terre est avare de ses richesses, où le travail est pénible par suite de son sol tourmenté ou de son climat rigoureux, cette coutume est indispensable et après l'avoir justifiée plus haut par sa justice, je crois pouvoir la justifier ici par sa nécessité. D'ailleurs ses résultats sont assez concluants : Alors en effet que certains départements agricoles, tels le Gers, le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne, présentent dès 1831 un déficit de population, que de 1851 à 1872, quarante-neuf départements, dont la plupart départements agricoles, voient leur population décroître, le département de la Lozère, dont la population agricole forme cependant plus de quatre-vingt pour cent de sa population totale et qui, par suite du développement du commerce ou de l'industrie, aurait dû de bonne heure, comme les autres départements agricoles, voir ses habitants émigrer vers les villes, voit au contraire jusqu'en 1881 augmenter sa population ; et il faut arriver au recensement de 1886 pour enregistrer la première décroissance. Depuis lors, évidemment, la Lozère s'est dépeuplée, comme à peu près tous les départements agricoles. L'attrait des villes, depuis la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à ces dernières années, est devenu trop fort. L'exploitation rurale lozérienne, au travail pénible et aux revenus souvent modiques, ne pouvait lutter à armes égales contre ce qu'on a appelé « les villes tentaculaires ». Mais il est bien évident que, sans cette coutume de la transmission intégrale et de la donation préciputaire à celui des enfants qui accepte de « rester à la maison »,

la Lozère serait bien plus dépeuplée encore. Ce régime de la transmission intégrale, accompagné de la donation préciputaire, est pour la plupart des exploitations rurales lozériennes absolument indispensable et l'on verra ultérieurement que la presque unanimité des notaires lozériens en reconnaît le maintien nécessaire.

Je ne veux pas m'étendre ici sur les multiples avantages que présente pour une nation une nombreuse population rurale. Ce serait la matière de gros volumes. Tout le monde d'ailleurs s'accorde à les reconnaître. On sait en effet que, dans l'état actuel de l'économie mondiale, s'il est nécessaire pour une nation d'avoir un commerce et une industrie développés et qui, par suite, emploient une grande partie de la population, il n'en est pas moins nécessaire qu'elle possède, comme contre-poids, une nombreuse population rurale. La France jouit à cet égard d'une situation privilégiée ; car malgré l'exode des paysans vers les villes, sa population rurale égale presque sa population urbaine. C'est cette situation privilégiée, cet état respectif des populations urbaine et rurale, cet équilibre presque parfait entre les deux masses qu'il serait nécessaire de lui conserver. En effet en cette matière, il faut se garder de vouloir trop accroître une classe de population aux dépens de l'autre, comme l'a fait par exemple l'Angleterre, qui a sacrifié son agriculture à son industrie. L'idéal, je l'ai dit, est dans un heureux équilibre des forces de chaque catégorie sociale ; car cet équilibre donne à une nation le maximum de stabilité économique et sociale.

Stabilité économique d'abord : il n'y a pour s'en rendre compte qu'à comparer l'état de la France, en présence de la crise économique actuelle, et l'état des autres nations et l'on se convaincra aisément qu'elle a beaucoup moins souffert de cette terrible crise que bien d'autres pays : l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, par exemple, dont l'industrie avait pris un énorme développement et où

Les chomeurs se comptent à l'heure actuelle par millions, le Canada, le Brésil, qui, au contraire, avaient développé outre mesure leur production agricole et que la mévente du blé ou du café, due à cette surproduction, a ruinés. En France on peut dire au contraire que plus de la moitié de la population a été très peu touchée par la crise. Qu'en ont-ils ressenti en effet tous ces petits et moyens propriétaires ruraux qui possèdent la majeure partie de la terre de France ? Sans doute leurs produits se sont moins vendus et par suite leurs revenus ont diminué, mais aucun n'a été ruiné. Et si dans certaines régions, dans le midi par exemple, certains propriétaires ruraux ont été plus lourdement frappés par la crise, c'est surtout à leur système de culture, à la monoculture de la vigne, qu'ils doivent attribuer leur mal.

Et j'ai dit que cet équilibre des classes urbaine et rurale donnait également à un pays le maximum de stabilité sociale. En effet leurs intérêts différents et leurs forces égales écartent nécessairement toutes solutions extrêmes favorables à l'une ou l'autre classe. En particulier l'élément rural constitue un contre-poids très efficace aux doctrines communistes si en faveur dans les milieux ouvriers.

D'autre part le maintien d'une nombreuse classe rurale offre toute une série d'autres avantages dont le cadre de cette étude m'oblige à ne donner qu'une indication sommaire. Et d'abord l'on s'accorde à reconnaître à la classe rurale une précieuse qualité : l'épargne. Epargne qui n'arrive qu'à des résultats bien modestes parfois, mais qui accumulée de génération en génération et surtout additionnée l'une à l'autre, constitue une inépuisable réserve, qui de tout temps a été une des grandes forces de la France et lui a permis de se relever après les plus rudes épreuves. Epargne où les nations étrangères, aussi bien que l'Etat Français, ont puisé sans compter et qui ne s'est jamais

tarie, car le paysan français économise comme il respire. Mais inutile de faire ici l'éloge du bas de laine de nos paysans ; cet éloge a été fait si souvent que je croirais tomber dans la banalité.

Au point de vue de la natalité une forte population rurale est aussi souhaitable, car sa fécondité est ordinairement plus élevée que celle de la population urbaine. Il est également certain que la population rurale est en général plus robuste, jouit d'une meilleure santé que la population urbaine. La population paysanne contribue donc au maintien de la vigueur de la race et par là mérite encore d'être conservée. A la ville au contraire, la vie est déprimante, les générations s'y usent rapidement et la race serait vite affaiblie si le sang des ruraux ne venait la régénérer. Et ces villes elles-mêmes ne seraient bientôt que de vastes nécropoles, si, constamment, le trop-plein de la population rurale ne s'y déversait pour y apporter la vie.

Il ne faut donc pas dire que pour une nation, le nombre seul de sa population importe, qu'un ouvrier des villes vaut bien un rural. Sans doute, et je l'ai déjà dit, l'ouvrier, le salarié est nécessaire, je serais presque tenté de dire : est un mal nécessaire ; mais il ne faut pas oublier que le paysan ne l'est pas moins ; autrement dit que la classe urbaine et la classe rurale sont aussi indispensables l'une que l'autre à la prospérité d'une nation ; et puisque en France nous avons l'avantage de posséder l'une et l'autre, il est nécessaire de mettre tout en œuvre pour que l'une — la classe urbaine — n'absorbe pas l'autre — la classe rurale.

TROISIEME CHAPITRE

Mesures prises par le législateur pour remédier aux défauts du régime successoral du Code Civil et arrêter la dépopulation des campagnes.

Je viens d'exposer les inconvénients de notre régime successoral et tous les avantages qu'il y aurait, surtout pour les exploitations agricoles, à lui substituer ce mode de transmission intégrale, pratiqué en Lozère. Mais le législateur, en présence de ces inconvénients, n'a-t-il pas réagi et modifié ces règles désastreuses dans le sens de la transmission intégrale ? N'a-t-il rien changé à ces institutions qui ne répondent plus aux besoins de notre époque ? Pas grand chose ! Et je serais presque tenté de dire : rien, en présence des résultats pratiques de la plupart des lois qui ont été votées en cette matière. Aussi serais-je bref sur ces dispositions législatives. Et si je leur consacre quelques pages, c'est surtout parce qu'elles constituent une nouvelle preuve, si besoin en était, apportée par le législateur lui-même, un aveu de sa part, de la nécessité d'une réforme de notre régime successoral.

Dès la fin du siècle dernier, une loi avait porté atteinte à l'article 815, stipulant que nul n'est tenu de rester dans l'indivision et peut, à tout moment, demander le partage, et aux articles 826 et 832, établissant le partage en nature. Depuis lors, à diverses reprises, le législateur est venu modifier et compléter son œuvre. Je ne ferai pas l'historique de toutes ces lois successives, puisque, reprenant une nouvelle fois son ouvrage, le Parlement a voté le 5 décembre 1922, une nouvelle loi, codifiant toutes les dispositions antérieures sur cette matière. C'est la « Loi portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété ». D'après l'article premier de cette loi, ses dis-

positions « ont pour objet d'encourager la construction de maisons salubres et à bon marché, en faveur des personnes peu fortunées et notamment des travailleurs vivant principalement de leur salaire ». Mais on a compris que ces personnes, peu fortunées, ne pourraient construire une maison que grâce au crédit et qu'elles n'entreprendraient cette construction que si elles étaient assurées que cette modeste maison, nécessairement impartageable, ne serait pas vendue à leur mort et qu'un membre de leur famille pourrait la conserver. D'où deux ordres de dispositions principales dans cette loi : dispositions organisant le crédit immobilier ; dispositions organisant un régime spécial de transmission, après décès du propriétaire, différent du régime du Code Civil.

Pour organiser ce régime spécial de transmission et empêcher ainsi la vente de la maison, le législateur a employé deux procédés : d'abord prolongation de l'indivision, ensuite, justement ce moyen que j'ai tant préconisé, l'attribution intégrale de la maison à un seul des ayants-droit. En effet, si au moment du décès de l'acquéreur ou constructeur de la maison d'habitation à bon marché, construite dans les conditions de la loi, cette maison est occupée par le dit acquéreur ou constructeur, son conjoint ou ses enfants, les règles du Code Civil sont modifiées de la façon suivante : Si le conjoint est co-propriétaire de la maison au moins pour moitié et s'il l'habite, il peut demander le maintien de l'indivision pendant cinq ans et au bout de cette période la faire maintenir à nouveau pour cinq ans et ainsi de cinq ans en cinq ans jusqu'à son propre décès. Si le conjoint ne se trouve pas dans les conditions voulues et si le défunt laisse des enfants, le conjoint ou l'un de ceux-ci peuvent demander le maintien de l'indivision pendant cinq ans. Et s'il y a des mineurs l'indivision peut être continuée jusqu'à l'expiration de la cinquième année après la majorité de l'aîné des mineurs,

sans que la durée de l'indivision puisse excéder dix ans. C'est le juge de paix qui est chargé de prononcer en cette matière.

En outre chacun des héritiers, ainsi que le conjoint survivant, s'il est copropriétaire pour moitié, peut demander l'attribution exclusive de la maison. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent user de cette faculté, la préférence est donnée à celui que le défunt a désigné, ensuite à l'époux. Toutes choses égales, c'est la majorité des ayants-droit qui décide, ou bien à défaut de majorité le tirage au sort. Quant à l'estimation de la maison elle a lieu à l'amiable entre les intéressés, ou bien elle est faite par le Comité de patronage des habitations à bon marché et homologuée par le juge de paix, qui préside également le vote des héritiers ou le tirage au sort, pour l'attribution de la maison.

On voit qu'ici les règles du partage obligatoire et en nature ont été délibérément mises de côté. Mais qui ne voit également l'insuffisance de cette réforme applicable seulement aux maisons d'habitation dont la valeur locative ne dépasse pas un certain maximum, en présence des inconvénients des règles du Code Civil, inconvénients qui se font sentir pour tous les immeubles et même pour toutes les exploitations, aussi bien agricoles qu'industrielles ou commerciales. Aussi je n'en dirai pas davantage sur ces dispositions, d'autant plus que par suite de leur insuccès pratique, elles ne méritent guère qu'une simple mention.

Plus intéressante est l'autre série de dispositions de la loi du 5 décembre 1922, qui organise le Crédit immobilier, non pas en ce sens que cette organisation du crédit permet la construction de maisons d'habitation ; ce côté-là de la loi est tout à fait en dehors de l'objet de cet ouvrage ; mais, si je dis que ces dispositions sont intéressantes, c'est qu'elles contribuent avec d'autres lois et notamment celles du 9 avril 1918, du 5 août 1920 et divers autres tex-

tes ultérieurs modifiant ou complétant ceux-ci, à organiser le Crédit Agricole.

Une des principales objections que l'on faisait en effet à l'institution du régime de la transmission intégrale des exploitations agricoles, c'est que l'attributaire serait écrasé par les grosses soultes qu'il aurait à payer à ses co-héritiers ; que bien souvent il ne posséderait pas les sommes suffisantes et devrait emprunter à long terme, à des taux très élevés et que ce régime ferait ainsi peser très rapidement sur la propriété rurale une dette hypothécaire très lourde et génératrice des pires désastres. Ce n'est là qu'une hypothèse que les faits ne vérifieraient probablement pas, et en Lozère, en particulier, où le régime de la transmission intégrale est pratiqué, les attributaires des exploitations arrivent fort bien à payer les soultes de leurs frères ou sœurs. Mais l'on peut désormais répondre à cette objection que l'institution du Crédit Agricole lui enlève à peu près tout fondement. En effet les diverses Caisses de Crédit Immobilier ou de Crédit Agricole, fondées en vertu des lois que je viens de citer, sont autorisées à accorder des prêts aux particuliers « pour leur faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des exploitations rurales ». Ces prêts sont faits pour une durée maxima de vingt cinq ans, ce qui est largement suffisant, et à concurrence d'un maximum de 40.000 frs, ce qui est suffisant également pour toutes les petites et moyennes exploitations, mais ne l'est pas évidemment pour les grandes.

Pour celles-ci d'ailleurs on peut dire que cette institution du Crédit Agricole est moins nécessaire, car les gros exploitants ont davantage de facilités pour s'adresser à d'autres établissements de Crédit, qui pourront leur faire des avances plus importantes. L'intérêt des sommes ainsi prêtées est fixé à un taux assez bas : trois pour cent, et encore ce taux est-il fortement réduit en faveur des pen-

sionnés de guerre. Mais surtout le grand avantage de ces institutions de crédit est qu'elles peuvent consentir les prêts sous une forme qui n'est pas accessible aux particuliers : la forme de l'amortissement annuel. Grâce à ce procédé, le débiteur rembourse chaque année, en même temps qu'il paie les intérêts, une partie du capital. Ce remboursement n'est pas très important au début, mais il va en augmentant à mesure que les intérêts diminuent. Et ainsi à l'expiration du prêt, le débiteur est complètement libéré et ne doit plus ni intérêt ni capital. Enfin le remboursement du prêt est obligatoirement garanti par une hypothèque sur les biens de l'emprunteur ou par une assurance sur la vie, ce qui donne le maximum de sûreté aux Caisses prêteuses.

Grâce à cette institution, l'on voit que dans beaucoup de cas l'attributaire de la propriété, qui ne possède pas les fonds suffisants pour payer les soultes dues à ses frères ou sœurs, peut se les procurer avec beaucoup de facilités. En Lozère, déjà, de nombreux prêts ont été consentis par les deux Caisses qui y fonctionnent et, grâce au procédé de l'amortissement, les emprunteurs n'éprouvent aucune peine à se libérer progressivement de leur dette.

C'est donc une institution très utile et qui supprime, ainsi que je l'ai dit, une des principales objections faites à la substitution du régime de la transmission intégrale au partage en nature, pour les exploitations agricoles. Aussi l'Etat ne doit-il pas hésiter à subventionner largement ces Caisses. Inutile pour cela d'ailleurs de puiser aux ressources du Budget ; elles ne sont pas faites pour cela. Mais la Caisse des Dépôts et Consignations est chargée de gérer et de placer des sommes formidables, dont le total n'est pas loin de la centaine de milliards. Quel meilleur placement pourrait-elle en faire que de consentir des avances aux Caisses de Crédit dont je viens de parler ? Placement profitable à la fois à la propriété rurale et aux organismes divers dont elle est chargée de gérer les fonds.

Sans doute, par suite de l'indisponibilité des sommes ainsi avancées pour une période très longue, la Caisse des dépôts ne pourra-t-elle jamais placer ainsi qu'une faible quotité de ses fonds. Mais, étant donnée la masse de capitaux dont elle dispose, cette quotité, qu'il appartient aux techniciens de la matière de fixer, serait, je crois, suffisante pour satisfaire les demandes. Cette quotité pourra d'ailleurs être d'autant plus élevée, que l'Etat, par des finances publiques saines, inspirera plus de confiance aux particuliers qui ont confié leurs fonds à ses organismes annexes, tels que la Caisse Postale d'Epargne, l'un des principaux dont la Caisse de Dépôts est chargée de gérer les fonds.

On peut signaler une autre loi où le législateur s'est rendu compte des inconvénients du partage obligatoire et en nature et a tâché d'y remédier par des moyens semblables à ceux indiqués plus haut, pour les habitations à bon marché. Je veux parler de la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable. Cette loi en effet permet au père de famille de constituer au profit de lui-même et de sa famille un patrimoine qui serait hors d'atteinte de leurs créanciers, c'est-à-dire qui serait comme le dit le titre de la loi : insaisissable. Je ne veux pas discuter ici cette partie de la loi, d'autant plus qu'elle a subi en pratique un échec complet ; mais j'estime qu'elle constitue une grosse erreur juridique : Tout individu majeur et jouissant de ses facultés doit en effet être responsable de ses actes et puisque la responsabilité sur la personne a disparu de nos lois en matière civile, il faut qu'il soit au moins responsable sur ses biens. Car supprimer cette responsabilité c'est supprimer un puissant ressort d'action, qui seul bien souvent engage le débiteur à faire effort pour se libérer de ses dettes : la crainte de la saisie. Déclarer les biens d'une catégorie de débiteurs, insaisissables, c'est donner une prime aux mauvais

payeurs. D'ailleurs il ne faut pas croire favoriser ainsi les bénéficiaires de cette mesure ; car elle se retourne contre eux et leur enlève tout crédit.

Quoi qu'il en soit, le législateur avait compris que son œuvre serait incomplète s'il ne modifiait pas les règles du régime successoral de droit commun, en faveur de ce patrimoine qu'il venait de soustraire aux créanciers pour le conserver à la famille, mais que le partage obligatoire et en nature ne tarderait pas à anéantir. C'est cette seconde partie de la loi que je tiens à signaler ici, non pas qu'elle ait quelque importance pratique. J'ai déjà dit qu'elle avait subi un échec complet, mais parce qu'elle constitue de la part du législateur un nouvel aveu des inconvénients du partage obligatoire et en nature.

Donc, ainsi que le disent les articles 18 et 19 de la loi :

« S'il existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, le juge de paix peut, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur ou d'un enfant majeur, soit à la demande du Conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune et allouer s'il y a lieu une indemnité pour ajournement du partage aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation ».

« Le survivant des époux, s'il est co-propriétaire des biens et s'il habite la maison, a la faculté de réclamer l'attribution intégrale du bien sur estimation ».

On voit combien la réforme est timide : seul le conjoint co-propriétaire peut réclamer l'attribution intégrale, les enfants n'ont pas ce droit !

Le législateur a également voulu essayer de remédier aux inconvénients du morcellement excessif qu'entraîne le partage en nature, sans supprimer celui-ci. J'ai déjà dit que c'était là une entreprise impossible et que l'on n'aurait pas plus tôt regroupé une exploitation qu'un partage en nature viendrait la disperser à nouveau ; mais voyons comment s'y est pris le législateur.

Le 27 novembre 1918, était votée une loi destinée à favoriser le regroupement de la propriété rurale, d'après la-

quelle les propriétaires d'une région peuvent se grouper pour procéder à un remaniement collectif de leurs parcelles de terre et substituer à leurs exploitations divisées des exploitations autant que possible d'un seul tenant, ou tout au moins ne comprenant qu'un nombre restreint de pièces de terre. Ces groupements de propriétaires sont constitués selon le mode des associations syndicales agricoles prévues par la loi du 21 juin 1865. Ces associations une fois constituées procèdent aux échanges nécessaires pour arriver au regroupement des exploitations et les contestations qui peuvent s'élever à ce sujet sont tranchés en dernier ressort par une commission présidée par le Juge de Paix et composée du directeur départemental de l'enregistrement, du directeur départemental des contributions directes, du directeur des services agricoles, d'un notaire du canton désigné par le préfet et de quatre propriétaires élus au scrutin secret par les propriétaires intéressés. Tous les actes, toutes les formalités exigées par ces opératoins de remembrement sont exemptées des droits de timbre et d'enregistrement.

Cette loi n'a eu à peu près aucun résultat pratique. D'après une enquête de 1922, aucun remembrement n'avait encore été fait, à cette date, au titre de cette loi. Par contre une autre loi du 4 mars 1919, qui organisait aussi le regroupement collectif des exploitations, mais qui était spéciale aux régions dévastées par la guerre et n'était applicable que pendant une durée limitée, a produit de meilleurs résultats. Mais il est bien évident que l'application en était beaucoup plus aisée dans ces régions-là.

D'autre part, le législateur, afin de favoriser le regroupement des exploitations, a exempté de tous droits de timbre et d'enregistrement les échanges d'immeubles ruraux sous certaines conditions dont voici les principales : les immeubles échangés doivent être situés dans la même commune ou dans des communes limitrophes ; ou bien l'un au

moins des immeubles échangés doit être contigu à la propriété de celui des échangistes qui le reçoit ; et ces immeubles doivent avoir été acquis par les co-échangistes depuis plus de deux ans ou recueillis à titre héréditaire (1). C'est là une mesure excellente en elle-même, mais dont on ne peut attendre beaucoup de résultats. Les échanges d'immeubles ruraux sont en effet assez rares, car le paysan s'imagine facilement que son champ vaut plus que celui du voisin et a toujours peur dans ces sortes de conventions de donner plus qu'il ne reçoit.

Enfin le législateur s'est aperçu, il y a peu de temps, qu'il faudrait peut-être essayer d'arrêter la dépopulation des campagnes et de retenir le paysan à la terre. Il a pour cela exonéré de la taxe successorale et des droits de mutation par décès les petites et moyennes successions rurales. L'article 18 de la loi du 31 mars 1931, décide en effet que certains immeubles pourront être, sous des conditions déterminées, déduits de l'actif successoral pour la perception de la taxe successorale et des droits de mutation par décès. Quels sont ces immeubles et quelles sont ces conditions ?

Ces immeubles sont ceux qui d'après la loi du 22 février 1931 peuvent être constitués en bien de famille, c'est-à-dire soumis au régime de la loi du 12 juillet 1909, que j'ai sommairement étudiée plus haut. Ce bien de famille peut comprendre soit une maison ou portion divise de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines occupées et exploitées par la famille, soit encore une maison avec boutique ou atelier. A ces immeubles peuvent être joints, s'il s'agit d'une exploitation agricole, le cheptel et le matériel, et s'il s'agit d'une exploitation artisanale,

(1) V. l. 3 nov. 1884 ; 27 nov. 1918, art. 8 ; 12 août 1919, art. 7 ; décr. 5 juill. 1920, art. 60.

le matériel et l'outillage. Mais qu'on le remarque bien : pour bénéficier de la loi du 31 mars 1931, il n'est pas besoin qu'il y ait eu en fait constitution d'un bien de famille, il suffit que les biens pour lesquels on veut obtenir l'exonération des droits, soient susceptibles d'être constitués en bien de famille, c'est-à-dire rentre dans l'une ou l'autre des catégories ci-dessus.

Mais le législateur a mis plusieurs conditions à l'obtention de cette exonération de droits : Il faut d'abord, en effet que ces biens, y compris le cheptel et le matériel, ne soient pas d'une valeur supérieure à 40.000 frs. Il faut ensuite, mais pour les exploitations artisanales seulement, qu'elles rentrent dans une des catégories prévues par le décret du 9 février 1921, c'est-à-dire que les exploitants soient de petits artisans ruraux, tels que maréchaux-ferriers, forgerons, réparateurs de machines agricoles, etc..., et qu'ils fassent partie d'un syndicat agricole. D'autre part il faut que les terres comprises dans le bien de famille soient à usage agricole.

Ce bien de famille doit avoir été exploité par le « de cujus » lui-même avec seulement l'aide de sa famille et d'un seul employé ou ouvrier. Et l'exonération n'est accordée qu'aux descendants en ligne directe du défunt et à la condition expresse que l'un ou plusieurs d'entre eux s'engagent par une mention souscrite au bas de la déclaration de succession, à continuer l'exploitation des biens pendant cinq ans, à compter de l'ouverture de la succession. Et chaque année, dans le mois de la date anniversaire de l'ouverture de la succession, les héritiers, qui se sont ainsi engagés à continuer l'exploitation, doivent justifier au receveur de l'enregistrement qu'ils remplissent leur engagement, par un certificat du maire de leur commune, constatant qu'ils continuent l'exploitation paternelle. De plus s'il s'agit d'une exploitation artisanale, l'héritier doit également fournir à l'administration de l'enregistrement un certificat annuel du président de

son syndicat agricole, constatant qu'il fait toujours partie de ce syndicat.

Si toutes ces conditions sont remplies, le paiement de la taxe successorale et des droits de mutation par décès dus sur ces biens est suspendu et si l'héritier justifie, comme il vient d'être dit, pendant cinq ans, qu'il exploite le bien paternel, l'exonération de ces droits est définitivement acquise. On voit qu'il y a là une mesure très favorable à la petite et moyenne propriété rurale et en même temps très bien conçue, en ce sens qu'en obligeant le bénéficiaire de cette exonération à exploiter le bien paternel pendant cinq ans, elle contribue à retenir la population rurale à la terre. Mais d'autre part je dirai ultérieurement son insuffisance (1) et comment une proposition de loi de Monsieur Champetier de Ribes demande que cette réforme soit complétée en étendant, sous les mêmes conditions, le bénéfice de cette exonération de droits « aux cessions de droits successifs, donations-partages et soultes de partage, qui ont pour objet la transmission entre héritiers en ligne directe » de ces mêmes biens.

*
* *

Ainsi l'on voit que le législateur n'a paré que d'une manière tout à fait insuffisante aux dangers du partage obligatoire et en nature et que les nombreuses lois qu'il a votées en cette matière n'ont d'intérêt, comme je le disais au début de ce chapitre — la plupart du moins — que parce qu'elles constituent un aveu de sa part, un aveu des inconvénients de nos règles successorales et de l'impossibilité de constituer une œuvre durable sans les laisser de côté. Le problème de la modification du partage en nature et de la substitution éventuelle, à ce mode de parage, du régime de la transmission intégrale reste donc, peut-on dire, entier au point de vue législatif.

(1) Voir page 173.

TROISIÈME PARTIE

Réformes à apporter au Code Civil en vue de substituer le régime de la transmission intégrale du patrimoine rural, au régime actuel. Moyen juridique le plus adéquat pour réaliser ce mode de transmission du patrimoine : la donation-partage. Réformes à y apporter pour qu'elle remplisse parfaitement son but.

Si ce régime de la transmission intégrale du patrimoine à un seul enfant, surtout du patrimoine rural, a manifestement tant d'avantages sur le régime du partage égal et en nature du Code Civil, il faudrait donc, semble-t-il, modifier sur ce point le Code Civil et étendre l'usage de la transmission intégrale du patrimoine, tout au moins du patrimoine rural, à la France entière. Mais comment se fait-il qu'une modification des textes du Code soit nécessaire pour cela, puisque, l'exemple Lozérien le prouve, rien ne s'y oppose en somme dans ces textes ? Comment se fait-il qu'en présence de tous ces avantages cette coutume ne se soit pas introduite d'elle-même dans les diverses régions françaises ? J'ai dit que cet usage était peut-être plus répandu que ce que l'on a bien voulu prétendre ; mais cependant on ne peut nier que dans beaucoup de cas, l'on ne se borne à pratiquer le régime du partage égal et en nature, sans penser qu'un autre mode serait possible et préférable. Et c'est là hélas ! la preuve qu'une modification de notre régime successoral ne tient pas tant à un remaniement des textes du Code Civil qu'à un changement des mœurs. Si en Lozère, de temps immémo-

rial, les paysans ont pratiqué la coutume de la transmission intégrale du patrimoine, si cette coutume s'est si bien implantée dans les mœurs qu'aucun changement de législation n'a pû la faire disparaître ; si dans le midi de la France, dans les anciens pays de droit écrit, la liberté de tester a pû laisser quelques vestiges qui peuvent favoriser l'emploi de la transmission intégrale du patrimoine ; si quelques autres provinces ont pû conserver des coutumes analogues à celles de la Lozère ; par contre dans tout le centre et le nord de la France, dans tous les anciens pays de coutumes, la population a pratiqué de tout temps le partage égal et en nature. Aussi l'égalité la plus complète, la similitude absolue des parts héréditaires est devenue pour certains esprits une nécessité et l'expression de la justice. Et les principes nouveaux qu'apporta la Révolution et le Code Civil d'égalité civique, d'individualisme ne firent que renforcer cette habitude.

Alors, à quoi servira une modification des textes du Code, si les mœurs sont conformes au régime actuel ? Car, ainsi que je le disais dans l'introduction de cet ouvrage, une loi n'a de chances de pénétrer dans la pratique et d'être acceptée par une population, que si elle est conforme aux mœurs de cette population. Et cette objection est si bien apparue à certains esprits, elle leur a semblé si forte, qu'ils ont pensé que la modification de notre régime successoral, qu'en particulier l'établissement d'un régime spécial de transmission intégrale pour les patrimoines ruraux, n'était pas nécessaire ni souhaitable (1). Il y a là une confusion manifeste : De ce que l'habitude du partage en nature est fortement ancrée dans une grande partie de la population française il ne s'ensuit pas, si ce

(1) V. sur ce der. point : *Etude Critique de la règle d'égalité en nature*, p. 162 et suiv., par BOUTAUD.

partage en nature présente à l'heure actuelle, en particulier en ce qui concerne la propriété rurale, de graves inconvénients, qu'une modification au régime des partages et la création d'un mode spécial de transmission pour les patrimoines ruraux, ne soit pas nécessaire et souhaitable. Il en résulte seulement que ces modifications sont beaucoup plus délicates à réaliser.

Mais s'il est impossible de modifier les institutions juridiques, si les mœurs sont conformes à ces institutions, il n'est pas absolument impossible de changer ces mœurs elles-mêmes et d'arriver par des mesures méthodiquement étudiées et réalisées, à faire accepter à une population des idées différentes de celles qu'elle admettait auparavant. Et parmi ces mesures, les plus efficaces seraient, je crois, des dispositions législatives, prudentes, libérales et sagement conçues, qui, sans heurter de front de très vieilles habitudes, essaieraient pourtant de les adapter aux nécessités économiques et sociales de l'heure présente. Il y aurait là en tout cas une expérience à tenter.

D'autre part, si je suis partisan d'une réforme du Code Civil, au point de vue de la transmission du patrimoine et même de l'établissement d'un régime spécial de transmission, en ce qui concerne les patrimoines ruraux, c'est que ces innovations ne heurteraient pas les mœurs de toute la population française. Et je n'en veux donner pour exemple que la Lozère, où j'ai suffisamment montré, je pense, que le régime successoral du Code Civil n'était guère en usage et dont la population verrait avec satisfaction consacrer par la loi la coutume déjà existante de la transmission intégrale du patrimoine. Et ici j'en appelle au témoignage des notaires lozériens qui sont en l'occurrence les interprètes les plus autorisés de la population. Je leur avais posé en effet dans mon enquête, les trois questions suivantes :

« Ne croyez-vous pas que pour maintenir et conserver

la petite et moyenne propriété paysanne, il serait utile de favoriser la transmission intégrale de la propriété familiale à un seul des enfants ? ».

« Ne pensez-vous pas que, dans le même but, la coutume d'avantager un des enfants soit à maintenir ? ».

« Et pour arriver à ce résultat de la transmission intégrale de la propriété à « l'ainé », donataire du quart, ne pensez-vous pas que la donation-partage soit l'acte le plus adéquat ? ».

Or à la première de ces questions, sur vingt-cinq réponses, vingt d'entre elles ont été affirmatives et à la seconde vingt-trois notaires ont été également d'avis qu'il y avait lieu de maintenir la coutume de la donation préciputaire. Enfin à la troisième, vingt-deux réponses déclarent que la donation-partage est l'acte le plus adéquat pour réaliser la transmission intégrale du patrimoine.

Il faudrait donc pour répondre à ces désirs, d'une partie au moins de la population rurale, modifier les textes du Code qui gênent l'exercice de cette coutume de la transmission intégrale du patrimoine. Car si le Code Civil n'interdit pas expressément ce mode de transmission, du moins tel qu'il est pratiqué en Lozère, il ne fait cependant rien moins qu'en favoriser l'exercice. Peut-être même, pour répondre à ces désirs, y aurait-il lieu de prévoir un mode spécial de transmission pour les exploitations rurales, auquel les propriétaires pourraient soumettre leurs biens. Et surtout, il serait nécessaire de régler ce procédé juridique de la donation-partage, que les notaires lozériens s'accordent à reconnaître comme le plus apte à assurer la transmission intégrale du patrimoine, de manière à ce qu'il puisse remplir parfaitement son rôle.

Ainsi dans ce double but : essayer d'adapter les habitudes juridiques de la majorité de la population française aux nécessités de l'heure présente ; d'autre part pour répondre aux désirs de certaines parties de cette popu-

lation, dans ce double but, j'estime qu'il y a lieu de procéder à de profondes modifications aux règles du Code Civil en ce qui concerne les successions et les donations.

Il y a longtemps que la question de cette réforme préoccupe les esprits ; de très nombreuses études ont paru à ce sujet et même de nombreuses propositions de loi ont été déposées pour tenter de la réaliser (1) et elle est, je crois, de plus en plus à l'ordre du jour, devant les transformations rapides de notre société, qui, pour des besoins nouveaux, réclame des solutions nouvelles. L'année dernière encore, le Congrès National des Notaires de France, dont les membres sont peut-être les mieux placés pour juger de la situation, s'est préoccupé de cette question, a déploré les méfaits de notre régime successoral et a demandé des réformes (2). Je vais essayer de rechercher quelles pourraient être ces réformes et comment, au partage obligatoire, égal et en nature du Code Civil, pourrait être substitué un ensemble de règles qui assureraient la transmission intégrale des patrimoines, particulièrement des patrimoines ruraux. Je verrai donc d'abord quelles seraient les principales réformes d'ordre général à apporter aux institutions du Code Civil ; je dirai ensuite quelles réformes pourraient être plus particulièrement réalisées en ce qui concerne les biens ruraux ; et je rechercherai enfin quel est le procédé juridique le plus adéquat à la réalisation de ce but : la transmission intégrale du patrimoine rural.

*
* *

(1) Je signalerai au cours de cette partie de mon ouvrage quelques-unes de ces propositions de loi ; mais je n'ai pas l'intention d'en faire une nomenclature complète, car cela n'aurait aucune utilité. Je me servirai seulement de certaines de ces propositions comme d'un moyen commode pour exposer les réformes que j'estime nécessaires.

(2) V. rapport de M. ROBITAILLIE au dernier Congrès Nat. des Notaires et le vœu adopté à la suite de ce rapport.

PREMIER CHAPITRE

Réformes générales. —

Première Section

Modification de l'article 815 du Code Civil.

Et d'abord une atténuation devrait être apportée au rigoureux principe de l'article 815 :

« Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et le partage peut toujours être provoqué nonobstant prohibitions et conventions contraires ».

Sans doute je sais tous les inconvénients de l'indivision ; celle-ci est éminemment funeste à la bonne exploitation d'un patrimoine et en particulier d'un patrimoine rural. C'est pour cela que le législateur a considéré l'indivision comme un simple état transitoire et sa conception n'est certes pas critiquable. Mais ce qui l'est davantage, c'est la rédaction absolue qu'il a donnée à l'article 815. Car si préjudiciable que puisse être l'indivision, il peut arriver parfois qu'il y ait intérêt pour les co-héritiers à ne pas en sortir immédiatement. Ainsi la présence d'un mineur, le fait que l'héritier qui désire reprendre tout ou partie du patrimoine ne dispose pas, au moment de l'ouverture de la succession, de capitaux suffisants, peuvent faire désirer l'ajournement du partage. Il est vrai qu'ici le second paragraphe de l'article 815 permet, si tous les héritiers y consentent, de maintenir l'indivision pour une période maxima de cinq ans, renouvelable à expiration. Mais cette période maxima peut parfois être trop courte ; et surtout il peut être impossible d'obtenir le consentement de tous les héritiers. D'autre part, le père de famille pourrait avoir d'excellentes raisons d'imposer un ajournement du partage à ses enfants. Or cela lui est absolument impossible. Enfin il peut arriver que le juge lui-même puisse

penser que le maintien de l'indivision serait la mesure la moins préjudiciable aux héritiers ; mais actuellement ses pouvoirs sont enfermés dans le dilemme : partage en nature ou licitation. En somme à l'heure actuelle, chaque héritier tient les autres à sa merci et, sans avoir à justifier d'aucune raison, peut à tout moment provoquer le partage de la succession, sans se préoccuper si sa décision heurtera ou non les intérêts de ses co-héritiers et uniquement parce que tel est son bon plaisir.

Il faudrait donc remédier à ce pouvoir arbitraire en permettant outre l'indivision conventionnelle, l'indivision imposée par le père de famille, pour une durée déterminée, soit par testament, soit par disposition entre vifs et l'indivision judiciaire prononcée par le tribunal à la demande d'un héritier.

Une proposition de loi a été faite à ce sujet le 22 janvier 1920 par M. Adolphe Chéron (1). Dans son article 21 cette proposition demande qu'il soit ajouté à l'article 815 un paragraphe stipulant que « dans les successions comportant des terres de culture, exploitées au moment du décès par le conjoint du défunt ou par l'un des enfants » l'indivision puisse être maintenue par le juge de paix durant cinq ans à la demande de l'un des héritiers. Cette proposition est absolument insuffisante, car elle ne prévoit pas la possibilité pour le père d'imposer l'indivision et surtout ne règle aucunement les pouvoirs de l'héritier ou des héritiers chargés d'exploiter les terres de culture pendant la durée de l'indivision.

Le 12 décembre de la même année, MM. Victor Boret et Adolphe Chéron déposèrent une proposition de loi plus vaste tendant à assurer la transmission intégrale du patrimoine rural à un seul héritier (2). Je l'étudierai à ce der-

(1) Session ordin. 1920. Doc. Parl. annexe n° 201, p. 97.

(2) Sess. extraord. 1920. Doc. Parl. annexe 1745, p. 384.

nier point de vue ultérieurement. Mais elle aussi demande qu'à défaut d'attribution intégrale, le conjoint survivant et chacun des héritiers aient le droit de demander le maintien de l'indivision pendant une période déterminée. Cette demande serait adressée au juge de paix, qui aurait également pouvoir pour régler toutes les difficultés relatives à ces pactes d'indivision et en particulier celles que pourraient faire naître la désignation de l'exploitant et l'indemnité que ce dernier devrait verser à ses co-héritiers comme contre-partie des bénéfices de l'exploitation.

L'adoption de ces propositions de loi exigerait d'ailleurs une refonte des règles de l'indivision : il faudrait que les droits et les pouvoirs des indivisaires soient précisés, que par exemple l'exploitant du patrimoine successoral, le gérant ait les pouvoirs nécessaires pour remplir son rôle, sans être obligé de recourir constamment au consentement de ses co-indivisaires ; que ceux-ci aient le droit de lui demander des comptes à période fixe... etc.

Je ne m'étendrai pas davantage sur cette question. On voit qu'en somme le principe de l'article 815 est à maintenir, mais il faudrait lui enlever son caractère absolu et le rendre plus souple et mieux adapté aux diverses situations successorales.



Deuxième Section

Modification des articles 826 et 832.

Une réforme plus importante et bien souvent demandée consisterait dans la modification des articles 826 et 832 du Code Civil. L'égalité en nature avait été instituée dans les anciennes coutumes et a été maintenue par le Code Civil, comme étant un corollaire nécessaire de l'égalité en

valeur. Celle-ci ne paraissait pouvoir être obtenue que par une composition identique des lots. Et cela était vrai alors : la principale richesse, la seule même, peut-on dire, était la terre : elle seule donnait profit et puissance. Le lotissement en argent de certains héritiers ne pouvait assurer l'égalité, par suite de la difficulté qu'il y avait à tirer profit des capitaux mobiliers. « Res mobilis, res vilis » disait-on et cela exprimait bien le peu d'importance de la fortune mobilière.

Mais les temps ont changé et la fortune mobilière ne rencontre plus, aujourd'hui, le dédain d'alors. Ce serait tomber dans la banalité que de parler des transformations qui se sont produites sur ce point par suite de l'énorme développement de l'industrie et du commerce, des sociétés par actions, des emprunts publics, qui offrent aux capitaux mobiliers des débouchés de plus en plus vastes. Si bien que la richesse mobilière rencontre aujourd'hui au moins la même faveur et donne les mêmes profits que les immeubles.

Aussi la règle d'égalité en valeur n'entraîne-t-elle plus nécessairement celle d'égalité en nature. L'une peut fort bien se concevoir sans l'autre et il est parfaitement possible de respecter l'égalité entre co-héritiers sans leur attribuer des lots absolument identiques. Et puisque cette règle de l'égalité en nature a actuellement de graves inconvénients, il faudrait donc la supprimer dans tous les partages : partages judiciaires, partages amiables, partages d'ascendants. Dans les partages judiciaires d'abord, où cette règle est absolument obligatoire pour le tribunal, qui ne peut sous aucun prétexte y déroger et n'a que le choix entre deux solutions : partage en nature ou licitation. Dans les partages amiables également, où les parties peuvent sans doute déroger à cette règle, mais à la condition du consentement de tous les co-héritiers. Dans les partages d'ascendants enfin, pour lesquels nous avons

vu que la jurisprudence était arrivée à éluder cette règle ; mais sur ce point cependant une intervention législative serait préférable et donnerait plus de sécurité. Il faudrait donc que, dans tous les partages, le juge, les héritiers ou le père de famille puissent composer les lots en tenant compte uniquement de l'intérêt des exploitations et des situations respectives des parties et sans être obligés de faire entrer dans chaque lot la même quantité de meubles, d'immeubles ou de créances.

Et que l'on ne dise pas que cela violera l'égalité en valeur, qu'il faut tenir compte non seulement de la valeur actuelle des biens de la succession, mais également de leur valeur en puissance, c'est-à-dire des chances de hausse ou de baisse, inhérentes à chaque espèce de biens ; qu'une action de société ne peut avoir la même valeur en puissance qu'une terre de culture, encore que l'une et l'autre aient la même valeur actuelle.

Je répondrai qu'avec la facilité des transactions mobilières et immobilières qui existe de nos jours, cela ne peut présenter aucun inconvénient sérieux : l'héritier qui aura été loti en valeurs mobilières alors qu'il aurait préféré un immeuble, peut le plus facilement du monde vendre ses actions et acheter un bien à sa convenance. Et celui qui aura été loti en immeubles pourra aussi facilement réaliser sa part. Sans doute cela entraînera quelques frais pour les uns et pour les autres. Mais c'est là au regard de la question qui nous occupe, une considération d'importance minime.

D'autre part, la suppression de la règle d'égalité en nature entraînera presque nécessairement celle du tirage au sort des lots. Et cela amènera, dit-on, le pouvoir arbitraire du juge, qui pourra désormais attribuer les lots selon son bon plaisir. Mais si arbitraire il y a, autant vaut celui du juge que ce que l'on pourrait appeler l'arbitraire aveugle du sort. Mais surtout, il est incontestable qu'un examen sé-

rieux et attentif de la composition de l'actif successoral et des situations respectives des héritiers, amènera le juge à faire une répartition plus intelligente des biens de la succession et qui, dans la plupart des cas, satisfera davantage les parties que le procédé du tirage au sort, dont le résultat mécontente bien souvent tous les héritiers. D'ailleurs il serait inutile de supprimer totalement le procédé du tirage au sort. Il faudrait simplement laisser entière liberté au juge de l'employer ou de lotir les héritiers par voie d'attribution. De cette façon-là lorsque le juge aurait des éléments d'appréciation, il pourrait attribuer les biens de la succession en tenant compte à la fois de l'intérêt des exploitations et de l'intérêt de chaque héritier et dans le cas contraire, il aurait recours au tirage au sort. Et si l'un des héritiers n'était pas satisfait de son lot, je dirai comme tout à l'heure qu'il lui est facile de l'échanger contre un bien de son choix.

Le 18 mars 1910 était votée par la Chambre des députés une proposition de loi (1), déposée par MM. de Castelnau, de Gaillhard-Bancel et Ollivier, qui tendait à améliorer les règles du partage d'ascendant et à ce point de vue j'en renvoie l'étude au troisième chapitre. Mais cette intéressante proposition de loi édictait aussi la suppression expresse de la règle d'égalité en nature dans les partages d'ascendant et c'est à ce titre que la cite ici. Elle était sans doute insuffisante puisque c'est dans tous les partages que cette règle devrait être supprimée ; néanmoins elle constituait un premier pas dans la voie de cette réforme. Malheureusement depuis vingt quatre ans elle attend que le Sénat veuille bien la mettre à son ordre du jour.

La proposition de M. Adolphe Chéron du 22 janvier

(1) Doc. Parl. session ord. 1909, annexe n° 2230, p. 13.

1920 demandait également une modification à l'article 832 et invitait le Parlement à adopter la rédaction suivante :

« Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations et il convient, à l'exception des successions comportant des terres de culture, de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur ».

Cette nouvelle rédaction de l'article 832 n'est pas très satisfaisante. Elle part d'un motif louable en ce sens qu'elle atténue la règle d'égalité en nature pour la propriété rurale où ses méfaits se font le plus sentir, mais à mon avis elle a le tort de laisser subsister la règle pour toutes les autres successions, alors qu'en cette matière, il faudrait donner aux héritiers et au juge, dans tous les cas, la plus entière liberté. Et de plus elle est même insuffisante pour la propriété rurale, tout au moins elle n'est pas rédigée assez clairement, car on peut douter que l'expression « terre de culture » s'étende aux forêts, aux pacages, aux prairies naturelles, pour lesquels la suppression de l'égalité en nature est aussi nécessaire que pour les terres de culture proprement dites.

Par contre le 23 février 1922 (1), MM. Isaac et Duvald-Arnould proposaient diverses modifications au Code Civil, parmi lesquelles l'abrogation complète de la règle d'égalité en nature. Ils demandaient d'abord la suppression de la première partie de l'article 826 qui permet à chaque héritier d'exiger sa part en nature et invitaient ensuite le Parlement à modifier de la façon suivante la rédaction de l'article 832 :

« Dans la formation et composition des lots on doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Chaque lot peut être composé, soit en totalité, soit en partie, de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de valeur équivalente ».

C'est là je crois la rédaction qui devrait être adoptée.

(1) Doc. Parl. session ord. 1922, annexe n° 3940, p. 241.

Elle est très claire, ne prête à aucune confusion et laisse à chacun, au juge et aux héritiers, la plus entière liberté. Avec une disposition corrélatrice autorisant le juge à choisir entre le procédé du tirage au sort et celui de l'attribution des lots dans les partages judiciaires, le vote de ce nouvel article constituerait une heureuse réforme de notre régime successoral.

*
* *

Troisième Section

Modifications aux règles de la réserve.

La même proposition de loi de MM. Isaac et Duvald-Arnould contient une modification de la quotité disponible dont l'adoption ne me paraît pas aussi souhaitable. On sait qu'actuellement cette quotité est de la moitié de la succession, si le défunt laisse un enfant, du tiers s'il en laisse deux, du quart s'il en laisse trois ou davantage. MM. Isaac et Duvald-Arnould estiment que cette quotité est insuffisante et voudraient qu'à l'avenir elle soit réglée de la façon suivante : elle serait toujours de la moitié lorsque le père ne laisserait qu'un enfant ; mais dès qu'il en aurait deux ou davantage, cette quotité ne serait plus que d'un cinquième en faveur d'un étranger, tandis qu'en faveur d'un enfant, le père pourrait disposer non seulement de ce cinquième, mais en outre de deux autres cinquièmes, soit au total des trois cinquièmes de son patrimoine. Ce qui fait que d'après cette proposition de loi, la quotité disponible serait toujours supérieure en faveur d'un des enfants, à ce qu'elle est actuellement d'après l'article 913.

Sans doute la pensée des auteurs de cette proposition de loi est de favoriser ainsi la transmission intégrale du

patrimoine et ce n'est pas moi qui critiquerai cette idée-là. Mais je ne crois pas cependant qu'il soit nécessaire pour cela d'élever la quotité disponible. La donation du quart ou du tiers qui peut, en l'état actuel des textes, être faite à un des enfants, constitue à mon avis un avantage suffisant. Il est bon que chacun des enfants reçoive une part assez consistante du patrimoine paternel et que le père ne puisse, de sa seule autorité, attribuer la presque totalité de ses biens à un seul d'entre eux. Car si, dans certains cas, cette liberté donnée au père pouvait amener la constitution de familles stables, de familles-souches, selon l'expression de Le Play, il est à craindre que, souvent, le père ne se laisse guider par d'autres intérêts que ceux de la famille, considérée comme collectivité à durée indéfinie, et que ses libéralités soient empreintes d'une aveugle partialité. Cette proposition de loi est d'ailleurs directement inspirée de Le Play, dont les théories ont été de multiples fois réfutées ; je ne veux pas m'attarder à les discuter à mon tour.

De plus l'adoption de cette proposition de loi ne me paraît pas désirable pour une autre raison. C'est que cette nouvelle quotité disponible serait à peu près complètement inutilisée en pratique. En effet je répéterai une fois de plus qu'une loi n'a de chances de pénétrer dans la pratique et d'être acceptée par la population que si elle est conforme à ses mœurs. Or la quotité disponible actuelle n'est à peu près pas utilisée dans la plus grande partie de la France. On trouve déjà qu'il est injuste que le père de famille donne le quart de ses biens par préciput à un de ses enfants ; que serait-ce s'il pouvait en donner les trois cinquièmes ? Et s'il est parfois possible de modifier les mœurs, il faudrait pour cela faire accepter d'abord et faire passer dans la pratique courante la donation préciputaire du quart, avant de vouloir élever cette donation aux trois cinquièmes.

Enfin cette proposition n'est pas intéressante parce qu'il

ne se trouvera pas dans l'état actuel des esprits, une majorité au Parlement pour l'adopter. Car, encore de nos jours, tout ce qui ressemble de près ou de loin au droit d'aînesse fait l'office d'un épouvantail.

Mais s'il n'est pas possible ni souhaitable d'augmenter la quotité disponible, il y aurait cependant quelques modifications à apporter aux règles de la réserve. Comme conséquence de la suppression de la règle de l'égalité en nature dans les partages, que j'ai jugée nécessaire, il faudrait également supprimer la faculté pour les réservataires d'exiger leur part en nature. Sans doute la modification de l'article 832, telle que je l'ai proposée, s'appliquerait à la réserve comme à la quotité disponible. Mais cette réforme serait parfois insuffisante, car son application se heurterait à des textes spéciaux à la réserve.

On sait, en effet qu'actuellement lorsque les donations faites par le « de cujus » dépassent la quotité disponible, les héritiers réservataires ont le droit de faire réduire ces libéralités de tout l'excédent et que en principe, d'après l'article 866, la réduction se fait en nature, si cela peut avoir lieu commodément et « dans le cas contraire, si l'excédent est de plus de la moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en totalité, sauf à prélever sur la masse la valeur de la quotité disponible ». Ce n'est que lorsque la quotité disponible est supérieure à la moitié de la valeur de l'immeuble que le donataire peut conserver cet immeuble et est seulement obligé de restituer à la masse successorale, une valeur équivalente à l'excédent de la quotité disponible. Il faudrait donc supprimer cette règle de la réduction en nature et permettre, au moins lorsque le donataire serait un succésible en ligne directe, la réduction en valeur, dans toutes les hypothèses, quel que soit le montant de cette réduction.

C'est d'ailleurs ce qu'à fait la loi du 31 mai 1924 (1) pour l'Alsace-Lorraine, dans son article 73 :

« Lorsque le don ou legs, fait à un successible en ligne directe ou au conjoint survivant, a pour objet une exploitation agricole, industrielle ou commerciale unique, le donataire ou légataire peut, par dérogation à l'article 866 du Code Civil, retenir en totalité l'objet de la libéralité, même si la valeur de cet objet excède la quotité disponible et quel que soit cet excédent, sauf à récompenser les co-héritiers en argent ou autrement ».

Il n'y aurait donc qu'à étendre le bénéfice de cet article 73 à toute la France et le principal inconvénient de la réserve serait supprimé : les parents pourraient désormais transmettre leurs biens à un de leurs enfants, sans avoir à craindre que le bénéfice de cette donation soit anéanti par l'action en réduction de leurs autres enfants. Le donataire devrait sans doute leur rembourser le montant de leur réserve ; mais il conserverait en nature les biens à lui donnés.

Mais si, au point de vue pratique, cette réforme serait suffisante, au point de vue théorique, il y aurait avantage, je crois, à aller plus loin et à considérer le droit des réservataires, non plus comme un droit sur les biens de la succession eux-mêmes, mais comme un simple droit de créance contre cette succession ; droit de créance privilégié évidemment et qui passerait avant celui de tous autres ayants-droit à titre gratuit sur l'hérédité et avant tous les créanciers des donataires. Il n'y aurait, je crois aucun inconvénient à cela.

D'ailleurs l'adoption de la réforme indiquée ci-dessus aboutirait en fait à ce résultat chaque fois que le père de famille aurait lui-même disposé de ses biens. Les réservataires ne pouvant en effet obliger le donataire à remettre les biens en nature dans la succession, n'au-

(1) *Journ. Off.* 3 juin 1924 (applicable pendant une période de dix ans).

raient qu'un droit de créance contre lui. Mais en dehors de ce cas, en théorie au moins, le droit réel des réservataires subsisterait ; en théorie seulement, car en fait, grâce à la suppression de la règle du partage en nature, le juge lui-même ne serait pas obligé de leur attribuer des biens de la succession et pourrait les réduire à un simple droit de créance contre un héritier attributaire des biens. Et c'est justement pour éviter cette discordance entre les principes théoriques et ce qui se passerait en pratique, qu'il conviendrait je crois de considérer la réserve comme un droit de créance. Ce serait là une solution plus franche, qui ne pourrait soulever de contestations et qui, à la condition que ce droit de créance soit clairement défini et que son rang soit fixé d'une façon précise, ne comporterait aucun risque pour le réservataire.

Et ainsi grâce à cette réforme et à celle de l'article 832, il serait possible dans tous les partages de tenir compte de l'intérêt des exploitations et de ne pas diviser celles-ci, toutes les fois que cela serait utile. ,



Quatrième Section

Réforme fiscale. —

Il y aurait encore une autre réforme, qui, elle aussi éviterait dans bien des cas la division des exploitations et serait susceptible de favoriser la transmission intégrale du patrimoine. Et cette réforme consisterait dans une refonte de notre régime fiscal en matière de partage de succession. Tel qu'il est organisé en effet, il constitue une véritable prime au morcellement des héritages : Alors que le droit de partage proprement dit, perçu

sur l'actif net, lorsqu'il y a partage en nature, que chacun des héritiers prend sa part des biens de la succession, est d'un taux insignifiant : 0,75 %, l'héritier qui veut racheter les parts de ses frères ou sœurs et reconstituer sur sa tête le patrimoine paternel, voit frapper ces acquisitions du taux prohibitif de 13,50 ou 16,50 %, suivant que leur valeur ne dépasse pas ou dépasse cinq mille francs. Comment veut-on avec de tels principes fiscaux que la transmission intégrale s'implante en France ? Le fisc ne fait aucune différence entre les cessions de parts de succession, faites entre co-héritiers et les ventes ordinaires et leur applique les mêmes tarifs, tandis qu'il ne perçoit qu'un droit minime sur les partages en nature. Sans doute dira-t-on, les héritiers ont déjà payé les droits de mutation par décès, le partage n'est qu'un acte accessoire qu'il serait injuste de frapper d'un droit élevé. Je suis parfaitement de cet avis ; mais lorsque l'indivision vient à cesser par une cession de droits, faite par tous les co-héritiers à l'un d'eux, est-ce que les droits de mutation par décès n'ont pas été pareillement payés ? La raison vaut donc dans l'un et l'autre cas.

Actuellement l'héritier qui veut constituer une exploitation agricole n'a aucun avantage à acquérir des biens de la succession plutôt que d'autres, les droits d'enregistrement sont en effet les mêmes. Aussi, s'il pense pouvoir acheter d'autres plus à sa convenance, il laissera procéder au partage en nature de la succession. Ou bien dans d'autres cas, supputant les frais d'enregistrement qu'entraîne une cession de droits, il n'offrira à ses co-héritiers qu'un prix diminué du montant de ces droits, que ceux-ci trouveront insuffisant et qui leur fera préférer le partage en nature.

Il faudrait donc faire une distinction au point de vue fiscal entre les acquisitions faites d'héritier à héritier pour mettre fin à l'indivision et les acquisitions faites entre

étrangers. Et d'autre part, il faudrait aménager les droits de partage de façon à ce qu'ils ne constituent plus une prime au morcellement. Il y aurait là pour le législateur un moyen certainement très efficace de favoriser la transmission intégrale du patrimoine.

Dans cet ordre d'idées, il faut signaler une proposition de loi déposée par M. Champetier de Ribes en décembre 1932 (1). J'ai dit plus haut que l'article 18 de la loi du 31 mars 1931 a exonéré des droits de mutation par décès, sous certaines conditions, les patrimoines ruraux de petite et moyenne importance. Mais cette disposition très favorable à la conservation des exploitations agricoles est cependant insuffisante et mal conçue. Elle est mal conçue car elle favorise surtout les fils uniques. En effet le fils unique, héritier de tout le patrimoine paternel, n'a désormais dans les limites d'application de la loi, aucun droit à payer pour recueillir la succession de ses parents ; tandis que l'enfant membre d'une famille nombreuse, qui veut conserver l'exploitation agricole de ses parents, ne paiera sans doute pas de droits de mutation par décès, lui non plus, mais sera obligé de payer de lourds droits de mutation entre vifs sur la valeur des parts de ses co-héritiers, qu'il lui faudra racheter. Cette disposition est par suite insuffisante, car les droits de mutation entre vifs sont autrement lourds que ceux de mutation par décès. C'est pour ces motifs que M. Champetier de Ribes et certains de ses collègues ont proposé l'adoption du texte de loi suivant :

« Article unique. — Les cessions de droits successifs, les donations-partages et les soultes de partages, qui ont pour objet la transmission entre héritiers en ligne directe de leurs auteurs communs, de tout ou partie des immeubles visés à l'article 10 de la loi du 31 mars 1931, sont, sous les conditions stipulées au dit article, exonérés tant des droits de mutation à titre onéreux que de la taxe exceptionnelle de première mutation ».

(1) V. *Revue Politique des Idées et des Institutions* (15 mars 1933).

Je ne verrai d'ailleurs, quant à moi, aucun inconvénient à un relèvement modéré du droit de partage (actuellement 0,75 %), pour compenser, au moins partiellement, la perte résultant pour le Trésor de l'adoption de cette proposition de loi. Si l'on veut obtenir des résultats en cette matière, il faut en effet en prendre les moyens et je crois que cette modification à notre régime fiscal, exonérant des droits de mutation sous certaines conditions le cessionnaire ou l'attributaire de l'exploitation agricole et frappant au contraire plus lourdement les co-héritiers qui voudraient procéder à un partage en nature, produirait de bons résultats.



Cinquième Section

Réforme du partage judiciaire lorsqu'il y a des mineurs parmi les héritiers

Bien que je ne me sois proposé de n'étudier ici que les réformes de fond à apporter à notre législation successorale, je ne puis passer sous silence une modification aux formes de certains partages, qui a été souvent demandée et qui me paraît indispensable, et qui d'autre part contribuerait, elle aussi, à assurer la transmission intégrale des patrimoines. Je veux parler des partages de succession où sont intéressés des mineurs. D'après l'article 838 du Code Civil, dans tous les cas où des mineurs figurent en qualité d'héritiers dans une succession, le partage de celle-ci doit obligatoirement avoir lieu en justice ; et ici comme dans tous les partages judiciaires, le tribunal ne peut qu'appliquer les règles strictes du partage en nature. Cette disposition a été manifestement édictée en vue de sauvegarder les intérêts des mineurs. Mais tel que le partage judiciaire est organisé par nos lois, il tourne bien souvent à

son propre désavantage et à celui de tous les co-héritiers d'ailleurs : « Ses avantages, s'ils peuvent servir quelquefois des intérêts menacés, sont toujours payés fort cher par l'ensemble des co-héritiers, y compris celui que la loi entend protéger » (1). ?

On connaît en effet dans ses grandes lignes le processus du partage judiciaire : Le tribunal saisi de l'action en partage commet un notaire chargé de procéder aux opérations, un juge commissaire qui devra faire un rapport et un expert (à moins que les parties ne s'entendent pour le choisir elles-mêmes) qui procèdera à l'estimation des biens et à la composition des lots. Si la majorité des héritiers le désire, les meubles sont vendus pour payer les dettes. Quant aux immeubles, ils ne doivent pas, en principe, être vendus, à moins qu'ils ne soient impartageables ; dans ce dernier cas on procède à la licitation, c'est-à-dire à la vente aux enchères avec son cortège de formalités : affiches, délais, ministère de l'avoué obligatoire si la vente a lieu à la barre du tribunal, etc. Lorsque le tribunal reconnaît que les biens sont partageables en nature et après que le notaire a procédé à la formation de la masse successorale, l'expert forme les lots selon les règles des articles 826 et 832. Une fois les lots composés le notaire rédige un rapport contenant les résultats des opérations. Ce rapport est soumis à l'homologation du tribunal. Ensuite il est procédé au tirage au sort des lots et le notaire dresse procès-verbal de ce tirage au sort. On conçoit que par suite de ces formalités sans nombre qu'exige le partage judiciaire et dont j'ai indiqué les plus importantes, sans m'attarder aux multiples significations, requêtes... etc., qui en sont la suite nécessaire, le plus clair de la succession soit absorbé par les frais.

(1) PLANIOL et RIPERT, T. 4 ; p. 607.

D'ailleurs en dehors de cette question de l'énormité des frais qu'entraîne un partage judiciaire et dont je donnerai un exemple tout-à-l'heure, on peut se demander quelle est l'utilité pour le mineur de recourir à ces formalités sans fin. Est-ce que le conseil de famille ne serait pas plus apte à juger des intérêts du mineur, à les sauvegarder et à les défendre, le cas échéant, qu'un tribunal composé d'hommes qui ne connaissent pas du tout ce mineur, ignorent tout de sa situation, de ses aptitudes et de ses besoins ?

C'est en présence de cette double considération de l'énormité des frais du partage judiciaire et de l'inutilité des formes de ce partage pour sauvegarder les intérêts du mineur, que la pratique a cherché à éluder les prescriptions de l'article 838. Elle use pour cela de divers procédés. D'abord du pacte d'indivision, prévu par le second alinéa de l'article 815 et que le tuteur peut consentir avec la simple autorisation du Conseil de famille. A l'abri de ce pacte, il est possible d'attendre la majorité du mineur pour procéder à un partage amiable. Mais cette stipulation n'est valable que pour une durée maxima de cinq ans et cela peut être dans bien des cas insuffisant pour attendre la majorité du mineur. D'autre part l'indivision est souvent très préjudiciable à la bonne exploitation des biens de la succession.

Aussi dans d'autres cas procède-t-on à un partage amiable, comme s'il n'y avait pas de mineurs et l'un ou plusieurs des héritiers majeurs se portent forts du consentement de l'incapable lorsqu'il aura atteint sa majorité. Ce procédé a l'inconvénient de rendre le partage incertain jusqu'à la ratification du mineur.

Enfin on a eu l'ingénieuse idée de se servir de l'article 467 du Code Civil qui autorise les transactions concernant les biens de mineurs, faites par le tuteur autorisé du Conseil de famille, à condition que cette transaction soit sou-

mise à l'avis de trois juriconsultes et à l'homologation du tribunal. On simule donc un litige entre les héritiers au sujet des biens de la succession et l'on procède à une transaction relativement à ces biens, que l'on soumet à l'avis de trois juriconsultes et que l'on fait ensuite homologuer par le tribunal ; et le partage de la succession a lieu ainsi sans employer les formes judiciaires. Il est bien évident que toutes les fois où ce litige et cette transaction n'existent pas véritablement et sont simplement simulés pour les besoins de la cause, ce procédé qui est passé dans la pratique sous le nom de partage transactionnel, est absolument illégal et constitue en l'état actuel des textes, une véritable fraude à la loi. Les juges l'admettent pourtant dans la plupart des cas en présence des inconvénients du partage judiciaire.

C'est ce procédé, qu'a inventé la pratique, qu'il faudrait régulariser par une consécration législative. Ce serait, je crois, la meilleure réforme à apporter aux partages judiciaires où figurent des mineurs. Car si on peut admettre à la rigueur que les partages judiciaires faits entre majeurs soient onéreux et encombrés de formalités, afin de diminuer le nombre de ces partages et d'engager ainsi les héritiers à s'entendre à l'amiable, il est nécessaire au contraire que, pour les mineurs les frais soient réduits au minimum et que tout en maintenant les formalités indispensables pour sauvegarder leurs intérêts, on supprime toutes celles qui ne concourent pas à ce but.

D'autant plus que ces formalités étant obligatoires pour tous les héritiers, dès qu'il se trouve un mineur parmi eux, il ne faut pas que ces sortes de partage aient l'apparence d'une pénalité à leur égard, idée qui au contraire peut se défendre, je viens de le dire, dans les partages faits exclusivement entre majeurs.

Le partage transactionnel serait donc à mon avis le procédé le plus apte pour arriver au partage des successions

où sont intéressés des mineurs. En effet ces partages sont faits sous le contrôle du Conseil de famille et j'ai dit plus haut qu'il était le mieux placé pour apprécier les intérêts du mineur. On a prétendu qu'il ne possédait pas les caractères d'indépendance nécessaire, ses membres étant souvent eux-mêmes héritiers et par suite directement intéressés au partage. Mais l'affection qu'ils portent au mineur doit suffire à contrebalancer cet intérêt personnel. D'autre part s'il peut arriver que certains membres du Conseil de famille soient intéressés au partage, le représentant du mineur, qui procède à ce partage en son nom, ne pourrait jamais y avoir des intérêts personnels ; car le tuteur qui doit jouer lui-même normalement ce rôle de représentant, doit être remplacé par le subrogé-tuteur, ou par un tuteur « ad hoc » chaque fois que ses intérêts sont en opposition avec ceux du mineur. D'autre part la présence du juge de paix, les conseils du notaire rédacteur de l'acte, l'avis des trois jurisconsultes et l'homologation du Tribunal suffisent, je pense, à satisfaire les plus difficiles quant à la certitude de l'application des règles légales relativement aux droits successoraux du mineur et aux dispositions ayant trait au partage.

Enfin quant aux frais et aux lenteurs qu'entraînent respectivement le partage transactionnel et le partage judiciaire, ce dernier ne peut soutenir la comparaison. Qu'on en juge plutôt par les deux exemples suivants :

Le 25 février 1931, le Tribunal civil de Mende (Lozère) ordonnait le partage des biens dépendant d'une succession, situés dans le canton de Villefort (Lozère). En l'espèce, le partage judiciaire avait été demandé par suite de la présence de mineurs parmi les héritiers et par suite également de l'impossibilité où se trouvaient les héritiers de s'entendre à l'amiable ; mais l'entente aurait-elle régné parmi eux que la présence des mineurs aurait néanmoins rendu nécessaires les formalités du partage judiciaire. Le

cas n'en est donc pas moins probant. Le tribunal désignait par le même jugement un expert pour estimer les immeubles. Celui-ci déposa son rapport le 24 novembre 1931 et le partage en nature ayant été reconnu impossible, le 24 février 1932 le Tribunal Civil de Mende ordonnait la licitation et commettait pour y procéder Maître Alméras, notaire à Villefort. Le 30 octobre, la vente des biens dépendant de la succession eut lieu en huit lots. Au feu des enchères sept lots furent adjugés, le huitième seul ne trouva pas acquéreur. Le 8 février 1933, ce huitième lot fut remis en vente à la barre du tribunal avec un autre lot qui avait été surenchéri. Enfin le 20 décembre 1933 fut rendu le jugement d'homologation du rapport liquidatif du notaire. Le montant des prix d'adjudication s'éleva à la somme de vingt-cinq mille six-cent-quatre-vingts francs. Ces immeubles constituaient avec quelques meubles sans valeur tout l'actif de la succession.

Sait-on à combien se sont élevés les frais de partage et de poursuite de vente, les droits de timbre et d'enregistrement, les remises au notaire et aux avoués, les honoraires de l'expert, les frais de signification, en un mot l'ensemble des frais de toute sorte occasionnés par ce partage judiciaire ? J'ai eu la curiosité de faire l'addition et le total s'est élevé à la somme de 14.226 fr. 30. Et sur cette somme celle de 8.325 fr. 10 représente uniquement les frais de partage et de poursuite de vente, exposés au jour de l'adjudication, et ceux entraînés par le jugement d'homologation du rapport liquidatif du notaire, qui doivent être prélevés sur l'actif avant tout partage et qui par suite seront directement supportés par les héritiers. Le surplus représente principalement les droits d'enregistrement, de transcription, les remises proportionnelles... etc., qui ont été payés par les adjudicataires.

Ainsi pour un actif de 25.680 frs les frais entraînés par

un partage judiciaire s'élèvent à la somme de 14.226 fr. 30 et dépassent ainsi la moitié de l'actif. Il est vrai, que dans l'espèce, l'entêtement d'une des parties, qui n'a pas voulu constituer avoué et a fait défaut pendant toute la procédure, a entraîné des frais supplémentaires, par suite de la nécessité de lui signifier tous les actes à domicile. Il n'en reste pas moins que la proportion des frais est manifestement exagérée par rapport à la valeur de l'actif et que, comme je le disais, les frais du partage judiciaire absorbent le plus clair de la succession.

J'ai en encore la curiosité d'examiner à combien se montaient les frais mis à la charge de chaque adjudicataire. Ici certaines constatations sont véritablement renversantes. J'ai dit plus haut que le huitième lot n'avait pas trouvé preneur à la première adjudication et avait été remis en vente et adjugé à la barre du tribunal. Ce lot, d'une valeur insignifiante, fut mis aux enchères lors de la seconde vente, sur la mise à prix de 600 francs. Il fut adjugé pour la somme de 1050 francs. Or en plus de son prix d'adjudication, soit 1.050 francs, l'adjudicataire dût payer comme frais de cette adjudication, frais de remise en vente et de baisse de prix, remise aux avoués, droits d'enregistrement... etc., la somme de 1.330 fr. 55 ! Comment s'étonner après cela que les ventes de biens de mineurs, ou d'immeubles indivis où sont intéressés des mineurs, ne produisent souvent que des sommes dérisoires par rapport à la valeur de ces biens ?

E voici maintenant afin de rendre la comparaison plus facile, un exemple de partage transactionnel. En l'espèce l'actif de la succession consistait uniquement en un immeuble bâti sis à Villefort. Cet immeuble était impartageable en nature, mais un des héritiers offrait de le reprendre en entier et de payer leur part en argent aux autres ayants-droit. Mais, par suite de la présence d'un mineur, il était impossible de procéder à cet arrangement

à l'amiable. On eut donc recours à un partage transactionnel. Par délibération en date du 22 décembre 1932, le Conseil de famille du mineur, autorisa le tuteur à procéder à ce partage ; l'acte fut signé le 5 mars 1933, après avoir été approuvé par une nouvelle délibération du Conseil de famille. Et après homologation du Tribunal, le 17 août, suivant quittance notariée, les soultes dûes aux divers co-héritiers étaient payées par l'attributaire de l'immeuble. Cet immeuble avait été évalué à la somme de 28.000 frs., c'est-à-dire à une somme légèrement supérieure à la valeur de l'actif dans le partage judiciaire dont il a été question plus haut. Et les frais entraînés par ce partage s'élèvent à la somme de 5.470 fr. 70, y compris les frais de la quittance constatant le paiement des soultes.

Ainsi suivant que l'on emploie le procédé du partage judiciaire ou celui du partage transactionnel, on voit la différence de frais qu'entraîne le règlement de deux successions d'une importance sensiblement égale. Alors que dans le partage transactionnel que je viens de citer, les frais se sont élevés seulement à 5.470 fr. 70, en totalité à la charge de l'attributaire de l'immeuble, dans le partage judiciaire ces frais ont été, ainsi que je l'ai dit, de 14.226 fr. 30, soit près du triple. Et sur cette somme, 5.901 fr. 20 seulement ont été mis à la charge des adjudicataires. Le surplus, soit 8.325 fr. 10, constituant les frais proprement dit de partage, de poursuite de vente et du jugement d'homologation, ont été prélevés sur l'actif de la succession et par suite sont directement supportés par les héritiers. Je veux bien admettre que dans le cas particulier dont je m'occupe, une partie de ces frais a été entraînée par le défaut d'un des héritiers. Mais, même en évaluant à deux mille francs ces frais anormaux, il ne reste pas moins une somme de plus de six mille francs sur un actif de vingt-cinq mille, dont les héritiers auraient pu éviter le débours par l'emploi du partage transaction-

nel. On voit que le législateur fait vraiment payer un peu cher aux héritiers et aux mineurs eux-mêmes, la protection qu'il accorde à ces derniers.

Quant aux délais que demande l'accomplissement des différentes formalités du partage judiciaire et du partage transactionnel, les exemples donnés ci-dessus sont aussi instructifs. Alors qu'en sept ou huit mois la procédure du partage transactionnel était achevée et chaque héritier nanti de sa part, il a fallu près de trois ans pour que les multiples formalités du partage judiciaire fussent achevées. Ici encore il faut cependant faire remarquer que le défaut d'un des héritiers a entraîné certaines longueurs de procédure.

DEUXIEME CHAPITRE

Institution d'un régime spécial de transmission des exploitations agricoles.

Je viens d'indiquer qu'elles devraient être à mon avis, les réformes d'ordre général qu'il serait indispensable d'apporter à l'ensemble de notre régime successoral. Mais ne faudrait-il pas aller plus loin et instituer un régime spécial de transmission pour les exploitations agricoles, comme cela existe dans divers pays et en particulier en Allemagne ?

On sait en effet que le gouvernement allemand a promulgué le 3 octobre 1933 une loi étendant à tout le territoire du Reich l'application de la loi sur les héritages des propriétés paysannes, qui était en vigueur en Prusse depuis le 15 mai. D'après cette loi, toute propriété rurale, ne comprenant qu'une exploitation, cultivée par le propriétaire lui-même, avec seulement l'aide de sa famille, et dont l'étendue ne dépasse pas cent vingt-cinq hectares,

constitue un domaine héréditaire soumis à un régime spécial de transmission. Son propriétaire n'a pas le droit de le partager entre ses enfants et il passe dans son intégralité à un seul d'entre eux. Le choix de cet héritier est fait soit par le père, soit par les héritiers eux-mêmes, soit par le tribunal. L'héritier prend le domaine quitte de toutes dettes et charges et bénéficie d'une réduction des droits de succession. Seul, le surplus de la fortune paternelle est partagé entre les enfants, car ceux-ci n'ont aucun droit sur le domaine héréditaire et ne reçoivent aucune soulte en représentation de leur part. Néanmoins l'héritier attributaire du domaine est tenu d'assurer l'éducation et la subsistance de ses frères ou sœurs jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de dix-sept ans et il doit leur faire apprendre un métier. Il doit également les recueillir et les entretenir à la ferme lorsqu'ils en ont besoin.

Le titre de paysan est réservé à ces propriétaires possédant un domaine héréditaire. Tous les autres cultivateurs, fermiers ou métayers n'ont pas droit à ce titre et sont appelés agriculteurs. Ce domaine est inaliénable et ne peut être grevé de charges héréditaires. Les biens qui le composent sont inscrits sur un registre spécial.

Cette loi est absolument obligatoire et toute propriété, qui remplit les conditions voulues, y est nécessairement soumise. Cependant il a été fait exception pour la vallée du Rhin, où un plus grand usage du droit romain en rend l'application intégrale difficile. Elle n'est donc dans cette région que facultative.

Ces dispositions ne font d'ailleurs que ressusciter une vieille institution germanique, qui était actuellement encore pratiquée dans de nombreuses provinces sous le nom d' « Anerbenrecht ».

On voit qu'il n'y a pas que chez nous où l'on se préoccupe de fixer le paysan à la terre et de constituer une puissante classe rurale. Hitler en a, lui aussi, compris les

avantages et, plus hardi que nos législateurs, a immédiatement passé aux actes.

Ce n'est pas, d'ailleurs, que je sois d'avis de copier la loi allemande et de l'appliquer telle quelle en France. La réforme serait vraiment trop brutale. D'autre part j'ai dit et je maintiens qu'il est bon que chacun des enfants reçoive une part assez conséquente du patrimoine paternel. Je ne puis donc admettre qu'un seul d'entre eux soit déclaré attributaire de la propriété entière, sans avoir à payer aucune soulte à ses frères ou sœurs. Car cette propriété constitue à peu près toujours le principal, sinon le seul élément du patrimoine de nos paysans. Mais cependant il y aurait, je crois, quelque chose à faire dans ce sens. C'est en effet pour les propriétés rurales que le système du Code Civil offre le plus d'inconvénients et c'est là qu'il a fait le plus de mal. Si le mal est plus grand, il faut donc lui appliquer un remède plus énergique ; et ce remède pourrait bien consister dans l'établissement d'un système de transmission intégrale des exploitations agricoles.

On a fait à cette idée certaines objections. On a prétendu d'abord que l'établissement d'un système spécial de transmission pour les exploitations agricoles n'était pas souhaitable, parce qu'il ne répondait pas aux mœurs de la population, attachée au partage en nature. J'ai déjà réfuté cette objection : Si l'on reconnaît, at-je dit, que le régime du Code Civil n'est pas satisfaisant, on doit essayer de modifier les mœurs et d'introduire un système de transmission plus adéquat aux nécessités du moment. Et d'autre part j'ai dit également qu'une telle institution ne serait pas contraire aux mœurs de toute la population et que dans certaines régions, en Lozère par exemple, elle ne serait que la consécration législative d'une coutume déjà existante. On a dit encore que cette idée n'était pas réalisable, par suite des difficultés que rencontrerait l'attributaire de l'exploitation agricole pour s'acquitter envers

ses co-héritiers, des soultes qui leur reviendraient. L'exemple lozérien suffit à réfuter cette objection dans beaucoup de cas : ce qui est praticable en Lozère doit l'être ailleurs. D'autre part l'institution du Crédit Agricole, dont j'ai dit quelques mots dans la deuxième partie de cet ouvrage, telle qu'elle fonctionne actuellement en France, donne toute facilité, tout au moins à l'attributaire d'une exploitation rurale de moyenne importance, pour se procurer les fonds nécessaires au paiement de ses co-héritiers.

Aussi, puisque la transmission intégrale du patrimoine a tant d'avantages, en matière rurale surtout, sur le régime actuel, et quoique il soit bien difficile de prévoir les effets d'une telle intervention législative, on pourrait, à mon avis, tenter l'expérience.

Plusieurs propositions de lois ont été déposées à ce sujet ; je vais étudier sommairement celles qui me paraissent les mieux conçues et j'indiquerai en même temps quelles devraient être les grandes lignes de ce système de transmission intégrale, applicable aux exploitations agricoles.

Le 2 décembre 1920, MM. Victor Boret et Adolphe Chéron présentaient une proposition de loi (1) dont l'article premier était ainsi conçu :

« Lorsque un domaine rural d'une contenance inférieure à quarante hectares figure dans une succession, chacun des héritiers et conjoint survivant aura le droit de demander l'attribution intégrale à son profit ou le maintien de l'indivision pour une période déterminée. La demande est adressée au juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession, qui convoque tous les intéressés ou représentants et statue dans les conditions de la présente loi ».

Les articles suivants précisent le mécanisme de l'institution : L'attribution serait de droit lorsqu'elle serait demandée et ne pourrait jamais être refusée. Lorsque les parties seraient d'accord sur la valeur de l'exploitation et qu'elles

(1) Sess. extra. 1920, Doc. Parl., annexe 1745, p. 384,

seraient majeures et maîtresses de leurs droits, le juge de paix procéderait lui-même à l'attribution et fixerait les soultes. A défaut d'accord, ou lorsqu'il y aurait des mineurs, le juge devrait nommer un expert pour faire l'estimation. Et sur son rapport, le juge, après avoir convoqué les parties, fixerait la valeur du domaine et procéderait à l'attribution. Il fallait prévoir également le cas où plusieurs ayants-droit à la succession demanderaient l'attribution. Les auteurs de la proposition de loi donnent la préférence d'abord au conjoint survivant, à la condition qu'il soit co-propriétaire du domaine, ensuite à celui des héritiers qui exploite le domaine. Si aucun d'eux ne peut se prévaloir de ces droits de préférence, le juge les invite à voter sur le choix de l'attributaire et à le désigner ainsi eux-mêmes ; et s'il ne se forme pas de majorité, on a recours au tirage au sort. Enfin, pour assurer la réalisation du but social de la loi, l'article quatre stipule que « l'attributaire du domaine ne peut pendant dix ans l'aliéner en tout ou en partie, à moins d'une autorisation du juge de paix ».

Cette disposition, interdisant à l'attributaire d'aliéner pendant dix ans, est excellente ; car seul l'intérêt social peut justifier cette atteinte à la liberté de chaque héritier, qui se trouve obligé de céder sa part de succession, même contre sa volonté ; et il est, par suite, nécessaire que le but social de la loi, qui est de conserver en France une forte classe de propriétaires paysans, de constituer de vigoureuses familles rurales et, il ne faut pas avoir peur des mots, d'attacher le paysan à la terre, il est nécessaire, dis-je, que ce but soit atteint.

Cependant cette proposition de loi n'est pas entièrement satisfaisante pour plusieurs raisons. Et d'abord, à la formule de l'article premier, exigeant que dans tous les cas la demande d'attribution soit adressée au juge de paix et aux dispositions des articles suivants, d'après lesquelles la

désignation de l'attributaire du domaine ne peut être faite que par lui ou en sa présence, j'estime qu'il serait nécessaire de substituer des dispositions plus larges, permettant au père de famille de procéder lui-même à cette désignation et à la fixation des soultes revenant aux autres enfants, soit par acte entre vifs, soit par testament, et permettant également aux héritiers, lorsque ceux-ci sont tous majeurs et maîtres de leurs droits, de procéder également par eux-mêmes à ces diverses opérations, sans avoir recours à la justice. Il faudrait donc en somme, comme le stipule expressément la loi allemande, que le choix de l'attributaire puisse être fait par le père de famille, à son défaut par les héritiers eux-mêmes et seulement à défaut des uns et des autres, par la justice. De cette façon l'attribution du domaine ne serait faite par le juge de paix qu'au cas où, le père n'ayant pu ou voulu choisir son successeur, les héritiers seraient en désaccord, ou que parmi ceux-ci se trouveraient des mineurs.

A mon avis, en effet, loin de faire de l'attribution intégrale par le juge de paix le rouage essentiel de la réforme, il faudrait que ce mode de procéder ne soit pour ainsi dire qu'un pis aller, employé comme suprême ressource, pour éviter la vente ou le partage du domaine. Et il y a à cela plusieurs raisons :

D'abord le rôle des tribunaux n'est pas de constater les conventions des individus, mais bien de trancher leurs différends ou, par une sorte de justice préventive, de sauvegarder les intérêts de certaines personnes, incapables d'y pourvoir elles-mêmes. Un rôle, dans la transmission des patrimoines, ne peut donc leur être reconnu que si les intéressés n'arrivent pas à régler cette transmission par eux-mêmes et peut être aussi si la présence de mineurs, parmi eux, peut faire craindre que leurs intérêts soient lésés. Mais en dehors de ces deux cas, il n'y a aucune raison de conférer à la justice un pouvoir quelconque dans la trans-

mission des patrimoines. Et de même qu'il en est ainsi actuellement dans notre régime de droit commun, en matière de partage de succession, où, en principe, les intéressés régulent leurs droits comme ils l'entendent et où la justice n'intervient qu'en cas de désaccord ou de la présence de mineurs ; de même dans l'institution de ce mode de transmission intégrale spécial aux exploitations agricoles, il convient de ne faire intervenir la justice que dans ces mêmes cas et de ne faire de son intervention qu'une simple modalité du partage judiciaire, applicable aux biens ruraux, mais qui ne serait employée que dans les cas où le partage judiciaire l'est lui-même.

D'autre part, vouloir rendre obligatoire dans tous les cas l'intervention du juge de paix, pour le choix de l'attributaire du domaine familial, heurterait profondément les sentiments de la population rurale. En effet personne, mais le paysan plus que tout autre peut-être, n'aime à voir la justice — que l'on me pardonne l'expression — mettre son nez dans ses affaires. Et même dans les régions où la coutume de la transmission intégrale est établie, comme en Lozère, les paysans n'accepteraient l'intervention du juge de paix que lorsqu'ils ne pourraient faire autrement et préféreraient de beaucoup régler leurs affaires eux-mêmes. C'est donc le succès de la réforme qui est en jeu. Car si l'on ne veut pas, comme cela est arrivé pour d'autres lois qui ont essayé de réaliser des réformes, mais ont été mal conçues, que celle-ci subisse un échec à peu près complet, il est nécessaire de heurter le moins possible les idées et les préventions de nos paysans.

Aussi serait-il bien préférable de donner au père de famille et aux héritiers eux-mêmes, plutôt qu'à la justice, le droit de choisir l'attributaire du bien rural et de fixer les soultes revenant aux autres héritiers, et de ne faire de l'attribution par le juge de paix qu'une suprême ressource, à employer seulement lorsqu'il ne serait pas possible de

faire autrement. C'est cette manière de procéder, qui heurterait le moins les mœurs ; et même, là où la coutume de la transmission intégrale est établie, elle ne changerait rien aux habitudes de la population. D'autre part — et cela, je pense, n'a besoin d'aucune démonstration — le père de famille et les héritiers sont autrement bien placés pour procéder à un choix éclairé de l'attributaire du domaine rural, que le juge de paix, qui ignore tout des héritiers, de leurs situations, de leurs aptitudes et du domaine lui-même.

Je ferai encore une autre objection à la proposition de loi de Messieurs Boret et Chéron, c'est d'avoir prévu comme limite à la possibilité de la transmission intégrale, un maximum en étendue : quarante hectares. Si un maximum doit être édicté, il serait préférable de le fixer en valeur. Quarante hectares, en effet, représentent quelque chose de très différent suivant la fertilité et les cultures des diverses régions. C'est d'ailleurs ce qu'a compris la Commission de l'Agriculture, chargée d'examiner cette proposition de loi et qui a substitué au maximum de quarante hectares, celui de quarante mille francs.

Mais est-il même nécessaire d'édicter un maximum ? Ne faudrait-il pas appliquer ce régime d'attribution intégrale à toutes les exploitations agricoles, sans distinction ? Je crois que cela serait préférable. J'ai montré en effet, dans la deuxième partie de cet ouvrage, que si la petite et moyenne propriété avait de gros avantages, la grande n'en était pas dépourvue et que, par suite, il était désirable qu'elle ne soit pas anéantie.

Aussi à la limitation de quarante hectares ou de quarante mille francs de MM. Boret et Chéron, je préférerais à ce point de vue tout au moins, la formule d'une autre proposition de loi (1) de M. de Chevalier, d'après laquelle

(1) Sénat, sess. extraord. 1922 ; Doc. Parl. annexe 657, p. 81.

« il serait loisible à chacun des héritiers... de réclamer l'attribution en nature de l'exploitation agricole... qui dépendrait de la succession, à charge de soulte envers les copartageants » et qui consacrerait ainsi le droit pour les héritiers de demander l'attribution intégrale quelle que soit l'étendue ou la valeur de l'exploitation.

Grâce à la réalisation de cette réforme, l'exploitation agricole pourrait, avec le maximum de facilité, se transmettre intégralement du père à un des enfants. Et surtout son grand avantage — celui qui m'en a fait admettre l'idée — serait de créer une sorte d'ambiance favorable à l'établissement de la coutume de la transmission intégrale et en même temps un stimulant, qui engagerait le père de famille et les héritiers eux-mêmes à régler la transmission du patrimoine familial suivant ces nouvelles règles. En effet, de même que le partage judiciaire actuel, avec sa règle d'égalité en nature, partage qui peut être exigé par chacun des héritiers, est arrivé à créer une sorte de préjugé qui amène bien des gens à penser que ses règles ne sont que l'expression de la justice et leur semblent toutes naturelles, et que d'autre part le droit qu'a chacun des héritiers d'exiger ce mode de partage, conduit bien souvent les parties à faire un partage amiable, en se conformant aux règles du partage judiciaire, afin d'éviter précisément qu'un des héritiers ne demande le partage en justice ; de même l'adoption de ce mode de transmission intégrale ferait passer peu à peu celui-ci dans les mœurs et d'autre part chacun des ayants-droit pouvant exiger l'attribution intégrale de la propriété, les héritiers consentiraient souvent cette attribution à l'amiable et le père de famille, lui-même, prendrait l'habitude de désigner son successeur.

Le tout serait que quelqu'un des héritiers veuille profiter de ces facilités. Mais pour engager l'un d'eux à conserver l'exploitation familiale, ne pourrait-on pas aller

plus loin encore dans la voie des réformes et, imitant ce qui se fait en Lozère, le législateur ne pourrait-il pas avantager celui des enfants qui consentirait à reprendre l'exploitation ? J'ai dit que d'après la nouvelle loi allemande, le domaine héréditaire était attribué à l'un des enfants, libre de toute charge et sans que celui-ci ait à payer des soultes à ses co-héritiers. Sans aller si loin, ne pourrait-on pas créer un préciput légal en faveur de celui des enfants qui consentirait à reprendre la propriété ? Ce serait une excellente mesure et d'une efficacité certaine. Mais je me hâte d'ajouter que je ne me fais pas d'illusion sur la réalisation législative d'une pareille réforme. J'ai déjà dit que le droit d'aînesse faisait toujours l'effet d'un épouvantail pour nos législateurs, ainsi que pour la majeure partie de la population et était considéré comme une injustice à l'égard des autres enfants. Je reconnais également qu'il serait difficile de régler d'une façon satisfaisante le mécanisme de cette institution : C'est ainsi que lorsque deux ou plusieurs héritiers s'offriraient à reprendre l'exploitation agricole à qui irait le préciput ? A celui qui serait déclaré attributaire de la propriété, sans doute. Mais s'il n'y a pas grand inconvénient à laisser le juge ou les héritiers eux-mêmes libres de désigner cet attributaire, tant que cette attribution ne viole pas l'égalité, chacun des ayants-droit devant recevoir l'équivalent de sa part en argent, il serait sans doute plus grave de les laisser maîtres de faire cette attribution lorsque celle-ci entraînerait avec elle un droit préciputaire. Je n'en dirai donc pas davantage sur cette question et je conseillerai plutôt aux cultivateurs qui désirent qu'à leur mort, un de leurs enfants reprenne leur exploitation, d'avantager eux-mêmes cet enfant, de « faire un aîné », comme cela se pratique en Lozère et comme le Code Civil le permet.

TROISIEME CHAPITRE

Procédé juridique le plus adéquat pour réaliser la transmission intégrale du patrimoine rural : la donation-partage. Réforme à y apporter pour qu'elle remplisse parfaitement son but.

Et d'abord j'ai besoin d'apporter ici quelques explications sur l'objet de ce chapitre. J'ai dit, dans le chapitre précédent, que dans l'établissement de ce mode spécial de transmission du patrimoine, applicable aux exploitations agricoles, il serait nécessaire de donner en premier lieu aux principaux intéressés, je veux dire au père de famille et aux héritiers eux-mêmes, le droit de choisir l'attributaire du bien rural et de fixer les soultes revenant aux autres ayants-droit, et de ne faire de l'attribution par le juge de paix qu'un suprême moyen à employer seulement à défaut de tous autres. La question se pose donc de savoir par quel procédé juridique il serait préférable que soit faite cette désignation de l'attributaire du domaine rural, en même temps que l'évaluation des soultes dues aux autres enfants, lorsque ces opérations seraient faites par le père de famille ou les héritiers ; ou, en d'autres termes, quel est, en dehors des cas où l'attribution serait faite par le juge, le procédé juridique le plus apte à réaliser la transmission intégrale du patrimoine rural. Et cette question se pose, même si l'on ne songe pas à établir ce mode spécial de transmission dont j'ai parlé dans le chapitre précédent, afin de permettre la réalisation de cette transmission intégrale à tous ceux qui, n'étant pas satisfait du régime actuel du Code Civil, voudraient, de leur plein gré, éviter le partage de leur domaine rural.

Voilà donc l'objet de ce chapitre : rechercher quel est le procédé juridique le plus apte à réaliser la transmission intégrale des patrimoines ruraux, abstraction faite des cas où il serait procédé à cette transmission en justice et pour lesquels, par suite, la question ne se pose pas, la forme juridique de ces transmissions ne pouvant être alors qu'un jugement.

*
* *

Première Section

La donation-partage

En se reportant à la première partie de cet ouvrage, où j'ai fait l'historique de la transmission intégrale du patrimoine, en Lozère, on voit que les paysans lozériens ont usé pour atteindre leur but, suivant les époques, de différents moyens : avant la Révolution, contrat de mariage de « l'aîné » et testament des parents ; depuis la Révolution, contrat de mariage de « l'aîné » et cession de droits ; enfin, depuis la fin du siècle dernier, à ces divers procédés est venu s'ajouter la donation-partage, qui gagne chaque jour du terrain et qui arrivera peut-être à supplanter les autres modes. Et ce sont là, je crois, les seuls procédés entre lesquels on puisse choisir.

Et quant à moi, c'est la donation-partage que j'estime être le procédé juridique le plus apte à réaliser la transmission intégrale du patrimoine rural. Quelles sont les raisons qui me dictent ce choix ?

La principale est que la donation-partage a sur le testament et la cession de droits la supériorité de permettre la transmission de la propriété familiale à « l'aîné » dès que les parents ne sont plus en état, par suite de leur âge, de l'exploiter. En effet, c'est là, dis-je, un avantage,

car le travail de la terre est rude et exige la jeunesse et la santé. Et le propriétaire, au déclin de la vie, hésite davantage à entreprendre des travaux de longue haleine et à échéance éloignée, comme en exige souvent la bonne exploitation d'une propriété rurale. La donation-partage permet donc une meilleure exploitation de la terre ; car elle évite aux propriétés ces alternatives de prospérité et de décadence : prospérité durant la jeunesse et l'âge mûr du propriétaire, décadence durant sa vieillesse. Grâce à ce procédé juridique, la propriété se transmet de génération en génération, constamment dirigée et soutenue par une main ferme et vigoureuse, chacun de ses maîtres successifs passant l'exploitation à un membre de la génération suivante dès les premières atteintes de l'âge.

Elle a de plus l'avantage de retenir le jeune paysan à la terre. En effet, s'il lui faut attendre pour s'établir et reprendre l'exploitation paternelle le décès de ses parents, bien souvent le jeune paysan hésitera et préférera chercher une situation ailleurs ; et l'on devine aisément où, la plupart du temps, il ira chercher cette situation : dans une ville. Tandis que grâce à la donation-partage, dès qu'il sera en âge de s'établir, le père pourra lui céder sa propriété.

Enfin la dernière raison qui me fait préférer la donation-partage à tous autres procédés est que, d'une part, la transmission de la propriété, réalisée par ce moyen juridique, étant faite sous la médiation du père de famille, son influence se fera heureusement sentir dans l'élaboration de ce pacte de famille, dans ce règlement du patrimoine familial ; elle permettra l'attribution de la propriété à celui des enfants le plus apte à l'exploiter et saura éviter ou apaiser tous les différends qui peuvent s'élever entre frères. Et, d'autre part, la donation-partage exigeant l'assentiment des enfants, on n'a pas à redouter, comme dans un testament, que le père de famille abuse de ses droits ; et ainsi chacun des enfants ayant voulu et accepté toutes les

clauses de ce pacte de famille, ils ne pourront avoir plus tard aucune raison de ne pas le respecter. La donation-partage évite donc à la fois les inconvénients de la cession de droits et du testament, et réunit leurs avantages respectifs.

Et si, à toutes ces raisons, il est nécessaire d'ajouter des autorités, j'invoquerai la conviction des notaires lozériens, qui, ainsi que je l'ai dit plus haut, sont, presque à l'unanimité, d'avis que la donation-partage est l'acte le plus adéquat pour réaliser la transmission intégrale des patrimoines ruraux. Et je pense que c'est là une autorité que l'on ne révoquera pas, car leur expérience pratique donne ici à leur avis une valeur toute particulière.

Cependant parmi les autres procédés juridiques, qui servent en Lozère à assurer la transmission intégrale du patrimoine, et que j'ai énumérés plus haut, il faut faire une place à part au contrat de mariage de « l'aîné ». Sans doute cet acte ne peut servir à assurer complètement la transmission intégrale, mais lorsque, comme c'est la coutume en Lozère, les parents veulent faire une donation précipitaire à « l'aîné », il peut être avantageux de lui faire cette donation par contrat de mariage ; surtout lorsque les parents ne sont pas encore décidés à céder leur propriété. En effet, cette donation-précipitaire constitue déjà une sorte de désignation de leur successeur et elle procure au donataire une quasi-certitude d'être un jour l'attributaire de la propriété familiale, pour deux raisons : d'abord, justement parce qu'il est donataire précipitaire et que, en Lozère au moins, cette donation n'est à peu près jamais faite qu'à celui des enfants que les parents ont choisi pour leur successeur ; et ensuite parce qu'il serait trop onéreux pour l'un des autres enfants de racheter non seulement la part virile de ses frères ou sœurs, mais également le quart précipitaire donné par les parents. Et ainsi, grâce à cette donation lui assurant l'attribution fu-

ture de la propriété, « l'aîné » consent à attendre que ses parents fassent la donation-partage de leurs biens. D'autre part, la donation précipitaire, faite de cette façon-là, permet ' « l'aîné » de trouver un parti en mariage plus avantageux, qui lui apportera une dot plus importante, dot qui pourra lui servir plus tard comme capital d'exploitation de sa propriété, ou bien l'aidera à payer les soultes dûes à ses frères ou sœurs.

C'est donc la donation-partage, précédée dans certains cas, là où les mœurs le permettent, de la donation précipitaire par contrat de mariage, qui constitue à mon avis le procédé juridique le plus adéquat pour assurer la transmission intégrale du patrimoine. Mais je n'ai pas encore indiqué comment procéder pour réaliser cette transmission. Au risque de paraître attacher une importance et une valeur excessives aux usages lozériens, de même que, comme mode de transmission du patrimoine rural, j'ai préconisé le régime de transmission intégrale couramment suivi en Lozère, de même, comme moyen juridique pour réaliser cette transmission, je proposerai la donation-partage telle que la conçoivent et la réalisent les notaires lozériens. Je leur ai posé plusieurs questions à ce sujet dans mon enquête et un aperçu de leurs réponses sera, je crois, le meilleur moyen d'apprécier cette conception.

Je leur disais d'abord :

« Le schéma habituel de ces donations-partages n'est-il pas le suivant : 1° Donation par les père et mère (si du moins tous les deux sont encore en vie) de tous leurs biens présents à leurs enfants, dans la proportion suivante : un quart à « l'aîné » (à moins que ce quart ne lui ait été déjà donné dans son contrat de mariage) et les autres trois quarts à partager par égales parts entre lui et ses frères ou sœurs. Pour la composition des lots, les enfants rapportent fictivement le montant des donations à titre d'avance-

ment d'hoirie qui ont pu leur être faites par leurs parents et le montant de ces donations est ensuite précompté sur leur part dans le partage ; 2° Attribution de tous les biens donnés à « l'aîné », chargé de payer des soultes à ses frères ou sœurs ».

Toutes les réponses, sauf quelques variantes de détail, que contiennent certaines d'entre elles, portent que c'est bien là le schéma habituel des donations-partages, telles qu'elles sont réalisées en Lozère.

Mais les parents, après s'être ainsi dépouillés de tous leurs biens, doivent cependant se ménager quelques ressources. Aussi je posais à ce sujet la question suivante :

« Les parents ne stipulent-ils pas une pension à leur profit, comme charge de cette donation ? ».

Sauf trois notaires, dont deux, Maître Gotty, notaire à Nasbinals et Maître Bernon, notaire à Rieutort m'indiquent que les parents se réservent plutôt l'usufruit des biens donnés et Maître Jalbert, notaire à Saint-Chély, qui déclare que cette stipulation de pension est rare, tous les autres m'affirment, au contraire, que toujours ou a peu près les parents, stipulent comme condition de la donation, le paiement d'une pension à leur profit. Et c'est là, je crois, la meilleure façon de procéder, car la réserve d'usufruit au profit des donateurs, en conservant la jouissance et par suite la direction de l'exploitation de la propriété à des vieillards, qui n'ont plus bien souvent la vigueur physique et morale nécessaire, enlève à la donation-partage son principal avantage, qui est, ainsi que je l'ai dit, d'assurer un meilleur rendement du patrimoine familial, en faisant passer cette jouissance et cette direction en des mains plus jeunes, dès que le propriétaire ressent les premières atteintes de la vieillesse. Cette pension alimentaire est d'ailleurs garantie par l'action en résolution pour inexécution des charges et pour plus de sûreté encore, les enfants peuvent

consentir au profit de leurs parents une hypothèque sur les biens donnés.

Je demandais encore aux notaires lozériens :

« Cette pension est-elle mise à la charge de tous les enfants ou bien de « l'aîné » seulement ? »

A cette question dix-sept notaires m'ont répondu que toujours ou presque toujours la pension était mise à la charge de « l'aîné », c'est-à-dire du donataire précipitaire et en même temps attributaire des biens. Huit seulement déclarent que cette pension est mise, soit à la charge de tous les enfants proportionnellement à leurs droits, soit tantôt à la charge de tous, tantôt à la charge de l'attributaire seul. Le paiement de la pension entière par « l'aîné » est la conséquence et la contre-partie naturelle de sa donation précipitaire. Et cette clause enlève, comme je le disais, tout fondement à l'accusation d'injustice que l'on porte contre la donation précipitaire, puisque c'est pour le moins une donation onéreuse.

Enfin toujours au sujet de cette pension, je posais une dernière question :

« Lorsque cette pension est mise à la charge de « l'aîné » seul, n'est-il pas stipulé qu'elle se compensera avec les soins, la nourriture, l'entretien et le logement que « l'aîné » s'engage à fournir à ses parents, tant qu'ils désireront habiter avec lui ? ».

Dix-huit réponses ont été affirmatives. C'est en effet une clause qui facilite considérablement à « l'aîné », surtout lorsqu'il s'agit de modestes paysans, l'acquittement de la pension alimentaire. Il est en effet beaucoup moins onéreux pour lui de nourrir, loger et soigner ses vieux parents que de leur payer une pension en argent. Et tant que l'entente règne entre « l'aîné » et les parents, cette manière de procéder n'offre aucun inconvénient pour ces derniers. Mais il est évident qu'il ne faut jamais, dans ce

cas, oublier de stipuler que les parents pourront cesser cette co-habitation quand bon leur semblera et qu'alors le paiement de la pension deviendra exigible.

Ainsi en Lozère, la donation-partage est un pacte de famille qui peut se résumer ainsi : Donation par les parents de tous leurs biens à leurs enfants ; attribution de ces biens à l'un des enfants, à charge de soulte au profit des autres. Et comme contre-partie de cette donation, ou plutôt, la plupart du temps, comme contre-partie de la donation précipitaire à « l'aîné », les parents stipulent une pension à leur profit ; pension qui bien souvent n'est pas payée en argent mais en nature. D'ailleurs, comme me l'indiquent certains notaires, même lorsque la pension est payable en argent, les parents se réservent parfois quelques droits d'usage ou d'habitation. Voilà comment se pratique, en Lozère, ce procédé juridique de la donation-partage. Et je crois que tel quel, ou plutôt avec quelques variantes de détail, afin de l'adapter aux diverses situations particulières, suivant les régions, il pourrait être pratiqué par la presque unanimité des paysans français.

*
* * *

Deuxième Section

Réformes à apporter à la donation-partage pour qu'elle remplisse parfaitement son but.

Si je prétends que la donation-partage est le procédé le plus adéquat pour réaliser la transmission intégrale des patrimoines ruraux, ce n'est pas que j'ignore ses inconvénients, ni que la pratique lozérienne ait découvert le moyen de les supprimer. Je sais que ceux-ci sont graves, si graves même, que certains combattent l'usage des donations-partages. Et il est évident, en effet, que lorsque on lit les quel-

ques textes que les rédacteurs du Code ont consacré à cette institution, en s'éclairant des décisions de la jurisprudence et des commentaires de la doctrine, l'on est effrayé du nombre de causes de nullité ou de rescision que comporte une donation-partage : d'abord causes de nullité applicables à toutes les donations ; ensuite causes de nullité particulières aux donations-partages, telles que l'omission d'un enfant, la rescision pour lésion, la réduction pour atteinte à la réserve, la nullité pour composition irrégulière des lots, la nullité de la cause de réversion de pension entre époux. Et l'on comprend qu'en présence de toutes ces causes de nullité et de la fragilité des droits des donataires, qui en résulte, fragilité accrue encore par certaines conditions particulières à ces actions, telles que la durée et le point de départ de la prescription, le moment de l'évaluation de la lésion, conditions sur lesquelles je reviendrai ultérieurement, certains auteurs et même beaucoup d'hommes d'affaires, avocats ou notaires, conseillent de ne pas faire de ces sortes d'actes.

Mais si l'on se tourne vers les praticiens ruraux, on entend cependant un autre son de cloche. J'ai déjà dit que les notaires lozériens considèrent la donation-partage comme le procédé le plus apte à réaliser la transmission intégrale des patrimoines. Et l'on comprend leur opinion, lorsque l'on sait qu'en fait ces donations-partages sont à peu près toujours respectées en Lozère et que, malgré tous les textes édictant des nullités à leur égard, elles ne sont pour ainsi dire jamais attaquées. C'est en effet ce qui résulte des réponses faites à la question suivante que j'avais insérée dans mon enquête :

« Ces donations-partages sont-elles respectées par les enfants, ne sont-elles pas attaquées par eux à la mort des parents ? ».

Sauf Maître Bresson, notaire à Langogne, qui me dit

qu'avant 1920, ces actes étaient parfois attaqués, tous les notaires affirment que les donations-partages ne sont jamais ou très rarement attaquées par les enfants.

Que faut-il conclure de cette diversité d'opinion ? D'abord qu'un pessimisme absolu à l'égard des donations-partages n'est pas de mise. Sans doute ces actes ne sont pas partout aussi bien respectés par les donataires qu'en Lozère et les recueils d'arrêts enregistrent chaque année de nombreuses décisions à leur sujet ; mais quelle est l'institution juridique qui n'est pas, plus ou moins, une source de procès ? Cependant, il n'est pas douteux que ce procédé juridique comporte des dangers, à la fois pour les donataires et les donateurs et arrive à enlever à la propriété toute stabilité et toute sécurité. Mais ceci ne tient pas à la nature de la donation-partage, mais vient seulement de la manière défectueuse dont le législateur a réglementé cette institution et en partie aussi de la façon étroite dont la jurisprudence a interprété les règles posées par les rédacteurs du Code. Aussi serait-il assez facile de faire disparaître ces graves inconvénients par quelques réformes. Il faut donc examiner quelles pourraient être ces réformes. C'est ce que je vais faire, d'ailleurs brièvement, car un grand nombre d'études ont paru sur cette question et de nombreux auteurs ont parfaitement déterminé quels étaient les inconvénients de la donation-partage telle qu'elle est réglementée par le Code et quelles modifications devraient être apportées à cette réglementation. (1).

L'on sait que la donation-partage est soumise à toutes les conditions et règles de fond et de forme des donations. Je ne veux pas étudier ici ces règles générales et les causes de nullité qui peuvent en découler. La plupart d'entre elles

(1) V. en partic. sur ces questions : R. DUGAS : *Causes de nullité et de rescision du partage d'ascendant* ; P. SIMONIN : *De la réforme du partage d'ascendant* ; A. LACOSTE : *Les réserves d'usufruit ou de rente viagère dans les partages d'ascendant...* etc.

ne soulèvent aucune objection. Je me contenterai seulement de dire quelques mots de l'acceptation de la donation-partage lorsque parmi les donataires se trouvent des mineurs et de l'influence du régime dotal sur la donation-partage.

La donation-partage étant soumise aux règles de forme des donations, il en résulte que lorsque parmi les donataires se trouvent des mineurs, il est inutile de recourir aux formalités du partage judiciaire et « que le partage entre vifs peut être accepté, conformément à l'article 935, non seulement par le tuteur quel qu'il soit, avec la seule autorisation du Conseil de famille, mais encore par tout ascendant des mineurs, sans aucune autorisation du Conseil de famille et fors même qu'il ne serait ni tuteur, ni curateur » (1). Mais ceci a besoin de quelques précisions. Et d'abord il est bien évident que l'ascendant donateur ne peut lui-même accepter la donation qu'il fait à son enfant mineur. Cependant l'on admet en pratique qu'au cas de partage conjonctif l'acceptation croisée est suffisante, c'est-à-dire l'acceptation de la donation du père par la mère et de la mère par le père. Il suffit donc de rédiger dans ce cas l'acceptation avec assez de précision, afin d'éviter cette énormité juridique d'une donation faite et acceptée par la même personne. Et lorsque la donation-partage est faite par un seul ascendant, il faut, si possible, faire intervenir un autre ascendant (père, mère, grand-père, grand'mère... etc.), qui acceptera la donation, ou à défaut d'ascendant faire accepter cette donation par le tuteur autorisé du conseil de famille ; ce qui n'entraîne pas de gros frais. Ce procédé de l'acceptation de la donation par un ascendant ou par le tuteur autorisé du conseil de famille ne peut d'ailleurs être employé que si la masse des biens partagés dans l'acte de donation-partage ne comprend que

(1) DEMOLOMBE : Cours de Code Napoléon ; vol. 23, p. 30.

des biens donnés par l'ascendant. Si elle comprend d'autres biens et en particulier ceux de l'ascendant prédécédé, leur partage ne peut être fait de cette façon ; il est absolument nécessaire, au cas où parmi les héritiers se trouvent des mineurs, de procéder au partage en justice. La réunion en une seule masse des biens donnés et de ceux de l'ascendant prédécédé, ne peut avoir lieu que si tous les héritiers donataires sont majeurs. La jurisprudence est absolument constante en ce sens (1).

Le régime matrimonial des donateurs peut être parfois une grave entrave à la pratique des donations-partages. L'on sait en effet que, sous le régime dotai, la femme ne peut donner ses biens dotaux, si ce n'est pour l'établissement de ses enfants (2). Il est par suite à peu près toujours impossible à la femme mariée sous ce régime de faire une donation-partage de ses biens dotaux entre ses enfants. Car tous ne s'établissent pas à la fois, ce qui serait nécessaire pour sa validité, la donation-partage devant être faite à tous les enfants ; la plupart sont, au contraire, établis depuis longtemps lorsqu'elle se décide à se démettre de ses biens. Quoique le régime dotal ne soit pas actuellement très en faveur et perde chaque jour du terrain, il est encore assez souvent adopté dans certains milieux ruraux. Il y a donc là un sérieux obstacle à la pratique des donations-partages. Car ainsi que le dit un arrêt de la Cour de Grenoble du premier avril 1908 (3), « au cas où des biens dotaux auraient été compris dans une donation-partage l'acte serait frappé de nullité totale ».

Ainsi que cela a été souvent demandé, il serait donc utile d'étendre le droit qu'a la femme dotale de faire des donations pour l'établissement de ses enfants, en lui permettant

(1) V. arrêt 16 janv. 1846, D. 47-2-127 ; arrêt 6 mars 1871, D. 71-2-252.

(2) Art. 1555 et 1556 C. Civ.

(3) D. 1910-2-220.

aussi de donner ses biens par donation-partage à tous ses enfants. En effet s'il peut parfois être utile de lui ôter le pouvoir de faire des libéralités inconsidérées à des étrangers, on ne peut la blâmer de vouloir distribuer ses biens à ses propres enfants. En tout cas, en attendant une réforme législative, on ne saurait trop conseiller aux notaires d'insérer dans les contrats de mariage contenant adoption du régime dotal une dérogation aux règles de ce régime permettant à la femme de procéder à une donation-partage de tous ses biens, mêmes dotaux, entre ses enfants. Cette clause est parfaitement valable et supprime un des plus graves inconvénients de ce régime matrimonial.

J'ai déjà dit et longuement exposé que les tribunaux avaient prétendu appliquer aux donations-partages les articles 826 et 832 du Code Civil, instituant le partage en nature, et avaient fait de l'inobservation de ces règles une cause de nullité des donations-partages. J'ai indiqué également la solution de cette question et les réformes qu'elle devait entraîner. Je crois donc inutile de revenir ici sur ces articles 826 et 832 et je me bornerai par suite à mentionner simplement pour mémoire cette prétendue cause de nullité.

Enfin j'en arrive maintenant aux causes de nullité ou de rescision spéciales aux donations-partages. Ce sont l'omission d'un enfant, la lésion de plus du quart, l'atteinte à la réserve par la réunion sur le même donataire de toute la quotité disponible et d'une part de la réserve supérieure à sa part virile. J'ajouterai, en dernier lieu, quelques mots sur une clause qu'il serait très utile d'insérer dans certaines donations-partages, mais qui, en l'état actuel des textes est nulle : je veux parler de la clause de réversion au profit du survivant des donateurs de la pension stipulée à leur profit.

Aux termes de l'article 1078, la donation-partage doit être faite entre tous les enfants et l'omission d'un seul

d'entre eux, tout au moins s'il est encore en vie au moment de l'ouverture de la succession des parents donateurs et se porte héritier, suffit à rendre l'acte radicalement nul.

D'autre part d'après l'article 1079, les biens compris dans la donation-partage doivent être partagés par égales parts entre tous les enfants, sauf l'effet d'une clause de préciput. Et si l'un des enfants établit qu'il a reçu pour sa part moins des trois quarts de ce qui aurait dû légitimement lui revenir sur la masse des biens partagés, il peut faire annuler la donation-partage. Cela n'est en somme qu'une application particulière de l'action en rescision pour lésion de plus du quart dans les partages ; mais elle a ici ceci de particulier que la lésion est calculée non pas sur l'ensemble du patrimoine du donateur, mais uniquement sur les biens qui font l'objet de la donation-partage. Enfin le même article 1079 prévoit le cas où un des donataires ayant déjà reçu toute la quotité disponible par préciput se verrait encore attribuer un lot plus fort que celui des autres enfants et permet également dans ce cas la rescision de l'acte. Une action spéciale était nécessaire dans cette hypothèse car si ses co-donataires s'étaient bornés à invoquer le droit commun, il aurait pu leur répondre : Est-ce la donation préciputaire que vous attaquez ? Mais elle ne dépasse pas la quotité disponible ! Est-ce le partage ? Mais vous n'êtes pas lésés de plus du quart !

Voilà les trois principales causes de nullité que l'on peut invoquer à l'égard des donations-partages. Et elles ne sont en somme que l'expression de la plus élémentaire équité. Mais l'imprécision du législateur, qui s'est borné en deux articles, à mentionner ces causes de nullité, sans en préciser la portée et sans en déterminer les effets, ainsi que l'interprétation étroite de la jurisprudence ont fait de ces causes de nullité des armes redoutables, auxquelles, si la plupart du temps l'entente ne régnait entre les donataires, peu de donations-partages résisteraient. Et par suite

elles font planer sur les biens objet de ces donations-partages, un redoutable élément d'insécurité, qui empêche bien souvent les tiers d'avoir aucune certitude sur les droits que les donataires peuvent leur conférer.

C'est ainsi que l'action intentée par l'enfant omis dans la donation-partage — et il peut avoir été omis sans que cela implique une pensée d'hostilité à son égard de la part du donateur, par exemple au cas où il n'était pas encore né lors de la donation-partage — cette action, dis-je, ne peut être intentée qu'à la mort du donateur, si l'enfant exclu se porte héritier, et a pour effet d'anéantir absolument la donation-partage ; et, qui plus est, cette action étant considérée comme une pétition d'hérédité se prescrit seulement par trente ans ! On voit les conséquences révoltantes d'une action intentée dans ces conditions-là : un individu aura le droit de faire annuler une donation-partage, faite alors qu'il n'était pas né et il y a de cela cinquante ou soixante ans. Et le fait peut se produire et s'est produit : il suffit de penser pour s'en rendre compte que le donateur a pu vivre vingt ou trente ans après avoir fait sa donation-partage et que l'enfant omis ne s'est décidé à se prévaloir de la nullité qu'au moment où le délai de la prescription allait expirer. Et alors toutes les aliénations, tous les droits qu'avaient pu consentir les donataires, sur ces biens dont ils étaient possesseurs depuis si longtemps, vont se trouver révoqués et les biens objet de la donation-partage, faite il y a cinquante ans, vont retomber dans l'indivision entre les donataires et l'enfant omis ou leurs descendants.

Et si ce cas de nullité est d'une application peu fréquente malgré tout, il n'en est pas de même des deux autres : les actions en nullité pour lésion de plus du quart et pour atteinte à la réserve. Surtout la dernière, là où comme en Lozère, il est de coutume de donner la quotité disponible par préciput. Comment prétendre que cette ac-

tion ne pourrait être souvent utilement invoquée ? Il peut très bien se faire en effet que, même involontairement, l'attributaire de la propriété ne paie pas exactement à ses frères ou sœurs la valeur de leur part et par suite reçoive lui-même, dans la donation, outre son préciput, une part de la réserve « plus grande que la loi ne le permet ». Et il est bien probable que, souvent, un expert, qui serait ainsi chargé d'évaluer les biens donnés, démasquerait une atteinte à la réserve. Et d'autre part, des donataires de mauvaise foi pourraient, avec plus de chances de succès encore, intenter cette action pour atteinte à la réserve, lorsque, pour éviter des droits d'enregistrement, les parties sous-évaluent les biens donnés et que l'attributaire déclare payer des soultes calculées sur cette estimation volontairement abaissée. Comment cet attributaire se défendra-t-il si plus tard un de ses co-donataires intente l'action pour atteinte à la réserve ou même pour lésion de plus du quart ? D'une part, des biens qui seront alors estimés à leur valeur réelle, de l'autre, des soultes qui ne correspondent pas à cette valeur véritable et qui par suite ne remplissent pas les donataires de leurs droits ! Heureusement que Rome n'a pas eu le monopole de la « bona fides » et que celle-ci règne encore dans nos milieux ruraux !

Mais je reviens à mon sujet. Ces actions en nullité, pour lésion du plus du quart et pour atteinte à la réserve, qui pourraient être si souvent intentées à l'égard des donations-partages, n'ont pas été spécialement réglementées par le législateur en vue de leur application à ces actes ; il s'est borné à les mentionner dans l'article 1079 et par suite à s'en rapporter implicitement aux règles du droit commun pour leurs effets et leurs conditions d'application. Aussi la théorie juridique de ces moyens de nullité est-elle l'œuvre de la jurisprudence, qui, sans tenir compte des caractères spéciaux de cette institution de la donation-partage, a simplement emprunté au droit commun du

partage ou de la réserve, les règles nécessaires pour les appliquer à ces causes de nullité. Il faut dire cependant, à la décharge des tribunaux, qu'il leur était parfois difficile de faire autrement, à moins de se substituer au législateur. Quoi qu'il en soit, ils sont arrivés à faire de ces actions, comme je le disais, des armes redoutables, auxquelles peu de donations-partages peuvent résister et qui font planer sur les biens, objet de ces actes, un grave élément d'insécurité.

En effet, après de nombreuses hésitations, la jurisprudence a fini par décider, et n'a plus varié depuis, que ces actions s'ouvrent non pas au jour de l'acte, mais seulement à la mort du donateur, pour la raison que c'est cet événement qui seul donne au partage le caractère héréditaire qui permet de l'attaquer pour lésion et que, en ce qui concerne l'action pour atteinte à la réserve, le donateur est maître de son vivant de faire de ses biens ce qu'il lui plaît et que le droit de ses enfants à la réserve ne s'ouvre qu'à sa mort. Raisons excellentes peut-être, mais qui conduisent à des conséquences désastreuses en retardant indéfiniment le moment où la donation-partage devient définitive. D'autant plus, qu'appliquant ici l'article 1304, les tribunaux fixent à dix ans la durée de ces actions, prescription qui ne commence évidemment à courir que du jour de l'ouverture des actions, c'est-à-dire du jour de la mort du donateur. Et en cas de partage conjonctif, c'est-à-dire lorsque le père et la mère ont réuni leurs biens en une seule masse, pour les distribuer à leurs enfants dans le même acte, l'indivisibilité de l'opération a amené la jurisprudence à décider que le délai de la prescription ne commencerait à courir que lors du décès du survivant des donateurs. On voit par suite le délai énorme et indéfini qui peut s'écouler entre le jour de la donation-partage et le jour où celle-ci devient définitive et inattaquable par l'expiration du délai de la prescription. C'est une période de

vingt, trente ou quarante ans qui peut s'intercaler entre ces deux dates.

Mais, ce qui est plus grave encore, c'est la règle suivie par la jurisprudence pour l'évaluation de la lésion ou de l'atteinte à la réserve. Cette évaluation n'est pas faite en effet d'après la valeur des biens au jour de l'acte, mais d'après leur valeur au jour du décès du donateur. Ce peut être, juridiquement parlant, une solution exacte, surtout en ce qui concerne l'action pour atteinte à la réserve, mais ce n'en est pas moins une solution désastreuse pour les donations-partages et qui entraîne une terrible insécurité pour les donataires. Un père de famille aura fait, avec toute l'impartialité possible, une donation-partage entre ses enfants : au jour du partage tous avaient des lots égaux, aucun n'était lésé. Dix, quinze ou vingt ans après, de graves bouleversements économiques surviennent, causés par une guerre par exemple, qui entraînent d'énormes fluctuations dans la valeur des biens ; les lots de certains donataires augmentent de valeur, les lots de certains autres diminuent ; le père meurt sur ces entrefaites et les enfants peuvent faire annuler cette donation-partage, ce pacte de famille, par lequel le père avait crû régler définitivement le sort de son patrimoine et au sujet duquel le seul reproche que l'on puisse lui faire est de ne pas avoir deviné l'avenir.

Quant aux effets de ces actions, l'on sait que l'action en rescision pour lésion de plus du quart amène l'anéantissement de la donation-partage et la résolution de tous les droits que les donataires avaient pû conférer à des tiers. Il faut remarquer cependant que par application de l'article 891 du Code Civil, l'action peut être arrêtée si les donataires qui ont reçu plus que leur part offrent au donataire lésé le complément de son lot en nature ou en argent. En ce qui concerne l'action pour atteinte à la réserve, la doctrine et la jurisprudence sont partagées sur

la nature de cette action et par suite sur ses effets. La doctrine y voit une action en rescision qui anéantirait la donation-partage comme l'action en rescision pour lésion, tandis que la jurisprudence, avec plus de raison semble-t-il, la considère comme une simple action en réduction, puisqu'il s'agit d'atteinte à la réserve, action qui par suite ne donne au réservataire lésé que le droit d'exiger le complément de sa réserve et laisse subsister la donation-partage.

J'ai dit qu'il y aurait une clause très utile à insérer dans certaines donations-partages : je veux parler de la clause de réversion de rente viagère dans les partages conjonctifs. Lorsque le père et la mère font une donation-partage de leurs biens, ils stipulent ordinairement à leur profit une pension viagère. Celle-ci, sauf convention contraire, repose par moitié sur la tête de chacun des donateurs. Par suite à la mort de l'un d'eux, les enfants ne doivent plus que la moitié de la pension. Mais c'est un fait évident que la plupart du temps, bien que les donateurs puissent vivre tous deux avec la pension entière, un seul ne pourra vivre avec la moitié de cette pension. En effet les deux époux s'entraidaient et se soignaient mutuellement, tandis que la mort de l'un d'eux laisse le survivant livré plus ou moins à des soins mercenaires. Il faudrait donc que cette pension viagère soit réversible en entier sur la tête du survivant et pour cela insérer dans l'acte de donation-partage, à la suite de la constitution de pension, cette clause de réversion. Jusque vers 1850 cette clause ne souleva aucune objection. Mais bientôt, mis en éveil par le fisc, qui voulait percevoir sur cette stipulation le droit de donation entre époux, les tribunaux décidèrent qu'il y avait bien là donation réciproque entre époux, mais que cette donation réciproque était nulle comme faite par un seul et même acte, ainsi que le décide l'article 1097 du Code Civil. Et par suite, en vertu de l'article 900, les tribunaux considèrent

désormais cette clause de réversion de rente viagère comme non écrite. Depuis lors la jurisprudence ne s'est jamais départie de sa rigueur (1). Et il faut bien avouer qu'en présence des termes formels de l'article 1097, cette jurisprudence semble fondée ; mais ses conséquences n'en sont pas moins regrettables.

Voilà passés en revue, un peu brièvement peut-être, mais de façon à en donner une idée suffisante, je crois, les principaux inconvénients de la donation-partage. On voit que, ainsi que je le disais au début, ces inconvénients tiennent davantage à la façon dont le Code Civil a réglé cette institution, ou plutôt à sa quasi-absence de réglementation, qui a obligé la jurisprudence à en bâtir de toutes pièces la théorie juridique, qu'à la nature de la donation-partage elle-même. Il faudrait donc que le législateur se décide à combler cette lacune des rédacteurs du Code Civil et à compléter les brèves dispositions que ceux-ci ont consacré à la donation-partage, en tenant compte des conditions et des besoins spéciaux de cet acte, qui est surtout utilisé dans les milieux ruraux, et qui en font une institution bien distincte, qui doit avoir ses règles propres. Et le législateur pourrait d'autant plus facilement réaliser ce vœu, que, si je puis m'exprimer ainsi, le travail est à moitié fait. J'ai déjà signalé la proposition de loi de MM. de Castelnau, de Gailhard-Bancel et Ollivier, qui a été votée par la Chambre des députés le 18 mars 1910 et qui depuis lors attend que le Sénat veuille bien la mettre à son ordre du jour. Cette proposition de loi contient en effet les principales réformes que le bref examen de la réglementation actuelle de la donation-partage, auquel je viens de me livrer, montre comme absolument nécessaires.

(1) V. l'étude très poussée de cette question, ainsi que les divers systèmes inventés par la pratique pour tourner la nullité de cette clause de réversion, dans l'ouvrage déjà cité de A. LACOSTE.

Il suffirait donc que le Sénat se décide enfin à adopter cette loi, pour que les principaux inconvénients de cette institution disparaissent.

C'est ainsi que d'après l'article 1073, tel qu'il serait désormais rédigé d'après cette proposition de loi, « pour juger s'il y a lésion dans le partage entre vifs, on estime les biens suivant leur valeur à l'époque de l'acte » et non pas comme actuellement au décès du donateur. De plus cet article accorde expressément au défenseur à l'action en rescision le droit « d'en arrêter le cours et d'empêcher un nouveau partage en usant de la faculté accordée par l'article 891 », c'est-à-dire d'arrêter l'action en offrant au demandeur de compléter son lot. Toujours en ce qui concerne cette même action pour lésion, « lorsque la nullité ou la rescision du partage fait par acte entre vifs aura été prononcée, les enfants ou descendants qui viendront au nouveau partage feront le rapport des biens qui leur avaient été attribués par l'ascendant suivant les règles prescrites par les articles 855 et suivants ». Les donataires co-partagés seraient donc transformés par la rescision de la donation-partage en donataires en avancement d'hoirie et devraient le rapport de leur lot dans les mêmes conditions que les donataires à titre d'avancement d'hoirie. Ce qui aurait pour heureux effet, en particulier, de ne pas faire tomber les aliénations ou droits réels consentis par les donataires ; ceux-ci n'étant obligés par l'article 860 qu'au rapport en moins prenant en cas d'aliénation de l'immeuble donné.

Le nouvel article 1079 consacrerait le simple caractère d'action en réduction de l'action pour atteinte à la réserve. Caractère admis, on le sait, par la jurisprudence, mais non par la doctrine. Par suite cette action ne pourrait jamais amener l'annulation du partage. Le donataire lésé n'aurait que le droit de demander la réduction du lot du préciputaire, afin de recevoir sa réserve complète.

L'article 1080 diminuerait considérablement les délais de la prescription des actions, en ramenant ceux-ci à deux ans. Mais le point de départ de cette proposition resterait fixé au décès de l'ascendant.

Enfin l'article 1097 interdisant les donations réciproques entre époux par un seul et même acte, comporterait désormais une exception en faveur des rentes viagères, des réserves d'usufruit ou des réserves de prestations en nature, stipulées au profit des donateurs, dans un acte de donation-partage.

Cette proposition de loi, acceptable dans son ensemble, demande cependant, à mon avis, quelques modifications. Et d'abord, s'il est difficile d'admettre une autre époque pour l'ouverture de l'action en réduction pour atteinte à la réserve et par suite pour le point de départ de la prescription, que le décès du donateur, sans bouleverser toutes nos conceptions juridiques, cette action ayant nettement un caractère successoral et la réserve ne pouvant être déterminée qu'au décès de l'ascendant ; il n'en est pas de même pour l'action en rescision pour lésion. Celle-ci peut fort bien être appréciée et doit être appréciée au jour de l'acte. Et c'est d'ailleurs ce que dit la proposition de loi. Mais alors pourquoi renvoyer l'ouverture de l'action et le point de départ de la prescription à la mort du donateur ? Je sais bien que l'on me répondra que, si on permet d'attaquer la donation du vivant du donateur, celle-ci étant annulée, les biens retourneront dans le patrimoine du donateur et comme il n'est pas possible d'obliger celui-ci à procéder à une nouvelle donation, l'on sera bien alors obligé d'attendre sa mort pour procéder au partage régulier de ses biens.

Mais il y a un moyen d'éviter cet inconvénient ; c'est de transformer cette action en rescision qui, en annulant la donation-partage, fait retomber les biens dans le patri-

moine du donateur, en une simple action en réduction. De quoi se plaint en effet le donataire lésé ? De ne pas avoir reçu la part qui devait légitimement lui revenir, tandis que l'un ou plusieurs de ses co-donataires ont reçu plus que leur part. Pourquoi donc annuler le partage en entier pour lui donner satisfaction ? Il serait bien plus simple de lui permettre simplement d'attaquer les donataires qu'il prétend injustement avantagés et d'obliger ceux-ci à lui restituer ce qu'ils ont reçu en trop, afin de compléter sa part. Sous cette forme, l'action pour lésion, ne mettant en cause que les donataires, pourrait être admise dès le jour de la donation-partage ; le délai de la prescription courrait aussi dès ce jour et ainsi au bout de deux ans, la donation-partage serait inattaquable de ce chef. Quant aux raisons tirées de la crainte révérentielle, qui empêcheraient les enfants d'attaquer le partage fait par leurs parents et de la crainte de compromettre la dignité paternelle dans un tel procès, j'estime qu'elles ne peuvent contrebalancer l'avantage d'une plus grande stabilité de la propriété qu'entraînerait une telle réforme :

En outre cette proposition de loi ne prévoit pas le point de départ de la prescription et la date d'ouverture des actions en cas de partage conjonctif. En cas de lésion, si l'on admet que l'action s'ouvre au jour de l'acte, la question ne se pose pas. Mais pour l'action en réduction en cas d'atteinte à la réserve, il serait utile, afin de couper court à toute controverse, de fixer cette date. D'ailleurs à cause de l'indivisibilité absolue, dans la plupart des cas, des donations du père et de la mère, il semble bien que l'on ne puisse admettre d'autre époque que le jour du décès du survivant.

Il faudrait aussi ajouter un paragraphe à l'article 1556 du Code, afin de permettre à la femme, mariée sous le régime dotal, de donner ses biens dotaux à titre de partage anticipé, à ses enfants. La proposition de loi votée par la

Chambre ne contient aucune disposition à cet égard. Il y a là une lacune assez grave et qui, sans soulever aucune contestation, pourrait être facilement comblée.

Enfin en ce qui concerne l'article 1078, édictant la nullité de la donation-partage si l'un des enfants a été omis, la proposition de loi se borne à en transférer le texte sous l'article 1077, sans y rien changer. Bien que cette cause de nullité soit d'une application assez rare, je crois cependant qu'il est dangereux de la laisser subsister telle quelle. Le texte dit que dans cette hypothèse « le partage sera nul pour le tout ». Pourquoi cette formule absolue ? Pourquoi annuler la donation-partage s'il existe dans la succession des biens suffisants pour remplir l'enfant omis de ses droits ? Tout au moins faudrait-il décider que, comme au cas de rescision pour lésion, en cas d'annulation du partage pour omission d'enfant, le rapport des biens donnés serait fait selon les règles des articles 855 et suivants. Ce qui aurait pour effet de protéger les tiers. C'est d'ailleurs ce qu'a compris la Commission du Sénat, chargée d'examiner cette proposition de loi et qui a modifié dans ce sens le texte voté par la Chambre. Il faudrait également permettre aux héritiers, ou à l'un d'eux, d'arrêter l'action de l'enfant omis, en lui payant la valeur de ses droits en nature ou en argent. D'autre part, ici encore le délai de la prescription est bien long, trente ans ! et demanderait à être fortement réduit. En effet le but qui doit guider, dans l'examen de toutes ces réformes à apporter au régime de la donation-partage, c'est la stabilité de la propriété. Et ces réformes seront d'autant plus souhaitables qu'elles augmenteront davantage cette stabilité. D'ailleurs à qui faire croire que l'enfant omis a besoin de trente ans pour s'apercevoir de son éviction, alors surtout qu'il a déjà eu une période parfois presque aussi longue avant le décès du donateur pour se préparer à exercer son action ?

Et ainsi l'adoption définitive de cette proposition de loi,

avec les légères retouches que je viens d'indiquer, ferait enfin de la donation-partage ce procédé juridique le plus apte à réaliser la transmission intégrale des patrimoines ruraux, que je recherchais au début de ce chapitre et n'éveillerait plus cette méfiance — qu'il faut bien avouer justifiée — qui, à l'heure actuelle, fait combattre à beaucoup de personnes la pratique des donations-partages.

CONCLUSION

Cette modeste étude sur la transmission intégrale du patrimoine, particulièrement sur l'emploi de ce mode de transmission en Lozère, touche à sa fin. Il faut donc conclure. Mais une conclusion s'impose-t-elle ici ? Il ne semble pas. Car de la façon dont j'ai développé mon sujet, la troisième partie toute entière, n'est en somme, que la conclusion des deux premières. En effet, au cours de la première partie, j'ai fait un exposé historique de la transmission intégrale en Lozère ; dans la seconde, j'ai justifié ce mode de transmission et j'en ai exposé les avantages ; enfin, en présence de ces avantages, j'ai proposé dans la troisième partie d'étendre ce mode de transmission à toute la France, au moins pour les patrimoines ruraux et de procéder pour cela aux réformes nécessaires. Voilà la véritable conclusion de cette étude. Cependant, il est utile, je crois, de reprendre en quelques lignes cette longue conclusion, afin d'en délimiter exactement la portée.

Puisque le régime de la transmission intégrale a de gros avantages sur le régime du Code Civil, il faut donc, ai-je dit, modifier sur ce point le Code Civil. D'où trois séries de réformes nécessaires : D'abord, et c'est là en somme un programme minimum, dont tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité, réformes générales s'appliquant à tous les biens : j'ai mentionné dans ce premier groupe l'atténuation du rigoureux principe de l'article 815, la modification des articles 826 et 832, certaines réformes aux règles de la réserve, la réforme du régime fiscal des partages, enfin la modification des règles du partage judiciaire où sont intéressés des mineurs. Ensuite réforme plus par-

ticulière aux biens ruraux : l'institution d'un régime spécial de transmission pour ces patrimoines, analogue à celui que la coutume, plus forte que la loi, a maintenu en Lozère. Ici la nécessité de la réforme elle-même est plus discutée et, je l'avoue, plus discutable. Je crois cependant qu'elle pourrait donner de bons résultats et j'en ai donné les raisons. L'exemple d'un grand pays voisin, l'Allemagne, qui vient de procéder à une réforme semblable, bien plus audacieuse même que celle que j'ai proposée, puisque elle constitue une résurrection pure et simple du droit d'aînesse, nous invite d'ailleurs à faire quelque chose dans ce sens. Enfin, la manière dont j'ai conçu l'institution de ce régime spécial de transmission pour les exploitations rurales, m'a conduit à me demander quel serait, en dehors des cas où l'attribution du patrimoine rural aurait lieu en justice, le procédé juridique le plus apte à réaliser cette transmission. Et j'ai dit qu'à mon avis ce procédé juridique le plus apte était la donation-partage, mais que, elle aussi, pour remplir parfaitement son but, demandait des réformes.

Voilà les conclusions que j'ai cru pouvoir tirer de cette étude sur la transmission du patrimoine rural : des réformes. Et maintenant que peut-on attendre de ces réformes ? J'ai assez longuement montré leurs avantages pour me dispenser d'y revenir, mais cependant il faut se garder de toute illusion. Et de même que j'ai dit que si le régime successoral du Code Civil était responsable d'une foule de maux dont nous souffrons : désorganisation des exploitations, dénatalité, disparition de l'esprit de famille, abandon des campagnes, il n'en était cependant et n'en pouvait être que partiellement responsable ; de même les réformes que j'ai proposées sont susceptibles de remédier à ces maux, mais, à elles seules, elles sont insuffisantes et ne peuvent être qu'une des causes, entre bien d'autres, de leur disparition. Il ne faut donc pas attendre de ces réformes plus qu'elles ne peuvent donner.

Tout péril ne sera pas écarté, pour les exploitations rurales ou autres, par la simple substitution au régime du partage obligatoire, égal et en nature, du régime de la transmission intégrale. Bien d'autres causes peuvent contribuer à les désorganiser. De même, la natalité, la famille ne seront pas hors de tous dangers par le simple moyen de ces réformes. Ici surtout le côté moral du problème l'emporte sur son côté matériel et juridique. Et si nos législateurs veulent maintenir et relever en France la natalité et y conserver l'esprit de famille, bien d'autres réformes s'imposent ; réformes qui touchent d'ailleurs aux questions les plus diverses : éducation de la jeunesse, rapports de l'Etat et de la famille, lois sociales, etc... Mais ce n'est pas ici le lieu de discuter ces graves problèmes. Enfin il ne faut pas oublier que le mal dont la classe rurale se meurt est d'ordre psychologique et moral, encore plus que d'ordre juridique. C'est ce que l'on a si bien nommé « le mirage des villes », c'est la décadence des antiques vertus familiales qui déciment cette classe rurale plus encore que le Code Civil. C'est donc aux mœurs qu'il faudrait s'attaquer d'abord, pour arrêter la diminution ininterrompue de la population rurale française.

Peut-être la crise économique actuelle, faisant naître ainsi d'un grand mal un bien, aura pour effet d'atténuer ce « mirage des villes » sur la jeunesse de nos campagnes, de lui faire comprendre que la situation de ses pères, indépendante et en grande partie à l'abri des fluctuations économiques, est infiniment préférable à celle de l'ouvrier, du petit employé urbains, que la faillite de leur patron réduit au chômage et à la misère ; et que si, eux, jeunes paysans, ne seront peut-être jamais très riches, ils pourront toujours, tout au moins, manger à leur faim, privilège que leur envient, à l'heure actuelle, de par le monde, des millions d'individus.

Et à cette jeunesse rurale, ainsi guérie de l'illusion du charme de la vie des villes, il faudrait alors réapprendre les mœurs de ses ancêtres, leurs habitudes de travail et de sobriété, leur esprit de famille, la noblesse du métier de paysan et surtout l'acceptation de la situation sociale qu'il a plu au sort de donner à chacun. Alors les mesures législatives que j'ai préconisées pourraient produire les résultats espérés ; mais, si efficaces qu'elles soient en elles-mêmes, elles ne peuvent constituer qu'une partie d'un plan plus vaste, dont elles seraient en quelque sorte le couronnement.

C'est dans cet esprit que j'ai conçu ces diverses réformes et c'est dans cet esprit qu'elles doivent être réalisées, si l'on veut pouvoir en attendre des résultats.

A Montpellier, le 20 Avril 1934.

Vu : Le Président de la thèse,

H. VIALLETON.

Vu :

Montpellier, le 20 Avril 1934.

Le Doyen : G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer.

Montpellier, le 23 Avril 1934.

Le Recteur : TAILLIARD.

ENQUÊTE

Faite auprès de MM. les Notaires de la Lozère
sur la transmission intégrale
du patrimoine rural

QUESTION N° 1

Les partages en nature sont-ils fréquents dans votre région ?

RÉPONSES :

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Ils ne sont pas fréquents.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

Les partages en nature sont à peu près aussi nombreux que l'attribution de tous les biens à, un seul des enfants, à charge par lui de payer ses frères ou sœurs. Peut-être même les partages en nature prédomineraient-ils.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Assez.

Maître BONJOL, notaire à Viâlas :

Presque plus actuellement.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Non, et le plus souvent ils sont suivis d'un remembrement de la propriété au moins partiel, l'un des co-partageants rachetant un ou plusieurs des lots attribués.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Ils sont l'exception.

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Uniquement à Meyrueis et rares sur le Causse.

Maître CORD, notaire à Mende :

Très rares.

Maître FERRAND, notaire au Bleyard :

Non.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Non.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Les partages en nature sont rares dans ma région.

Maître GORTY, notaire à Nasbinals :

Le partage en nature est aussi fréquent dans notre région que l'attribution à un des seuls héritiers. Toutefois dans les familles nombreuses chaque héritier ne prend pas sa part en nature : Deux ou trois des enfants sont attributaires des immeubles moyennant une soulte aux autres co-partageants.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Assez fréquents.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Non.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Plutôt rares.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Très fréquents.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Isolés.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Très peu : petite propriété impartageable.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Moyenne : 4 à 5 sur cent actes, notamment à suite de donation-partage.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

Non.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Assez fréquents.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Ils sont plutôt rares.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Pas très fréquents.

Maître VALGALIER, notaire à Monastier :

Oui.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Oui.

QUESTION N° 2

N'est-il pas plus fréquent au contraire qu'un seul des enfants prenne toute la propriété paternelle et paie des soultes à ses frères ou sœurs ?

RÉPONSES :

Maître Léon ALMERAS, notaire à Villefort :

La propriété étant très divisée en petites propriétés, en géné-

ral un seul enfant la prend à sa charge et paie ses co-héritiers en soultes de partage.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

En général.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Si.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Si.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

C'est le plus souvent (8 fois sur 10) par voie de cession de droits successifs que se réalise le partage des biens paternels et maternels.

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Oui, sur le Causse, puisque la population va en se réduisant et que d'autre part la part de chacun ne pourrait pas le faire vivre.

Maître CORD, notaire à Mende :

Oui.

Maître FERRAND, notaire au Bleyrnard :

Oui.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

En général l'enfant préciputaire du quart conserve le patrimoine de ses auteurs par soultes à ses co-héritiers.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

A peu près une fois sur deux.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Oui.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Le plus souvent il en est ainsi.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Non.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

C'est à peu près la règle.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Très souvent, pour raison sus-indiquée.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Généralement à suite de donation-partage, un des enfants, se rend cessionnaire des droits des co-donataires.

IV

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

Oui.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Si.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Oui.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire à Monastier :

Si.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Dans les propriétés importantes ou petites de préférence, cession à un seul des enfants, habituellement l'ainé, moyennant paiement d'une soulte aux frères ou sœurs.

QUESTION N° 3

Pouvez-vous m'indiquer approximativement la proportion des cas où les enfants procèdent à un partage en nature des biens paternels et ceux où un seul d'entre eux reprend toute la propriété en payant des soultes à ses co-héritiers ?

RÉPONSES :

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Neuf fois sur dix un seul enfant prend la propriété entière.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

(Voir réponse à la première question).

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Partage en nature : 4 sur 10. Autres 6 sur 10.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Pas facile à indiquer la proportion demandée.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Cette proportion me paraît être de un partage pour neuf cessions de droits successifs approximativement.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Cessions de droit presque toujours sur le Causse et partage en nature dans Meyrueis. Cela est assez naturel.

Maître CORD, notaire à Mende :

Partages en nature : 1 pour cent. Licitations 99 pour cent.

Maître FERRAUD, notaire au Bleymard :

Partages en nature : 1/10. Attribution unique avec soultes : 9/10.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

8 fois sur 10 un seul reprend toute la propriété. (1)

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Sur dix successions ouvertes, c'est à peine s'il existe un partage en nature des biens paternels, les 9/10 sont conservés par un seul des co-héritiers.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

(Voir réponse à la première question).

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

(Voir la réponse à la première question).

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Partage en nature : 15 à 20 p. cent.

Attribution intégrale: 80 à 85 p. cent.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Une fois sur dix le partage a lieu en nature.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Les 90/100 procèdent au partage en nature et 10/100 se chargent de tout le patrimoine en payant une soulte aux autres co-héritiers.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Partage en nature : 10 p. cent. Attribution intégrale: 90 pour cent.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Partage en nature: 3/10. Attribution intégrale 7/10.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Cession à un seul : 4 fois sur 5. Partage en nature : 1 fois sur 5.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

* Environ 1/3. Encore dans la majorité de ces cas, les enfants qui prennent leur part ou une partie de leur part ou bien se sont mariés dans la même commune ou dans une commune très rapprochée.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Le partage est plutôt l'exception.

Maître SINEYRE, notaire à Mende :

En ce qui me concerne, je considère que sur dix partages. j'en ai trois où les enfants partagent en nature et sept où un seul garde tous les biens à cause, d'une part, du peu d'importance des biens et d'autre part du nombre des co-partageants.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Pas un partage en nature sur vingt.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Moitié de chaque environ.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Dans les propriétés de moyenne importance, les partages

VI

sont plus fréquents que les cessions, cela tient, je suppose, au fait que dans ces familles l'habitude de créer un préciput, en faveur de l'un des enfants, y est bien moins fréquente.

QUESTION N° 4

La coutume d'avantager un des enfants, celui qui reste à la maison et reprend la propriété, de lui donner le quart à titre de donation préciputaire, existe-elle chez vous ?

RÉPONSES :

Maître Léon ALMERAS, notaire à Villefort :

Cette coutume de donner le quart préciputaire à l'enfant qui reste à la maison est de règle générale.

Maître Léon ALMERAS, notaire à Florac :

Cette coutume existe mais est employée moins par principe et pour avantager systématiquement « l'ainé » que pour récompenser un service rendu. (Soins aux parents généralement).

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Oui.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Oui.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Oui, bien qu'elle ait tendance, sinon à disparaître du moins à s'affaiblir, sous l'influence, il me semble, des idées socialistes que subissent de plus en plus nos ruraux, sans s'en douter d'ailleurs.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Cette manière de procéder est favorisée par la coutume très fréquente du préciput du quart fait au profit de l'« aîné ». (Voir réponse à la question précédente).

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Parfaitement et elle est indispensable pour permettre à « l'ainé » de se charger de tout.

Maître CORD, notaire à Mende :

Le quart est donné quatre vingt quinze fois sur cent; dans les cas contraires, c'est que la mort a surpris le père. (1)

En Post-Scriptum est écrit :

Le quart préciputaire par contrat de mariage se donne sous la réserve que le donateur pourra disposer de l'usufruit du quart en faveur de son conjoint. En 27 ans d'exercice, je n'ai qu'une fois à mon corps défendant laissé donner le quart avec jouissance immédiate. Le quart pour présent (sic).

Maître FERRAND, notaire au Bleymard :

Oui, dans la plupart des cas.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

VII

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Il est d'usage constant qu'un enfant soit avantagé du quart préciputaire, donné principalement dans son contrat de mariage.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Autrefois le père de famille donnait le quart par préciput à son fils aîné, cette pratique tend à disparaître de nos jours. Le père de famille, moins attaché à la glèbe, désire plutôt l'égalité entre ses enfants.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Oui.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Oui.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Oui.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Très fréquent.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

C'est d'un usage constant.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Assez fréquent.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Les donations préciputaires, soit par contrat de mariage, soit dans donation-partage, sont très fréquentes. La raison des ascendants est de perpétuer la maison familiale.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

Oui.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Oui.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Oui, cette coutume existe dans presque toutes les familles et j'ajoute qu'elle est indispensable pour engager l'enfant qui est ainsi préciputaire à rester à la maison, à se charger de ses vieux parents, « à faire fumer » le vieux toit paternel en conservant tous les biens de la famille.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire à Monastier :

Oui, presque toujours.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Oui.

QUESTION N° 5

Ces donations préciputaires sont-elles très fréquentes ?

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Oui, à peu près sans exception.

VIII

Maître Léon ALMERAS, notaire à Florac :

Peu fréquentes, sauf les cas ci-dessus. (Voir réponse à la question précédente).

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Oui.

En Post-Scriptum est écrit :

Contrairement à nos usages lozériens, dans le Limousin ou j'ai fait une partie de mon stage, la plupart des contrats de mariage renferment une clause de promesse d'égalité.

Maître BONIJOL, notaire à Vialas :

Assez fréquentes.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Très fréquentes, il est très rare qu'elles ne soient pas faites.

Maître CORD, notaire à Mende :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître FERRAND, notaire au Bleyard :

Très fréquentes.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Très fréquentes.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Il n'y a plus aujourd'hui aucune donation précipitaire dans la moitié des partages cessions.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Oui.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Oui.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Presque constantes.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Très fréquentes.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Tous les ruraux procèdent généralement ainsi.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Oui, même raison. (Voir réponse à la question précédente).

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleyard :

Oui, c'est la généralité des cas.

IX

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Oui.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Oui.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Oui, dans les exploitations importantes.

QUESTION N° 6

L'expression « faire un aîné », pour parler de ces donations préciputaires, est-elle employée chez vous ?

RÉPONSES :

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Oui.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

Cette expression est employée, de même qu'il est dit du bénéficiaire du préciput qu'il a l'ainesse (aïnadige) quel que soit son rang de naissance.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Oui.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Oui.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Oui, couramment.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

L'expression « faire l'aîné » est courante et reproduit bien la mentalité de nos paysans qui ne dérogent guère à une coutume fort ancienne dans la région.

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Oui.

Maître CORD, notaire à Mende :

Oui.

Maître FERRAND, notaire au Bleymard :

Oui, dans le langage usuel, mais pas dans les actes; cette expression n'étant pas juridique.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Il est toujours employé dans les familles le terme « faire un aîné ».

X

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

L'expression employée est « donner le quart ».

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Oui.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Oui.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Oui, très couramment.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Ce mot n'est pas employé dans les donations préciputaires.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Expression courante. On dit aussi dans le même sens : nous voulons « faire fuma lou fournel », que la cheminée continue à fumer.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Non, avantage accordé en raison des soins aux donateurs par l'enfant demeurant et restant à la propriété.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Oui, cette expression est courante dans le langage parlé, mais n'est pas employée dans les actes.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

Oui, dans la conversation mais non dans les actes.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

On appelle « l'ainé » celui qui est préciputaire du quart.

Maître SINEYRE, notaire à Mende :

L'expression « faire un ainat » est toujours employée par nos paysans lorsqu'ils causent de ces donations préciputaires.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui, dans le langage commun mais pas dans les actes.

Maître VALGALIER, notaire à Monastier :

Oui.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Oui.

QUESTION N° 7

Indiquez quels sont parmi les actes énumérés ci-dessus, ceux ordinairement employés dans votre région pour réaliser ces donations préciputaires et la transmission du patrimoine des parents à un seul des enfants : contrat de mariage (pour les donations préciputaires), donation-partage, testament-partage et cession de droits successifs.

RÉPONSES :

Maître Léon ALMERAS, notaire à Villefort :

Contrat de mariage pour les donations préciputaires. Donations-partage, transport de droits successifs et très rarement testament-partage.

Maître Léon ALMERAS, notaire à Florac :

Tous ces actes sont employés, mais les plus fréquents sont le testament lorsqu'il n'y a pas partage, la donation-partage lorsqu'il y a partage avant le décès des parents, la cession de droits après le décès des parents.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Contrat de mariage. Donation. Donation-partage. Cession. Partage testamentaire.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Partage anticipé

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Les donations préciputaires se font le plus souvent par contrat de mariage. Lorsqu'elles se réalisent sous forme de testament, c'est que le donateur a été surpris par la maladie et c'est alors une donation « in extremis », cas assez rare au regard des donations par contrat de mariage. Quant à la transmission du patrimoine à un seul des enfants, elle était il y a quelques années réalisée uniquement au moyen d'une cession de droits successifs. Actuellement, au contraire, les donations-partage sont de plus en plus fréquentes.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Ordinairement c'est dans le contrat de mariage qu'est faite la donation précipitaire. Le testament devient de plus en plus rare. Par contre les donations à titre de partage anticipé tendent à se généraliser.

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Donation-partage dans les 9/10 des cas.

Maître CORD, notaire à Mende :

Testament, contrat de mariage; donation-partage peu fréquente, testament-partage très rare ; le plus souvent cession des droits successifs.

Maître FERRAND, notaire au Bleymard :

Contrat de mariage dans la plupart des cas. La donation-partage a des tendance à se généraliser. Les testaments-partage sont fort rares. Les cessions-transports sont fréquemment employées.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Contrat de mariage et cession de droits successifs.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Les actes par lesquels est donné le quart sont le contrat de mariage, la donation-partage et même par testament. Donation-partage et cession de droits successifs.

Maître GOTTY, notaire à Nashinals :

Autrefois la donation-précipitaire avait lieu généralement dans le contrat de mariage de l'enfant: actuellement la donation-précipitaire se fait de préférence par testament. L'acte employé pour la transmission du patrimoine des parents à un

XII

seul enfants est le partage anticipé ou la cession de droits successifs et dans la même proportion. Peu de partages testamentaires.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Contrat de mariage (pour les donations préciputaires). Donation-partage, testament-partage et cession de droits successifs.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Donation-partage. Cession.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

C'était avant la guerre le contrat de mariage de « l'aîné » ou le partage d'ascendant, on ne fait plus de contrat de mariage.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Testament.. Partage-testamentaire. Contrat de mariage.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Indifféremment: Testament. Donation par contrat de mariage, ou donation-partage.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Donation-partage et cession de droits.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Testaments, partage-testamentaire, donation-partage, donation entre vifs et encore donation par contrat de mariage; presque par portions égales.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

Pour la donation préciputaire. 1°, testament; 2°, mariage; 3°, donation-partage; 4°, testament-partage (très rare). Pour l'attribution à un seul de la propriété: donation-partage, cession (le plus souvent), testament-partage (très rarement).

Maître ROUX, notaire au Grandieu :

Contrat de mariage et testament.

Maître SINEYRE, notaire à Mende :

Les actes les plus employés dans mon étude, pour réaliser ces donations préciputaires sont le legs de la quotité disponible par testament avec legs de la moitié de l'usufruit par le testateur ou la testatrice en faveur de l'épouse ou de l'époux), et la donation préciputaire par contrat de mariage, mais elle ne prend son effet qu'au décès du donateur ou même de son conjoint.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

La disposition du disponible se fait par contrat de mariage, donation-partage et testament et le règlement quand il n'a pas lieu par donation-partage se fait par voie de cession ou de partage avec soultes.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Mariage, testament, donation-partage.

XIII

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Contrat de mariage pour la donation précipitaire et donation-partage pour la transmission du patrimoine, comprenant en même temps cession à un seul des enfants.

QUESTION N° 8

Quel est, parmi les actes énumérés ci-dessus le plus employé dans ce double but : donation précipitaire et transmission de la propriété paternelle à un seul des enfants ?

RÉPONSES :

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Contrat de mariage pour la donation précipitaire du quart et la donation-partage, pour le surplus du patrimoine.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

La donation-partage.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Contrat de mariage et donation.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Donation-partage.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître CORD, notaire à Mende :

Donation par contrat de mariage.

Maître FERRAND, notaire au Bleymard :

Contrat de mariage pour donation précipitaire. Partage sous forme d'attribution unique dans l'intérêt de la propriété.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Contrat de mariage.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Mariage. Donation-partage.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Testament et cession de droits successifs ou partage anticipé.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Donation précipitaire par contrat de mariage.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Cession.

XIV

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

L'acte le plus employé est la donation-partage, par les père et mère (quand le père est trop vieux pour diriger l'exploitation de sa propriété).

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Donation-partage.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Donation-partage ou, après le décès des auteurs, la cession des ayants-droit à l'un d'eux seul.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Contrat de mariage et donation-partage.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

La donation-partage s'il s'agit de réaliser en même temps le double but. Le testament-partage est en effet très rare.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Donation précipitaire.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Donation-partage. Cession de droit successifs ou partage avec soulte;

Maître VALGALIER, notaire à Monastier :

Mariage.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Contrat de mariage pour « l'aîné » et donation-partage-cession pour la transmission à un seul des enfants.

QUESTION N° 9

En particulier les donations-partages sont-elles fréquentes dans votre région ?

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Oui.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

Non, par rapport aux autres formes de règlement de famille.

Maître BERNOU, notaire à Rieutord :

Pas très fréquentes.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Assez.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

(Voir réponse à la septième question).

XV

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

(Voir réponse à la septième question).

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Très fréquentes.

Maître FERRAND, notaire au Bleyrard :

Elles ont tendance à le devenir, car cette circonstance d'abandon par les parents est pour eux une occasion de se faire constituer une pension viagère.

Maître CORD, notaire à Mende :

Rares : deux par an.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Non, ou moins.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Assez souvent il est procédé par donation-partage pour la transmission de la propriété paternelle et maternelle.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Oui.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Assez.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Peu.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Très fréquentes.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Assez fréquentes.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Pas très fréquentes.

Maître RASCALON, notaire à Flörac :

Assez fréquentes.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Fréquentes.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleyrard :

Elles deviennent de plus en plus fréquentes.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Oui, surtout depuis l'après-guerre.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

On ne peut dire que les donations-partages soient fréquentes dans ma région. J'en fais chaque année, bien entendu, mais ce n'est pas l'acte qui prédomine.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Oui.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Oui, principalement dans les exploitations importantes.

QUESTION N° 10

Le schéma habituel de ces donations-partages n'est-il pas le suivant : 1) Donation par les père et mère (si du moins tous les deux sont encore en vie) de tous leurs biens présents à leurs enfants, dans la proportion suivante : un quart à « l'aîné », (à moins que ce quart ne lui ait été déjà donné dans son contrat de mariage) et les autres trois-quarts à partager par égales parts entre lui et ses autres frères ou sœurs. Pour la composition des masses, les enfants rapportent fictivement le montant des donations à titre d'avancement d'hoirie qui ont pu leur être faite par leurs parents, et le montant de ces donations est ensuite précompté sur leur part.

2) Attribution de tous les biens donnés à « l'aîné », chargé de payer des soultes à ses frères ou sœurs.

RÉPONSES :

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Oui, c'est la forme générale.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

Oui.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Si.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Si.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Oui.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Ces donations contiennent attribution du patrimoine tout entier à « l'aîné » à charge de soulte. Elles sont bien établies suivant le schéma indiqué.

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Oui.

Maître CORD, notaire à Mende :

Oui.

Maître FERRAND, notaire au Bleymard :

Cette expression « d'aîné » ne convient pas, car il arrive parfois que c'est le cadet ou puîné qui est le précipitaire. Je comprends votre allusion mais ne partage pas le terme qui me paraît être impropre ou vulgaire. Je vous engage donc à ne pas l'employer.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

XVII

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Donation-paratage par les père et mère de leurs biens présents à leurs enfants contenant en général le quart préciputaire, même s'il a été donné par contrat de mariage à leur décès. Les enfants dotés prennent en moins leur part des trois quarts. Tous les biens donnés sont attribués à l'enfant préciputaire chargé de payer des soultes.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Donation par les parents et partage par eux. Dans la moitié de ces partages il y a un préciputaire. Cette donation a été faite par contrat de mariage ou dans l'acte même de partage. Dans tous les cas il est fait une masse des biens donnés dans le partage anticipé et de ceux donnés par avancement d'hoirie et généralement le montant des donations en avancement d'hoirie est précompté sur la part du donataire dans le partage. L'ainé n'est pas toujours attributaire de tous les biens quand il n'y a qu'un seul attributaire des immeubles. Il est tenu compte des convenances personnelles et l'attribution est faite à celui qui est le plus apte à conserver la propriété.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Oui.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Oui.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Tout à fait ça.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Généralement dans les donations-partage, si le père est décédé et la mère vivante, le survivant fait donation de tous ses biens à ses enfants et charge ces derniers de procéder dans ce même acte au partage tant des biens donnés que de ceux du père ou de la mère décédés. Et les donations en avancement d'hoirie sont rapportées par les donataires et précomptées sur leur part dans le partage. Et si un des enfants se charge de tous les biens, il paie une soulte aux autres co-héritiers donataires.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Oui, comme ci-contre.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Pas nécessairement à l'ainé. Quart donné à celui des enfants qui consent à se charger de la propriété et à soigner les donateurs, moyennant soultes à ses frères ou sœurs.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

C'est bien ce qui est envisagé par la dixième question.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleynard :

C'est bien le schéma habituel, sauf le cas où une partie de la propriété est attribuée à d'autres enfants que « l'ainé »

XVIII

c'est-à-dire l'avantage. Il arrive assez souvent qu'en dehors des cas où il y a plusieurs enfants, établis dans la même commune (et auxquels par suite il est attribué des immeubles), il soit attribué à un autre enfant, (fonctionnaire, employé de chemins de fer, de tramway, ouvrier mineur, etc...) un bâtiment ou partie de bâtiment. Ce dernier cas s'est présenté assez souvent depuis l'application de la loi du 13 Juillet 1918. (Loi Loucheur).

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Si, ou bien cession à titre de licitation.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Oui.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire à Monastier :

Exact.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Si.

QUESTION N° 11

Les parents ne stipulent-ils pas une pension à leur profit, comme charge de cette donation ?

RÉPONSES :

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Les parents se réservent une pension et même des ressources en nature.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

Oui.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Assez rarement, plutôt réserve d'usufruit.

Maître BONIJOL, notaire à Vialas :

Si.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Oui.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

C'est le cas le plus fréquent. La réserve de jouissance des biens jusqu'au décès est tout à fait exceptionnelle.

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Certainement.

Maître CORD, notaire à Mende :

Toujours.

XIX

Maître FERRAND, notaire au Bleybard :

Généralement oui. C'est parfois même ce qui les engage à faire la donation. Pour votre gouverne vous mettrez cette charge comme condition de la donation préciputaire, ce qui vous évitera des droits de soultes, le préciputaire en étant seul chargé.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

D'ordinaire les parents se réservent une pension, à payer par l'enfant qui conserve le patrimoine, c'est-à-dire par « l'aîné ».

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Les parents se réservent souvent l'usufruit des biens donnés jusqu'à leur décès.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Si.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Rarement.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Naguère les parents stipulaient à leur profit une pension presque toujours payable par « l'aîné » seulement.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Généralement une pension est attribuée aux père et mère donateurs.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Oui, et ils se réservent aussi un droit d'habitation et parfois des prestations en nature.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Très souvent.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Généralement les parents donateurs stipulent une pension viagère, le plus souvent réversible sur la tête du survivant en tout ou partie, plus fréquemment en totalité.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleybard :

Oui.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Pension ou charge de loger, nourrir, vêtir, entretenir et soigner les donateurs leur vie durant; au cas d'incompatibilité stipulation d'une pension.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Oui, les parents stipulent une pension à leur profit comme charge de cette donation. Il le faut bien, car comment vivraient-ils ? Souvent les donateurs n'ont que les biens dont ils font donation à leurs enfants, pour vivre.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Oui.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Presque toujours.

QUESTION N° 12

Cette pension est-elle mise à la charge de tous les enfants ou bien de « l'aîné » seulement ?

RÉPONSES :

Maître Léon ALMERAS, notaire à Villefort :

Tantôt à la charge de l' « aîné », tantôt à la charge de tous les enfants.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

A la charge de « l'aîné ».

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

A la charge des enfants mais qui incombe à l' « aîné », en totalité par suite de son attribution.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

En général de tous les enfants.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Oui.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

D'ordinaire aussi la pension est mise à la charge de « l'aîné ».

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Presque constamment à la charge de « l'aîné ».

Maître CORD, notaire à Mende :

Des deux façons.

Maître FERRAND, notaire au Bleyrard :

Il y a avantage évident à ne charger que le précipitaire.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

De « l'aîné » le plus souvent.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

A la charge de « l'aîné » même les dettes, s'il en existe.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Dans le cas de jouissance immédiate des biens par les donataires, il est stipulé une pension au profit des donateurs payable par tous les donataires. Cependant quelquefois si un

XXI

seul des donataires est attributaire des biens, les soultes mises à sa charge sont payables au décès des donateurs et l'attributaire acquitte seul la pension.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

En général de tous les enfants.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

« Aîné ».

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

A la charge d'un seul seulement.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

A chacun suivant son émolument, mais par l'effet de la cession, cette pension en nature ou argent est mise à la charge du cessionnaire qui généralement ne paie sa soulte qu'au décès des auteurs et sans intérêt par compensation.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Au préciputaire.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Le plus ordinairement à chaque donataire en proportion de ses droits à la donation.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleygard :

Généralement elle est mise à la charge de l'enfant avantagé du quart.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

C'est « l'aîné » seul qui d'habitude est chargé du paiement de la pension.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Je puis dire que cinquante pour cent, dans mon étude, mettent la pension à la charge de tous leurs enfants « pro modo emolumenti » ; la moitié mettent cette pension à la charge de l'enfant préciputaire du quart comme charge de sa propre donation.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

A la charge de tous les enfants proportionnellement à leurs droits.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

C'est suivant les cas. Mais ordinairement « l'aîné » paie la pension.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Plus souvent à la charge de « l'aîné ».

XXII

QUESTION N° 13

Lorsque cette pension est à la charge de « l'ainé » seul, n'est-il pas stipulé qu'elle se compensera avec les soins, la nourriture, l'entretien et le logement que « l'ainé » s'engage à fournir à ses parents, tant qu'ils désireront habiter avec lui ?

RÉPONSES :

Maître Léon ALMERAS, notaire à Villefort :

Lorsque « l'ainé » prend la pension à sa charge, en général cette pension est compensée avec les soins, la nourriture et l'entretien tant que la co-habitation a lieu.

Maître Léon ALMERAS, notaire à Florac :

Oui.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

En général la charge d'entretien, logement et nourriture, ne se confond pas avec la pension.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Si.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Oui.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Et elle est convertie en une charge de soins et d'entretien. Continuer « la vie commune » est l'expression qui découle de celle faire « l'ainé ». C'est bien souvent pour qu'il en soit ainsi que le préciput est fait en faveur de « l'ainé ».

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

On stipule une pension, ou bien la charge ci-contre; quelquefois l'une et l'autre.

Maître CORD, notaire à Mende :

Si.

Maître FERRAND, notaire au Bleymard :

Il est en effet pratique de mentionner d'une façon générale que pendant la co-habitation, ou vie commune, les parties seront respectivement quittes pour toutes charges de la donation et pour travaux volontaires auxquels pourront se livrer les donateurs.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

C'est rare de stipuler que la pension se compensera avec les soins, nourriture et logement.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Peu souvent cet attributaire fait un bail à nourriture aux ascendants.

XXIII

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Oui, quelquefois.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Très souvent on stipule la charge de loger, nourrir, entretenir, etc... En cas d'incompatibilité, on prévoit un droit d'habitation et une pension.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

C'est absolument cela, d'ordinaire « l'ainé » se charge de la nourriture, entretien, etc... de ses parents avec convention que si les parents préfèrent se séparer de « l'ainé », celui-ci leur paiera une pension.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Non.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Exact.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Oui, fréquemment aussi il est stipulé que la pension se compensera pour le débi-rentier avec la charge de logement, nourriture et entretien imposés par les donateurs.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleyard :

Oui, dans la généralité des cas.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

(Voir réponse à la onzième question).

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Dans ce dernier cas, il est la plupart du temps indiqué, les réserves par vous mentionnées sous la question 13.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Oui.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Si.

QUESTION N° 14

Ces donations-partages sont-elles respectées par les enfants, ne sont-elles pas attaquées par eux à la mort des parents ?

RÉPONSES :

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Non, je n'ai jamais vu une donation-partage attaquée, dans mon canton, depuis quarante ans.

XXIV

Maître Léon ALMERAS, notaire à Florac :

Non.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Non, mais les pensions sont payées difficilement.

Maître BONIJOL, notaire à Vialas :

Oui, je ne connais qu'un cas où la donation-partage était sur le point d'être attaquée.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Exemples assez nombreux de donations-partages attaquées après le décès en ce qui concerne celles faites avant 1914, soit immédiatement après la guerre. Celles réalisées depuis 1920 sont respectées.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Je ne connais pas dans ma clientèle de cas où le partage anticipé n'ait pas été respecté.

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Depuis soixante ans que je vois des donations-partages, chez moi, je n'en ai point vues de discutées.

Maître CORD, notaire à Mende :

Respectées.

Maître FERRAND, notaire au Bleymard :

Oui elles sont généralement toujours respectées. Par mesure de précaution toutefois, entre co-partageants, est-il prudent de faire emploi, de la clause forfaitaire et aléatoire.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Je ne connais pas d'exemple de non respect.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Les donations-partages sont toujours respectées. Je n'en connais pas ayant été attaquées après la mort des parents. J'en ai cependant assez dressées.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Je n'ai jamais vu un enfant attaquer la donation-partage. Quand il n'existe aucun préciput la clause de ne pas attaquer le partage est d'un bon effet.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Rarement.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Il n'est pas à ma connaissance qu'une donation-partage ait été attaquée dans ma région depuis longtemps.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Toujours.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Jamais.

XXV

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

C'est très rare.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Respectées. A ma connaissance aucune n'a été attaquée.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Il est très rare de les voir attaquées avant ou après la mort des donateurs.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

Il est bien rare qu'elles soient attaquées au décès des parents.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Je n'ai pas vu de cas où la donation ait été attaquée.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Je n'ai jamais vu encore depuis trente ans que je fais du notariat dans ma région, attaquer un de ces actes.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire à Monastier :

Oui, je n'ai eu aucun procès à ce sujet depuis que je suis notaire, trente-sept ans.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Ces donations-partages sont très rarement attaquées.

QUESTION N° 15

Ne croyezvous pas que pour maintenir et conserver la petite et moyenne propriété paysanne, il serait utile de favoriser la transmission intégrale de la propriété familiale à un seul des enfants ?

RÉPONSES : -

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Dans la région lozérienne c'est le seul moyen de conserver nos paysans à la terre en ne morcelant pas la propriété, qui l'est déjà suffisamment.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

Oui.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

L'avantage du quart paraît indispensable pour conserver la propriété familiale.

Maître BONIJOL, notaire à Vialas :

Si.

XXVI

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Tout à fait de cet avis.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Très utile.

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Parfaitement.

Maître CORD, notaire à Mende :

Si.

Maître FERRAND, notaire au Bleynard :

Oui, dans l'intérêt de la propriété et celui surtout bien compris de la famille, un cinquantième enfant ne pouvant ainsi à son gré se livrer à une procédure ruineuse pour l'entière indivision; toutefois afin d'éviter les abus d'exhérédation de certains parents, chaque co-héritier devrait-il être en droit de soumettre à l'appréciation de trois jurisconsultes le chiffre de soulte à lui alloué, les frais demeurant à sa charge exclusive si sa demande n'était reconnue justifiée.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

A mon avis, il serait utile de favoriser la transmission intégrale de la propriété familiale à un seul enfant.

Maître GORTY, notaire à Nasbinals :

Non. La petite et moyenne propriété se conservera assez facilement. De nos jours il n'y a pas de familles qui n'ait des enfants à Paris dans le commerce. Il est rare qu'un de ces enfants ne soit pas en état de conserver le patrimoine

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Je réserve mon opinion à ce sujet.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Très utile.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Certainement oui.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Dans le canton de Ste-Enimie, cela n'est pas possible.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Cela pourrait avoir un inconvénient, car les donateurs, pour favoriser l'enfant qui doit leur succéder, seraient souvent tentés de lui donner plus que son préciput et sa réserve et de léser par suite les autres enfants. Conserver le mode actuel paraîtrait plus logique.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Indispensable même.

XXVII

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Pratiquement et dans le but de la conservation de la propriété familiale les cessions de droits à donation ou de droits successifs sont le plus souvent consenties à un seul enfant et presque toujours au précipitaire.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

Je suis absolument de cet avis, sauf le cas où plusieurs des enfants habitent la même commune. Il semble naturel en effet que ces enfants tous cultivateurs puissent augmenter leur patrimoine immobilier de la part leur revenant dans la succession de leur auteur.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

En principe oui.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Oui.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Oui.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Cette tendance à l'attribution à un seul des enfants de la propriété familiale se modifiera du fait que les situations pour les cadets à la ville se raréfient par suite de la crise. Ils réclament leur part en nature.

QUESTION N° 16

Ne pensez-vous pas que dans le même but, la coutume d'avantager un des enfants, soit à maintenir ?

RÉPONSES :

Maître Léon ALMERAS, notaire à Villefort :

Oui, surtout pour nos régions.

Maître Léon ALMERAS, notaire à Florac :

Oui, surtout dans les régions agricoles relativement pauvres

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Si.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Si.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Si.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Parfaitement.

XXVIII

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Si l'on veut conserver le toit familial, il faut maintenir ces donations et même augmenter la quotité disponible.

Maître CORD, notaire à Mende :

A maintenir.

Maître FERRAND, notaire au Bleyard :

Oui, dans l'intérêt du maintien des foyers.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

La coutume d'avantager un des enfants est chose louable

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Dans les propriétés importantes il est plus difficile d'attribuer tous les immeubles à un seul s'il n'y a avantage préciputaire. Mais cet avantage a souvent pour effet de semer la haine et la discorde dans la famille. L'ascendant qui tient à la conservation intégrale de son patrimoine, par un de ses enfants, est suspect de partialité et il arrive souvent que le préciputaire profite non du quart, mais du tiers, ou même de la moitié de la succession, l'argent comptant et toutes les valeurs mobilières sont appréhendées par l'attributaire de l'intégralité des immeubles.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Absolument nécessaire pour permettre à celui qui « garde la propriété » de la conserver dans son intégralité.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Oui.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Oui.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Naturellement si l'on n'avantage pas un des enfants pour l'inciter à rester sur la propriété, celle-ci périlitera.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

A maintenir.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Cette coutume est dans les mains des habitants de la campagne, elle serait difficile à abolir.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleyard :

Oui, on voit à peu près toujours en effet que les enfants qui ont quitté le pays, cherché une place ou se sont loués, ou exploité une industrie hors de leur pays (laiterie, café, etc...) ont réalisé de petites fortunes, alors que l'enfant resté à la maison, bien qu'avantagé du quart, a rarement vu sa situation s'améliorer.

XXIX

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Si.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Si, à cause que notre région est trop pauvre et que le quart préciputaire donné, la plupart du temps, ne récompense même pas le fils préciputaire de tout ce qu'il doit faire pour ses vieux parents.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Oui.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Si, pour conserver cette transmission intégrale, sans quoi faute de disponibilités, l'un des enfants ne pourra garder la propriété qui se vendra.

QUESTION N° 17

Et pour arriver à ce résultat de la transmission intégrale de la propriété à l'ainé, donataire du quart, ne pensez-vous pas que la donation-partage soit l'acte le plus adéquat ?

RÉPONSES :

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Villefort :

Pour arriver à ce but c'est la donation-partage qui convient le mieux.

Maître LÉON ALMERAS, notaire à Florac :

Oui.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Si, malheureusement elle n'est pas assez pratiquée en Lozère, les parents selon l'expression « ne voulant pas se dépouiller avant de mourir ».

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Si.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Si.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Parfaitement.

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître CORD, notaire à Mende :

Si.

Maître FERRAUD, notaire au Bleymard :

Assurément puisque l'opération serait ainsi faite de l'adhésion unanime et sous la médiation des donateurs.

XXX

Maître FILHOU, notaire à Fournels :

Oui.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Dans ma région, c'est le contrat de mariage qui est le plus adéquat et le plus fréquent pour donner le quart dans le but de faire faire un bon mariage à « l'ainé ».

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Oui.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Je le pense.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Si par la suite, la transmission intégrale de la propriété à « l'ainé » donataire du quart, était adoptée, ce serait l'acte de donation-partage qui serait préférable.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Oui, continuer à pratiquer la méthode actuelle.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Oui.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Oui, la donation-partage est l'acte le mieux indiqué pour la réunion sur une seule tête de la propriété familiale.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleynard :

Oui.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Si.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Evidemment pour atteindre ce but la donation-partage serait l'acte le plus adéquat, parce que accepté par tous les enfants et qu'il a été étudié en famille et qu'il exprime l'entière volonté des vieux parents.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui.

Maître VALGALIER, notaire à Monastier :

Si.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Si, en raison de l'autorité des parents qui en imposent les conditions aux enfants et facilitent ainsi les arrangements entre eux.

XXXI

QUESTION N° 18

Croyez-vous que l'usage de faire des donations-partages, soit ancien dans votre région ?

RÉPONSES :

Maître Léon ALMERAS, notaire à Villefort :

Pas très ancien, ne remonte qu'à une quarantaine d'années.

Maître Léon ALMERAS, notaire à Florac :

Oui.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Non.

Maître BONIJOL, notaire à Vialas :

Très ancien.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Oui, mais elles étaient rares.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

On en trouve dans les minutes anciennes. Mais elles étaient peu nombreuses avant 1890. Elles se généralisent avec une progression constante depuis cette date. La mentalité du notaire, conseil des familles, n'a-t-elle pas une part prépondérante dans le choix des parties relativement au mode « d'arrangement de famille » ?

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Au moins cent ans.

Maître CORD, notaire à Mende.:

Récent.

Maître FERRAND, notaire au Bleynard :

Oui, mais certains milieux de familles aisées seulement.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui, mais plus rares.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

Cet usage est très ancien.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

Dans les minutes de mes prédécesseurs datant de plus de cent ans, j'ai vu des donations-partages.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

Assez ancien.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Non. (De 1838 à 1888 je n'ai trouvé que deux donations-partages sur 13.637 actes).

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Oui.

XXXII

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Très ancien.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Non, le partage en nature, il y a trente ans environ était le plus usité.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Oui.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

L'usage de la donation-partage est ancien; il a plus d'un siècle.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleynard :

Oui.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Coutume très ancienne.

Maître SINEYRE, notaire à Mende :

L'usage de faire des donations-partages est très ancien dans ma région.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Oui, très ancien.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Non, il remonte environ vers 1900.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Très ancien.

QUESTION N° 19

Et la coutume d'avantager un des enfants, remonte-t-elle très haut.

RÉPONSES :

Maître Léon ALMERAS, notaire à Villefort :

Cette coutume est fort ancienne.

Maître Léon ALMERAS, notaire à Florac :

Oui.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Oui.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

Oui.

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Oui.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

(Voir réponse à la sixième question).

XXXIII

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Très haut.

Maître CORD, notaire à Mende :

Oui.

Maître FERRAND, notaire au Bleymard :

Oui, très loin.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Oui.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

En mon étude, depuis 1810.

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître GRASSET, notaire à Langogne : -

Oui.

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Oui.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

Oui.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Elle a toujours existée dans mon canton.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Très haut.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

Très ancien.

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

Elle est plus que séculaire.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

Oui.

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Coutume très ancienne.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

(Voir réponse à la question précédente).

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Très haut.

Maître VALGALIER, notaire au Monastier :

Oui.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Aussi (voir réponse à la question précédente).

QUESTION N° 20

Quelles réformes à la législation de la donation-partage estimez-vous nécessaires pour qu'elle remplisse parfaitement son but ?

RÉPONSES :

Maître Léon ALMERAS, notaire à Villefort :

Diminution des droits de mutation sur les soultes de partage et diminution de la durée des délais de prescription des actions concernant les donations-partages.

jouissance immédiate. «Le quart pour présent» (sic)

Maître Léon ALMERAS, notaire à Florac;

La principale me paraît être un abaissement très large des droits de mutation concernant les soultes de partage. Une des principales raisons en effet qui font abandonner la donation-partage avec attribution des biens à un seul enfant est le paiement des frais de mutation exorbitants, alors que ces frais sont réduits au minimum dans le partage en nature. Le législateur a d'ailleurs compris l'extrême importance de la dévolution de l'entière propriété à un seul des enfants, puisqu'il a institué le bien de famille. Mais précisément le caractère exceptionnel du bien de famille empêche sa diffusion alors que l'abaissement des droits d'enregistrement, frappant les soultes, amènerait ipso facto l'emploi de plus en plus fréquent de la transmission de la propriété rurale à un seul des enfants.

Maître BERNON, notaire à Rieutort :

Abaissement des droits fiscaux et en faire un acte simple au lieu d'un acte solennel.

Maître BONJOL, notaire à Vialas :

???

Maître BRESSON, notaire à Langogne :

Il serait bon que les droits de mutation à titre gratuit ne dépassent pas ceux de mutation par décès, ou même leur soient inférieurs, ce qui favoriserait considérablement la conservation de la petite propriété. Les droits de soulte devraient aussi être diminués.

Maître BUFFIÈRE, notaire à St-Alban :

Une réforme à préconiser est à mon avis celle de la simplification des formalités lorsqu'il existe des mineurs. Seule une autorisation du conseil de famille devrait être requise pour l'acceptation du partage anticipé fait par le dernier survivant des parents. Souvent les formalités actuelles en présence des mineurs sont ruineuses.

XXXV

Maître CAVALIER, notaire à Meyrueis :

Il faudrait modifier le code en ce qu'il dit que chaque enfant doit avoir une part égale d'immeuble. Cette disposition est anti-sociale.

Maître CORD, notaire à Mende :

Gratuité : Suppression des droits, comme l'on a fait pour les biens de 40.000 Francs (31 Mars 1931).

Maître FERRAND, notaire au Bleymard :

Réduction le plus possible des droits d'enregistrement y afférents.

Maître FILHON, notaire à Fournels :

Je l'ignore.

Maître GARNAUD, notaire à Chambon-le-Château :

???

Maître GOTTY, notaire à Nasbinals :

L'appréciation des biens pour déterminer la lésion devrait être faite à la date de l'acte; les actions devraient être intentées dans un délai de deux ans à dater du décès des donateurs. Les donations entre époux devraient être permises dans le partage anticipé.

Maître GRASSET, notaire à Langogne :

???

Maître JALBERT, notaire à St-Chély :

Possibilité d'attribuer l'intégralité des immeubles à un seul enfant même en présence de mineurs. Diminution des droits d'enregistrement (les droits de donation sont très supérieurs aux droits de mutation par décès). Le droit de soulte est aussi excessif; il devrait être diminué de moitié au moins.

Maître LAFONT, notaire à St-Etienne-Vallée-Française :

La diminution des droits de soulte.

Maître MESTRE, notaire à Ste-Enimie :

Je ne vois pas quelle réforme pourrait être adoptée pour remplir ce but.

Maître PRIVAT, notaire à la Canourgue :

Il faudrait que le droit d'enregistrement des cessions fut comme autrefois inférieur au droit de vente, que l'intéressé voit que l'achat à faire à son frère ou à sa sœur lui sera moins onéreux que celui à faire à un étranger. Il serait encore plus attiré à se perpétuer sur le domaine de famille.

Maître RASCALON, notaire à Florac :

???

Maître ROUCHY, notaire à Marvejols :

En l'état actuel aucune réforme ne paraît s'imposer, la donation-partage étant toujours acceptée par les donataires et presqu'également toujours respectée.

Maître ROUVIÈRE, notaire au Bleymard :

Que le partage anticipé ne soit pas soumis aux prescriptions des articles 826 et 832, c'est-à-dire qu'on ne soit pas tenu de comprendre dans chaque lot, proportionnellement aux droits de chacun, la même quantité de meubles, immeubles, etc... Que l'action en rescision pour cause de lésion ne puisse être exercée que pendant un délai beaucoup plus restreint (deux ans par exemple comme pour les ventes). Que passé ce délai le partage anticipé ne puisse être attaqué. Que la femme mariée sous le régime dotal puisse disposer de ses biens sous cette forme, bien qu'au moment où la donation-partage se fait, il ne soit pas question de l'établissement d'un enfant (qui en général n'a pas attendu cette disposition pour s'établir).

Maître ROUX, notaire à Grandrieu :

Réduction du délai de dix ans qui court à partir du décès du donateur.

Maître SINÈGRE, notaire à Mende :

Il serait bon de demander la réduction des droits d'enregistrement sur les soultes; il est inadmissible qu'un enfant pour hériter de ses père et mère soit obligé de payer les mêmes droits qu'un simple acquéreur ordinaire.

Maître TRÉMOLLET, notaire à Marvejols :

Diminution des impôts de transmission.

Maître Trémollet a bien voulu m'écrire ultérieurement que :

Comme moyen propre à maintenir la propriété rurale, il y a lieu d'indiquer à mon sentiment, la suppression du partage judiciaire en présence d'incapables, en donnant au conseil de famille, la possibilité d'habiliter le tuteur à faire tous traités amiables pour le règlement des successions et indivisions de toute nature, dans lesquelles les incapables peuvent être intéressés.

Maître VALGALIER, notaire à Monastier :

Réversibilité de la pension entre époux.

Maître VINCENS, notaire à St-Alban :

Pouvoirs plus importants des parents dans le règlement et l'attribution de leurs biens.

BIBLIOGRAPHIE

-
- M. PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français ;
tomes 4 et 5.
- A. ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit français.
- J. BRISSAUD. — Manuel d'histoire du droit privé.
- P. F. GIRARD. — Manuel élémentaire de droit romain.
- LAFFERRIÈRE. — Essai sur l'histoire du droit français.
- E. JARRIAND. — Histoire de la nouvelle 118 dans les pays de droit écrit.
- L. BARBIER. — De la transmission intégrale du patrimoine au cas de décès et particulièrement de la transmission intégrale des exploitations agricoles dans la législation française.
- M. G. BOUTAUD. — Etude critique de la règle d'égalité en nature dans les partages.
- M. PRIEU. — La nature collective de la réserve héréditaire.
- DE FOVILLE. — Le morcellement.
- F. JOBLIN. — Le remembrement de la propriété rurale en France.
- M. AUGÉ-LARIBÉ. — Le paysan français après la guerre.
- BONNECASE. — Supplément au Traité de Baudry-Lacantinerie,
tome premier.
- RÉSULTATS STATISTIQUES du recensement général de la population
(1926 - 1931).
- STATISTIQUE du mouvement de la population (1930).
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon (23^e volume).
- P. SIMONIN. — De la réforme des partages d'ascendants comme remède au morcellement de la propriété rurale et à la dénatalité.
- M. BILLEY. — Le partage d'ascendant conjonctif.
- A. LACOSTE. — Les réserves d'usufruit ou de rente viagère.
- R. DUGAS. — Causes de nullité ou de rescision des partages d'ascendant.
- REVUE DES DEUX-MONDES. — (15 Mai (1924). La crise de la natalité (Victor GIRAUD).
- BULLETIN périodique de la presse allemande (1933).
- RECUEIL civil et notarial des Juris-Classeurs.
- REVUE politique des idées et des institutions.
- RECUEILS de jurisprudence SIREY et DALLOZ.
- ARCHIVES de Maître Alméras, notaire à Villefort (Lozère).
-

Table des Matières

INTRODUCTION. —	7
---------------------------	---

PREMIERE PARTIE

La transmission intégrale du patrimoine des parents à leurs enfants dans les familles rurales lozériennes	15
PREMIER CHAPITRE. — La transmission intégrale du patrimoine dans les familles rurales lozériennes, avant la Révolution	
<i>Première Section.</i> — Un exemple	18
<i>Deuxième section.</i> — Comment procédait-on à l'ordinaire ?	31
<i>Troisième section.</i> — Fréquence de ce mode de transmission du patrimoine	36
DEUXIÈME CHAPITRE. — La transmission intégrale du patrimoine dans les familles rurales lozériennes pendant la période révolutionnaire	
<i>Première section.</i> — Donations préciputaires postérieures au décret du 7 mars 1793	44
<i>Deuxième section.</i> — Les lois de l'an II. Réactions de la coutume lozérienne en présence de ces lois	49
<i>Troisième section.</i> — La loi du quatre germinal an VIII	62
TROISIÈME CHAPITRE. — La transmission intégrale du patrimoine dans les familles rurales lozériennes depuis le code civil	
<i>Première section.</i> —	65
<i>Deuxième section.</i> — Résultats de l'enquête faite auprès de MM. les notaires de la Lozère	72

DEUXIEME PARTIE

Réfutation des objections que soulève ce mode de transmission ; exposé de ses avantages et de ce qui a été tenté dans cette voie par le législateur	83
PREMIER CHAPITRE. — Objections que soulève ce mode de transmission	
<i>Première section.</i> — La donation de la quotité disponible, la donation du quart est injuste ; elle heurte profondément nos sentiments égalitaires	84

XXXIX

Deuxième section. — Cette coutume de la transmission intégrale ne viole-t-elle pas les règles du Code Civil ?.. 89

DEUXIÈME CHAPITRE. — Avantages de la transmission intégrale du patrimoine sur le partage en nature du Code Civil 103

Première section. — Influence de la transmission intégrale du patrimoine sur la propriété rurale 105

Deuxième section. — Influence de la transmission intégrale sur la natalité et la famille 124

Troisième section. — Influence de la transmission intégrale du patrimoine sur la dépopulation des campagnes.. 134

TROISIÈME CHAPITRE. — Mesures prises par le législateur pour remédier aux défauts du régime successoral du Code Civil et arrêter la dépopulation des campagnes 144

TROISIÈME PARTIE

Réformes à apporter au Code Civil en vue de substituer le régime de la transmission intégrale du patrimoine, particulièrement du patrimoine rural, au régime actuel. Moyen juridique le plus adéquat pour réaliser ce mode de transmission du patrimoine : la donation-partage. Réformes à y apporter pour qu'elle remplisse parfaitement son but 155

PREMIER CHAPITRE. — Réformes générales 160

Première section. — Modification de l'article 815 du Code Civil 160

Deuxième section. — Modification des articles 826 et 832 162

Troisième section. — Modification des règles de la réserve.. 167

Quatrième section. — Réforme fiscale 171

Cinquième section. — Réforme du partage judiciaire lorsqu'il y a des mineurs parmi les héritiers 174

DEUXIÈME CHAPITRE. — Institution d'un régime spécial de transmission des exploitations agricoles 182

TROISIÈME CHAPITRE. — Procédé juridique le plus adéquat pour réaliser la transmission intégrale du patrimoine rural : la donation-partage. Réformes à y apporter pour qu'elle remplisse parfaitement son but 192

CONCLUSION. 217

APPENDICE

Enquête faite auprès de MM. les Notaires de la Lozère sur la transmission intégrale du patrimoine rural I

BIBLIOGRAPHIE XXXVII

TABLE DES MATIÈRES..... XXXVIII

IMPRIMERIE LARGUIER — NIMES
